

Miron Dolot

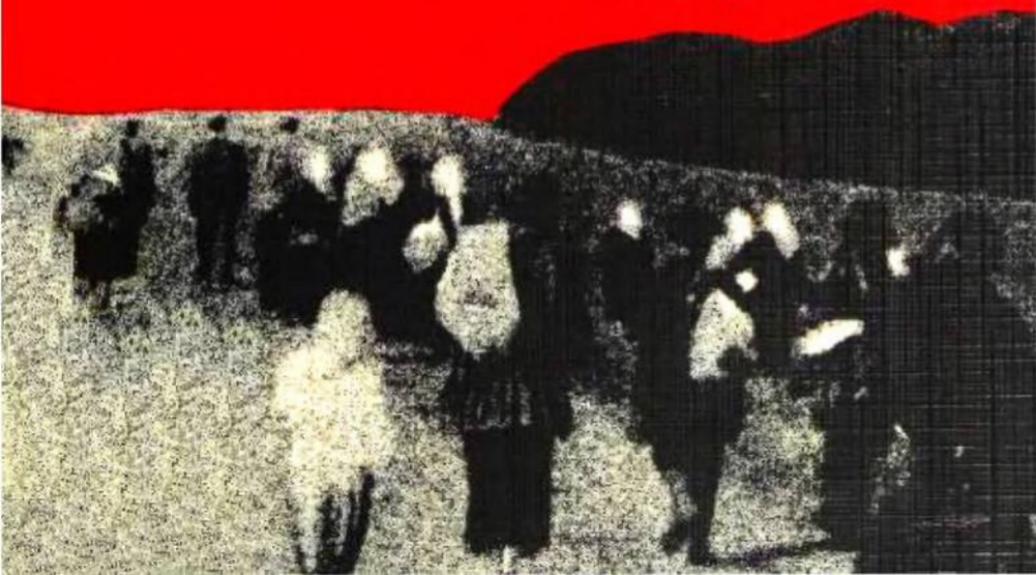
Les affamés

L'holocauste
masqué

Ukraine
1929-1933

Présentation de
Guillaume Malaurie

Ramsay



Miron Dolot

Les Affamés
L'holocauste masqué
Ukraine 1929-1933

Présentation
de Guillaume Malaurie

Traduit de l'américain
par Amale Naccache

Éditions Ramsay
9, rue du Cherche-Midi
75006 Paris

*Je dédie ce livre
aux fermiers ukrainiens
que l'on a délibérément
fait mourir de faim
durant la famine de 1932-1933,
regrettant seulement
qu'il me soit impossible
de décrire complètement
leurs souffrances.*

Regarder l'oubli. C'était en juillet 1983, à l'angle de la rue des Saints-Pères et du boulevard Saint-Germain. Entre badauds, touristes et mères de familles, une cinquantaine de personnes se recueillent, dans le square Chevchenko qui flanque l'église catholique ukrainienne de Paris.

Une commémoration, la cinquantième, pour un formidable massacre. Celui des Ukrainiens soviétiques morts d'une famine planifiée en 1933. La presse ? Absente. Les personnalités politiques ? Elles s'étaient fait excuser. Alain Besançon présente, en solitaire, la France sur son propre sol.

Le génocide d'Ukraine, car c'est bien son nom, je l'avais rencontré au détour des textes. Comme par mégarde. Quatre ou six millions de morts ? Si les chiffres se dérobaient à une étude pointilliste, ils restent, même dans les estimations les plus basses, significatifs. Mais totalement inconnus du public, absents des manuels scolaires, ignorés par les encyclopédies, souvent passés aux profits et pertes de la collectivisation dans les ouvrages traitant de l'Union soviétique.

Le récit de Dolot est le premier document publié sur cet épisode tragique en France : l'histoire d'un village au jour

le jour, étranglé, asséché comme le fut l'Ukraine tout entière. Il brise, enfin, le silence qui entoure cette affaire.

Lorsqu'on en aura pris la mesure, restera encore à expliquer la paresse, sinon la résistance des esprits occidentaux à en reconnaître l'ampleur.

J'y vois quatre raisons :

- 1. Les autorités soviétiques ont toujours nié la famine de 1933. Malgré les témoignages et les statistiques officielles qui trahissent un véritable cyclone démographique.*
- 2. Depuis la fin du XIX^e siècle, la Russie représenta l'alliée privilégiée de la France contre son rival prussien. Michelet excepté, beaucoup se sont complus à présenter l'Empire russe telle une entité compacte où les permanences nationales ne pouvaient relever que d'archaïsmes à la manière occitane.*
- 3. Attitudes qui ont, en fait, peu évolué. Si l'opinion a découvert le totalitarisme communiste, la multinationale soviétique ne retient pas encore pleinement l'attention.*
- 4. Enfin, l'antisémitisme avéré de certains politiciens ukrainiens a conduit à faire porter l'opprobre collectif sur tout un peuple.*

Rappelons qu'en histoire, la plus élémentaire rigueur implique de refuser toute notion de péché origineL

Il y a quelque trois ans, j'eus l'occasion de réfléchir à ce « problème ukrainien », et Le Monde, m'ayant largement ouvert ses colonnes, m'avait permis d'en dresser l'état des lieux. Cet article, aujourd'hui, ne me paraît pas dépassé, et je remercie ce journal, et notamment Jacques Amalric, de m'autoriser à le reproduire.

Le génocide par la faim

Singulière famine que celle qui ravageait l'Ukraine, le grenier de l'Europe, voilà tout juste cinquante ans. Ni sécheresse ni guerre, une bonne récolte de surcroît cette année 1933. Mais quatre à cinq millions d'Ukrainiens, ces Beaucerons soviétiques, succomberont à la recherche d'un quignon de pain.

Rendons justice au hasard : il est innocent de ce qu'il convient d'appeler un supplice collectif par la faim visant à casser la vitalité de trente-deux millions d'hommes. Éminemment politique, ce « Grand Massacre » (Soljénitsyne) décidé au Kremlin est bien un génocide. Troisième du nom en ce début du xx^e siècle, il attend toujours une reconnaissance.

C'est le témoignage d'une Ukrainienne naturalisée américaine, Martha Stebalo, qui, après un séjour en URSS, sensibilisera quelque peu l'opinion française.

Publiée par *Le Matin* en août 1933, son récit décrit des populations rurales hagardes, mâchonnant des tiges de maïs, l'écorce des arbres ou de la sciure mélangée aux herbes sauvages. Sur les huit cents habitants que comptait son village natal en Podolie, cent cinquante avaient déjà disparu depuis le printemps, et le rythme s'accélérait. Refusant la fatalité ambiante, M. Stebalo demande aux survivants si l'État a pris des mesures. « Non, lui rétorque-t-on, ce sont les autorités elles-mêmes qui manifestent le plus d'acharnement à nous détruire. On veut nous faire périr, c'est une famine organisée. Si nous sommes surpris coupant des épis, c'est la geôle ou la fusillade. »

Ouverte en 1929, la chasse aux *koulaks* se double

donc d'un chantage à la faim, et, de cette formidable entreprise de prophylaxie sociale, le paysan petit, moyen ou gros sortira collectivisé ou les pieds devant. Généralement, l'un n'empêchera pas l'autre. Anecdote significative : celui qui refuse le *kolkhoze* se voit qualifié d'« Indien » ! Dernier Mohican « soviéticus » d'une espèce sociale condamnée, il ne peut plus prétendre qu'au métier de fossoyeur.

Phénomène inouï, voici ces agriculteurs des plaines du « Middle East » européen réduits à l'état de chasseurs-collecteurs faméliques au beau milieu des blés mûrs. Alors, on tue le bétail, on s'arrache les chats, puis les rats, y compris les charognes. Et, quand sur un bourg flotte un drapeau noir, c'est qu'il n'y a plus âme qui y vive. Pour éviter que l'on déterre les cadavres, la police exige de les laisser se décomposer sur place, car les pratiques cannibales se banalisent rapidement dans les campagnes ukrainiennes.

Au mur d'un bureau officiel, le correspondant du *Jewish Daily Forward*, Harry Lang, découvre une affiche montrant une mère désespérée, son fils à ses pieds, et barrée du slogan : « Manger son enfant est un acte barbare. » « Nous avons dû la distribuer dans une centaine de villages », lui précise un fonctionnaire. Parmi les déportés des seules îles Solovietskie, on dénombrera d'ailleurs plus de trois cents condamnés pour anthropophagie.

Bien que ravitaillées, les grandes villes n'échappent pas aux difficultés. Résidant à la même époque à Karkhov, Arthur Koestler parle de ces paysans réfugiés, véritables nomades aux pupilles opaques. Leur nombre doit dépasser les chiffres des migrations qui suivirent la chute de l'Empire romain, note-t-il. Et d'ajouter : « Outre les cinq millions de *koulaks* officiellement déportés en Sibérie, plusieurs millions

de gens erraient. Je n'ai jamais vu autant d'enterrements et aussi hâtifs que pendant cet hiver à Kharkov. » De retour de Kiev où ils travaillaient, deux ouvriers tchécoslovaques dressent un tableau identique au Club socialiste de Prague.

Quant au docteur O. Schiller, expert économique de l'ambassade allemande à Moscou, il évalue le nombre de morts à cinq millions et demi au printemps 1933. Pourtant, lorsque le cardinal archevêque de Vienne T. Innitzer attire publiquement l'attention sur les « détails terrifiants » de l'« épouvantable famine » et lance un vibrant appel à l'aide internationale « au nom de l'amour du prochain », la presse soviétique le rabroue vertement : « Il n'y a pas plus de cannibalisme que de cardinaux en Russie ! » En somme, toutes ces allégations ne seraient que fumée sans feu.

C'est précisément ce démenti formel et le refus absolu d'une assistance extérieure qui autorisent à parler de génocide. Dix ans plus tôt, lors des famines de 1921-1923, le Kremlin n'avait pas fait la fine bouche aux secours américains. Dix-huit millions de Soviétiques furent sauvés grâce à l'American Relief Administration, et Kamenev exprimait ainsi sa gratitude : « Jamais les populations d'URSS n'oublieront l'aide que leur a apportée le peuple des États-Unis. » Auparavant, de tels événements surprenaient en partie le pouvoir soviétique ; désormais, il les orchestre et repousse tous les dons, qu'ils viennent du Civil Relief Committee for Starving Soviet Ukraine, ou d'autres organisations.

Un complot du silence, qui n'empêche pas les correspondants encore sur place d'informer le monde. Dès le 1^{er} janvier 1933, le *New York Times* explique que Dieu n'est pour rien dans ce désastre prémédité. Et, dans les colonnes du *Daily Express*, Gareth Jones, plutôt bien disposé à l'égard du régime, analyse la

désertification des très nombreux villages qu'il a pu visiter autour de Poltava. A Genève, la Société des nations elle-même s'émeut. Son président en exercice, le docteur Mowinckel, ministre norvégien des Affaires étrangères, tente de persuader ses collègues de la nécessité d'une action humanitaire.

A cet effet, il envisage de s'adresser « amicalement » à Moscou, en lui demandant d'accueillir, « dans les régions touchées par le fléau, une mission internationale d'enquête et de secours ». Peine perdue : l'URSS n'est pas membre de la SDN, et l'on glisse le dossier à la Croix-Rouge, c'est-à-dire nulle part. H. E. Koppelman, un représentant du Congrès américain, n'a guère plus de chance quand il exprime au Kremlin ses inquiétudes à propos de l'Ukraine. Merci d'avoir attiré mon attention sur « ces écrits ukrainiens », mais ce sont des faux fabriqués par des contre-révolutionnaires, lui répond en substance Litvinov.

Toutefois, il ne suffit pas de nier pour convaincre, d'autant que les dirigeants soviétiques recherchent activement une légitimité internationale. Divine surprise, donc, que l'annonce du voyage d'Édouard Herriot au pays des soviets, l'été 1933. Partisan d'un rapprochement avec l'URSS, le leader du parti radical n'est, certes, plus président du Conseil lorsqu'il débarque à Odessa le 26 août, mais ses prises de position ont force de référence et engagent l'avenir.

De la famine ukrainienne il ne verra rien, parcourant des villages « Potemkine » peinturlurés la veille et où s'ébrouent gaiement des agents de la *Guépéou* grimés en villageois. A Kiev, se souvient un témoin, toute la population fut mobilisée vingt-quatre heures avant l'arrivée de la délégation française pour ramasser les cadavres, nettoyer les rues et décorer les façades. Comme une moquette moelleuse que les officiels

auraient tendue devant Herriot, puis roulée derrière. Étonnante prestation théâtrale, même si l'on admet que le principal figurant, fort bien disposé à se laisser séduire, y ait mis du sien. « Lorsque l'on soutient que l'Ukraine est dévastée par la famine, déclare-t-il à son retour, permettez-moi de hausser les épaules. » « Un démenti catégorique aux mensonges de la presse bourgeoise », commente triomphalement la *Pravda* du 13 septembre 1933.

Sur les charniers ukrainiens tombe sans le moindre accroc un rideau brodé de couleurs plus enjouées. Car, aussi convaincantes qu'aient pu paraître les preuves de l'hécatombe, une seule parole suffit à les contrecarrer. Ce mécanisme, le pouvoir soviétique l'a compris, qui cherche moins à démontrer la validité de sa propre version qu'à la rendre aussi acceptable qu'une autre. Le reste est affaire d'engagement. Réduite au statut d'hypothèse, la famine de 1933 se dissipe : nos mémoires n'enregistrent pas les conjectures.

Tout passe. Tel est d'ailleurs le titre du beau roman de Vassili Grossman, paru en 1972 et qui traite de ces événements. Curieusement, ce sont les écrivains ukrainiens comme V. Barka, et non nos historiens, qui expliquent le mieux ce sinistre raisonné : à l'origine, la collectivisation des terres développée à l'échelle de toute l'Union, mais particulièrement implacable dans le stratégique espace céréalière ukrainien. Vingt-cinq mille activistes, ces « ventouses à blé », ainsi qu'on les surnomme, viennent dès 1930 fouetter l'énergie kolkhozienne et exiger d'irréalisables quotas de production.

Parmi eux, Victor Kravchenko, qui évoque parfaitement dans *J'ai choisi la liberté* cette froide logique : « La guerre est déclarée : c'est eux ou nous », lui assène un membre du Comité central. « Il faut balayer les vieux débris pourris de l'agriculture capitaliste !

poursuit-il ; ne craignez pas de recourir aux méthodes les plus extrêmes. »

Si les ouvrages soviétiques admettent aujourd'hui qu'en 1932 plus d'un million d'Ukrainiens ont été déportés, ils n'insistent pas sur la législation de famine promulguée la même année. En application de celle-ci, la récolte céréalière est réquisitionnée, et toute personne surprise à garder du blé ou à ramasser des épis devient passible de la peine capitale. Aussi, quand en 1933 Moscou exige des livraisons supérieures à l'année précédente, les semences disparaissent à leur tour, et les équilibres essentiels se désagrègent. Aux disettes, succède l'inexorable famine.

Situation d'autant plus insupportable que les greniers débordent, et que les céréales soviétiques inondent le marché international à des prix défiant toute concurrence. Il en va de même pour le beurre, dont Kravchenko découvrira des stocks impressionnants destinés à l'exportation dans une laiterie voisine de Dniépropetrovsk. « Je sais bien que nos paysans meurent de faim, soupire le directeur, mais que puis-je faire ? J'ai des ordres. » Des ordres qui, ajoutés les uns aux autres, constituent une sorte de ligne politique, celle de non-assistance à nation en péril. Sinon, pourquoi l'armée rouge s'emploie-t-elle à ceinturer la RSS d'Ukraine et les villes russifiées de l'intérieur d'une frontière imperméable à tout échange commercial ?

En fait, l'État soviétique profite ici des circonstances pour porter un coup décisif à cette Ukraine rebelle qu'il cherche à mater depuis 1926. Après l'anéantissement de sa souveraineté, acquise en 1917, l'interdiction de l'Église orthodoxe autocéphale et les procès à répétition contre l'intelligentsia, c'est au tour de la paysannerie d'être foudroyée. Cette concomitance entre la radicalisation « antiséparatiste » et la famine est

par trop flagrante pour ne pas relever d'intentions identiques.

Vieux compagnon de Lénine et président adjoint du Conseil des commissaires du peuple, Nicolas Skrypnik le saisit parfaitement. En « communiste national », il proteste, l'année 1932, à la fois contre la politique agricole, les purges et la nomination d'un Polonais, Stanislas Kossior, à la tête de son parti. Blamé, on lui propose une nomination à l'université... sibérienne de Tomsk, et, à la suite d'une entrevue avec Staline, il se suicide en 1933. Au total, un abîme démographique d'au moins six à sept millions d'individus, si l'on compte les morts essentiellement dues à la famine ou aux épidémies, les exécutions sommaires, les victimes des déportations et le déficit de la natalité.

En frappant la nation ukrainienne dans ses forces vives, la famine artificielle de 1933 compromettait enfin sa vocation pluriséculaire à devenir l'indispensable charnière entre l'Occident et l'Orient. Maillon toujours manquant d'une Mittel Europa libre, l'Ukraine témoigne de cette ambition à travers son passé, ne serait-ce que pour avoir partagé l'histoire austro-hongroise ou polonaise et œuvré au dialogue œcuménique gréco-catholique...

Si, en 1983, les peuples européens se devaient d'observer une seule minute de silence, c'eût été en souvenir d'un des leurs, supplicié clandestinement il y a un demi-siècle. L'oubli, une fois encore, triomphait. Puisse le livre de Dolot préparer un centenaire plus digne de la mémoire du vieux continent.

Guillaume Malaurie

Introduction.

Ce livre est un des rares témoignages vécus sur la grande famine qui frappa plusieurs régions de l'Union soviétique en 1932-1933. L'auteur en a subi l'horreur, alors qu'il était adolescent, dans un village ukrainien, et l'Ukraine fut une des régions les plus cruellement touchées par ce drame : on estime que cinq à sept millions de ses habitants sont morts de faim au cours de cette année terrible. La famine sévit aussi dans d'autres parties de l'URSS. Ainsi, dans la république asiatique soviétique du Kazakhstan, la moitié de la population autochtone fut victime de ses ravages¹. Mais l'Ukraine, comme le Caucase du Nord (sévèrement atteint lui aussi), est en temps normal le territoire le plus fertile de ce vaste pays, ce qui rend d'autant plus paradoxale la tragédie qui a accablé la nation dont la population tient, en nombre, la deuxième place parmi celles de l'Union soviétique.

Les famines, quand elles ont pour cause des facteurs

1. Bien que les autorités soviétiques aient cherché à cacher la tragédie engendrée par leur politique, les statistiques officielles montrent l'ampleur de cet holocauste. Le recensement soviétique de 1936 donne le chiffre de 4 millions de Kazakhs ; dans celui de 1939, ce chiffre tombe à 3 millions, soit 1,5 million de moins que ce que la population aurait dû représenter à cette date en tenant compte d'une croissance normale. Le temps fort de la famine au Kazakhstan se produisit pendant la première vague de collectivisation, entre 1929 et 1931.

naturels comme la sécheresse ou les mauvaises récoltes, sont des phénomènes terrifiants. Mais ce qui confère à celle de 1932-1933 une horreur particulière, c'est qu'elle a été à la fois provoquée et organisée par la politique du gouvernement soviétique ou, plus exactement, par celle de Staline, à l'époque dictateur absolu, l'auteur et l'exécuteur du plan qui entraîna la mort de plusieurs millions de ses compatriotes et généra des souffrances indicibles pour l'ensemble de la population rurale de l'URSS.

Cette sombre histoire commence un peu plus tôt. Depuis 1921 — la fin de la guerre civile —, les paysans soviétiques avaient joui d'une relative tranquillité et cultivaient librement leurs lopins de terre, avec l'obligation de verser une partie de leur récolte au gouvernement à un prix fixé par lui. Cette politique aboutit à un remarquable redressement des campagnes après les ravages de la révolution et de la guerre civile. L'Union soviétique, comme la Russie impériale avant 1914, était devenue grande exportatrice de blé. Pourtant, cette tolérance partielle envers la libre entreprise dans le monde rural restait en travers de la gorge des dirigeants communistes les plus doctrinaires. Selon eux, le marxisme-léninisme enseignait que l'existence d'un grand nombre de petites unités agricoles (les grandes propriétés avaient bien sûr été expropriées pendant la révolution) était à la fois inefficace et politiquement dangereuse. Inefficace parce que cette production à petite échelle était, prétendaient-ils, antiéconomique, conduisant à une faible productivité et mobilisant une force de travail trop importante. Dangereuse parce que, contrairement à ce qui se passait dans d'autres branches de l'économie, l'État ne contrôlait pas complètement les producteurs ; s'ils n'étaient pas payés de façon satisfaisante, ils pouvaient refuser de livrer leurs produits au gouvernement.

Déjà en 1926-1927, les dirigeants communistes avaient entrepris de pressurer les paysans et les fermiers (qui

constituaient alors 80 % de la population) : les plus prospères d'entre eux furent soumis à de lourds impôts ; le prix du blé fut arbitrairement réduit de 20 % ; les pressions croissantes et le harcèlement exercés sur les producteurs les plus efficaces découragèrent la paysannerie de produire et de vendre du blé. Si le gouvernement avait décidé de provoquer une pénurie alimentaire, il n'aurait pas trouvé meilleur moyen. Et, en effet, les livraisons de blé à l'État diminuèrent brusquement en 1928.

Au lieu d'adopter ce qui aurait été une solution de bon sens, c'est-à-dire augmenter les tarifs payés aux producteurs, le gouvernement se lança dans une campagne draconienne contre la paysannerie en tant que classe. L'année 1928 marqua le début de ce qu'un poète soviétique, écrivant pendant la déstalinisation, appela « la guerre [du gouvernement] contre la nation ». On ne négociait plus avec les paysans en fonction des lois du marché, on ne les incitait plus par des avantages à augmenter leur production. On allait les contraindre et les enrégimenter de telle sorte qu'ils deviennent non pas simplement des employés, mais des esclaves virtuels de l'État, tout comme leurs ancêtres, dans la Russie impériale d'avant 1861, avaient été les serfs des propriétaires terriens.

La collectivisation serait le moyen de cette transformation. Les avoirs fonciers de quelque 25 millions de familles paysannes seraient répartis en 250 000 fermes collectives et fermes d'État environ. Les terres, le bétail, les outils agricoles, et, dans certains cas, les habitations seraient enlevés aux individus et transférés, en théorie à la communauté, mais en fait à l'État. La ferme collective était, en titre, une coopérative agraire ; mais, en fait, avec les « réformes » mises en œuvre entre 1928 et 1930, elle s'approchait davantage de la colonie pénitentiaire dont toute l'activité se déroulait selon des prescriptions venues d'en haut, gérée par des gens venus d'ailleurs et ignorant souvent à la fois l'agriculture et les particularités locales.

M. Dolot décrit de façon vivante les dégâts et la confusion provoqués dans son village natal par la collectivisation forcée. Il faut agrandir plusieurs milliers de fois l'image qu'il donne pour avoir une idée de ce qui se passa dans toute l'Union soviétique au cours de ces années-là.

Comme le Parti communiste ne faisait confiance à personne parmi les paysans, même pas aux plus loyaux envers le régime, il envoya dans les campagnes afin d'imposer cette politique d'asservissement 25 000 de ses membres, militants des jeunesses communistes pour la plupart, les « millièmes » de ce livre. Presque tous, on le verra, étaient des communistes fanatiques, poussés par leur endoctrinement à considérer le paysan comme un « petit capitaliste » et un « ennemi de classe » et totalement dénués de scrupules lorsqu'il s'agissait de forcer les villageois par intimidation à rejoindre la ferme collective.

Face à cette menace contre son mode de vie immémorial, et confronté à ce qu'il considérait comme le vol de sa propriété, le paysan, que ce soit en Ukraine ou en Asie centrale, se battit avec acharnement. Le gouvernement tenta pour se faciliter la tâche de diviser ses victimes et de les dresser les unes contre les autres. Selon la ligne officielle, les seuls opposants à la collectivisation, et donc soumis à la persécution, étaient les *koulaks*, soit la couche la plus prospère de la paysannerie. Pourtant, ceux que la propagande présentait comme les exploiters de leurs voisins de village étaient, pour la plupart, des producteurs simplement plus efficaces, et, à ce titre, les bienfaiteurs des campagnes et de la nation, plutôt que les « sangsues » et les « parasites » évoqués par les propagandistes communistes dans leurs discours chargés d'opprobre. La racaille était incitée, avec la bénédiction officielle, à commettre des actes violents contre les *koulaks*, lesquels, avec leurs familles, étaient jetés hors de chez eux, battus, les hommes parfois lynchés, et leurs biens étaient pillés.

Mais, malgré toutes ces tactiques visant à semer la

division, l'ensemble de la paysannerie résista à la collectivisation. Par désespoir, les villageois se livrèrent parfois à des actes terroristes contre leurs oppresseurs. En représailles, les autorités instituèrent une terreur systématique à l'encontre de toute cette classe sociale. Ceux qui résistèrent le plus activement furent exécutés, et leurs familles exilées vers les zones arides du Nord. Au cours d'une seule année, en 1929-1930, cinq à huit millions de personnes furent ainsi réprimées. D'autres furent expédiées loin de chez elles et condamnées à nettoyer des marécages et à défricher des terres incultes. La police secrète et même des unités de l'armée furent envoyées dans les villages récalcitrants.

Dans l'impossibilité de répondre à la force par la force, les paysans s'enfoncèrent dans la résistance passive. L'une de ses manifestations, considérée comme la plus dangereuse par le gouvernement, consistait à abattre le bétail plutôt que de le livrer au *kolkhoze*. En 1928, il y avait 32 millions de chevaux en URSS ; en 1934, ce chiffre était tombé à 15,5 millions. Pendant les seuls mois de janvier et de février 1930, 14 millions de têtes de bétail furent tuées. Face à cette catastrophe, le gouvernement mit fin à sa guerre. Staline annonça, en mars 1930, dans un discours qui était un chef-d'œuvre d'hypocrisie, que les fonctionnaires locaux s'étaient *trompés* en contraignant les villageois à rejoindre les fermes collectives et en oubliant que ses instructions comme celles du Parti insistaient sur le fait que l'appartenance à l'une de ces fermes devait être volontaire. Comme il l'écrivit, « Qui souhaiterait de tels abus, une conduite aussi bureaucratique du mouvement de collectivisation, ces menaces indignes contre les paysans ? » Et il eut la grâce d'autoriser les paysans qui le désiraient à quitter les collectifs. Les chiffres suivants illustrent l'importance de ce volontariat : avant la déclaration de Staline, le 1^{er} mars, le nombre des familles collectivisées était de 57,6 % pour l'ensemble du pays. Deux mois plus

tard, il était de 23,6 %. On peut imaginer le désordre et les dommages dont souffrit l'agriculture au cours de cette année terrible.

Si les paysans avaient gagné un délai, ce n'était pas une victoire. A la fin de 1930, des concessions furent faites à leur besoin de posséder quelque chose en propre : on leur accorda le droit de détenir 20 ares par famille et, parfois, une vache. En septembre 1931, 60 % des familles étaient incorporées dans les fermes collectives. Les dommages qui en résultèrent pour l'économie rurale allaient surpasser ceux dont elle avait souffert en 1929-1930.

La campagne de collectivisation était synchronisée avec le premier plan quinquennal du gouvernement, visant à industrialiser en hâte le pays, jusque-là à prédominance rurale. Un de ses éléments essentiels comportait l'acquisition de machines étrangères, de brevets et d'experts. Comment ces importations allaient-elles être payées ? A l'époque, la seule façon pour l'Union soviétique de se procurer de grandes quantités de devises était d'exporter des matières premières. De là des pressions croissantes sur les campagnes, déjà dévastées et appauvries, afin d'en tirer du blé non seulement pour la population urbaine en expansion, mais aussi pour l'exportation. En 1930, sur une récolte de 83,5 millions de tonnes, le régime en soutira 22 millions aux paysans et en exporta 5,5. L'année suivante, en grande partie pour les raisons déjà invoquées, la production diminua de 14 millions de tonnes, mais le régime en extorqua aux paysans 22,8 millions et en exporta 4,5. Il n'était pas nécessaire d'être agronome pour se rendre compte que c'était aller au désastre ; le régime n'en continua pas moins à augmenter les quotas des livraisons de blé obligatoires. Dès le printemps 1932, il y eut des signes avant-coureurs de très mauvaises récoltes dans de vastes régions, y compris l'Ukraine, mais le plan de l'État fixa pourtant le montant des livraisons à 29,5 millions de tonnes, chiffre le plus élevé jamais exigé jusque-là. A la fin

de l'année, des gens commencèrent à mourir de faim. L'URSS exporta 1,5 million de tonnes de blé, qui auraient suffi largement à nourrir les six à huit millions de personnes qui, selon les estimations, moururent de faim en 1932-1933.

Telle est donc la toile de fond sur laquelle se déroulèrent les événements décrits dans le livre de M. Dolot. Quand il s'avéra, au cours de l'année 1932, que le quota décidé par l'État ne pouvait matériellement être rempli, Staline ordonna, dans sa fureur, la saisie de tous les stocks disponibles, quelles qu'en soient les conséquences pour la population locale. Ce n'est pas un réfugié anticommuniste, mais un auteur qui, au temps de Khrouchtchev, plus propice à ce genre d'évocations, écrivit après une visite d'un lieutenant de Staline dans une des régions touchées : « Tout le blé sans exception fut réquisitionné pour la réussite du Plan, y compris celui qui avait été mis de côté pour les semailles, le fourrage, et même celui qui était donné auparavant aux kolkhoziens comme rétribution pour leur travail. » Selon une autre source soviétique, « beaucoup de *kolkhozes* ont eu de grandes difficultés à s'approvisionner. Il y eut de très nombreux cas de gens qui gonflaient puis mouraient de faim. » Ces deux phrases sont extraites d'un long article technique qui considère, d'une façon générale, la collectivisation de façon très positive, même si, comme c'était de bon ton sous Khrouchtchev, il blâme Staline et ses acolytes pour leurs « erreurs ». Aujourd'hui, bien sûr, avec la réhabilitation partielle de Staline, il est peu vraisemblable qu'un auteur soviétique soit autorisé à tant d'indiscrétion sur ce qui s'est réellement produit pendant ces années terribles.

La politique de Staline avait-elle pour motif la nécessité de ramasser tout le blé possible pour nourrir les villes et exporter, objectif par rapport auquel quelques millions de vies de paysans étaient jugées comme sans importance, ou constituait-elle également, comme notre auteur le laisse

entendre, une tentative délibérée de détruire le nationalisme ukrainien et de consolider ainsi la domination russe sur l'Union soviétique ? Cette hypothèse est avancée par plusieurs écrivains qui ne sont pas tous ukrainiens. Indéniablement, Staline chercha dès 1930, à faire du nationalisme russe le principal rempart psychologique du régime soviétique et de son pouvoir personnel. Même avant cette année, tout ce qui ressemblait même de loin à un nationalisme ou à des volontés d'autonomie de la part des nombreuses nationalités de l'URSS était écrasé. Et, lors des grandes purges de 1936-1939, les fonctionnaires et les intellectuels soupçonnés de la moindre sympathie pour les aspirations nationales ukrainiennes subirent une répression impitoyable. Lors d'une précédente famine qui frappa plusieurs régions de l'URSS, dont l'Ukraine, en 1921-1922, le gouvernement n'empêcha pas les victimes de fuir pour chercher de la nourriture, et il fit appel aux nations capitalistes pour venir en aide aux millions de personnes qui souffraient de la faim. En 1932-1933, le Kremlin s'efforça d'empêcher la nouvelle d'une famine massive de se répandre, même en URSS, pour que les habitants des autres régions ignorent ce qui se passait en Ukraine et dans le Caucase du Nord. Loin de chercher de l'aide extérieure, le gouvernement interdit l'importation dans les régions atteintes de nourriture venant de l'étranger. Des détachements de la milice et de la *Guépéou* (police politique) interdirent aux personnes affamées de quitter leurs villages et de tenter de sauver leur vie et celle des membres de leur famille. Évidemment, certaines nouvelles filtrèrent. Dans un poème qui devait lui coûter la vie lorsque les autorités le découvrirent, Mandelstam écrivait, à propos de Staline : « Nos voix ne portent pas au-delà de quelques pas. Le seul qu'on entend est le montagnard du Kremlin, celui qui tue la vie, l'assassin des paysans. » En Occident ne parvinrent que de rares et faibles échos de ce désastre imputable aux hommes. C'est

**pourquoi ce témoignage sur la mort d'un village ukrainien
qui avait vécu paisible et indépendant n'en est que plus
valable et plus déchirant.**

**Adam Ulam
Directeur du Centre d'études russes
à *Harvard University***

Note de l'Auteur

La politique de collectivisation obligatoire introduite à la fin de 1929 exigeait que toutes les fermes soient collectivisées et que les fermiers soient étroitement attachés aux collectifs, tout comme ils avaient été, soixante-dix ans plus tôt, les serfs des domaines féodaux. Les fermes furent collectivisées, mais non sans mal. Les fermiers résistèrent avec acharnement aux efforts de collectivisation. Ils s'accrochèrent à leurs lopins de terre et à leurs biens, et luttèrent désespérément. Mais, sans armes, sans chefs, et désorganisés, ils n'étaient pas de taille à se mesurer aux forces du gouvernement. Ils furent écrasés sans pitié. Leurs villages furent détruits et dépeuplés. Des millions d'entre eux moururent. Beaucoup furent envoyés dans des camps de concentration ou exilés de leurs villages vers les régions perdues du Nord, d'autres disparurent mystérieusement, sans laisser de trace. Les rescapés, toute honte bue, finirent par rejoindre les fermes collectives pour se sauver, eux et leurs familles. Ainsi la bataille se termina-t-elle : les fermiers perdirent et les communistes triomphèrent. En quelques années seulement — quatre en tout ! — les modèles traditionnels de la vie villageoise furent anéantis.

Des famines se déclarèrent dans toute l'Union soviétique,

au Kazakhstan (Asie centrale soviétique), dans la région du Kouban (Caucase du Nord) et dans celle du Don, mais je traite exclusivement dans cet ouvrage de la famine de 1932-1933 en Ukraine.

Certains estiment qu'elle fut la conséquence de la collectivisation. D'autres pensent qu'il s'agissait d'une famine artificiellement provoquée dans le but de grouper les fermiers dans des exploitations collectives. D'autres, enfin, jugent qu'il s'agissait d'un génocide par la famine, aboutissement d'un plan délibéré et prémédité, mis en œuvre pour détruire la nation ukrainienne.

L'analyse des causes de la famine dépasse le cadre de ce livre. Elle doit être laissée à des historiens et à des économistes. Je suis cependant convaincu que cette famine comportait des caractères politiques et nationalistes, ou, plutôt, antinationalistes. Je pense qu'il existe un lien direct entre cette famine et la politique menée à l'égard du nationalisme, particulièrement dans la république ukrainienne.

En même temps que sa politique de collectivisation, Moscou avait lancé, en 1929, une campagne de grande envergure contre tout ce qui pouvait distinguer l'Ukraine en tant que nation, commençant par l'anéantissement des organisations et des institutions scientifiques et culturelles, et finissant par l'arrestation, l'exécution ou l'envoi en camps de concentration de tous ceux qui osaient élever la voix pour défendre l'autodétermination de l'Ukraine.

Mais la plus brutale des campagnes fut menée contre les fermiers ukrainiens. Moscou comprit qu'ils constituaient le pivot du mouvement national, dans la mesure où c'était eux qui se cramponnaient avec le plus d'acharnement à leur identité nationale et s'opposaient à la fois à la domination *coloniale* russe et au régime soviétique. Staline écrivit lui-même qu'ils étaient la locomotive du mouvement national. Il mit en avant le fait que la question nationaliste était, en réalité, la question des fermiers.

Avant de poursuivre, je dois donner l'explication de deux termes dont la compréhension me semble essentielle, les termes fermier/paysan et *kourkoul/koulak*.

Le *selianyn* (paysan) ukrainien cultivait toujours sa propre terre. Si réduite qu'elle fût, il était son propre maître. A la différence du *krestianin* russe qui, en tant que serf, appartenait à son maître et pouvait être acheté et vendu, le *selianyn* ukrainien était, avant l'occupation de l'Ukraine par les Russes, un Cosaque-fermier libre. Grâce à cette historicité, les fermiers ukrainiens avaient un sens beaucoup plus aigu de la propriété privée et un sentiment plus profond d'indépendance et de liberté. C'est pourquoi j'utilise le mot « fermier » dans mon livre, et non le mot « paysan » que j'emploie uniquement en référence à des organisations, des concepts ou des citations.

Le mot *kourkoul* en ukrainien, ou *koulak* en russe, désignait officiellement en Union soviétique un usurier de village ou un riche fermier. Cette définition fut vite acceptée en Occident, et nous entendons souvent dire que le terme *koulak* désigne un fermier riche ou aisé. Or la personne qualifiée de *koulak* par les communistes était souvent pauvre par rapport à un métayer occidental.

Ce livre a une longue histoire. Les 24 premiers chapitres ont été écrits avant 1953, date du vingtième anniversaire de la famine. Trente ans plus tard, m'acheminant vers mes soixante-dix ans, ayant acquis plus de raison et d'esprit critique, j'ai décidé de l'achever et de le livrer aux lecteurs. Pendant ce long laps de temps, j'ai été constamment obsédé par ces grandes tragédies, dont beaucoup de gens n'ont pas encore pleinement conscience. Je suis certain maintenant d'avoir une idée d'ensemble de ces événements et de leurs implications, et d'être parvenu à une conclusion personnelle sans équivoque.

On ne connaît pas dans l'Histoire un crime analogue à cette famine, qui a été infligée à une nation entière ; à une

famine menée avec un tel sang-froid. J'ai entrepris des recherches sur les famines pour en trouver une qui puisse être comparable à la famine ukrainienne. Il en a existé de nombreuses, comme celle qui a frappé l'Irlande au milieu du XIX^e siècle ou celles qui s'abattaient périodiquement sur la Chine et l'Inde, tuant des millions d'hommes. Mais, toutes, elles avaient des causes naturelles qu'il était impossible de prévenir à l'époque. Elles étaient la conséquence de mauvaises récoltes dont le temps ou les insectes et les parasites étaient responsables. La famine irlandaise était due à une pénurie de pommes de terre, aliment de base des Irlandais, et celles de Chine et d'Inde à la sécheresse et au surpeuplement.

La famine de 1932-1933 en Ukraine était une famine politique.

Selon Malcolm Muggeridge, qui en a été témoin, il s'agissait de l'« invention délibérée d'un esprit bureaucratique ». C'était en fait une famine-génocide, que Staline et ses disciples ont utilisée comme moyen d'assujettir les fermiers ukrainiens.

Cette famine de 1932-1933 a été entièrement passée sous silence, négligée, mal interprétée et même dénaturée. Aujourd'hui encore, bien que les dignitaires soviétiques eux-mêmes en parlent librement, certains « experts » (« soviétologues ») américains persistent à croire la version donnée à l'origine par les Soviétiques, c'est-à-dire la négation de cette famine. Ceci explique sans doute pourquoi aucune étude complète n'en a jamais été faite aux États-Unis.

J'ai décrit dans ce livre ce qui s'est passé dans mon village entre 1929 et 1933. C'est la restitution de ce que j'ai vu et vécu moi-même. Tout ce qui y est consigné s'est réellement produit ; je n'y parle que de faits authentiques. Bien que les conversations et les discours ne soient pas reproduits mot pour mot, ils transmettent fidèlement ce qui a été exprimé

LES AFFAMÉS

à des moments précis. Ils sont fondés sur des souvenirs vivants.

Certains lecteurs se demanderont comment j'ai pu reconstituer tant d'événements, avec tant de détails, après de si nombreuses années. En réalité, il n'y a pas de mystère. D'abord, on n'oublie pas un traumatisme et un drame survenus dans sa propre vie, quelque force qu'on y mette. Ensuite, on ne peut oublier les détails de la lutte qu'on a menée pour survivre. C'était une période où chacun, partout en Ukraine, vivait entre deux campagnes politiques, entre deux discours des dirigeants, entre deux résolutions du Parti, entre deux décrets gouvernementaux, et enfin entre deux réunions du village ou de l'usine. Comment ne pas se rappeler tout cela ? Les dates et les détails ont été vérifiés dans des périodiques soviétiques de l'époque, que l'on trouve dans les grandes bibliothèques américaines. Ce livre dépeint avec exactitude des événements survenus dans mon village pendant la collectivisation.

Je dois souligner un autre détail : Miron Dolot est le nom de plume sous lequel j'ai publié des articles et des brochures sur la famine, aux États-Unis, en Allemagne et en Suisse.

1.

J'ai grandi dans un village ukrainien typique du district de Tcherkassy, à cent cinquante kilomètres environ au sud de Kiev, capitale de l'Ukraine. Mon village se trouvait sur la rive septentrionale du Tiasmyn, un des nombreux affluents du Dniepr, et il était joli. Derrière le fleuve s'élevaient des collines verdoyantes ; une riche plaine, au sol noir comme du bitume, s'étendait vers le nord. Cette plaine n'était qu'une succession de champs. Tous les printemps et tous les étés, cette mosaïque disparaissait sous des kilomètres de blé. Des épis, verts au printemps et dorés en été, se balançaient doucement sous la brise estivale. Après la moisson, les champs se dénudaient et semblaient pleurer leur beauté perdue. Vers la fin de l'année, le nouveau cycle de couleur — le blanc de l'hiver — se fondait à l'horizon avec le ciel d'un gris-bleu glacé.

C'était un grand village d'environ huit cents maisons et presque quatre mille habitants. Au centre s'élevaient les bâtiments communautaires — l'église, l'école, le magasin, le siège du gouvernement local, la poste et la maison où le médecin habitait et exerçait. Également au centre, une place servait de terrain de jeux, de lieu de rencontre et de marché.

Comme le voulait l'usage dans tous les villages d'Ukraine,

les maisons des fermiers étaient groupées. Les rues non pavées ne portaient pas de nom, mais chaque maison avait un numéro. Une route, pas davantage pavée, traversait le village et le reliait au monde extérieur.

L'architecture et les matériaux de nos maisons étaient simples : charpente grossière, murs de torchis et toit de paille. Un toit de tôle était considéré comme un signe de prospérité, et il y en avait peu dans le village. La plupart des maisons ne comportaient qu'une seule pièce qui servait à tout, à faire la cuisine comme à dormir. Les parquets de bois étaient également rares : les sols étaient en terre battue. Mais malgré la simplicité de leur architecture et nos conditions de vie primitives, ces maisons étaient propres et nettes.

Chacune possédait un terrain où poussaient des fleurs et quelques arbres fruitiers, et dans l'arrière-cour, on élevait des poulets, des oies et des canards. Une étable abritait un cheval, une ou deux vaches et quelques cochons. Un chien se prélassait d'habitude sur le porche ou devant la barrière.

Dans notre village pauvre et surpeuplé, seuls quelques fermiers possédaient plus de vingt-cinq hectares de terre. Mais, bien que sans ressources, ses habitants n'étaient pas malheureux. Après une dure journée de travail de printemps ou d'été, les jeunes se réunissaient aux alentours, aux carrefours, dansant, chantant et jouant tard dans la nuit. En famille, on rendait visite à des parents, à des amis, on se divertissait en assistant à des spectacles, en dansant, en festoyant dans des réunions où l'on mangeait et buvait toujours beaucoup. Bien que la chose fût interdite, on trouvait généralement le moyen de distiller sa propre eau-de-vie.

Notre village formait une communauté très solidaire. Les voisins s'entraidaient dans leur travail ou dans les cas d'urgence, et se retrouvaient ensuite pour une fête. Engagés pour l'occasion, un accordéoniste et un joueur de violon faisaient danser la compagnie, sur fond de nourriture et de

boisson. Ces réjouissances duraient souvent jusqu'à l'aube.

Nous étions totalement libres de nos mouvements. Nous faisons des voyages d'agrément et nous nous déplaçons pour trouver du travail. Nous nous rendions dans des grandes villes, dans des bourgs voisins, pour assister à des mariages, à des ventes de charité et à des enterrements. Personne ne nous demandait de papiers d'identité ni ne nous interrogeait sur notre destination. Nous étions des individus libres.

L'hospitalité était une question d'honneur. Tout visiteur était le bienvenu chez nous. Parfois, nous n'avions pas assez à manger, mais nous offrions toujours ce que nous pouvions trouver de meilleur.

Bien que nous manquions constamment de diverses denrées de base, nous n'avions aucune crainte. Nous ne fermions jamais nos maisons à clé durant la journée. Vieux et jeunes pouvaient circuler dans notre village et aux alentours sans peur d'être molestés.

Nous accueillions avec joie la venue de l'hiver, et il me semblait que plus l'hiver était rigoureux, plus l'excitation, surtout pour nous les jeunes, était grande. Nous patinions, skiions et faisons de la luge jusqu'à plus soif. Le gel, la neige profonde et les tempêtes de neige faisaient de l'hiver une période de loisirs pour les fermiers, si tant est que la récolte eût été bonne. Pendant les courtes journées et les longues nuits d'hiver, nous passions la plus grande partie du temps à l'intérieur. Personne ne se plaignait du froid car il y avait du bois de chauffage en abondance. Après nous être occupés des animaux et avoir accompli les tâches quotidiennes, nous étions contents d'être à la maison — nous lisions, écrivions, racontions des histoires, jouions, chantions et dansions.

En 1929, nous entendîmes dire pour la première fois que le Parti communiste et le gouvernement avaient décrété la collectivisation des terres. Il existait depuis longtemps des

collectifs comme le *TSOZ* (ou *TOZ*), l'*artil*, la commune ou le *radhosp* (*sovkhoze*, en russe). En fait, à part le *radhosp* et la commune, ces collectifs ou coopératives agricoles, comme on les appelait, n'étaient pas des innovations communistes, elles existaient avant la révolution, organisées comme des libres coopératives de fermiers. Elles étaient nées du besoin de s'organiser pour s'assurer un marché, les crédits de l'État, et de s'entraider pour ce qui était des instruments agricoles et des semences. On connaissait, en Ukraine, deux types de coopératives agricoles de ce genre : le *TSOZ* et l'*artil*. Le sigle *TSOZ* signifiait « Association pour la culture commune de la terre ». Le travail et la terre, en tout ou en partie, étaient seuls collectivisés. Le bétail, les maisons et même une certaine superficie de terre pouvaient demeurer propriété privée et être exploités individuellement. Il s'agissait donc d'une association assez souple et susceptible d'être facilement dissoute.

Artil (*Artel*, en russe) signifiait « équipe » ou groupe de personnes ayant le même genre de vocation, organisées en coopérative de production. Les *artils* agricoles étaient des associations de fermiers qui mettaient en commun la totalité de leurs terres et leurs autres moyens de production, de même que leurs animaux de trait. Ils étaient rétribués en nature et en espèces, proportionnellement à la quantité de travail fournie. Les membres d'un *artil* pouvaient garder leur logement, une vache, des moutons, des chèvres, des cochons et des animaux de basse-cour. Au cours de la collectivisation totale qui intervint en Union soviétique, l'*artil* servit de modèle à ce que l'on appelle aujourd'hui la ferme collective.

Les communes agricoles qui, selon la théorie communiste, étaient censées représenter la forme la plus achevée de la vie et du travail sur le plan rural, furent fondées pendant la guerre civile de 1918-1921. Elles furent généralement installées sur les terres d'anciens propriétaires fonciers. Elles n'impliquaient pas seulement un travail agricole

collectif, mais aussi une vie communautaire dans des maisons pourvues de cuisines, de pouponnières et ainsi de suite. Leurs membres n'avaient plus de biens privés, à l'exception de leurs affaires personnelles. Ces communes recevaient un important soutien du Parti communiste et du gouvernement, mais s'avèrent, malgré cela, être un échec, et furent donc soit dissoutes, soit, dans la majorité des cas, transformées en fermes d'État.

Radhosp est le terme ukrainien pour *sovkhoze*, acronyme de « ferme soviétique ». En réalité, il s'agissait d'une entreprise d'État fonctionnant avec des cultivateurs salariés, lesquels n'étaient aucunement des fermiers dans le plein sens du mot ; ils n'avaient voix au chapitre ni pour la répartition des bénéfices ni pour la gestion.

Tous ces collectifs étaient organisés selon le principe du volontariat et ne semblaient donc représenter aucune menace pour les agriculteurs indépendants. Qui plus est, les fermiers avaient été souvent témoin de leur échec, et se riaient des rumeurs faisant état de la collectivisation. Pourquoi un gouvernement souhaiterait-il répéter ces erreurs ? Ils riaient trop vite.

Vers la fin de décembre 1929, quand les rumeurs concernant la collectivisation devinrent une réalité, des étrangers firent leur apparition dans notre village. Nous apprîmes bientôt qu'ils étaient les représentants officiels du Parti et du gouvernement. Ils avaient été affectés au village pour mettre sur pied une ferme collective.

On appelait le chef de ce groupe, qui comptait environ dix hommes, le « millième ». Ses collaborateurs étaient les propagandistes. Ces dénominations nous paraissaient étranges, mais nous comprîmes vite ce qu'elles signifiaient.

Le Comité central avait mobilisé, pour procéder à cette collectivisation forcée, vingt-cinq mille membres du Parti parmi les plus actifs et les plus loyaux. C'est pourquoi les membres de ce groupe d'élite furent appelés les millièmes. Après une brève période d'instruction sur les méthodes de

la collectivisation, ces millièmes étaient envoyés dans diverses localités, dotés d'un pouvoir pratiquement illimité afin que leur mission soit particulièrement efficace. Ils relevaient directement du Comité central du Parti communiste d'Ukraine.

Chaque millième était accompagné d'un entourage de propagandistes choisis parmi les communistes ou les membres du *Komsomol* (Ligue de la jeunesse communiste) de chaque district.

Le millième et ses propagandistes étaient des individus qui avaient toujours vécu dans des villes. C'étaient des professeurs, des instituteurs, des ouvriers d'usine. Quand ces étrangers arrivèrent dans notre village, certains essayèrent de se lier avec la population en entamant des conversations. D'autres se promenaient simplement, regardant tout et tous avec curiosité, comme s'ils n'avaient jamais vu de campagne ni de campagnards.

Leur aspect nous amusait. Leurs visages pâles et leurs vêtements étaient tout à fait incongrus dans le cadre de notre village. Marchant avec précaution pour éviter que la neige ne mouille leurs souliers cirés, ils constituaient une présence étrangère parmi nous.

Malgré la curiosité et l'enthousiasme qu'ils manifestaient pour cet environnement nouveau pour eux, ils ne pouvaient pas cacher leur ignorance des mœurs de la campagne. Les villageois riaient de leur comportement de citadins, et, au bout de quelques jours, ils étaient devenus le sujet de nombreuses plaisanteries.

Notre millième s'appelait Zeitlin — plus exactement le camarade Zeitlin. Nous ne le connaissions que sous ce nom, bien qu'il soit resté plusieurs mois au village. Le camarade Zeitlin nous apparaissait comme l'incarnation du régime qu'il représentait plus que comme un être humain. Nous avons appris qu'il venait de Kiev et était membre du Parti dès avant la révolution. Nous ne savions pas quelles avaient été ses activités antérieures, mais il était évident qu'il ne

connaissait guère la vie à la campagne. Personne ne put déterminer sa nationalité. Il parlait un peu l'ukrainien mais n'était certainement pas né dans le pays.

Le camarade Zeitlin était assez petit et sa grosse tête contrastait avec ses épaules étroites. Nous ne le vîmes jamais sourire ; il semblait constamment préoccupé. Il parlait peu et, quand cela lui arrivait, il n'abordait que des sujets officiels dans un langage émaillé de slogans et de platitudes. A l'occasion, il lui arrivait de saluer un villageois, mais de façon irrespectueuse.

Tous les représentants du Parti et du gouvernement qui vinrent dans notre village portaient une arme, généralement avec discrétion. Mais le camarade Zeitlin n'était probablement pas sûr de sa popularité car il exhibait avec ostentation son revolver. Il exerça ses fonctions sans perdre de temps. Le jour de son arrivée, il commença à faire le tour des maisons. Ces visites donnèrent lieu à nombre d'anecdotes, dont l'une avait un succès particulier : on raconta que dans une étable, une jument remua la queue sous son nez et le salit de crottin.

« Oh ! cette fichue vache ! » grogna-t-il, et il donna un coup de pied dans le sabot de la jument. La jument riposta, et le fermier dut aider le camarade Zeitlin, très énervé, à se relever.

Ce coup ne le dissuada pas de continuer son inspection. Une fois arrivé dans l'enclos des bovins, il fit l'erreur inverse. Peut-être pour convaincre le fermier qu'il n'avait toujours pas peur des animaux, il s'approcha d'un veau.

« Quel beau poulain ! » s'exclama-t-il.

Le fermier, étant un homme poli, avait hésité à le corriger après sa première erreur, mais, cette fois-ci, il lui dit gentiment :

— Ce n'est pas un poulain. C'est un veau, né d'une vache. Le poulain naît d'une jument.

— Poulain ou veau, répondit Zeitlin, cela n'a pas

d'importance. La révolution prolétarienne mondiale n'en souffrira pas.

Cette dernière phrase était son expression favorite. A l'époque, nous n'en comprenions pas le sens. Mais nous nous amusions de ce qu'un représentant du Parti et du gouvernement ne sache pas distinguer entre des chevaux et des vaches, et leur progéniture.

Mais le camarade Zeitlin connaissait son travail. Il connaissait également les instructions du Parti sur la façon d'opérer. Tandis que les villageois s'amusaient et se distraient de son ignorance, le centre du village débordait d'activité. Des messagers convoquaient certains habitants, suscitant en nous un mélange de curiosité et de peur. D'autres étrangers, souvent des officiers supérieurs, débarquaient dans notre village presque quotidiennement. Nous voyions souvent le millième inspecter des maisons tant avec des officiels du village qu'avec des étrangers.

Un jour, arriva une équipe d'ouvriers du téléphone, qui installa rapidement une ligne entre notre village et le centre du district. Seuls quelques villageois savaient ce qu'était un téléphone, mais, même eux, comment auraient-ils pu deviner la véritable raison pour laquelle on l'avait installé chez nous ? Les officiels ne manquèrent pas de souligner qu'il s'agissait d'un symbole du grand progrès qu'accomplissait le village sous le régime communiste.

2.

Nous n'eûmes pas à attendre trop longtemps pour que la stratégie du camarade Zeitlin se dévoilât. Le premier incident eut lieu un matin froid de janvier 1930, très tôt, alors que les habitants du village dormaient encore : on en arrêta quinze. Quelqu'un raconta que les tchékistes² étaient arrivés à minuit et qu'avec l'aide des officiels, ils avaient fait monter de force leurs prisonniers dans leur fourgonette, puis avaient disparu avant que le village se fût éveillé.

Les personnages les plus en vue du village figuraient parmi les prisonniers : un instituteur qui travaillait chez nous depuis avant la révolution ; le secrétaire du *soviet* (conseil) du village, homme influent et populaire qui conseillait les gens pour les problèmes juridiques ; enfin le propriétaire d'un magasin. Les autres étaient des fermiers ordinaires qui jouissaient d'une bonne réputation. Aucun

2. Les tchékistes étaient les membres de la police politique soviétique originelle, la *Tchéka*, acronyme de Commission extraordinaire panrusse pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage (1917-1922). La *Guépéou* lui succéda. L'ancien titre de tchékiste est toujours usité : aujourd'hui encore, les membres du *KGB* sont souvent qualifiés ainsi. La propagande soviétique les présente comme des héros nationaux.

de nous ne savait pour quel délit ils avaient été arrêtés, ni où on les avait emmenés.

C'était très inquiétant. Nos responsables avaient été enlevés en une seule nuit. Les fermiers, ignorants et illettrés pour la plupart, s'en trouvèrent donc encore plus désarmés.

Les familles des prisonniers furent expulsées presque tout de suite de leurs maisons. Je fus témoin de ce qui arriva à l'une d'entre elles. Nous habitions près de chez Timish Zaporozhets, que nous, enfants, appelions oncle Timish. Un jour, vers midi, un groupe d'officiels débarquèrent chez lui. Le responsable annonça à la femme d'oncle Timish que, son mari ayant été arrêté en tant qu'« ennemi du peuple », tous ses biens seraient immédiatement confisqués et déclarés propriété d'État. Bouleversée, cette femme essaya de discuter. Elle demanda de quelle trahison son mari était coupable envers le peuple pour mériter d'être déclaré son ennemi. Mais les officiels n'étaient pas d'humeur à aborder ce sujet. Ils lui réitérèrent l'ordre de quitter la maison. On lui dit également qu'elle pouvait emporter ses affaires et celles des enfants, les vêtements par exemple, mais devait laisser tout le reste.

Elle se rendit compte alors que ces messieurs parlaient sérieusement. Les larmes aux yeux, elle les supplia de lui permettre de rester chez elle jusqu'au lendemain pour pouvoir rassembler ses affaires. Ce fut en vain. On lui ordonna une nouvelle fois de partir. Elle s'évanouit et tomba par terre. Ses enfants se mirent à pleurer. Le responsable donna pour instruction de la porter jusqu'au traîneau qui, devant la maison, était prêt à les emmener. Sur ce, elle revint à elle et, en sanglotant, dit aux officiels qu'elle ne savait où aller. Cette maison était son foyer depuis tant d'années. Elle l'avait construite avec son mari et ses enfants.

Les larmes et les prières ne servirent à rien. Les officiels la pressèrent de se hâter. Le responsable la prit par les épaules. Elle se débarrassa de son étreinte en criant. Il

ordonna alors qu'on l'expulse physiquement. Quand les hommes se saisirent d'elle, elle se débattit, leur tira les cheveux. On la traîna et la jeta dans le traîneau. Tandis que deux hommes la tenaient, on amena les enfants. On jeta quelques-unes de leurs affaires sur le traîneau qui se mit en marche. Toujours maîtrisés par les deux officiels, la femme d'oncle Timish et ses enfants disparurent, en criant et en gémissant, dans la brume de l'hiver.

Nous apprîmes plus tard qu'ils avaient été conduits à la gare et embarqués dans un train de marchandises spécialement affrété qui partait vers le Nord. Toutes les familles des autres prisonniers subirent le même sort. Nous n'entendîmes plus jamais parler d'eux.

Quelques jours après ces arrestations et ces expulsions, un messager nous convoqua à un rassemblement qui se tint dans l'ancienne maison de Timish Zaporozhets. L'intérieur en avait déjà été entièrement transformé. Les murs avaient été abattus et les trois anciennes pièces étaient devenues une sorte de salle, meublée de bancs rudimentaires. Nous comprîmes alors que Timish avait été victime de sa propre maison. Ils l'avaient arrêté parce qu'ils avaient besoin d'un grand bâtiment.

On nous annonça qu'une nouvelle administration allait être instaurée dans notre village, ce qui, au début, n'éveilla pas nos soupçons. Il devait être divisé en unités et sous-unités appelées des Cents, des Dix et des Cinq.

Je n'étais à l'époque qu'un adolescent et les conséquences de ces divisions ne me concernaient guère. Mais je me rendis compte par la suite à quel point ce nouveau système d'administration, sur le mode du « Passez-vous la corde autour du cou³ », était un piège inéluctable. Grâce à ces divisions et subdivisions, le millième, avec son groupe de

3. J'utilise ici cette expression pour décrire la nouvelle administration des villages établie au début de la collectivisation, parce que les fermiers devaient y participer activement : ils se détruisaient eux-mêmes par leurs propres actes, ils se passaient la corde autour du cou.

fonctionnaires, pouvait exercer sur nous un contrôle sans partage. De plus, il pouvait détecter et étouffer toute opposition, et donc collectiviser rapidement tout le village.

Notre village comptait environ 800 maisons et 4 000 habitants. Il était divisé en 8 Cents, 80 Dix et 160 Cinq. Pour chacun de ces échelons, le *soviet* du village désignait un responsable, soit 248 en tout. Un propagandiste⁴ était affecté à chaque Cent, un agitateur⁵ à chaque Dix et à chaque Cinq. 496 habitants du village étaient donc impliqués dans le fonctionnement de cette nouvelle administration.

Une « commission pour l'approvisionnement en pain » fut en outre mise en place au niveau de chaque Cent. De telles commissions existaient déjà, mais il n'y en avait qu'une par village : avec le début de la collectivisation, leur nombre fut multiplié. Contrôlées par le Parti, elles étaient organisées dans le seul but d'assurer la collecte des quotas de blé. Plus tard, lorsque la collectivisation et la politique de « liquidation des *kourkoul*s en tant que classe sociale⁶ »

4. Propagandiste : titre officiel donné par les communistes aux personnes dont la mission était de répandre leurs idées. Les propagandistes étaient les yeux et les oreilles du Parti. C'est eux qui introduisirent la politique de collectivisation auprès de la population au niveau du village. Ils étaient habituellement choisis parmi les membres du Parti ou du *Komsomol*.

5. Les agitateurs se différencient des propagandistes en ceci qu'ils étaient censés mobiliser le peuple en faveur d'une certaine stratégie. En fait, il n'y avait pas tellement de différence entre les deux fonctions. Toute personne dont le discours reflétait la ligne du Parti était qualifiée pour être nommée agitateur. Ce titre était même donné à des enfants que l'on envoyait faire du porte-à-porte, avec du matériel de propagande entre les mains et des phrases préfabriquées à la bouche.

6. Le terme ukrainien *kourkoul* (*koulak*, en russe) désignait dans le vocabulaire officiel un usurier de village. Tout fermier qui employait de la main-d'œuvre, qui possédait du matériel lourd ou louait à bail sa terre dans un but commercial, etc., était qualifié de *kourkoul*. Cette définition fut acceptée en Occident et nous pensons que *kourkoul* désigne un fermier riche ou aisé. Cette interprétation peut être fallacieuse parce que les communistes appliquaient cette épithète sans discrimination à tous les fermiers, y compris ceux qui étaient vraiment pauvres.

Pendant la collectivisation, on utilisa abondamment cette étiquette, et le mot s'appliqua abusivement à tous les fermiers qui refusaient de rejoindre la ferme collective. La politique de « liquidation des *kourkoul*s en tant que classe sociale », introduite par le Parti en 1929, eut pour conséquence la disparition de milliers de fermiers qualifiés de *kourkoul*s. Beaucoup d'entre eux furent tout simplement tués ; d'autres moururent de faim pendant la famine de 1932-1933 en Ukraine ;

furent annoncées, elles devinrent le principal levier de l'organisation des fermes collectives et de l'expropriation des *kourkoul*. En réalité, elles se transformèrent en gouvernements arbitraires du monde rural.

La commission pour le pain était composée de dix membres et plus, ce qui augmentait de quatre-vingts le nombre des responsables du village. Enfin, il y avait trois *vykonavsti* permanents, délégués par la milice, pour chaque Cent, soit vingt-quatre en tout. Ces *vykonavsti* étaient importants dans la mesure où ils jouaient de fait le rôle de la milice sur un plan local, c'est-à-dire de la police soviétique. Ils pouvaient procéder à des arrestations sans aucune formalité légale. Ainsi étaient mis en place 600 fonctionnaires de subdivision, 75 pour chaque Cent. Chaque unité de 100 maisons était donc contrôlée par 75 personnes. Ce chiffre augmentait si l'on y ajoutait les 35 membres du *soviet* du village et les 17 officiels du *kolkosp*⁷. 652 « fonctionnaires » prirent en main le village, un pour six habitants.

La plupart des personnes nommées à ces postes étaient choisies parmi les fermiers et se trouvaient donc dans une situation délicate. Ils ne haïssaient rien tant que l'exploitation collective et n'en furent pas moins les instruments de son instauration. Assignés à des tâches comme le sont les soldats, ils n'avaient d'autre choix que d'obéir aux ordres. Qu'ils occupassent une fonction dans ce

d'autres encore furent déportés dans les « camps de travail de redressement » ou dans des camps de concentration. L'étiquette de *kourkoul* s'appliquait à tous ceux, mêmes non-fermiers, qui manifestaient le moindre signe de désaccord ou d'opposition à la politique agricole communiste pendant cette période. Le fait de posséder une maison d'une pièce, une vache et quelques poulets, voire un toit de tôle ou un plancher, suffisait pour être qualifié de *kourkoul*.

7. *Kolkosp* est l'acronyme ukrainien pour « économie collective » ou « culture collective » (*kolkhoze*, en russe). Selon les statuts, un *kolkosp* était une entreprise coopérative volontaire réunissant un groupe de fermiers qui mettaient en commun leurs terres et leurs outils agricoles et étaient rémunérés, en nature et en espèces, selon leur travail. Mais, en réalité, le *kolkosp* fut imposé aux fermiers et se trouvait sous le contrôle exclusif du Parti communiste et du gouvernement. Les membres du *kolkosp* n'avaient pas leur mot à dire dans la politique agricole ou de distribution des revenus.

genre d'organisation ou d'institution, employés ou non par le gouvernement, et ils étaient considérés comme des « officiels », titre très important car il leur assurait un pouvoir pratiquement illimité. En effet, tout représentant d'un organisme administratif bénéficiait de droits sans limites en matière de commandement et d'exigences. Le villageois ordinaire se mit à redouter tout ce qui se parait un tant soit peu d'un statut officiel, alors que ce même villageois, dès lors qu'il en bénéficiait, jouissait d'un énorme avantage.

Devenait un officiel tout fermier affecté à une commission, un comité, ou un genre de brigade ou de groupe à vocation administrative.

Selon la conception communiste, être un officiel soviétique représentait un honneur. Refuser cet honneur était signe de déloyauté envers le régime — une intolérable offense. Qui refusait une nomination ou une activité officielles encourait une sévère pénalité en tant qu'ennemi du peuple présumé. Cette politique avait été appliquée avec une telle rigueur que peu de personnes avaient osé refuser une nomination ou manifester leur opposition.

Afin de pouvoir exiger l'exécution de certaines obligations envers l'État, un officiel devait les remplir lui-même et donner l'exemple. Y manquer était se voir accusé de refuser d'obéir au Parti et au gouvernement. Comme la tâche de ces officiels consistait à collectiviser et à collecter des denrées alimentaires, ils devaient se collectiviser eux-mêmes et livrer leurs quotas.

Il existait auparavant une autorité dans le village, le *soviet* élu par une assemblée générale qui choisissait le comité exécutif, son président et son secrétaire. A l'époque, les organisations politiques comme le Parti communiste et le *Komsomol* ne jouaient pas encore un rôle important au sein du système administratif du village, car rares étaient les villageois qui en faisaient partie.

Ce genre d'autogouvernement fut aboli au début de la

collectivisation. L'assemblée générale et le *soviet* du village perdirent leur pouvoir au profit du Parti, auquel les villageois adhéraient de plus en plus nombreux. Ainsi le Parti, en remplaçant le *soviet* du village dans l'ensemble de ses fonctions, se rendit-il maître du village en dictant sa volonté à l'assemblée générale, laquelle devint, dans ses mains, une marionnette. Le sort du *soviet* était réglé. Seuls des membres du Parti et du *Komsomol*, ou des personnes dont la loyauté envers le Parti et le gouvernement était inattaquable, pouvaient être élus ou nommés aux postes de responsabilité.

A peu près au moment de l'arrivée du millième, deux institutions furent introduites dans notre village : la Section spéciale et l'Inspection ouvrière et paysanne. Elles allaient devenir la terreur de notre vie.

La Section spéciale était une branche de la *Guépéou*⁸, la police politique secrète. Officiellement, la Section spéciale était représentée par un seul homme qui occupait un bureau dans le bâtiment du *soviet* du village et portait en permanence l'uniforme de cérémonie de la *Guépéou*. Le recrutement auquel il se livrait et l'identité de ses agents

8. *Guépéou* est l'abréviation de *Gosudarstvenno Politicheskoe Upravlenie*, ou Administration politique de l'État. C'est le nom de la police secrète soviétique qui remplaça la *Tchéka* en février 1922. Voir également tchékiste (note 2). En 1923, la *Guépéou* fut rebaptisée *Oguépéou* (Administration politique unie de l'État). Mais l'acronyme *Guépéou* continua d'être utilisé familièrement même après 1923. L'*Oguépéou* demeura une institution autonome jusqu'en 1934, année où elle fut absorbée dans le *NKVD*, commissariat du peuple pour les Affaires intérieures. En 1941, le commissariat du peuple pour la Sécurité de l'État (*Narodnyi Kommissariat Gosudarstvennoi Bezopasnosti* ou *NKGB*) fut créé. La sécurité de l'État échappait ainsi au *NKVD*, mais pas pour longtemps : au début de l'entrée de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale, en 1941, la sécurité de l'État lui fut de nouveau confiée jusqu'en 1943 ; il constitua un service autonome jusqu'en 1946 ; quand les commissariats du peuple furent transformés en ministères, le commissariat du peuple pour les Affaires intérieures devint le ministère des Affaires intérieures (*Ministerstvo Vnutrennikh Del* ou *MVD*), le commissariat du peuple pour la Sécurité de l'État devint le ministère de la Sécurité de l'État (*Ministerstvo Gosudarstvennoi Bezopasnosti* ou *MGB*). Ainsi, le *NKVD* et le *NKGB* devinrent le *MVD* et le *MGB*. Au cours de la lutte pour le pouvoir qui suivit la mort de Staline, le *MVD* absorba le *MGB*, mais le service de sécurité fut encore une fois enlevé au *MVD*. En mars 1954, le service de sécurité de l'État devint le *KGB*, qui est l'acronyme de *Komitet Gosudarstvennoi Bezopasnosti*, c'est-à-dire « comité pour la Sécurité de l'État ».

demeuraient mystérieux. Mais on estimait, en général, qu'un agent était posté dans chaque Cent pour informer la *Guépéou* des activités de chacun des villageois relevant de ce Cent.

L'Inspection ouvrière et paysanne était une branche locale du commissariat⁹ du même nom (aujourd'hui commission du Contrôle d'État). Elle était chargée de contrôler les agissements des organismes du gouvernement et la loyauté des officiels, ainsi que leur efficacité. Après avoir décrété la collectivisation totale, le Parti et le gouvernement délèguèrent au commissariat la charge de contrôler son exécution.

L'Inspection ouvrière et paysanne était, elle aussi, représentée dans notre village par un seul homme. Il s'agissait, bien sûr, d'un étranger. Une commission de cinq hommes du village fut constituée pour l'assister. Il avait ses propres agents, qui espionnaient les officiels locaux. Lorsqu'il découvrait des « contradictions », il jouait à la fois le rôle d'arbitre et celui de juge. Ses décisions étaient irrévocables.

Le Parti et le gouvernement mobilisèrent, pour appliquer la politique de collectivisation, toutes leurs forces, centrales et régionales, les rouages de la propagande du Parti, l'armée, la police secrète et civile et, de fait, toutes les institutions et organisations. Le *Komsomol*, les Pionniers et les *komnezams* furent les plus actifs et les plus efficaces dans les mains des communistes locaux.

Le *Komsomol* (Ligue de la jeunesse communiste) fut fondé en 1918. Les jeunes de quatorze ans à vingt-six ans peuvent être membres de cette organisation qui est considérée comme l'avenir du Parti communiste, et se voit accorder, à ce titre, la deuxième place dans la hiérarchie

9. Commissariat était le nom donné à des services du gouvernement central, correspondant à des ministères, de 1917 à 1946. En 1946, les commissariats du peuple furent rebaptisés ministères.

politique soviétique. Sous la direction des communistes, ces jeunes se révélèrent particulièrement vigoureux et efficaces dans notre village. Leurs responsabilités et leurs postes venaient immédiatement en second après ceux des communistes eux-mêmes. Le chef du *Komsomol* était un candidat du Parti, envoyé au village par le centre du district.

Les Pionniers regroupaient des écoliers de huit à quatorze ans qui servaient à la fois de messagers et d'agents. L'histoire de Pavlik Morozov constitue un exemple de la manière dont le Parti et le gouvernement utilisaient les enfants. Fils d'un pauvre fermier, Pavlik vivait dans un village de Sibérie situé au-delà de l'Oural. A quatorze ans, il devint du jour au lendemain l'individu le plus célèbre d'Union soviétique en dénonçant son père et quelques-uns de ses voisins pour avoir dissimulé des denrées alimentaires à l'État. Son père et les voisins furent arrêtés et disparurent sans laisser de trace. Pavlik fut tué par les villageois fous de colère, dont son oncle. La machine de propagande soviétique fit son panégyrique : il fut sacré héros national et son nom fut donné à une foule de villages, d'organisations, de rues et d'unités militaires ; son histoire figura en bonne place dans les encyclopédies et les dictionnaires.

Ainsi le Parti encourageait-il les enfants — les pionniers en premier lieu — à espionner leurs parents et à les dénoncer, comme tous ceux qui le défiaient. De telles dénonciations étaient considérées comme un acte héroïque, la plus haute expression du patriotisme soviétique.

Komnezams est un acronyme des mots ukrainiens *Komitet Nezamožnych Selian* (comité des paysans pauvres). Ces comités institués en Russie au cours de l'été 1918 par les organisations locales du Parti, groupaient des travailleurs agricoles et des fermiers pauvres. En Ukraine, les *Komnezams* avaient vu le jour en mai 1920 quand les communistes avaient envahi l'Ukraine pour la troisième fois. Alors qu'en Russie ils avaient été rapidement dissous (en novembre 1918 par une décision du IV^e congrès), en

LES AFFAMÉS

Ukraine, ils furent maintenus jusqu'en 1933 et constituèrent les instruments les plus efficaces de l'agressivité politique des communistes dans les campagnes ukrainiennes. Le *Komnezams* était une structure importante dans chaque village. Son objectif était double : promouvoir la révolution et aider à la fourniture de céréales à l'État. Les communistes l'utilisèrent également pour appliquer la collectivisation de l'agriculture. On le considérait en général comme un organe de la dictature prolétarienne dans les campagnes d'Ukraine.

C'est ainsi que cette monstrueuse machine de la collectivisation fut mise en marche. Elle broyait, tirait, poussait et se cabrait. Elle était conduite par des êtres humains et travaillait sur des êtres humains. Elle était impitoyable et insatiable. Une fois en mouvement, on ne pouvait l'arrêter et elle dévorait un nombre croissant de victimes. Les Cents, les Dix et les Cinq, avec leurs commissions, leurs propagandistes, leurs agitateurs ; le *Komsomol*, les Pionniers et le *Komnezams* ; enfin l'assemblée générale, le *soviet* et le comité exécutif du village, devinrent les rouages d'une atroce mécanique dont le Parti était l'habile manipulateur.

3.

Nous ressentîmes les effets de cette nouvelle machine administrative dès la toute première réunion de notre Cent. Après avoir expliqué comment fonctionnerait la nouvelle administration du village et loué le Parti pour avoir instauré une gestion aussi « souple et efficace », le président de séance présenta l'orateur, un propagandiste affecté à notre Cent, qu'il appela « le camarade professeur ». Écolier à l'époque, je portais une grande admiration aux hommes de savoir. Mais ce qu'il déclara ne différait en rien de ce que nous avons déjà entendu ; il répétait des phrases tirées de discours officiels que nous savions par cœur.

Pour commencer, le camarade professeur décrivit les injustices que les fermiers avaient subies par la faute des riches. Le moment était venu pour les villageois, dit-il, de redresser ces torts. Il pressa les fermiers pauvres de n'avoir aucune pitié pour les *kourkoul*s (*koulaks*) et, ce qui nous frappa au plus haut point, nous demanda de les supprimer. Tuer les riches, déclara-t-il, était, pour les fermiers pauvres, le seul moyen d'accéder à une vie meilleure et plus prospère.

Nous étions assis, silencieux devant ce déferlement de mots, sans pouvoir être totalement indifférents à ce qu'il

disait. Nous fûmes saisis par le pressentiment d'un prochain désastre. Nous avons, certes, entendu parler de collectivisation, de dékourkoulisation, et même de l'anéantissement des *kourkoul*s en tant que « classe sociale », mais pas encore de leur meurtre arbitraire dont il déclarait que c'était une question d'honneur et de mérite.

Après une pause, le camarade professeur évoqua la collectivisation. Il en proposa une explication simple et séduisante. Le Parti et le gouvernement voulaient, disait-il, rendre la vie de chaque fermier plus facile et plus sûre. Le travail à la ferme collective serait moins rude et plus rentable. Nous y serions à l'abri de l'exploitation des fermiers riches, les *kourkoul*s. Et, enfin, après avoir consulté ses notes, il fit clairement comprendre que le Parti et le gouvernement avaient décidé de nous collectiviser, et que nous ne pouvions rien contre cette décision. Puis il ajouta, d'un ton neutre, que nous devions en être reconnaissants, car ce qui était bon pour le Parti et le gouvernement était également bon pour nous, fermiers. Puis il empocha ses notes, but de l'eau, tira une cigarette d'un joli étui et s'assit. Nous demeurâmes silencieux.

Après le propagandiste, le président du Cent se leva et exprima le souhait de rejoindre la ferme collective, déclarant que le discours du propagandiste était si clair et convaincant que plus aucun doute ne subsistait dans son esprit sur ce qui constituait l'avenir le meilleur pour les fermiers, et qu'il était l'homme le plus heureux du monde de se trouver parmi les premiers à s'engager dans la collectivisation. Il demanda ensuite qui allait suivre son exemple. Nous fûmes surpris et consternés de voir certains l'imiter. Un membre de la commission pour l'approvisionnement en pain se leva, s'approcha de la table du président et exprima son désir de rejoindre la ferme collective. Puis il lança le défi de la « compétition socialiste » en demandant à un de ses collègues, membres de la commission, de faire de même. Notre surprise augmenta quand ce dernier

approcha de la table, releva le défi, et défia un autre membre, celui-ci à son tour en défiant un troisième, et ainsi de suite. Après les membres de la commission, ce fut le tour des responsables des Dix et des Cinq. Nous ne nous étions pas attendus à cela. En quelques minutes, plus de quinze familles de notre Cent étaient devenues membres de la ferme collective honnie.

Quand les responsables furent inscrits, un simple fermier s'approcha inopinément de la table et exprima lui aussi son souhait de rejoindre la ferme collective, puis demanda à son voisin, Chevchenko, de le suivre. Mais, cette fois, les officiels n'eurent pas de chance. Chevchenko hésita, fit état de nombreuses excuses pour ne pas se décider dès maintenant ; il devait y réfléchir ; sa femme était malade et en outre, il aimait être totalement indépendant. Il répéta qu'il ne pouvait s'engager sur le champ, peut-être plus tard. Les officiels insistèrent, il se battit avec acharnement. Le temps s'éternisa. Personne ne fut autorisé à quitter la salle.

Soudain, une voix, venant du fond, cria :

— Inscris-toi ! Nous ne voulons pas passer la nuit ici !

Ce fut l'occasion, pour Chevchenko, de se tirer d'affaire :

— Si tu en as tellement envie, viens et signe ! répliqua-t-il fortement, et il regagna rapidement sa place, faisant fi de l'ordre du président qui lui demandait de rester là où il se trouvait.

Au début, le président insista pour que Chevchenko revienne vers la table. Puis il exhorta avec colère tous les présents à se lever pour signer leur adhésion à la ferme collective. Nous demeurâmes inflexibles. Personne ne bougea.

Les officiels ne furent pas découragés par notre opposition silencieuse. Apparemment, ils avaient reçu des instructions sur ce qu'il convenait de faire dans un cas pareil. Les fermiers continuaient de garder le silence et la situation devenant embarrassante, le camarade professeur avança une suggestion. Il estimait opportun de célébrer un

« événement (aussi) hautement patriotique et heureux » en envoyant des télégrammes au Comité central du Parti, au gouvernement soviétique et au camarade Staline. Et sans attendre notre assentiment, il tira de sa poche un morceau de papier et se mit à lire le texte d'un télégramme déclarant qu'après avoir attentivement écouté le discours « hautement patriotique et pédagogique » du représentant du district¹⁰, et compris les avantages d'un système agricole socialiste par rapport à un système individuel, les fermiers du premier Cent (la chance voulait que nous appartenions au premier Cent, et les officiels nous demandaient souvent de prouver que nous en étions dignes) promettaient solennellement d'atteindre une collectivisation à cent pour cent pour le 1^{er} mai.

C'était, à nos yeux, une promesse ridicule, mais aucun de nous n'osa critiquer ce télégramme. Il fut adopté à l'unanimité.

Puis le président reprit sa tâche, essayant, cette fois, de sourire.

— Eh bien, dit-il d'un air détaché, puisque nous sommes d'accord pour une collectivisation à cent pour cent et que nous nous y sommes engagés, inutile de perdre du temps, hein ?

Il brandit son papier et son crayon au-dessus de sa tête.

— Venez signer votre inscription.

Nous restâmes tous à nos places.

— Allons ! Il est tard, insista-t-il. Plus vite vous signerez, plus vite vous rentrerez chez vous.

Personne ne bougea. Chacun resta assis, silencieux. Abasourdi et troublé, le président murmura quelque chose à l'oreille du propagandiste, lequel se leva brusquement et nous rappela, comme si nous étions au jardin d'enfants, que

10. Représentant du Parti communiste. Mais ces termes ne traduisent pas la véritable signification de ce titre. Il faut le comprendre comme « représentant extraordinaire et plénipotentiaire », individu dont le pouvoir de commander, de contrôler et d'exiger était illimité.

ce n'était pas bien de rompre une promesse, surtout quand elle avait été faite au camarade Staline. Cette réprimande paternaliste ne nous émut pas. Nous gardâmes le silence, ce qui irrita les officiels, principalement le président. Un moment après que le propagandiste eut fini de parler, le président se leva, fit le tour de la table avec précipitation, saisit le premier homme qui se trouvait devant lui et le secoua violemment.

— Espèce... espèce d'ennemi du peuple ! cria-t-il, la voix étranglée de rage. Qu'attends-tu ? Petliura peut-être ?

Petliura était un dirigeant ukrainien de la guerre pour l'indépendance, dix ans plus tôt. Ses partisans avaient tous été persécutés, d'une façon ou d'une autre, et depuis, l'étiquette « Petliura » signifiait la mort. Mais le fermier resta calme.

— Ne vous emballez pas, dit-il tranquillement. Le télégramme dit que nous devons rejoindre la ferme collective d'ici le 1^{er} mai, n'est-ce pas ? Nous sommes en février, non ? Pourquoi se presser ?

Ces mots semblèrent avoir complètement désarmé le président. Il n'avait pas prévu que les événements prendraient cette tournure, pas plus qu'aucun d'entre nous d'ailleurs. Tous les fermiers présents étaient sans doute en train de chercher un moyen quelconque d'échapper au piège que constituait le télégramme, et voilà que la solution se présentait. Nous avions tout le temps !

Le président hésita une ou deux secondes, puis ôta ses mains des épaules de l'homme et revint à la table. Ils s'entretint avec le propagandiste. Tandis que nous les regardions, le propagandiste sortit un papier de sa poche et y apporta une correction. Il était évident qu'ils préparaient une autre ruse.

— Avant de lever la séance, il convient d'adopter une résolution, commença le propagandiste.

Puis il commença à lire le papier qu'il tenait à la main. La résolution ressemblait au télégramme, à une nuance

près : le mot « mai » était remplacé par le mot « immédiatement ».

— Que ceux qui sont opposés à cette résolution lèvent la main, enjoignit le président.

Les officiels savaient que peu de personnes voteraient pour cette résolution, mais étaient sûrs, d'autre part, que personne n'oserait voter contre elle. Comme prévu, aucune main ne se leva pour s'y opposer. Alors le président annonça que la résolution avait été acceptée par l'ensemble des membres du premier Cent. Il brandit derechef son crayon et son papier.

— A qui le tour ? demanda-t-il, en poussant le crayon et le papier vers l'autre bord de la table.

Silence. Les fermiers regardaient devant eux, impassibles. Le président baissa les yeux, ses doigts pianotant sur la table. Deux miliciens, debout à la porte, barraient la sortie.

Le silence fut interrompu par le camarade professeur, qui se leva et regarda l'auditoire d'un œil noir.

— Qu'est-ce que cela signifie ? siffla-t-il. Est-ce une rébellion silencieuse ?

Puis, après une pause délibérée, il nous expliqua que le Parti nous avait donné une occasion de rejoindre volontairement la ferme collective, mais que, en fermiers ignorants que nous étions, nous n'avions pas su saisir cette chance et l'avions défié obstinément ! Nous devons rejoindre la ferme collective maintenant ! Si nous n'obtempérons pas, nous serions considérés comme des « ennemis du peuple » à exterminer en tant que « classe sociale ». Ayant prononcé ces mots, il s'assit.

Son discours nous parut absurde, car les mots « volontairement » et « devoir » ne s'accordaient pas. Nous savions qu'il était sérieux, mais aucun des présents ne réagit à ses menaces.

Le propagandiste et le président semblaient tous deux épuisés. Ils nous considéraient en silence. Nous étions également silencieux.

Cette situation ne pouvait guère se prolonger. Avec tant de gens entassés dans une petite pièce, il devait se passer quelque chose. Effectivement, un homme demanda à sortir. Le président refusa, en lui disant qu'il ne pourrait quitter la pièce tant qu'il n'aurait pas accepté de rejoindre la ferme collective. Aussi bien, personne ne quitterait la pièce à l'exception de ceux qui avaient déjà rejoint la ferme collective. Le propagandiste murmura quelque chose à l'oreille du président puis déclara :

— Oui, tous les camarades qui ont déjà rejoint la ferme collective doivent rentrer chez eux !

Nous remarquâmes qu'il avait dit « doivent rentrer » et non « peuvent rentrer ». Tous les fonctionnaires, sauf le propagandiste et le président, entreprirent de s'en aller, certains à regret, car nous savions qu'ils ne voulaient pas se démarquer de nous.

L'homme qui avait demandé à sortir se tenait toujours debout, comme un élève devant l'instituteur.

— Je dois y aller, insistait-il.

Il était évident qu'il voulait se soulager la vessie.

— Emmène-le dehors et ramène-le tout de suite ! ordonna le président à l'un des deux miliciens.

L'homme quitta la pièce sous escorte, comme un prisonnier, nous laissant aux prises avec l'idée désagréable qu'il allait devoir s'exécuter sous l'œil vigilant d'un homme du Parti. Puis, comme des écoliers espiègles, d'autres fermiers demandèrent à sortir. Nous étions curieux de voir comment le président allait résoudre ce problème avec le seul milicien restant.

— Personne ne sortira ! cria-t-il. Un point c'est tout !

Quelques courageux insistèrent sur leur droit à répondre à l'appel de la nature sans ingérence officielle. Le président répliqua que ceux qui voulaient sortir étaient des « ennemis du peuple » qui cherchaient à saboter la réunion.

Ayant vaincu cette « rébellion des toilettes », le président et le propagandiste s'entretinrent à nouveau.

— Que ceux qui sont pour le régime soviétique et la collectivisation lèvent la main, dit le président.

Les fermiers hésitèrent.

— Vous voulez dire que vous êtes contre le régime soviétique ? siffla le propagandiste. Est-ce là une rébellion ouverte ? Oseriez-vous ?

Il répéta la question et modifia ses instructions : ceux qui étaient pour le régime soviétique devaient se ranger sur la gauche, et ceux qui étaient contre sur la droite.

Pendant un moment, personne ne bougea. Enfin lentement, un homme, suivi d'un autre, puis d'un autre encore, se levèrent et se rangèrent sur la gauche. Le propagandiste saisit un crayon et dressa la liste de ceux qui n'avaient pas encore bougé, en leur demandant leurs noms à très haute voix. Le coup réussit. Bientôt chacun essaya de se ranger sur la gauche, chose impossible étant donné l'étroitesse des lieux, aussi le propagandiste dit à tous de s'asseoir à leurs places.

Le président brandit son crayon et son papier au-dessus de sa tête.

— Bon, finissons-en ! Qui est le premier ?

Personne ne bougea. Il nous regardait avec colère, et le propagandiste d'un air impuissant. Puis une voix, venant du fond, remplit le vide. C'était celle d'un vieil homme, qui avait peut-être dans les soixante-dix ans.

— Pourquoi cette hâte, camarade-monsieur ? cria-t-il.

Toutes les têtes se tournèrent vers lui, comme vers un sauveur. Le président lui ordonna d'avancer.

— Pourquoi cette hâte, camarade-monsieur ? répéta le vieil homme quand il se trouva devant la table.

— Je ne suis pas « monsieur », l'interrompit le propagandiste. Je suis « camarade ».

Le vieil homme eut l'air pensif.

— Comment ça se fait ? Je ne vous ai jamais vu ! Comment pouvez-vous être mon camarade ?

Que le vieil homme tourmentât exprès ou non le

propagandiste ne nous importait pas. C'était la question soulevée qui nous inquiétait : pourquoi les officiels voulaient-ils détruire, en une nuit, le si vieux mode de vie des fermiers ?

Le président et le propagandiste répondirent au vieil homme à coups de slogans officiels et de phrases toutes faites, répliquant que nous devons rejoindre la ferme collective immédiatement parce que c'était ce que le Parti exigeait de nous.

Il était déjà bien plus de minuit et nous étions tous fatigués, surtout ma mère. Se rendant sans doute compte qu'il était futile de poursuivre cette réunion, les officiels nous permirent de rentrer chez nous, mais seulement après que le président nous eut convoqués pour le lendemain soir.

Ainsi la nouvelle administration était-elle mise en marche.

La collectivisation était encore entourée d'un grand mystère. Les fermes collectives correspondraient peut-être à une nouvelle forme de servage. Pour l'instant, la seule chose claire pour nous était que nous devions abandonner notre terre, qui était l'équivalent même de notre vie.

Dix ans nous séparaient de la révolution et de la guerre civile qui avaient touché la plupart de nos villageois : beaucoup d'entre eux avaient perdu des parents, proches ou lointains ; d'autres étaient rentrés infirmes des combats. Mais tous avaient reçu des terres. Nous nous demandions si le Parti voulait vraiment que nous abandonnions nos terres pour aller dans une ferme collective et travailler comme des citadins prolétaires. La révolution n'était-elle pas faite pour nous, les fermiers pauvres ? Était-il possible que le Parti ait décidé le retour des grands domaines ? Restait au moins un espoir : le propagandiste avait dit que la collectivisation était volontaire. Nous étions heureux sur nos petites exploitations, et ne demandions qu'une chose : qu'on nous laisse tranquilles. Nous ne voulions à aucun prix rejoindre la ferme collective.

Nous nous posions une question : pourquoi les membres

de la commission et les autres officiels avaient-ils rejoint si vite la ferme collective ? Il s'avéra que, la veille de la réunion, notre millième, le camarade Zeitlin, avait convoqué tous les fonctionnaires du village à une réunion secrète. Leur donnant des instructions au sujet de la collectivisation, il leur ordonna de déclarer sans hésitation leur volonté de rejoindre la ferme collective lors de la réunion du Cent. La grande majorité de ces fonctionnaires étant des fermiers, cet impératif rencontra une forte opposition. Mais le camarade Zeitlin avait une solution : que les fonctionnaires feignent de rejoindre la ferme collective. Les noms de ceux qui n'y étaient pas encore prêts, figureraient sur une liste qui serait détruite ultérieurement. L'idée était de faire un exemple. Nous ne savions pas s'ils avaient accepté ce plan de bon cœur ou pas. Après la réunion au cours de laquelle nous avons vu les fonctionnaires être acceptés à la ferme collective, le camarade Zeitlin refusa d'admettre qu'il avait émis l'idée d'inscriptions truquées. Le lendemain, les fermiers collectifs se rendirent chez eux et emmenèrent chevaux, vaches et tout ce qui était transportable à la ferme collective. En une nuit, le camarade Zeitlin avait collectivisé presque vingt pour cent de nos villageois et fait de certains d'entre eux des exécutants féroces de la politique du Parti. Ayant perdu leurs fermes, ceux-ci ne pouvaient s'accrocher qu'à ce qui leur restait, leur fonction officielle, aussi exercèrent-ils leur tout nouveau pouvoir chaque fois qu'ils en eurent la possibilité.

4.

Un matin de février 1930, nous entendîmes un tir d'artillerie. Bientôt, l'air retentit du fracas d'armes diverses. Le bruit venait des champs.

A midi, notre village était envahi par des unités régulières de l'armée. D'abord, un détachement de cavalerie le traversa au grand galop. Puis une fanfare entonna une marche sur la place du village, et les soldats arrivèrent en masse.

Tandis que les compagnies défilaient au pas, l'une après l'autre, les chiens hurlaient et notre appréhension croissait. Nous comprîmes bientôt que nous étions devenus des hôtes malgré nous. Sans nous en demander la permission, des soldats armés jusqu'aux dents pénétrèrent dans nos maisons.

La troupe était munie de matériel de propagande et d'instructions du Parti et du gouvernement pour mener une campagne de collectivisation. Aussitôt qu'elle fut installée, débutèrent ses actions de propagande, mais rien de ce qui était dit n'était nouveau car leurs instructions étaient identiques à celles des propagandistes civils. La différence essentielle résidait dans la plus grande obstination des soldats.

Le lendemain, comme pour soutenir la propagande, l'armée poursuivit ses exercices. Mais ceux-ci étaient, cette fois, différents. L'artillerie avait été postée dans les champs à portée de notre village. Les fermiers et leurs familles dormaient encore lorsque les gros canons se mirent à gronder. Les obus passaient en sifflant au-dessus de nous pour aller exploser dans le fleuve, de l'autre côté.

Des coups de feu et des cris retentirent dans le village. A nouveau, la cavalerie traversa les rues au galop. Confinés dans nos maisons, nous étions contraints à être spectateurs.

Le soir, les armes laissèrent à nouveau la place aux tracts, et les villageois durent lire et écouter. Et ainsi des jours suivants : des tirs au-dessus de nos têtes dans la journée, de la lecture de propagande le soir.

Ce spectacle militaire dura environ une semaine. Puis, accompagnée par la musique de la fanfare et des explosions d'obus, l'armée partit en direction d'un village voisin.

Les tirs ne s'étaient pas encore dissipés que nous devînmes la cible d'un autre bombardement, effectué cette fois par une pseudo-brigade de propagande. Quelques centaines de personnes venant de villes environnantes arpentèrent le village au pas, en colonnes régulières, comme des soldats. C'étaient des ouvriers, des étudiants, des employés de bureau, que l'on avait arrachés à leur travail avec des instructions sur la nature de leur tâche et l'ordre de rejoindre la brigade de propagande.

Si l'intervention de l'armée avait eu pour objectif de montrer la force du gouvernement, celle de cette brigade était politique et censée démontrer l'unanimité existant entre les mondes urbain et rural, conformément à la tentative des soviétiques de balayer leurs différences. Cependant son véritable but était de montrer aux fermiers que la politique de collectivisation et la confiscation du blé bénéficiaient du soutien de la masse industrielle. Les fermiers devaient ainsi être persuadés que leur résistance

à la collectivisation serait vaincue par l'unité de la totalité du pays.

Comme les soldats, les propagandistes furent affectés aux habitations des fermiers sans l'accord de ces derniers.

Par certains aspects, cette brigade de propagande évoquait une foire, un marché ou un cirque. Elle se mit en action dès son arrivée dans notre village — un dimanche après-midi. Son signe distinctif était un bruit terrible et incessant.

Le soir, des films de propagande étaient projetés dans les bâtiments de l'école et en plein air. Un groupe de danseurs, un manège apporté par la brigade, tournoyaient dans un théâtre improvisé.

En dépit de ces attractions, les villageois ne se montraient guère pressés de rencontrer les membres de la brigade. La plupart restaient chez eux. Bien sûr, les enfants, les adolescents, garçons et filles, les membres du *Komsomol* et du *Komnezams* se rendaient sur la place du village mais ce n'était pas là le but du Parti et du gouvernement du district. Ils voulaient toucher les fermiers adultes ; ceux-là mêmes qu'ils avaient ordre de collectiviser.

Même si les officiels avaient été déçus, ils ne se découragèrent pas. Ils devaient poursuivre leur plan, quelle que soit la réaction des villageois. C'est ainsi que, quelques heures après leur arrivée sur la place du village, les propagandistes frappaient à nos portes. Certains ne se donnaient pas la peine de frapper, ils entraient directement. Munis d'un matériel de propagande varié, ils faisaient intrusion dans nos foyers pour nous expliquer que l'exploitation agricole individuelle était mauvaise ; que le chemin du paradis passait par les fermes collectives. Les villageois prêtaient l'oreille à ce flot de propagande, mais les citations, les explications et les phrases toutes faites ne réussirent pas à les convaincre. Rien ne pouvait encore les ébranler.

Les propagandistes avaient également reçu l'ordre de faire venir les fermiers sur la place, le dimanche matin. Un

membre au moins de chaque famille devait s'y rendre. Comme ils n'avaient guère le choix, nombre de villageois obéirent. J'allai sur la place, moi aussi, sans doute essentiellement poussé par la curiosité.

A mon arrivée, il y avait déjà beaucoup de monde. Les villageois — hommes, femmes et enfants — ne pouvaient cacher leur appréhension. Ils étaient inquiets, fatigués et tristes. Citadins habitués à des échanges rapides, les propagandistes essayèrent de se mêler aux villageois. Arborant des sourires et une attitude toute de simplicité, ils s'approchèrent et tentèrent d'échanger des plaisanteries avec nous. Mais ils n'obtinrent aucune réaction de notre part et notre passivité ne fit qu'accroître leur hostilité.

L'atmosphère, alors, se tendit. Soudain, nous entendîmes le lourd vacarme d'une machine, lequel s'atténua presque tout de suite pour se transformer en un cliquetis régulier, dont nous vîmes bientôt la provenance.

— Un tracteur ! cria quelqu'un. Regardez ! Il y a un tracteur qui arrive !

Chacun se tourna vers l'entrepôt, et c'est alors, que, pour la première fois, nous l'aperçûmes. Il se dirigeait lentement vers nous. Un tracteur était une chose inconnue dans le village, mais nous en avons vu sur des photos, ce qui nous permit de l'identifier. Le spectacle était impressionnant, et les officiels le savaient.

La machine avançait. A l'avant flottait un grand drapeau rouge. Le conducteur, tenant son volant des deux mains, regardait droit devant lui, devenant sur-le-champ un héros pour les jeunes qui le regardaient.

Arrivé à un endroit apparemment désigné d'avance, le tracteur s'arrêta et le bruit se tut. Des officiels du district surgirent soudain, se rassemblèrent autour de lui, et le commissaire¹¹ du Parti du district prit place

11. Les commissaires étaient de hauts fonctionnaires d'URSS. Les plus importants étaient les commissaires du peuple, qui, en 1946, devinrent ministres. Le titre de commissaire était également très utilisé par de hauts fonctionnaires de districts.

sur la machine. Quand il commença à parler, le silence se fit.

Le discours du commissaire était, lui aussi, répétitif. Il déclara que les gouvernements des pays capitalistes ne s'occupaient pas des fermiers pauvres ; les fermiers de tous les pays capitalistes du monde étaient exploités sans merci ; ils travaillaient avec un équipement rudimentaire. On ne tenait compte d'eux qu'en Union soviétique : ils y étaient heureux ; ils s'engageaient dans le mode de production socialiste (il en parla comme d'un fait acquis) ; et on leur fournissait les meilleures machines.

— Regardez, dit-il, les deux mains tournées vers le tracteur, où, sinon en Union soviétique, des fermiers pauvres comme vous possèdent-ils leur propre tracteur ? Nulle part ! Vous êtes les seuls qui bénéficiez de ce privilège !

Je me trouvais près du tracteur et, ennuyé par ce discours, je me mis à examiner la machine du mieux que je pouvais. Sur le tuyau d'échappement, je vis la marque « International » inscrite en caractères latins.

5.

— Seuls vous, dans notre pays bien-aimé, possédez des tracteurs, ces machines formidables qui feront le travail à votre place... Mais les ennemis du peuple conspirent contre notre Parti bien-aimé et contre le gouvernement du peuple, criait le commissaire.

Il leva les mains. Et, comme sur un signal, les cloches de l'église se mirent à sonner. Elles carillonnèrent de plus en plus fort. La foule se fit silencieuse. Chacun regardait l'église.

Personne ne savait qui en avait donné le signal ou l'ordre, mais quand le camarade commissaire désigna l'église et déclara que l'on avait sonné les cloches à l'instigation des ennemis du peuple, dans le but de saboter son discours, les propagandistes se déchaînèrent. Tout le groupe s'agita. Une voix, proche du tracteur, cria :

— A bas l'église !

Une autre voix reprit cette injonction qui fut répétée d'un bout à l'autre de la place.

— A bas l'église ! A bas l'église ! A bas l'église !

Soudain, des calicots rouges, portant des inscriptions en blanc, apparurent. On pouvait y lire : « A bas l'Église ! », « Vive les fermes collectives ! », « Vive le Parti communiste ! ».

Une voix hurla :

— Allons-y !

— Allons-y, reprit une autre voix.

En criant « hourra ! » comme des soldats avant un combat au corps à corps, ils se ruèrent vers l'église, sur laquelle ils jetèrent des pierres, des bouteilles et des bâtons, cassant portes et fenêtres.

De grandes échelles furent placées contre ses murs et des dizaines de propagandistes grimperent rapidement jusqu'aux coupes. Ils attachèrent de longues cordes autour des croix et tirèrent dessus à coups secs, au milieu des cris, des rires et des jurons, jusqu'à ce que les croix tombent, en écrasant le toit. Ils décrochèrent les cloches et détruisirent les coupes.

Pendant ce temps, un autre groupe de propagandistes était à l'œuvre à l'intérieur de l'église, qu'ils démolirent. Ce qui avait été une belle église, la fierté de notre village depuis tant d'années, fut en quelques minutes réduit à l'état de ruine.

Les villageois n'avaient aucun moyen de défendre leur lieu de culte. Lorsque la ruée se produisit, certains rentrèrent chez eux, mais la majorité resta debout, silencieuse, la tête découverte et inclinée, en prière.

Nous comprîmes que cette orgie politique avait été, en fait, méticuleusement préparée et exécutée. Le tracteur en avait été le point fort et le commissaire du Parti avait, sans aucun doute, dirigé toute l'opération. Nous étions certains que la sonnerie des cloches pendant son discours avait fait partie du plan, car c'est un propagandiste qui les avait mises en action. Nous nous rendîmes compte que les slogans avaient été soigneusement mis au point, et les calicots peints bien avant d'être apportés dans notre village.

L'église, du moins ce qui en restait, fut transformée en théâtre. Le soir même, les propagandistes dansèrent à l'endroit où s'était élevé l'autel.

Personne ne savait où était passé notre pope. C'était un

dimanche matin et il aurait dû se trouver à l'église. Nous apprîmes plus tard qu'il avait, en réalité, collaboré avec la brigade de propagande. Il s'appelait Ivan Bondar.

Bondar avait le don d'évaluer les situations et de les exploiter à son avantage. L'année précédente encore, il servait comme diacre. Il était grand, beau, et possédait une voix puissante. Il savait lire et écrire, et on le considérait comme un homme instruit. Nombre de villageois estimaient qu'il ferait un bon pape, espoir qu'il nourrissait sûrement lui-même puisqu'il avait commencé à se laisser pousser les cheveux, privilège réservé au clergé orthodoxe. Puis vint la collectivisation, et le gouvernement intensifia sa campagne contre l'Église. Bondar disparut brusquement du village.

Cet événement donna lieu à des spéculations. Certains pensèrent qu'il avait été enlevé par la police secrète. D'autres, qu'il avait senti que le danger approchait, et gagné une région éloignée, en laissant sa famille au village. Mais, peu avant l'arrivée de la brigade de propagande, il reparut, avec les cheveux longs, prétendant être un homme de Dieu.

Un dimanche matin, quand vint l'heure de l'office, Bondar se présenta en personne devant l'autel, et annonça avec assurance qu'il était, légitimement, notre pape. Et, comme pour éviter questions et protestations, de sa puissante voix de basse, il entonna immédiatement des versets. Nous n'eûmes jamais droit à aucune explication.

Ce même jour, on constata la disparition de notre vieux pape. Nous ne découvrîmes jamais ce qui lui était arrivé ; nous ne pouvions qu'imaginer que la police secrète l'avait enlevé au cours de la nuit.

Ces incidents se passèrent avant que l'église ne soit détruite. Le conseil des sages de l'église tenta de savoir ce qu'il en était, mais en vain. Bondar garda le silence, de même que les officiels. Bientôt, certains membres du conseil et d'autres villageois actifs disparurent à leur tour. Puis, les villageois s'aperçurent que le nouveau pape manifestait un grand intérêt, pendant la confession, pour

les opinions politiques de ses pénitents. Nous fûmes brutalement frappés par l'évidence : le nouveau pape était un provocateur, à la botte de la police secrète. Le fait que Bondar ait survécu à l'assaut de la brigade de propagande contre l'église renforça nos soupçons. Personne n'avait pu le trouver ce jour fatidique. Il ne faisait aucun doute, à nos yeux, que ses chefs l'avaient prévenu et lui avaient donné des instructions préalables.

Après que la brigade de propagande eut quitté le village et l'église en ruine, Bondar baissa le masque. Il s'associa ouvertement avec le Parti et les fonctionnaires du gouvernement, et adhéra à leur ligne politique, ce qui expliquait qu'il n'ait pas protesté contre la destruction de notre église, ni tenté de la faire rouvrir ou d'assurer des services religieux. Il se montra partout où se trouvaient le camarade Zeitlin et autres officiels. Il prenait la parole lors de toutes les réunions politiques, comme s'il était des leurs. Détail intéressant, il continua de laisser pousser sa belle barbe et ses longs cheveux. En fait, il avait encore l'air d'un pape.

Nous découvrîmes que le camarade Zeitlin et autres l'appelaient camarade Saint. Les villageois, eux, lui réservaient un nom de leur cru : camarade Judas.

La brigade resta presque une semaine durant laquelle nous n'avons eu le droit de quitter le village que pour travailler aux champs. Nous devions passer nos soirées chez nous, à écouter les propagandistes.

La brigade partit le vendredi vers un village voisin où l'on pouvait entendre gronder le canon.

Mais nous n'en éprouvâmes aucun soulagement. L'armée puis la brigade de propagande nous avaient révélé la nature de la politique du Parti. Le message était clair : le Parti et le gouvernement avaient décrété la collectivisation obligatoire, et elle se ferait.

Ainsi, le piège s'était refermé, et nous comprîmes qu'il n'y

avait pas d'échappatoire. Des mesures adoptées à la hâte enfoncèrent les villageois plus profondément encore dans le nouveau système.

Quand les dernières colonnes de la brigade de propagande eurent quitté la place du village, nous pensâmes être tranquilles pendant un moment. Nous étions fatigués, déconcertés et assourdis par le vacarme.

Nous nous inquiétions fortement de cette collectivisation. Privé de sa terre, un fermier ne pouvait jouir ni de sécurité matérielle ni de liberté. En quelques semaines à peine, il s'était passé beaucoup de choses incompréhensibles et effrayantes. Des tas de gens avaient arpenté nos cours et mangé notre nourriture sans nous demander notre avis ; et notre église bien-aimée avait été détruite. Nous étions terrifiés. Nous sentions qu'il se préparait quelque chose d'horrible et nous n'y trouvions pas d'issue.

Le samedi suivant, qui était le dernier samedi de février, moins d'une semaine après le départ de la brigade de propagande, d'autres étrangers apparurent : des hommes de la *Guépéou*, un petit détachement de soldats chargés de la sécurité et de nombreux miliciens. Des patrouilles parcoururent le village, jusque dans ses moindres recoins. Mais notre plus grand choc fut de voir, installée dans les ruines de l'église, une mitrailleuse lourde servie par trois soldats, tandis que d'autres étaient postées autour de la place.

Nous étions aussi étroitement gardés. Des sentinelles étaient placées sur les principaux chemins qui conduisaient hors du village, avec mission de contrôler tous ceux qui y entraient ou en sortaient. Elles ne vérifiaient pas seulement l'identité des gens mais aussi leurs affaires personnelles, et chacun devait leur donner des détails sur sa destination et la raison pour laquelle il quittait le village.

Nous étions résignés à l'anarchie et à la cruauté, prêts à être arrêtés sans mandat ou dépossédés de nos biens. Nous étions habitués aux impôts injustes et aux extorsions

pratiquées sous divers prétextes. Mais nous ne nous attendions pas à un tel contrôle sur nos occupations quotidiennes.

Ce même samedi, dans l'après-midi, le village fut mis en état d'alerte par des messagers qui, courant de porte en porte, convoquaient les fermiers à une réunion fixée au lendemain. Tous les chefs de famille reçurent l'ordre de se présenter sur la place du village. Aucun choix ne leur était laissé.

Au milieu de la place, était toujours plantée l'estrade sur laquelle les propagandistes avaient dansé une semaine plus tôt. Elle était ornée de portraits de dignitaires du Parti et du gouvernement. Des slogans étaient accrochés en dessous des photos.

Des sentinelles armées entouraient l'estrade. La mitrailleuse installée dans les ruines de l'église nous faisait face. Des soldats armés jusqu'aux dents marchaient autour de la place. Au milieu, se tenaient les fermiers, serrés les uns contre les autres, silencieux mais agités, car il faisait très froid.

A l'heure prévue, les officiels apparurent sur l'estrade. Les écoliers entonnèrent l'hymne national. L'instituteur qui les dirigeait exhorta les fermiers à les imiter, mais ceux-ci n'ouvrirent pas la bouche.

La dernière mesure achevée, le président du *soviet* du village ouvrit la séance et présenta les officiels du gouvernement du district.

Il y avait trois commissaires sur l'estrade, celui de la *Guépéou*, celui de l'organisation du Parti du district (que nous avons vu quand il commandait la brigade de propagande), et celui de la *MTS*¹². Les fonctionnaires du

12. *MTS* est l'abréviation de « Stations de machines et tracteurs », une entreprise d'État qui, jusqu'en 1958, fournissait toutes les machines aux fermes collectives. La *MTS* était payée en nature pour ses services. A partir de janvier 1933, quand les sections politiques furent créées, la *MTS* devint l'instrument principal de l'extorsion des produits agricoles appartenant aux fermiers.

village se trouvaient également à la tribune. Le millième, Zeitlin, le président du *soviet* du village et les dirigeants du *Komnezams* et du *Komsomol* se tenaient derrière les commissaires du district.

Après les présentations, le président du *soviet* annonça que le commissaire du Parti allait faire un discours, et celui-ci commença avec toute la pompe d'un orateur communiste typique. Il prit place à l'avant de la tribune, toussa, la main devant la bouche, but un peu d'eau dans un verre que lui tendit Zeitlin, lança un regard indifférent aux fermiers rassemblés, et se lança.

C'était le discours caractéristique que nous savions devoir attendre d'un officiel communiste. Il cita tous les pères du communisme, évoqua toutes les révolutions qui s'étaient produites depuis Adam et Eve. Il décrivit la vie misérable des fermiers dans les pays étrangers et la sauvagerie avec laquelle ils étaient exploités par les « requins impérialistes ».

Puis il changea de ton et parla de la vie heureuse en Union soviétique : un paradis sur terre.

« Une réunion comme celle-ci pourrait-elle se tenir dans les pays capitalistes ? demanda-t-il plaintivement. Non, répondit-il en hâte à sa propre question. Non ! Il n'existe aucune liberté là-bas, et les fermiers comme vous (il nous désigna des deux mains), les fermiers comme vous n'ont pas ce privilège. Ils n'ont pas leurs propres réunions... »

Sa rhétorique hystérique se poursuivit. Il se répéta plusieurs fois. Il ne termina son discours qu'après avoir cité tous les pays du monde et utilisé son répertoire de jurons pour décrire « les requins impérialistes » en nous appelant à rejoindre les fermes collectives et nous disant, sur le ton de l'avertissement, qu'il y avait beaucoup de *kourkous* parmi nous.

« Les *kourkous* sont nos ennemis, hurla-t-il, et nous devons les exterminer en tant que classe sociale. Il ne devrait pas y avoir place pour les requins parmi les

poissons inoffensifs. » Puis il décrivit les *kourkoul*s comme des instruments du diable dans les mains des capitalistes qui préparaient une attaque contre l'Union soviétique.

« Qu'ils aillent tous au diable ! cria-t-il pour clore sa harangue. Que chacun des *kourkoul*s aille au diable ! Que chaque membre de leurs familles aille au diable ! »

Les officiels sur la tribune, les soldats, les miliciens et les enfants réagirent par de longs et forts applaudissements.

Les fermiers, eux, échangèrent des regards et n'applaudirent pas. Battre des mains pour exprimer son émotion et sa satisfaction était une coutume de citadins, mais nous étions des fermiers et nous nous abstinmes de manifester de l'enthousiasme.

Devant cette indifférence, les officiels semblèrent perplexes, mais le commissaire de la *Guépéou* sauva la situation. Il prit la place de l'orateur et s'exprima en phrases courtes et claires.

« Camarades, commença-t-il, en jetant sur les fermiers son regard froid, camarades, ce fut un grand plaisir d'entendre le discours si beau et si véridique de notre cher camarade commissaire. Mais il est affreux de voir ces paroles hautement patriotiques dédaignées et boycottées par les ennemis du peuple. »

Les fermiers se regardèrent avec appréhension. Après une pause délibérée, le commissaire poursuivit :

« Ce qui vient d'arriver est la meilleure preuve de la présence de l'ennemi du peuple parmi nous. Le camarade commissaire a parlé au nom de notre Parti communiste bien-aimé et du gouvernement de notre peuple. Il a parlé au nom de notre grand chef, le camarade... »

Interrompu par un tonnerre d'applaudissements, il s'arrêta. L'ovation augmenta, cette fois les fermiers aussi applaudirent plus énergiquement. Ils l'avaient très bien compris. Aussitôt le calme revenu, le commissaire reprit :

« Camarades, les mots du commissaire étaient ceux du Parti... » Quelqu'un applaudit, mais le commissaire

poursuivit : « Mais, camarades, vous avez accueilli ces mots par le silence, et donc l'hostilité. » Il s'arrêta un moment.

« Cela signifie pour moi, votre commissaire de la *Guépéou*, qu'il y a parmi vous des hommes qui se comportent comme les ennemis du peuple — les *kourkouls* —, ces éléments capitalistes qui n'adhèrent pas à ces paroles et qui préféreraient étrangler le camarade commissaire plutôt que de le saluer par de joyeux applaudissements. »

Il s'arrêta de nouveau quelques minutes et contempla l'auditoire pour mesurer l'effet de son discours. Puis, parlant entre ses dents, il lança un avertissement :

« Il nous faudra prendre le taureau par les cornes, dit-il avec colère. Je suis dans l'obligation de vous prévenir que la moindre tentative pour s'opposer aux mesures prises par notre Parti bien-aimé et par le gouvernement du peuple sera réprimée sans pitié. Nous vous écraserons comme une odieuse vermine ! »

Ainsi termina-t-il sa harangue. De vifs applaudissements retentirent. Les fermiers battirent plus fort des mains, en jetant des regards honteux autour d'eux, puis, brusquement, le calme revint.

Les fermiers regardaient fixement la tribune. En face d'eux, la mitrailleuse installée dans les ruines de l'église. Les hommes du service d'ordre se tenaient autour de la place, vigilants.

Le silence fut interrompu par le président du *soviet* du village qui appela d'autres orateurs. Tous les officiels de la tribune prirent la parole l'un après l'autre, et aussi quelques fermiers, pour la plupart des membres bien connus du *Komnezams*, partisans actifs du régime.

Nous n'écoutions plus. Nous applaudissions après chaque discours, l'esprit ailleurs.

J'étais encore adolescent à l'époque, mais plusieurs questions me tourmentaient. Qui étaient les *kourkouls* ? Qui pouvait-on qualifier ainsi ? Je me demandais : mon voisin

est-il un *kourkoul* ? Et mes parents ? Et ma famille ?
Sommes-nous tous des *kourkoul* ?

— Qu'est-ce qu'un *kourkoul* ? cria quelqu'un.

Le commissaire du Parti répondit :

— Les *kourkoul*s sont les exploités des pauvres, des vestiges de l'ancien régime, et il faut les liquider en tant que tels. Ceux qui s'opposent à la politique du Parti et du gouvernement seront considérés comme des *kourkoul*s. Eux aussi seront liquidés.

Cette explication semblait indiquer que n'importe qui pouvait être qualifié de *kourkoul*.

Tandis que le soleil hivernal se couchait derrière les ruines de l'église, le camarade Zeitlin proposa que le village envoie au Comité central du Parti communiste et au gouvernement un télégramme exprimant ses remerciements pour la vie heureuse et prospère des villageois soviétiques, et en particulier pour l'instauration des fermes collectives.

Comme lors de la réunion du Cent, une seule question fut posée : « Qui est contre ? » Personne n'osant objecter, la proposition de télégramme fut approuvée par acclamation.

Quand les applaudissements se turent, le président de séance lut l'inévitable résolution. Il y était déclaré que les fermiers étaient heureux de rejoindre les fermes collectives, et qu'ils avaient promis au Parti et au gouvernement de mettre en place la collectivisation du village pour le 1^{er} mai. Comme personne, encore une fois, ne fit d'objection, la résolution fut adoptée et la séance levée.

6.

Le président de la commission pour l'approvisionnement en pain du premier Cent était Ivan Khizhniak, un de nos anciens voisins. Le camarade Khizhniak avait environ quarante ans. Il était petit, corpulent, et à demi illettré. Des rides profondes marquaient son visage, et ses cheveux épais, d'un blond sale, ses yeux froids, d'un vert terne, à moitié couverts par des paupières ridées et des cils raides, lui donnaient un air porcin.

Son esprit et sa moralité semblaient le reflet de sa laideur physique. Il était cruel, grossier et aigri. Il avait un langage sarcastique et vulgaire, ou limité à des phrases officielles toutes prêtes. Il essayait parfois de parler avec une urbanité citadine qu'il avait apprise quelque part durant son absence, mais, même alors, ses phrases étaient modulées des jurons les plus grossiers.

Le camarade Khizhniak était le seul communiste connu dans notre village quand commença la révolution d'Octobre. Pendant la révolution, il avait été président du comité des paysans pauvres (le *Komnezams*), l'un des organisateurs les plus ardents, les plus actifs, du gouvernement révolutionnaire local. Après la révolution, il avait continué d'être un exécutant loyal de la politique

communiste. De ce fait, il était devenu un politicien puissant et avait causé la mort de nombreux notables du village.

Peu de temps après la révolution, un des fréquents retournements de la politique communiste fit qu'il disparut, laissant une grande pagaille derrière lui. Personne ne sut où il était allé ni ce qu'il fit. On commençait à l'oublier quand, avec la collectivisation, Khizhniak reparut.

Zeitlin et ses assistants du Parti et du gouvernement semblaient avoir organisé la commission pour l'approvisionnement en pain avec les éléments dégénérés de notre village. La nomination de Khizhniak à sa direction en était un exemple éclatant. Il s'y trouvait bien sûr des gens honnêtes et travailleurs que nous connaissions et respections, mais elle était composée pour l'essentiel d'individus aux pulsions sadiques. Outre le camarade Khizhniak, l'un des membres de la commission que je connaissais était Vasil Khomenko, un homme pervers dont le sadisme lui valait l'opprobre du village.

Les autres, s'ils n'étaient pas aussi tristement célèbres que Khizhniak ou Khomenko, n'en appartenaient pas moins à cette catégorie de gêneurs qui rendait notre vie malheureuse et peu sûre.

Ivan Bondar, alias « camarade Judas » était l'un d'eux. Il vint dans notre Cent quelques jours après la destruction de l'église. Comme celui-ci portait le numéro un, les officiels souhaitaient qu'il serve de modèle. Aussi, l'entourèrent-ils de personnes en qui ils avaient confiance. Le camarade Judas trouva rapidement un accord parfait avec les camarades Khizhniak et Khomenko.

Ces fonctionnaires jouissaient d'un pouvoir presque absolu. On mesurait leur compétence à la quantité de denrées alimentaires qu'ils arrachaient aux fermiers et au nombre de fermiers qu'ils collectivisaient en un minimum de temps. Ils utilisaient n'importe quelle méthode, pourvu qu'elle soit efficace. Les adages communistes selon lesquels

la fin justifie les moyens et le gagnant a toujours raison étaient les credo du moment.

Un proverbe ukrainien dit qu'un maître est moins cruel que ne le serait un serviteur s'il se trouvait à sa place. Le camarade Khizhniak et ses lieutenants, tous des fermiers, devinrent ivres de pouvoir ; ils utilisaient leurs fonctions pour exercer une cruauté impitoyable, sans précédent dans notre village. Il n'y avait apparemment pas de limites à leur arbitraire et à leur vanité. Les activités de la commission étaient soigneusement programmées et coordonnées. Le camarade Khizhniak, le propagandiste et d'autres membres de la commission présidaient le tribunal qui se trouvait au quartier général du Cent. Ils y convoquaient les fermiers qui s'étaient montrés opiniâtres ou méfiants et les « travaillaient » individuellement. Khomenko et Judas, avec les autres fonctionnaires du Cent, faisaient de même dans les Dix et les Cinq, mais ils consacraient une grande partie de leurs efforts à diriger des réunions. Nous devions pratiquement assister chaque jour à une réunion quelconque, y compris les dimanches. Ces dernières commençaient généralement tôt le matin et duraient toute la journée. Ces fonctionnaires utilisaient avec nous des méthodes strictement établies. L'une d'elles, peu subtile mais efficace, consistait à « tracer un chemin », comme ils disaient. Un fermier était convoqué à son Cent et soumis à l'interrogatoire habituel. Pourquoi n'avait-il pas rejoint la ferme collective ? Cette question était répétée indéfiniment. Les officiels lui disaient que seul un « ennemi du peuple » pouvait s'opposer à la politique communiste de collectivisation. Comme il n'y avait pas de place en Union soviétique pour un « ennemi du peuple », il n'y avait pour lui qu'une alternative : rejoindre la ferme collective ou être éliminé. Pour finir, ils lui tendaient un crayon pour signer sa candidature afin d'éviter des ennuis. Certains signaient, mais la majorité refusait, sous divers prétextes.

C'est alors que la méthode dite du « chemin tracé » était

employée. Le fonctionnaire demandait au fermier de porter un message au Cent voisin, par exemple le deuxième Cent. Comme personne ne pouvait refuser ce genre de mission, le fermier prenait le message, quel qu'il fût, et se mettait en route. Quand il arrivait au Cent indiqué, il constatait qu'on l'y attendait. Il était immédiatement soumis à un nouvel interrogatoire. Il devait encore expliquer pourquoi il ne faisait toujours pas partie de la ferme collective. On insistait : il lui fallait s'y inscrire tout de suite. S'il refusait, il était envoyé au Cent suivant, et de là au Cent voisin, et ainsi de suite. Après le dernier Cent, il était dirigé vers le *soviet* du village et donc vers le camarade Zeitlin qui en était responsable. De nouveau, il subissait le même interrogatoire long et compliqué.

Nous étions en hiver et le froid était rude. Chemins et routes étaient complètement enneigés. La victime devait traverser le village la nuit, laissant une trace dans la neige profonde ; d'où l'expression « tracer un chemin ».

Les officiels utilisaient cette méthode conformément à un plan manifestement fixé d'avance. Chaque soir, à peu près cinq fermiers de notre Cent devaient se livrer à ce genre de parcours. Quarante fermiers ou plus appartenant à d'autres Cents passaient par notre Cent. Dans notre village durant une de ces nuits, on aurait vu quelque quarante fermiers épuisés, tremblant de froid et de fatigue, avançant lentement, de la neige jusqu'à la taille, dans l'obscurité.

A l'aube, le traceur de chemin, rentrant chez lui après cette marche nocturne, trouvait une nouvelle convocation du Cent pour le soir suivant. Là, le programme était quelque peu différent. On le faisait d'abord attendre quelques heures, puis il était soumis à l'interrogatoire coutumier. Avait-il changé d'avis ? Allait-il rejoindre la ferme collective ? Certains répondaient par l'affirmative mais la majorité s'en tenait au « non ! ». Comme auparavant, les fermiers essayaient de trouver des excuses, mais désormais les officiels refusaient de les écouter ; ils

n'en avaient pas le temps. Le fermier pouvait-il attendre un moment ? Bien sûr, il lui fallait attendre, mais pas dans le bâtiment principal ; celui-ci était plein à craquer. Le hangar était vide — enfin presque ! Il n'abritait que cinq ou six fermiers et la victime se retrouvait brutalement dans un hangar froid dont la porte était aussitôt fermée à clé de l'extérieur.

Cette forme de persuasion fut qualifiée de méthode du « refroidissement ». Transis, humiliés, épuisés par le manque de sommeil et le harcèlement, les fermiers patientaient pendant des heures. Dans la froide obscurité du hangar, certains commençaient à se rendre compte que leur résistance était désespérée.

Quelques heures passaient, puis les fonctionnaires reconduisaient les fermiers, un à un, dans le bureau et leur demandaient de signer. La majorité refusait encore. Aussi les envoyait-on de nouveau seuls — ils ne pouvaient pas y aller en groupe — « tracer un chemin » ! Un processus identique recommençait le lendemain, puis le surlendemain, jusqu'à ce que, physiquement épuisés et moralement brisés, ils se plient à l'exigence des officiels. Ils étaient alors remplacés dans le hangar et pour « tracer le chemin » par d'autres villageois.

Les habitants de certains Cents furent soumis à une autre méthode de persuasion. On nous raconta un jour ce qui s'était passé au deuxième Cent. Ses fonctionnaires s'étaient lancés dans une « compétition socialiste » avec le septième Cent : lequel atteindrait le plus rapidement le quota de collectivisation ? Au cours d'une réunion, où les fermiers s'y étaient encore obstinément opposés, le président du Cent donna l'ordre d'allumer un feu dans le poêle du bâtiment, puis de fermer la soupape du poêle. Il posta un garde à la porte et s'en fut. Au bout d'un certain temps, des fermiers tombèrent par terre, à demi inconscients. Finalement, quelqu'un brisa la fenêtre.

On ignore si ce président finit par remplir son quota.

Mais l'homme qui avait brisé la fenêtre comparut devant le tribunal du peuple et fut jugé pour « immixtion dans les fonctions d'un officiel » et pour « dommage infligé à une propriété socialiste ». Il fut condamné à dix ans de travaux forcés et on n'en entendit plus jamais parler.

Ces réunions du soir et du dimanche furent pour nous des expériences extrêmement humiliantes et douloureuses. Elles avaient certainement pour but non seulement un lavage de cerveau politique et idéologique, mais également de briser l'esprit d'indépendance des fermiers. La propagande du Parti qualifiait ces réunions de « participation des masses au gouvernement socialiste ».

Elles jouèrent un rôle crucial dans la collectivisation. Elles commençaient d'habitude par un long discours sur les méthodes de collectivisation. De brefs discours suivaient, puis un certain temps était consacré aux questions et réponses. Le président de séance annonçait ensuite un débat. Il ne s'agissait bien sûr que de diatribes prononcées par des fonctionnaires et autres activistes, car aucun villageois n'y participait. Nous ne pouvions qu'écouter, jusqu'à en être abrutis.

Enfin, le président passait au point suivant de l'ordre du jour, lequel était consacré au résumé de la « compétition socialiste » de la semaine précédente. Tous les adultes étaient obligés de participer à la compétition qui devait permettre la réalisation rapide des quotas de collectivisation.

Notre village, en tant que tel, était en compétition avec un village voisin ; notre Cent avec le huitième Cent ainsi qu'avec le premier Cent de l'autre village. Les fonctionnaires rivalisaient entre eux, en tant qu'officiels et en tant qu'individus, et les villageois étaient censés en faire autant.

Le président de séance informait son auditoire du rang que tenait le village dans la compétition. Quels que fussent les progrès réalisés, les officiels n'étaient jamais satisfaits ;

nous étions donc blâmés, réprimandés et menacés. Seule une participation à cent pour cent aurait pu les contenter.

Puis le président appelait le chef du Cent à faire un rapport sur la performance de son Cent, par rapport à celles de son concurrent et des autres Cents du village. Si notre Cent se trouvait parmi les mieux notés, nous pouvions espérer rentrer chez nous assez tôt. Mais s'il était mal placé, nous nous préparions à entendre un nouveau discours sur l'importance de la « compétition socialiste ». Les résultats de la compétition entre les Dix et les Cinq étaient, eux aussi, analysés avec soin. Les unités gagnantes, c'est-à-dire celles qui avaient collectivisé le plus grand nombre de fermiers au cours de la semaine précédente, recevaient en cadeau un drapeau rouge. Leurs responsables étaient proclamés « travailleurs de choc » et officiellement félicités pour leur mérite. Les noms des unités perdantes et de leurs responsables étaient inscrits sur la *chorna doshka*, littéralement le « tableau noir », ce qui passait pour un grand déshonneur. Les noms des unités les plus mal notées étaient portés sur des images de tortue ou de crocodile. La tortue symbolisait la lenteur, et le crocodile la méchanceté. Le sort des « crocodiles » était le pire. Ils étaient traités en ennemis du régime communiste ou plus grave encore, en saboteurs. Ils étaient généralement mutés dans d'autres unités, dépendant ou non de leurs Cents, et prévenus qu'ils seraient arrêtés ou exilés en cas d'échec répété.

Après le rapport sur les unités, venait celui sur les compétitions individuelles. Les fonctionnaires étaient tous contraints de déclarer en termes stéréotypés, que, conscients de la supériorité du système collectif, ils promettaient aux « chers Parti et gouvernement » de collectiviser tel nombre de fermiers avant la réunion du dimanche suivant. Puis ils mettaient au défi des camarades de dépasser leur objectif, lesquels ne pouvaient que relever ce défi. Ainsi commençait une réaction en chaîne. La compétition était de nature un peu différente pour les

villageois. Les officiels prenaient soin de « préparer » quelques fermiers durant la semaine. A la réunion du dimanche, ceux-ci se levaient au moment voulu et prononçaient des phrases apprises par cœur, exprimant leur joie de rejoindre la ferme collective ; puis ils mettaient au défi tel ou tel camarade (un fermier) de les imiter.

Ceux ayant lancé des défis et ceux les ayant relevés rendaient compte, le dimanche, de leur compétition. Les fonctionnaires devaient donner le nombre de fermiers qu'ils avaient collectivisés depuis la dernière réunion. Les chanceux recevaient des éloges ; les perdants étaient réprimandés. On les avertissait que s'ils n'avaient pas fait mieux le dimanche suivant, ils en subiraient les conséquences.

Venait ensuite le tour des fermiers. Ceux ayant lancé des défis n'étaient pas ennuyés, mais les autres devaient accepter ou refuser le défi de la « compétition socialiste ». S'ils le refusaient, on leur enjoignait d'en donner la raison. S'ils l'acceptaient, on leur demandait pourquoi ils ne figuraient pas encore sur la liste des loyaux citoyens soviétiques, à savoir les membres de la ferme collective. C'était un moment pénible pour le villageois honnête, car il ne pouvait pas se permettre le luxe de simplement refuser et d'envoyer promener les officiels, ce qu'il aurait certainement aimé faire. Il ne pouvait, par ailleurs, trouver d'excuse acceptable. Les villageois ne pouvaient que marmonner : « Je ne suis pas encore prêt. » De telles déclarations déclenchaient de nouvelles menaces et de nouveaux avertissements.

Après les rapports sur la compétition, on passait au point suivant : le rapport personnel. Chaque membre de notre Cent devait se présenter devant l'assemblée et s'expliquer sur la raison qui l'avait empêché de rejoindre déjà la ferme collective ; il devait également dire à quel moment il avait l'intention de le faire.

Ces réunions duraient généralement toute la nuit et, le

dimanche, toute la journée. Affamés, terrorisés, les villageois écoutaient sagement et répondaient obligeamment à cette multitude de questions, mais ils tenaient bon, obstinément. Rien ne pourrait les ébranler. Du moins le pensaient-ils.

De leur côté, les communistes n'étaient pas prêts à lâcher prise. Ils menaient un combat et ils savaient qu'une tactique pouvait en remplacer une autre en cas d'échec. C'est exactement ce qui arriva.

Fin février et début mars 1930, les officiels évaluèrent la situation, mirent au point de nouvelles tactiques offensives, puis frappèrent un grand coup.

Nous apprîmes un dimanche qu'à l'exception de Khizhniak, Khomenko et du camarade Judas, tous les fonctionnaires du Cent, y compris ceux des Dix et des Cinq, avaient été mutés. Certains, dont les unités ne se classaient pas parmi les plus efficaces, furent mutés dans des villages voisins. A peu près au même moment, des fonctionnaires venant de villes et de villages proches arrivèrent dans le nôtre. Le dépaysement rendit ces fermiers-fonctionnaires plus agressifs.

Les stratèges du village qui appartenaient au Parti inaugurèrent une nouvelle tactique que nous appelâmes « le chien mange le chien ». Les fermiers jusque là considérés comme des *kourkoul*s, et ceux ayant été persécutés sous une forme ou une autre, rentrèrent dans les bonnes grâces des communistes et furent embauchés au service du Parti et du gouvernement. Ces tactiques réussirent mieux que ne l'avaient espéré les officiels. On avait dit à ces fermiers qu'ils méritaient la mort, mais on leur donnait une occasion de prouver qu'ils étaient dignes de vivre. Il leur fallait simplement aider le Parti et le gouvernement à collectiviser les fermiers. S'ils s'en révélaient dignes, ils seraient acceptés, bien entendu, dans la ferme collective. Ainsi, ces prétendus *kourkoul*s devinrent-ils des activistes à tout crin, et le désir de se

montrer « dignes » fit d'eux des exécutants impitoyables de la politique du Parti.

De plus, comme ils étaient fermiers, ils connaissaient la psychologie de leurs voisins et étaient donc à même, mieux que quiconque, d'imaginer des moyens et des méthodes pour les obliger à se conformer à la politique et aux exigences des communistes.

7.

Je ne me souviens pas bien de mon père car il mourut en 1919, et je n'avais que trois ans. Mais je garde un souvenir clair de ses obsèques. Un garde rouge se tenait debout près de son lit mortuaire, portant un képi rouge et tenant à la main un énorme fusil avec une baïonnette sur le canon. Il était immobile et silencieux, comme une statue de granit, le regard fixé droit devant lui dans le vide. On m'a dit plus tard qu'il ne bougeait que lorsque quelqu'un s'approchait trop près du lit ou manifestait l'intention de découvrir le cadavre. Il levait alors son fusil en murmurant des paroles étranges. Mon frère pensait que, comme tous les autres étrangers en uniforme, il ne parlait pas notre langue.

Il y avait beaucoup de gens dehors ce jour-là, des gens que je n'avais jamais vu. Dans ma mémoire ils portaient des képis rouges, des uniformes, et étaient venus à cheval.

Le corps de mon père fut déposé sous les icônes, sur un banc qui se trouvait dans un coin de la salle commune. Je me souviens qu'on nous avait amenés — mon frère qui avait six ans, mon petit frère et moi —, tremblants, à son chevet pour lui faire nos adieux. Je ne pouvais pas le voir car il était dans un cercueil scellé. On me dit de lui dire au

revoir et de l'embrasser. Quelqu'un me souleva, et je me rappelle avoir appuyé mes lèvres à l'endroit où la tête de père était censée se trouver. Je me souviens aussi que ma mère et tous les autres gens — des parents, des amis — se lamentaient et sanglotaient. Je ne pleurais pas. Ces étrangers avec leurs képis rouges, leurs fusils, leurs uniformes et leurs chevaux m'intéressaient plus que mon père mort.

Le temps passant et comme je grandissais, cette scène me revint souvent en mémoire et excitait ma curiosité. Je voulais savoir ce qui s'était réellement passé ce jour-là, mais ma mère s'arrangeait toujours pour éluder mes questions. Elle me disait qu'il était mort ; mais jamais comment il était mort.

Elle ne se décida à nous dire la vérité qu'un soir où nous rentrions d'une réunion du village au cours de laquelle les *kourkouls* avaient été dénoncés en tant qu'« ennemis du peuple ».

La ferme de mon père n'était pas assez importante pour subvenir aux besoins de sa famille et payer les impôts, tous les jours plus lourds, qu'exigeait l'État. Il ne possédait que sept hectares et demi de terre arable ; il n'avait jamais eu plus d'un cheval, une vache, quelques cochons, et, comme tout le monde, des animaux de basse-cour. Il n'avait jamais employé de main-d'œuvre, car il n'aurait su qu'en faire. Il faisait tout lui-même et aimait cela ; il travaillait même souvent pour d'autres fermiers ou, en automne et en hiver, en ville.

Dans son domaine, il n'en était pas moins parvenu à la réussite. Élevé dans les traditions immuables de la campagne, il était travailleur et infatigable. Sa petite exploitation devint un modèle pour nombre de fermiers des environs. Il la transforma en une sorte de jardin maraîcher, et s'en occupait si bien qu'il avait toujours des fruits ou des légumes frais à vendre dans les villes voisines.

Les dimanches, après une semaine de dur travail, il remplissait son chariot de divers produits et se rendait au

marché. Ainsi — grâce à ses sacrifices et à ses seuls efforts — put-il accumuler assez d'argent pour construire une maison et des bâtiments annexes. Son statut social en fut modifié, il devint l'un des hommes les plus respectés du village dont il fut élu chef peu avant la révolution. C'était une fonction honorifique, qui n'était pas rétribuée par le gouvernement. Elle fut à l'origine de sa mort.

En 1919, quelques jours après que les communistes eurent de nouveau occupé l'Ukraine, mon père fut arrêté, emmené au siège du district et jeté en prison. On le qualifia de « serviteur de l'ancien régime », d'« exploiteur des pauvres » et de « bourgeois nationaliste » parce qu'il prônait l'indépendance de l'Ukraine.

Les choses arrivèrent si vite, et on s'y attendait si peu, que ma mère fut, au départ, plus perplexe qu'effrayée. Elle était sûre que l'arrestation de son mari était une erreur, et convaincue que personne ne ferait de mal à cet homme de bien, profondément honnête et religieux, qui travaillait dur et était toujours prêt à aider tout le monde. Ma mère était certaine que ses geôliers comprendraient vite à quel genre de prisonnier ils avaient affaire et le libéreraient.

Ce n'est pas ce qui arriva. Le lendemain, quand elle alla lui rendre visite, on lui dit qu'il était mort. Malgré son immense chagrin, elle chercha d'abord à trouver le moyen de faire sortir le corps de son mari de la prison et de l'enterrer convenablement. Elle y réussit. On ne sait pourquoi, les geôliers l'autorisèrent à emporter son corps, mais à la condition stricte qu'il soit enterré dans l'intimité et que son cercueil ne soit jamais ouvert.

Ma mère n'avait pas le choix : elle accepta. Un petit détachement de gardes rouges transporta le corps de la prison à la maison. Nous racontant cela, ma mère était calme et tranquille, comme elle l'avait toujours été. C'était une personne tout à fait remarquable ; je l'ai rarement vue pleurer. Pendant les années troublées et solitaires qui suivirent la mort de mon père, elle travailla aux champs,

laboura et fit la moisson. Elle soignait les animaux, tenait bien son ménage et veillait sur nous avec affection. Nous ne l'entendîmes se plaindre que rarement. Elle avait au contraire l'air heureux et faisait de l'esprit. Elle nous encourageait à être sages et à beaucoup travailler à l'école. Avec nous, elle riait et priait, mais lorsqu'elle était seule, elle était triste et mélancolique.

Ma mère était constamment obsédée par la peur. Elle craignait à tout moment d'être dénoncée comme la femme d'un « ennemi du peuple éliminé », accusation qui nous aurait été fatale à tous. Pendant onze longues années, elle vécut avec cette crainte, toujours obligée de faire attention à ses paroles. Elle dut calmer les gens pour éviter des disputes ou des désaccords, susceptibles de se terminer par une dénonciation. Son univers était indiscutablement solitaire et dangereux.

Elle aurait préféré ne jamais nous raconter cette histoire, car elle ne voulait pas que le meurtre de notre père nous rende amers. Elle était persuadée que son mari avait été torturé et tué en prison. Sa répugnance à nous en parler ne disparut qu'après la réunion où avait été annoncée l'extermination des *kourkous*. Elle voyait venir le pire et nous jugeait maintenant assez grands pour connaître la vérité.

Après avoir surmonté le choc que nous avons reçu au récit de la mort de notre père, nous restâmes à table à parler des événements survenus récemment dans le village. Nous ne montâmes nous coucher qu'après minuit. Nous avions à peine éteint que nous entendîmes un coup énergique frappé à la porte d'entrée. Un autre coup suivit, et une voix étrangère exigea que nous ouvrions.

— La commission pour l'approvisionnement en pain, annonça une voix.

Nous avons entendu parler des exploits tristement célèbres de cette commission. Nous nous précipitâmes pour

ouvrir. Mais avant d'arriver à la porte, il y eut un grand fracas — les étrangers firent irruption dans la maison.

Il faisait sombre, et ma mère partit allumer la lampe à pétrole.

— Mon point faible est de faire des surprises ! Ha, ha, ha ! dit la voix qui nous avait demandé d'ouvrir. Je suis tout à fait ravi de vous voir ! Mais où êtes-vous ! Ha, ha, ha !...

C'était le camarade Khizhniak.

Quand ma mère eut allumé la lampe, nous vîmes quatre hommes, deux femmes et un jeune homme, le messenger, qui se tenaient devant elle. L'un des hommes portait un fusil comme s'il s'attendait à voir un lapin surgir de sous le lit. Nous les connaissions tous.

Khizhniak était ivre et il bégayait, en remuant lentement ses mâchoires et ses lèvres. Il n'arrivait pas à se tenir droit. Nous avions peur, et nous nous rapprochâmes instinctivement, mon frère et moi, de notre mère.

— Bonjour, camarades, dit ma mère d'une voix tremblante. Khizhniak s'avança vers elle.

— Il est passé beaucoup d'eau sous les ponts depuis notre dernière rencontre, dit-il. Est-ce que ce n'est pas agréable de recevoir une visite inattendue la nuit, hein ?

— Je suis contente de vous voir, camarades, poursuivit ma mère, reprenant confiance et courage. Que puis-je pour vous ? Veuillez vous asseoir.

La lampe était accrochée dans le coin situé à l'est de la salle de séjour, qui traditionnellement était un endroit sacré. Une lampe à icône, dont l'huile brûlait sans arrêt — symbole de lumière — était suspendue au plafond. Un morceau de pain bénit, symbole de la générosité de Dieu, était posé sur une des icônes. C'est de ce coin-là que nous fîmes face au camarade Khizhniak et à sa commission. Mon frère Serhiy se tenait à la gauche de ma mère, et moi à sa droite.

Khizhniak semblait ne pas avoir entendu ma mère ; il

tendit les mains pour l'enlacer. Elle recula, mais il l'attrapa sans pudeur. Elle le gifla de toutes ses forces.

— Cochon, laissez-moi, s'écria-t-elle.

Khizhniak s'empara de son revolver. Je sautai rapidement devant maman, et Serhiy attrapa Khizhniak. Un coup partit. La balle toucha l'icône et le verre se brisa.

Le coup de feu était tellement inattendu que chacun sembla paralysé. Une femme, membre de la commission, se mit à pleurer à la vue de l'icône brisée. Mon petit frère hurla. Je tentai de reconforter ma mère tandis que Serhiy se battait avec Khizhniak qui essayait de tirer un nouveau coup de feu. Le camarade Judas, sans doute ivre lui aussi, tomba à genoux pour rire et marmonna quelque chose, comme une prière.

Un vieux fermier, membre de la commission, cria ;

— Calmez-vous ! Nous sommes ici en mission officielle !

Le camarade Khizhniak, cessant de se battre avec mon frère, remit son revolver dans l'étui, puis se tourna vers le vieux.

— Laisse aux chevaux le soin de penser ; ils ont de plus grosses têtes, ricana-t-il à voix basse. De quelle mission parles-tu, au juste ?

Il s'approcha du vieil homme et le regarda d'un air méprisant.

— Ici, c'est moi la mission, rugit-il soudain. Tu m'entends ? Ici, c'est moi la mission ! Moi seul ! Souviens-t-en, dans ta vieille tête stupide, sale et bouchée !

Le vieil homme hésita ; il voulut dire quelque chose, mais ce fut en vain. Khizhniak poursuivit, les dents serrées :

— Regardez-le, dit-il, se tournant vers les membres de la commission, le doigt pointé vers le vieux fermier. Il est venu ici en mission officielle... N'est-ce pas intéressant ? (Il éleva la voix à nouveau). Je répète ; il s'agit de *ma* mission ! Je représente ici nos chers et bien-aimés Parti et gouvernement ! Je suis...

— Je voulais seulement..., commença le vieil homme.

— Tais-toi ! l'interrompit Khizhniak.

Puis, après un moment de silence, il le menaça :

— Je te rendrai la pareille un jour ou l'autre.

Khizhniak était membre du Parti et président de la commission du Cent sur laquelle il avait un pouvoir absolu. S'opposer à lui revenait à s'opposer au Parti et au gouvernement. Seuls ses supérieurs pouvaient s'ingérer dans ses activités. Criant de plus en plus fort, il menaça d'abattre qui s'élèverait contre les volontés du Parti et du gouvernement.

Après un moment, il se tourna vers mon frère Serhiy.

— Tu es un garçon fort, hein ! Tu es vraiment un garçon très fort, lui dit-il. Notre patrie bien-aimée a besoin de personnes fortes comme toi. N'est-ce-pas une chance immense que d'avoir une jeune génération aussi forte ?

Puis il se tourna vers l'homme au fusil et lui fit signe d'approcher. Ensuite, il s'adressa de nouveau à mon frère.

— Eh bien, eh bien, poursuivit-il sur le même ton, notre patrie socialiste a besoin d'individus forts...

Et, prenant une attitude grave, il déclara d'un ton hautain et militaire :

— Au nom du Parti et du gouvernement de notre peuple, je t'arrête pour agression physique contre un représentant officiel du Parti et du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions.

Puis il ordonna à l'homme au fusil de se saisir de mon frère.

Ma mère ne put cacher son désespoir. Elle essaya, en pleurant, de s'accrocher de ses deux bras à Serhiy, mais, trop faible pour lutter contre quatre hommes, elle s'évanouit. Quand elle reprit conscience, Serhiy n'était plus là.

Quelques minutes après qu'elle fut revenue à elle, Khizhniak poursuivit sa « mission » comme si de rien n'était.

— Eh bien, commença-t-il, comme vous le savez, nous

sommes venus pour une affaire sérieuse. En mission officielle, comme notre camarade l'a dit. Il hocha la tête en souriant en direction du vieux fermier. Et c'est vraiment très sérieux.

Ma mère se releva, arrangea ses cheveux, et dit d'une voix claire :

— Avant que vous n'entamiez votre mission officielle, quelle qu'elle soit, j'exige un mandat d'arrêt pour mon fils.

Nous fûmes tous stupéfaits.

— Je ne suis qu'une pauvre veuve, poursuivit-elle. Vous pouvez faire ce que vous voulez de moi, je n'ai pas la force de me défendre. Mais du moment que je suis vivante, je proteste contre votre intrusion dans ma maison.

Cette protestation était inouïe. Une sentence de mort ou d'emprisonnement à vie punissait d'habitude ceux qui déclaraient de telles choses. Personne ne songeait même à exiger d'un officiel un mandat d'arrêt ou de perquisition.

La requête de ma mère déclencha des rires hystériques chez Khizhniak et ses lieutenants. Il s'approcha de nous.

— Écoute, n'essaie pas de me faire peur. Personne ne peut me faire peur. Il m'est déjà arrivé de me trouver dans de mauvais pas...

Maman essaya de dire quelque chose mais il l'interrompit. Il lui laissa entendre qu'il savait ce qui était arrivé à son mari et qu'il ne serait pas difficile de lui faire subir le même sort.

— Je sais ce que vous voulez dire, lui répondit maman sans changer de ton. Néanmoins, en tant que citoyenne, je revendique mes droits et je demande justice.

— Eh bien, dit-il en pointant le revolver dans notre direction, eh bien, citoyenne si loyale et si patriote, vous êtes en état d'arrestation. Toi aussi ! poursuivit-il, me désignant avec son revolver en riant. Il nous ordonna de nous tourner contre le mur et de rester debout.

La commission exécuta enfin sa mission officielle qui consistait à perquisitionner chez nous. Le camarade

Khizhniak, qui continuait à jouer avec son revolver, semblait beaucoup apprécier sa tâche. Il regarda même l'intérieur du poêle.

Après avoir fouillé la resserre, Khizhniak se dirigea vers la pièce où maman gardait ses vêtements et ses reliques dans une malle fermée à clé. Un coup de feu claqua.

Nous nous ruâmes sur ses pas. Le camarade Khizhniak était en train d'ouvrir la malle. Sans prendre la peine de demander la clé, il avait fait sauter la serrure. Mon jeune frère, Mykola, pleurait derrière le lit.

Quand il nous vit sur le seuil de la porte, Khizhniak leva son revolver et tira par dessus nos têtes.

— Ne bougez pas, ordonna-t-il.

Nous quittâmes la chambre et il ferma la porte derrière nous.

Il ressortit au bout d'un certain temps, tenant un livre d'une main et des bijoux de l'autre — si l'on peut employer ce terme pour désigner les souvenirs qu'une fermière conserve.

— Eh bien, camarade citoyenne, aurez-vous la gentillesse de vous expliquer sur ceci ?

— Ce livre est une Bible, et ces objets sont ce que vous voyez, répondit maman.

— A qui les cachez-vous ? Comment vous êtes-vous procuré ces objets ? demanda-t-il en montrant ses trouvailles.

— Vous savez qu'ils sont à moi.

Elle essaya de lui expliquer — en vain — qu'elle n'avait pas caché la Bible, qu'elle possédait les bijoux depuis longtemps, bien avant la révolution, et qu'elle n'avait pas besoin de cacher ce qui lui appartenait dans sa propre maison.

— La Bible a été cachée dans l'intention de propager la religion, et les bijoux n'étaient pas à vous, mais à votre belle-famille. Un *kourkoul* sera toujours un *kourkoul*, déclara Khizhniak d'un ton significatif.

Puis il nous expliqua que mes oncles avaient été tous les trois déclarés *kourkoul*s et arrêtés. Ils allaient être exilés du village demain et expropriés. Sa « mission » chez nous consistait à trouver tout ce que mes oncles auraient pu y cacher. Après une perquisition minutieuse, l'équipe partit.

Effrayés et troublés, nous ne pensions qu'à Serhiy et à mes trois oncles.

8.

L'arrestation de mes oncles fut pour nous un grand choc. Depuis la mort de mon père, ils avaient été nos bienfaiteurs, nos protecteurs. Ils nous avaient aidés à vivre sur le plan matériel et s'étaient montrés très attentifs à notre égard. Et, maintenant, ils allaient être exilés vers une région lointaine. Nous ne parvenions pas à comprendre pourquoi des villageois aussi travailleurs, généreux et honnêtes étaient ainsi traités.

Ils étaient fermiers. Ils labouraient leurs champs, d'une superficie de sept à dix hectares, et s'occupaient, aussi bien que possible, de leurs familles. Seul Havrylo semblait plus prospère que nombre d'autres villageois. Le toit de sa maison était couvert de tôle, signe de prospérité ; il possédait également plusieurs petits bâtiments annexes et un verger bien cultivé. Cela donnait une impression de richesse. Pourtant, ses terres étaient à peine plus vastes que celles des autres : sa prospérité s'expliquait par une gestion et un travail habiles. Après la moisson, il travaillait sur la voie ferrée ou à la construction des routes pour mieux subvenir à l'entretien de sa famille.

Mes deux autres oncles étaient eux aussi de petits fermiers, ne possédant que leurs maisons aux toits de

chaume et quelques animaux domestiques. Ils marchaient pieds nus, comme leurs enfants ; ils se nourrissaient de pain et de pommes de terre, et ne pouvaient pas toujours acheter du pétrole pour les lampes. Ils n'avaient ni les moyens ni le besoin d'employer des ouvriers.

Malgré ces signes de pauvreté, mes trois oncles furent qualifiés de *kourkouls* et condamnés à l'exil. C'est à cause d'eux que les officiels avaient fouillé notre maison, tout examiné, des bouts de papiers aux marmites rangées dans le four. Ils cherchaient les biens de mes oncles. Et, ce faisant, ils s'étaient réjouis comme s'ils étaient en train d'accomplir un acte héroïque.

La commission partie, nous n'étions plus en état d'arrestation et fûmes autorisés à rester à la maison. Mais, après ce qui était arrivé à Serhiy et à mes trois oncles, comment ne pas faire quelque chose ? Nous supposions que Serhiy était en prison. Mais il pouvait tout aussi bien avoir été tué en route ou immédiatement envoyé au centre du district.

De même pour mes oncles. On nous avait dit qu'ils allaient être exilés. Mais nous ignorions ce qui leur était vraiment arrivé. Nous ne pouvions pas leur venir en aide, mais nous ne pouvions pas non plus y renoncer.

Quand nous sortîmes, maman et moi, le jour commençait à poindre. Une lumière terne se dessinait sur un horizon grisaille.

Nous décidâmes de nous rendre d'abord chez oncle Arsin, qui habitait le plus près de chez nous. Mais lorsque nous arrivâmes devant sa maison, il était trop tard : elle était fermée à clé et sous scellés. Un garde armé stationnait devant le portail. Il nous informa que mon oncle, sa femme, ses deux filles et son fils avaient été emmenés au *soviet* du village. Ils n'avaient eu le droit d'emporter que les habits qu'ils avaient sur eux.

Nous décidâmes de suivre leur trace, mais comme nous revenions sur nos pas pour gagner le centre du village, des

appels au secours retentirent soudain. Les cris venaient de la maison d'Aleka, un vieil homme qui était aussi un parent éloigné. Devançant ma mère, je me précipitai chez lui.

Aleka était un fermier pauvre qui vivait seul. Sa femme était morte depuis longtemps, et ses enfants étaient mariés et vivaient ailleurs. Mais, à la différence des autres villageois, il avait tenu un petit commerce de détail dans sa maison ; en fait, ce n'était que du troc, et nous savions que ses revenus étaient maigres.

Il avait récemment vendu son commerce et rejoint la ferme collective. Nous pensions qu'il avait abandonné son commerce à cause de l'âge, mais les officiels dirent qu'il essayait de camoufler ses « activités capitalistes » passées et d'éviter d'être exproprié. Ils le soupçonnaient aussi d'avoir amassé une fortune.

Arrivé chez lui, je ne fus pas étonné d'y trouver la commission qui venait de nous quitter. La porte était ouverte et des membres de la commission s'entassaient dans l'entrée. La porte de la pièce principale était ouverte, elle aussi.

Aleka était étendu sur le sol, à moitié nu, et se défendait vigoureusement. Jurant et criant, des membres de la commission essayaient de le maîtriser. L'un appuyait sa tête contre le sol ; deux autres lui tenaient les mains ; deux autres encore tentaient d'immobiliser ses pieds, tandis qu'un autre cherchait à lui ôter ses bottes. Avec une force surprenante, le vieil homme se battait comme un cerf contre une meute.

Khizhniak se tenait à l'écart, contemplant calmement l'affrontement. Mais, le vieil homme semblant avoir le dessus, il perdit patience, se mit en colère et se fraya un passage vers sa victime. Il écarta l'homme qui était aux prises avec la jambe droite d'Aleka et sauta, de tout son poids, sur son ventre. Il lui donna plusieurs coups de pieds dans le menton, avec ses grosses bottes. Quand Aleka perdit

conscience, le camarade Khizhniak regagna placidement sa place.

Le reste de la « mission » fut rapidement accompli. On lui enleva ses bottes, et les officiels triomphants trouvèrent leur butin — quelques liasses de billets serrés autour des chevilles du vieillard inconscient. Puis ils partirent. Quand ils furent hors de vue, nous nous portâmes au secours d'Aleka. Il reprit conscience, mais quand nous revînmes, le soir, il était mort, étendu, seul, à l'endroit où nous l'avions laissé et dans la même position. La souffrance et l'impuissance qui se lisaient sur son visage me hantent encore.

La grisaille, venant de l'est, avait maintenant envahi le ciel tout entier, présage d'une tempête de neige. Il faisait déjà jour et il nous fallait encore aller chez mes oncles.

Quand nous arrivâmes chez oncle Yakiv, il était aussi trop tard. Un garde, de faction devant sa maison, nous dit que toute sa famille se trouvait au centre du village.

Oncle Havrylo habitait au milieu du village, à quelques centaines de mètres du gouvernement du village. Un garde, placé devant sa porte, nous dit que nous le trouverions sur la place. On nous empêcha de pénétrer par l'arrière, mais nous vîmes que l'on apportait du mobilier de bureau. Nous apprîmes plus tard que le président et le secrétaire du soviét du village avaient entrepris de s'installer dans la maison de mon oncle, à peine celui-ci avait-il été arrêté avec sa famille.

Nous nous dirigeâmes vers la place du village, mais deux hommes de la *Guépéou* nous barrèrent le passage, nous ordonnant de faire demi-tour. Les supplications de ma mère demandant l'autorisation de chercher son fils furent inutiles. Ils avaient pour consigne d'éloigner tout le monde de la place. Cependant, tandis que les soldats poursuivaient leurs rondes, nous nous faufilâmes, maman et moi, et courûmes à travers jardins et vergers. Nous arrivâmes

bientôt à une clôture d'où nous pouvions voir ce qui se passait.

C'était un spectacle affligeant. Tous les officiels du village et du district présents à la réunion de la veille étaient rassemblés autour de l'estrade. Le commissaire du Parti, assis derrière une table recouverte d'une étoffe rouge vif, parlait au téléphone. Le millième Zeitlin et le camarade Pashchenko, le nouveau président du *soviet* du village, l'entouraient. Sur l'estrade aussi, faisant face à la place, se tenaient des commissaires de la *Guépéou* et de la *MTS*.

Plusieurs centaines de fermiers, de femmes et d'enfants tournaient en rond, par petits groupes, faisant entendre cris et lamentations ; les enfants pleuraient, les hommes protestaient à haute voix ; les malades et les faibles gémissaient et appelaient à l'aide.

Personne ne les écoutait. Il n'y avait pas d'issue. La place était soigneusement gardée. Nous nous aperçûmes, en regardant de près, qu'elle était cernée par des soldats de la *Guépéou*.

Les gens arrêtés étaient répartis en petits groupes, assignés chacun à une place déterminée. Des hommes armés, choisis parmi les membres du *komnezams* et du *Komsomol*, les surveillaient attentivement.

Le camion militaire qui avait transporté les soldats de la *Guépéou* était stationné très loin de la foule. Des chevaux, attelés à des traîneaux, se tenaient prêts à partir à tout moment.

Rapidement nous distinguâmes nos parents. Tous étaient debout, sauf le vieil oncle Havrylo, assis dans la neige. A côté de lui, sa femme sanglotait.

Un vent froid soufflait de la neige sur ces malheureux, insuffisamment vêtus (on les avait empêchés d'emporter des affaires chaudes). Soucieux de les aider d'une façon ou d'une autre, et pensant qu'ils allaient être expédiés en Sibérie, nous décidâmes de leur fournir des vêtements épais.

Comme je m'apprêtais à gagner la maison pour en chercher, le bruit montant de la place s'amplifia. Les personnes assises se levèrent, et celles qui protestaient déjà élevèrent davantage la voix. Les groupes s'unirent en une réaction spontanée.

La foule convergea vers un rang d'officiels. Les gardes, qui se trouvaient devant eux, ouvrirent le feu une ou deux fois. Les officiels disparurent dans la masse. Encore un peu, et la place aurait été vide. Mais, obéissant à un signal, une mitrailleuse ouvrit le feu. Des balles survolèrent et traversèrent la place dans tous les sens. Des *Vykonavtsi* et les soldats de la *Guépéou* se mirent à tirer ; les cris, les hurlements et les protestations se mêlaient aux détonations des armes à feu.

La foule céda, et l'ordre fut rétabli. Quelques morts gisaient sur la place. Nous sûmes plus tard que trois villageois avaient été tués au cours de cet incident.

Nous comprîmes, un moment plus tard, la raison de ce déchaînement de colère. Une vingtaine de traîneaux, étroitement surveillés par des soldats, arrivèrent sur la place. Ils devaient emmener les fermiers arrêtés. On commença immédiatement à charger six à huit personnes par traîneau, contrôlées à partir d'une liste. Ni la parenté, ni l'âge, ni le sexe, ni la santé, n'étaient pris en considération. Les maris étaient séparés de leurs femmes, les enfants de leur parents. Les vieux et les malades se retrouvaient dans leurs traîneaux avec des étrangers.

Alors que son traîneau allait rejoindre le cortège, un homme jeune en sauta et courut vers celui où sa femme et ses enfants pleuraient. Il cherchait, de toute évidence, à retrouver les siens, mais ne parvint pas jusqu'à eux. Le camarade Pashchenko, qui surveillait l'opération, leva son revolver et tira tranquillement. L'homme s'écroula, mort, et le traîneau emmenant sa veuve et ses enfants continua sa route.

Le chargement prit environ une demi-heure. Une

LES AFFAMÉS

cinquantaine de traîneaux étaient alignés l'un derrière l'autre, le premier tourné dans la directions du siège du district. Des voitures militaires équipées de mitrailleuses prirent place devant, au milieu et au bout du cortège. Chaque groupe de deux ou trois traîneaux était surveillé par un civil armé. Des miliciens et hommes de la *Guépéou* suivaient le cortège à cheval.

Tandis que ce défilé passait devant la tribune, les commissaires et les officiels du village bavardaient gaiement. Le cadavre, laissé sur leur chemin, faisait peur aux chevaux.

Dès que le dernier traîneau eut quitté la place, nous nous rendîmes au *soviet* du village dans l'espoir de trouver Serhiy, mais nous ne pûmes le voir. On nous dit seulement que son procès aurait lieu bientôt devant le tribunal du *kolhosp*¹³.

Au retour des traîneaux, nous eûmes des nouvelles de mes oncles et des autres prisonniers. Un train de marchandises les attendait à la gare. On les y avait fait monter. Nous ne sûmes ce qui leur était arrivé que bien plus tard.

13. Le tribunal du *kolhosp* était l'un des tribunaux irréguliers mis sur pied dans les villages ukrainiens pendant la collectivisation. Ceux-ci commencèrent par se comporter comme des tribunaux bienveillants, et leur juridiction se limitait aux petites offenses. Le tribunal du *kolhosp* était coiffé et surveillé par le *soviet* du village. Mais, au plus fort de la collectivisation, les tribunaux de *kolhosp* agissaient en tant que tribunaux réguliers de justice, avec cette réserve que les procès de nature politique ou les crimes sérieux devaient être confiés aux tribunaux supérieurs de justice ou aux organes de sécurité. Souvent, sinon toujours, toute la procédure du tribunal du *kolhosp* était dirigée par le secrétaire de l'organisation du Parti.

9.

Quelques jours après l'arrestation de Serhiy, maman fut convoquée comme témoin devant le tribunal du *kolhosp*. L'assignation officielle stipulait que le procès aurait lieu le dimanche suivant, au tout début du mois de mars, et que le nom de l'accusé était Serhiy.

La nouvelle était terrible. Les officiels s'assuraient du concours de maman pour le procès de son propre fils. Elle devrait, en tant que témoin, raconter la lutte qui avait opposé Serhiy et le camarade Khizhniak. Nous savions que le véritable motif de celle-ci ne serait pas évoqué, puisque toute résistance aux officiels communistes était considérée comme un acte de trahison, même s'il s'agissait de légitime défense.

Nous quittâmes la maison, ce dimanche, pour nous rendre à ce qui avait été notre église. Il neigeait et faisait un froid de loup.

Le tribunal siégeait. Un *vykonavets* qui attendait maman lui dit qu'elle ne pouvait rester là pendant que le tribunal siégeait, et la poussa vers la porte. Elle devait attendre qu'on l'appelle. Je voulus rester avec elle, mais elle devait rester seule.

Le silence, à l'intérieur, me frappa. On se serait cru encore à l'église. Les gens étaient assis, avec solennité,

regardant droit devant eux sans exprimer la moindre émotion. Les hommes avaient la tête nue, comme autrefois pendant les services religieux.

La décoration intérieure attira mon attention. Une lampe à pétrole brillait au centre du plafond, à la place de l'ancien candélabre de cristal. Des portraits de dirigeants du Parti et du gouvernement étaient accrochés aux murs, autrefois ornés d'icônes et d'œuvres religieuses. Au dessus de l'ancien autel, à la place du tableau représentant la Cène, il y avait une immense affiche portant en rouge l'inscription : **LA RELIGION EST L'OPIUM DU PEUPLE**. Le sanctuaire avait été transformé en une sorte de théâtre et l'estrade était généreusement décorée de tissu rouge.

Je n'avais jamais assisté à un procès. Nous n'en avons d'ailleurs jamais eu dans notre village. Nous savions qu'il existait un prétendu tribunal du peuple, dont le siège se trouvait au chef-lieu du district, mais nous ne l'avions jamais approché. Notre communauté avait réussi à résoudre ses problèmes sans recourir à des étrangers.

Le procès de mon frère fut annoncé à minuit. Deux miliciens l'amènèrent dans le théâtre. Il avait changé de façon spectaculaire en quelques jours. Il était sale, il semblait épuisé et avait manifestement été battu. Il avait les yeux au beurre noir, et on pouvait voir des traces de sang sur ses lèvres et son visage. Ses mains étaient liées derrière son dos. En se dirigeant vers le banc des accusés, Serhiy regarda autour de lui, sans doute pour nous voir, maman et moi. Puis on lui ordonna de s'asseoir.

A en croire la ligne officielle, le tribunal du *kolhosp* était l'expression suprême de la volonté et de la justice du peuple. Le représentant du Parti, le millième Zeitlin, dirigea le tribunal sans pitié, comme s'il était juge. Quand fut annoncé le procès de mon frère, Zeitlin se leva pour parler en premier. Les étrangers censés constituer le tribunal gardèrent le silence. Dans le passé, ce que disait Zeitlin était toujours sans rapport avec la réalité et, en particulier, avec

le sujet évoqué. Nous nous préparâmes pour un long discours. Mais, à notre grande surprise, il fit rapidement état de la nature du délit de Serhiy. Comme nous nous y attendions, mon frère était accusé d'agression physique contre le camarade Khizhniak, président de notre Cent.

Le camarade Zeitlin nous apprit qu'il était coupable du même délit contre les miliciens. Son « crime » s'était multiplié depuis la dernière fois que nous l'avions vu. C'étaient là, nous en étions conscients, des accusations sérieuses, car ces actes avaient été commis, comme le déclara Zeitlin, « pendant que ceux-ci étaient dans l'exercice de leurs fonctions ». Les circonstances accompagnant ces faits ne furent pas mentionnées.

Ayant prononcé l'acte d'accusation, Zeitlin enchaîna sur l'interrogatoire.

— De quel droit vouliez-vous empêcher l'action du représentant du Parti et du gouvernement ? fut sa première question.

Serhiy tenta d'expliquer qu'il n'avait agressé personne, qu'il avait seulement saisi le bras du camarade Khizhniak pour l'empêcher de tirer sur sa mère, ce qui était une réaction naturelle et le devoir d'un fils.

Sa réponse n'impressionna ni le camarade Zeitlin ni les étrangers.

— Ne me raconte pas d'histoires, dit Zeitlin sur un ton sarcastique. Réponds-moi : as-tu saisi le bras du camarade Khizhniak, oui ou non ?

— Oui et non, cela dépend du point de vue auquel on se place, répondit Serhiy.

— Oui ou non ?

— Non, dit Serhiy.

Il raconta de nouveau ce qui s'était passé chez nous ce jour-là.

Seul le fait que des officiels avaient été physiquement empêchés d'accomplir leur devoir intéressait Zeitlin.

L'interrogatoire continua, et, à mesure qu'il progressait, nous entendîmes Serhiy répéter « oui » à contrecœur.

Nous apprîmes la raison de la prétendue agression de Serhiy contre le milicien et de ses yeux au beurre noir. Mon frère avait sur lui une montre de gousset qui avait appartenu à notre père et qu'il conservait précieusement. Cette montre avait attiré l'attention d'un milicien de service à la prison. Il promit à Serhiy un traitement de faveur en échange de la montre. Mon frère refusa. Le milicien lui proposa alors de la nourriture ; Serhiy refusa encore. Alors l'homme le fit sortir de sa cellule, dans la nuit, et lui ordonna de renoncer à sa montre. Serhiy refusa, ce qui déclencha une bataille. Le milicien et lui se donnèrent des coups très violents jusqu'à ce que les collègues du milicien viennent maîtriser Serhiy. Les yeux au beurre noir et le nez gonflé constituaient des preuves accablantes. Personne ne dit ce qu'était devenue la montre.

Le camarade Zeitlin s'adressa alors au milicien qui avait gardé Serhiy.

— Camarade milicien, tournez-vous et regardez le public !

L'homme obtempéra et l'auditoire put voir les bleus sous ses yeux. Alors, le camarade Zeitlin se leva et s'adressa à la cour.

— Ce que vous voyez sur le visage du camarade milicien est la conséquence de la seconde agression perpétrée contre un officiel du Parti et du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions. L'agresseur est ici, camarades, devant le tribunal du peuple. Je vous l'assure, camarades, cet ennemi du peuple n'échappera pas à la justice du peuple.

Il n'en dit pas davantage, mais nous comprîmes que le sort de mon frère était scellé. Serhiy le comprit aussi et, manifestement, il était inquiet. Il regardait frénétiquement autour de lui, comme pour trouver du secours.

Vinrent ensuite les témoignages concernant la première prétendue agression. Ceci était nouveau, car, lors des précédents procès, il n'y avait jamais eu de comparution de témoins. Le camarade Khizhniak fut appelé en premier. Il devait, lui aussi, répondre uniquement par « oui » ou par « non ».

— L'accusé s'est-il battu contre vous, camarade Khizhniak ?

— Oui.

— L'accusé vous a-t-il saisi le bras alors que vous étiez en mission officielle ?

— Oui.

— L'accusé savait-il que vous étiez un représentant officiel du Parti et du gouvernement ?

— Oui.

— L'accusé vous a-t-il obéi quand vous lui avez ordonné de vous lâcher ?

— Non.

— L'accusé vous a-t-il infligé une douleur physique ?

Plusieurs autres questions furent posées à Khizhniak. Il répondit chaque fois par « oui » ou « non ».

Son témoignage fut suivi par celui de la femme présente chez nous cette nuit-là en tant que membre de la commission.

— L'accusé s'est-il battu contre votre président, le camarade Khizhniak ?

— Oui.

— L'accusé savait-il que votre président ainsi que tous les membres de la commission, y compris vous-même, étiez les représentants officiels du Parti et du gouvernement ?

— Oui.

Le milicien fut de nouveau appelé. Zeitlin lui demanda de faire face au public.

— Qui vous a infligé ces blessures ?

— L'accusé.

— L'accusé vous a-t-il fait mal ?

— Oui.

— Vous a-t-il frappé ?

— Plusieurs fois.

Un autre milicien fut appelé à la barre des témoins. Il devait, lui aussi, répondre par « oui » ou par « non ».

— Avez-vous vu l'accusé frapper le milicien ?

— Oui.

Quand elle fut appelée, ma mère avait l'air calme et déterminée. Zeitlin l'avertit qu'un faux témoignage serait sévèrement puni aux termes de la loi, et que seules les réponses par « oui » ou par « non » seraient considérées comme acceptables.

— Avant de répondre à quelque question que ce soit, j'aimerais savoir si je me trouve devant une réunion du Parti ou devant un tribunal, demanda maman.

Ceci était tout à fait inattendu, surtout pour Zeitlin. Personne n'aurait osé mettre en cause le mérite ou la sagesse d'un dirigeant du Parti, quelle que fût son importance. Maman ne se rendait évidemment pas compte qu'en ayant cette audace, elle aggravait la situation de Serhiy.

— Vous êtes devant un tribunal, répondit rapidement Zeitlin.

— Dans ce cas pourquoi devrais-je, comme les autres d'ailleurs, vous répondre, à vous qui êtes un officiel du Parti et non un juge ? lui demanda-t-elle carrément.

Un murmure parcourut la salle.

La réaction de Zeitlin ne se fit pas attendre, et sa réponse fut beaucoup moins surprenante que la question posée.

— Vu que je suis ici un représentant du Parti et du gouvernement, je suis également un représentant de la loi, déclara-t-il rapidement, puis il se tourna vers le juge et lui donna l'ordre de poursuivre.

Mais ma mère lui tint tête à nouveau, en protestant cette fois contre le traitement injuste dont son fils était

victime. Pendant ce temps, Serhiy était toujours assis, les mains liées derrière le dos, souffrant visiblement beaucoup.

Les remarques de ma mère ne firent que déclencher le rire du camarade Zeitlin. Il lui enjoignit de répondre exclusivement par « oui » et « non ».

— Le président de votre Cent se trouvait-il dans votre maison ?

— Oui.

— Votre fils Serhiy a-t-il saisi le bras du camarade Khizhniak qui exerçait une mission officielle sous votre toit ?

— Mais...

— Oui ou non ? demanda Zeitlin, en la regardant avec colère.

— Il l'a saisi, mais...

Maman ne parvenait pas à dire ce qu'elle voulait. Zeitlin se tourna vers le juge et lui dit quelque chose.

Maman se rendit compte alors de ce qui se passait, se leva et dit, en criant, que son fils n'avait cherché qu'à lui sauver la vie.

Il était trop tard. Le juge déclara que le tribunal avait réuni assez de preuves démontrant la culpabilité de l'accusé. Puis il ordonna à ma mère de quitter la barre. Elle fondit en larmes et se précipita vers Serhiy pour l'embrasser, mais les officiels ordonnèrent aux miliciens de la faire sortir.

Le tribunal entreprit ensuite d'étoffer les accusations portées contre Serhiy. Le camarade Zeitlin le qualifia de contre-révolutionnaire, d'ennemi du peuple, et demanda que son cas soit soumis à l'instance supérieure ainsi qu'aux bureaux de la sûreté. Tout ce qu'il avait ordonné fut exécuté.

Serhiy sortit du tribunal escorté par deux miliciens. Ce fut la dernière fois que nous le vîmes. Le lendemain matin, on emmena tous les condamnés. Aucun d'eux ne revint.

LES AFFAMÉS

Deux ans plus tard, nous avons reçu une lettre anonyme. Son auteur nous apprenait que Serhiy était mort d'épuisement et de torture en creusant le canal reliant la Baltique à la mer Blanche¹⁴.

14. Le canal Baltique-mer Blanche fut construit en 1931-1933, essentiellement par des fermiers ukrainiens qualifiés de *kourkoul*s et exilés dans les camps de travaux forcés situés le long des chantiers du canal. La majorité de ces fermiers moururent de froid, de faim et d'épuisement.

10.

Après l'arrestation de mon frère, de mes trois oncles et de leurs familles, notre vie devint dure, sinistre. Nous nous sentions plus seuls et effrayés que jamais. Avant, nous savions pouvoir compter sur les conseils et le soutien de nos oncles. Et puis, il y avait Serhiy, fort et intelligent, l'homme de la maison. Désormais, nous étions seuls, nous n'avions plus de parents.

Mais les officiels du village ne nous laissaient pas seuls. Nous sentions constamment leur présence, lourdement pesante. Matin et soir, jour et nuit, ils ne nous lâchaient pas.

Nous devons sans cesse nous rendre dans des Cents, des Dix et des Cinq pour écouter de longs discours sur les mérites des fermes collectives. Nous devons subir des interrogatoires fatigants sur les raisons qui nous empêchaient de rejoindre la ferme collective, et sur ce que nous possédions.

Les officiels n'en finissaient pas de nous rendre visite. La commission pour l'approvisionnement en pain venait pratiquement tous les jours. Le propagandiste et l'agitateur politiques passaient pour nous répéter combien notre vie serait magnifique dans une ferme collective. Ils évoquaient également le mérite qu'il y avait à fournir des denrées

alimentaires à l'État. Le fonctionnaire du Dix nous suppliait de rejoindre la ferme collective car, sinon, on le considérerait comme un saboteur. A peine avait-il quitté la maison que le fonctionnaire du Cinq apparaissait pour nous faire la même supplique, les larmes aux yeux, affirmant qu'il risquait l'exil si nous maintenions notre refus.

Puis, c'était le tour d'un groupe de pionniers. Ils avaient eux aussi pour mission de collectiviser un certain nombre de familles. Ils étaient suivis de membres du *Komsomol*, lesquels précédaient des représentants du *Komnezams*. Parfois, c'étaient des professeurs ou des fermiers, venant de villages voisins, et ainsi de suite, sans arrêt. Ils avaient tous la même mission — nous collectiviser et nous retirer notre subsistance.

Un après-midi du début de mars 1930, ma mère fut convoquée à notre Cent. Le camarade Khizhniak s'y trouvait ; assis seul devant une table, il jouait avec son revolver. Il ne nous salua pas et ne nous invita pas à nous asseoir.

Pendant que nous nous tenions debout devant lui, il démontra lentement et soigneusement son revolver, puis se mit à le nettoyer avec un morceau de tissu. Nous restâmes debout, ne sachant quoi faire.

Au bout d'un certain temps, il entrepris de remonter son revolver. Une fois la dernière balle insérée, il leva enfin la tête et, en souriant, pointa l'arme en direction de ma mère.

— Ha, ha, ha ! Heureux de vous voir ! dit-il en souriant.

— Que nous voulez-vous aujourd'hui ? lui demanda ma mère, sans prêter attention ni à son revolver ni à son rire. Curieusement, elle n'était pas inquiète. Moi non plus.

Il devint sérieux. Une grimace tordit son visage ridé. La question sembla l'avoir choqué. Il posa lentement son revolver sur la table.

— Mes désirs sont ceux du Parti communiste et du gouvernement soviétique ! Est-ce clair ? cria-t-il.

— Oui, je n'en ai jamais douté, répondit maman.

— Eh bien, citoyenne soviétique si loyale, poursuivit-il d'un ton sarcastique, j'ai appris que vous n'avez pas encore rejoint la ferme collective. J'ai vraiment du mal à y croire.

Il se tut un moment, mais, dès que maman ouvrit la bouche, il reprit d'un ton sévère.

— Vous n'allez pas nous faire la guerre, n'est-ce pas ?

De nouveau, il saisit son revolver et recommença à jouer avec lui. Il contempla l'intérieur du canon, puis retira la tige de l'éjecteur et s'en servit pour se curer les oreilles. Il la remit ensuite à sa place et nous regarda.

— Nous possédons des objets de ce genre, dit-il en agitant son revolver. Et vous ?

Il se remit à rire.

— C'est drôle — ha, ha, ha ! Elle veut se battre ! Ha, ha, ha !

Brusquement, il se renfrogna. Il regarda le revolver, immobile. Puis il recommença à rire. Il riait de plus en plus fort. Il se leva de sa chaise en bondissant et, comme s'il jouait à la roulette russe, fit tourner le barillet et appuya le canon sur sa tempe. Nous le regardions.

— Ha, ha, ha ! Il riait gaiement. Vous aimeriez que j'appuie sur la détente ?

Nous ne répondîmes pas, ce qui, probablement, l'irrita car il cessa soudain de rire.

— Si vous ne rejoignez pas immédiatement la ferme collective, je vous tuerai avec mon propre revolver ! cria-t-il comme un fou.

— Avec quel autre ? répliqua calmement ma mère.

Cette réflexion le mit en rage. Son revolver en position de tir, il quitta sa place en courant et s'arrêta devant nous, en soufflant.

— Je vais vous tuer, dit-il, furieux.

Et comme pour prouver qu'il parlait sérieusement, il se mit à tirer au plafond.

Ce fut un véritable spectacle. Bizarrement, nous n'avions pas peur. Maman, calme comme à l'habitude, resta

tranquillement debout. Khizhniak fut apparemment surpris par son sang-froid. Ayant tiré au plafond, il ne semblait plus savoir quoi faire. Il rechargea son arme et la mit dans son étui. Puis il l'en retira et la posa sur la table. Ensuite il la prit, fit tourner le barillet et compta les balles. Enfin, il la remit dans son étui et sortit de la pièce en courant.

Nous restâmes debout un moment. Maman céda finalement à mon insistance et s'assit sur le banc. Mais, aussitôt, comme s'il avait attendu cet instant, un étranger entra.

C'était sans aucun doute un citoyen, et il n'était certainement pas ukrainien car il ne parlait pas un mot de notre langue. Personne n'avait besoin de nous dire qu'il s'agissait d'un propagandiste. Il était grand, bien nourri et son visage était pâle.

— Êtes-vous à votre aise ? demanda-t-il à ma mère d'un ton presque poli. Je me dis que nous avons enfin rencontré un officiel aimable.

— Vous semblez bien assise ici..., dit-il, en regardant maman qui resta sur son banc. Puis, sans attendre de réponse, il hurla soudain :

— Levez-vous, sale *muzhichka* !¹⁵ Je vais vous apprendre comment on se tient devant un représentant du Parti et du gouvernement !

Maman s'attendait peut-être à cet éclat, car je ne discernai aucune trace de surprise sur son visage. Mais je vis des larmes dans ses yeux. Elle avait été insultée.

Le propagandiste s'assit à la place du camarade Khizhniak et croisa les jambes. Avec une lenteur délibérée, il alluma une cigarette de luxe qu'il avait sortie de son étui et nous regarda d'un air froid. Puis il sortit son revolver et le posa sur la table.

15. *Muzhichka* est un terme russe péjoratif désignant une paysanne pauvre et ignorante.

— Bon, dit-il en nous regardant avec mépris. Que voulez-vous ?

La question était inattendue. Nous ne voulions vraiment rien de lui.

— Voici ce que je veux vous demander, dit maman. Vous m'avez convoquée et je suppose que vous allez me dire ce que vous attendez de moi.

Il se leva d'un bond.

— Vous ne savez pas pourquoi on vous a convoquée ici ? cria-t-il.

— Comment le saurais-je ?

Sa colère se transforma en fureur. Il frappa la table avec ses poings, de toutes ses forces. Son revolver s'envola sous le choc et tomba par terre. Il le ramassa tout de suite, s'assura qu'il était en bon état, puis le pointa en direction de maman.

— Je vais vous tuer ! hurla-t-il comme un fou.

Nous n'étions ni impressionnés ni effrayés, sans doute parce que nous avons vécu, dans les derniers mois, des expériences si atroces que nous étions devenus indifférents à de nouvelles menaces.

Pendant un moment, le propagandiste sembla ne pas savoir quoi faire du revolver pointé sur maman. Puis il le baissa et tira par terre. Cela parut le calmer. Sans un mot, il retourna à la place qu'il occupait, derrière la table. Il resta silencieux un certain temps. Puis il alluma une autre cigarette et recommença à poser le même genre de questions.

Soudain, la porte s'ouvrit et mon jeune frère fit irruption. Il nous dit, essoufflé, que les gens de la commission pour l'approvisionnement en pain étaient entrés de force chez nous et avaient emporté toutes les denrées alimentaires qu'ils avaient trouvées. Ignorant le propagandiste qui, bien sûr, essaya de nous arrêter, nous courûmes à la maison aussi vite que nous le pouvions. C'était trop tard. Quand nous arrivâmes, les membres de la commission étaient en

train de charger dans la charrette le blé et autres aliments que nous avions en réserve. Il n'y en avait pas beaucoup, mais cela nous aurait suffi, à tous les trois, pour tenir jusqu'à la prochaine moisson. Le camarade Khizhniak, debout près de la porte, souriait en jouant avec son revolver. Son sourire nous signifiait qu'il s'était montré plus malin que nous.

Ainsi nous retrouvions-nous sans nourriture, à l'exception de quelques pommes de terre et betteraves qui étaient en terre. Il nous faudrait attendre trois mois la prochaine récolte. Nous ne pourrions nous procurer nulle part les aliments nécessaires.

Quelques heures après que la commission fut partie derrière la charrette transportant nos vivres, l'officiel du Dix nous rendit visite et nous déclara que ceci ne serait jamais arrivé si nous avions rejoint la ferme collective. Après tout, nous n'étions pas des *kourkouls*. Nous aurions encore eu notre pain.

— Oh ! à propos ! dit-il d'un ton neutre en quittant la maison, les membres de la ferme collective sont payés en nourriture pour leur travail.

Il baissa les yeux, comme s'il avait honte de ce qu'il disait.

— Vous avez donc encore une chance de survivre.

Il avait raison. Nous n'avions pas le choix.

Nous n'avons pas beaucoup parlé ce soir-là. Comme si elle connaissait notre décision, la commission nous réveilla en pleine nuit. Son responsable était le propagandiste qui nous avait interrogés la veille. Il demanda à maman, sans formalités, si elle voulait rejoindre la ferme collective. Elle dit que oui. Il s'assit à la table placée au-dessous de nos icônes et rédigea la demande qu'elle devait faire. Le texte en était, si je me souviens bien, le suivant :

« Étant donné que la ferme collective comporte des avantages par rapport à l'exploitation individuelle, et étant donné qu'elle représente le seul moyen d'assurer une vie heureuse et prospère, je demande volontairement

à la direction de la ferme collective de m'accepter comme membre de cette ferme. »

« Signature »

C'était tout. Maman signa en silence. Le propagandiste était tout sourire, tandis que les membres de la commission se tenaient serrés dans le coin, comme s'ils assistaient à un enterrement.

Le lendemain, des hommes se montrèrent dans notre arrière-cour. Sans aucune explication, ils pénétrèrent dans l'étable et dans la grange et emmenèrent notre vache, notre cheval, notre voiture, notre charrue et des outils agricoles. Ce ne fut qu'après le départ du chariot, tiré par notre cheval et suivi par notre vache, qu'un homme fit son apparition. Il nous indiqua que notre numéro d'enregistrement était le numéro 168, et que nous devons désormais nous identifier par ce numéro.

Nous devînmes ainsi un simple numéro — le numéro 168.

11.

Un messenger du village, allant de maison en maison, nous informa que nous devions assister à la réunion générale du village dans l'après-midi du dimanche suivant. Un autre nous convoqua à la réunion du Cent qui devait se tenir le soir du même dimanche.

Deux réunions le même jour, cela ne pouvait présager que quelque chose d'extraordinaire. Nous ne savions absolument pas ce dont il s'agissait, mais, à ce stade, nous ne pouvions que redouter des arrestations, des déportations et même des exécutions. Quand ce dimanche arriva et que les réunions furent terminées, nos pires craintes étaient devenues réalité pour beaucoup. Cependant, les victimes n'étaient pas des villageois mais des officiels du village.

La réunion générale eut lieu dans le théâtre du village, notre ancienne église. Nous n'avions jamais vu la plupart des officiels qui se trouvaient sur la scène. Tous étaient solennels, sinistres même. Le camarade Zeitlin ouvrit la séance et nous les présenta. Il commença par le représentant régional du Parti. Les autres étaient les plus hauts fonctionnaires du Parti et du gouvernement du district ; le commissaire du Parti, le commissaire de la *MTS*, le commissaire de la *Guépéou*, le président du comité

exécutif du *soviet*. Nous avons déjà entendu parler de ce quintette, car le bruit courait que ces hommes parcouraient le district et arrêtaient des gens sans raison apparente.

Le camarade représentant prit la parole le premier. L'essentiel de son discours tenait en ceci : une fourmi égarée ne vaut rien ; elle peut se perdre en cherchant de la nourriture ; elle peut être impitoyablement écrasée par quelqu'un qu'elle gêne, ou autrement anéantie. Qui se soucie d'une fourmi égarée, seule ? Ce qui compte vraiment, c'est la fourmilière, car c'est elle qui assure la protection et la perpétuation de la vie des fourmis. Les fourmis ne réussissent à survivre que parce qu'elles vivent dans une société de fourmis très soudée et bien organisée. On ne peut imaginer une fourmi sans cette société. Ainsi en est-il des êtres humains ; seuls, ils sont impuissants ; ils peuvent être exploités, persécutés, oubliés ou tués. L'individu ne peut trouver le bonheur, la prospérité et la liberté que dans la société communiste. La ferme collective est tout ; l'individu n'est rien ! La ferme collective constitue le premier pas vers cette société communiste ; il nous faut donc tous la rejoindre ! Tel est l'ordre du Parti, et le Parti sait ce qui convient le mieux aux fermiers. Il n'y a pas le choix.

Après avoir parlé pendant une heure environ, il hurla un slogan communiste « bateau » : « Celui qui n'est pas avec nous est contre nous ! » Il regagna sa chaise sous les applaudissements.

Ce fut ensuite le tour du commissaire du Parti. Il déclara que notre village avait pris du retard dans les quotas de collectivisation et de fourniture de blé. Et ceci uniquement parce que les ennemis du peuple (qu'il appelait les « hyènes ») avaient la haute main sur le village. Le pays tout entier construisait dans la joie la société socialiste, s'industrialisait, se collectivisait, fournissait du blé, souscrivait aux bons de l'État, et rivalisait de vitesse dans la réalisation des quotas. Pendant ce temps, notre village laissait des ennemis du peuple occuper une position

dominante et saboter la politique du Parti. Le Parti avait découvert ces agissements odieux et allait punir ces dégénérés. Nous demeurâmes silencieux et abasourdis. Nous retenions notre souffle en attendant que ces ennemis du peuple soient désignés.

Le commissaire de la *Guépéou* vint à la tribune. Il commença par consulter des papiers, puis, les prenant dans sa main gauche, il posa sa main droite sur l'étui de son revolver, nous fixa et se mit à parler. « Je ne suis pas venu ici pour faire un discours. Je suis venu pour faire mon travail. Vous avez entendu le camarade commissaire du Parti du district. Il vous a dit que votre village est aux mains des ennemis du peuple. Je suis venu ici pour vous aider à extirper ces ennemis de chez vous et à faire de ce village une communauté socialiste. »

Il fit une pause et consulta de nouveau ses papiers. Puis il s'éclaircit la voix et déclara :

« Nous savons de source sûre que votre village est aux mains d'éléments tout à fait indésirables... » A ce point, il leva la tête, prit une attitude militaire, et cria d'une voix forte : « Que le président du huitième Cent s'avance ! »

Un barbu, portant un pardessus grossier, se leva et s'approcha.

« Au nom des ouvriers et des paysans, et au nom de la justice soviétique, je vous arrête pour avoir saboté la collectivisation dans votre Cent », déclara solennellement le commissaire de la *Guépéou*.

Stupéfait, l'homme regarda autour de lui et commença à dire quelque chose, mais on n'en tint pas compte. Le commissaire poursuivit et ordonna au président du deuxième Cent de se présenter. Celui-ci était Stepan Koshmak, méprisé pour sa brutalité à l'égard des fermiers. Nous découvrions que, malgré ses efforts, son Cent n'avait pas rempli les quotas de collectivisation et de fournitures de blé fixés par l'État.

Le camarade Koshmak essaya, lui aussi, de proférer

quelques mots, mais on passa outre. Le commissaire appela ensuite les présidents des troisième et cinquième Cents, qu'il arrêta.

A notre grande surprise, il arrêta également le président du *soviet* du village, le camarade Pashchenko. J'ai déjà dit que cet homme était membre du Parti et avait été nommé à son poste, dans notre village, par l'organisation du Parti et le gouvernement de notre district. Voilà que ce Pashchenko était arrêté pour avoir échoué à collectiviser notre village ! Le commissaire soutint que Pashchenko (il ne l'appelait plus « camarade ») avait mis à profit sa position officielle pour saboter la politique du Parti et du gouvernement.

Nous fûmes encore plus étonnés d'entendre le commissaire appeler le camarade Ryabokin, président de la ferme collective et membre du Parti.

« En tant que commissaire de la *Guépéou*, dit-il, je vous arrête pour avoir été incapable de démontrer l'avantage de l'exploitation collective sur l'exploitation individuelle ; pour avoir laissé de nombreux chevaux mourir de faim ; pour avoir laissé les outils se rouiller ; et pour n'avoir pas préparé les plantations du printemps. »

Cela étant dit, le commissaire se retourna et quitta la scène. Deux soldats de la *Guépéou* entrèrent par la porte sur le côté de la scène, s'approchèrent en vitesse des accusés et les emmenèrent sans que ceux-ci opposent la moindre résistance. Le camarade Zeitlin leva alors la séance. Dehors, il neigeait et il faisait très froid.

Quelques heures plus tard, vers sept heures du soir, nous étions présents pour une autre réunion — celle de notre Cent. Les officiels arrivèrent tard. Le représentant régional du Parti se trouvait parmi eux. Nous étions à « l'honneur » de recevoir un visiteur aussi distingué parce que notre Cent était un modèle que Zeitlin aimait montrer aux visiteurs officiels.

Le camarade Khizhniak, éclatant d'orgueil, ouvrit la

séance et annonça que le camarade Zeitlin allait prendre la parole. Zeitlin nous présenta le représentant et nous fit remarquer que nous devions être encouragés par sa présence. En retour, il nous faudrait participer plus activement à la compétition socialiste pour la réalisation rapide de la collectivisation et des quotas de fourniture de blé.

Le représentant répéta, presque mot pour mot, le discours qu'il avait prononcé quelques heures plus tôt, lors de la précédente réunion. Puis, Zeitlin se leva et annonça que la parole était au camarade Khizhniak. Nous sûmes d'instinct que, pour certains d'entre nous, les jours étaient comptés. Khizhniak semblait transporté de joie par la considération que lui témoignaient ses supérieurs en l'autorisant à diriger la réunion.

D'habitude ivre et cynique, il était sobre et apparemment calme, il faisait un gros effort pour montrer le meilleur de lui-même. Le bruit courait que, lors d'une de ses beuveries, il avait parié avec le camarade Judas qu'il serait commissaire de l'organisation du Parti du district avant que lui ne soit commissaire de la *Guépéou*. Sans doute était-ce pour cela qu'il essayait avec tant d'acharnement maintenant d'impressionner ses supérieurs en se conduisant non comme un fermier mais comme un citadin.

Cependant, malgré tout le mal qu'il se donna pour épater le représentant, il manqua son objectif. D'abord, il accorda trop d'attention au représentant, erreur de calcul fatale. Le camarade Zeitlin jugea que cette attitude constituait un affront à son égard. Après tout, n'était-il pas, en tant que millième, le représentant du Comité central du Parti communiste d'Ukraine ? Ensuite, aussitôt qu'il ouvrit la bouche pour prononcer son discours, Khizhniak commit sa seconde erreur : il s'exprima en politicien. Il s'adressa aux femmes en premier ! Il les appela, bien sûr, « camarades femmes », mais avant de nommer le représentant, qu'il cita

en deuxième, et avant le camarade Zeitlin qui vint en troisième.

Zeitlin bondit et l'interrompit :

« Camarades, dit-il d'un ton revêché, en tant que représentant du Comité central, il est de mon devoir de rectifier le camarade Khizhniak. »

Il fit remarquer que le fait de s'adresser aux femmes en premier était considéré par le Parti comme un vestige du passé et un signe de décadence. La révolution avait fait des femmes les égales des hommes, et il convenait donc de ne leur accorder aucune préférence. Il termina en exprimant l'espoir que le camarade Khizhniak s'excuserait de son erreur, et s'assit.

Le représentant faisait des ronds de fumée, sans se laisser apparemment déconcerter par ces procédés. Khizhniak regarda Zeitlin comme pour implorer son pardon, lequel lui fit un signe condescendant. Khizhniak, alors, se tourna vers le public et marmonna ses excuses. Il regrettait d'avoir laissé sa vigilance communiste se relâcher. Il nous assurait tous qu'il ne céderait plus à la coutume capitaliste et décadente qui consistait à s'adresser aux femmes en premier. Puis il leva son papier et commença à lire son discours.

Nous fûmes ébahis de l'entendre répéter la totalité du discours du représentant, y compris la théorie de la fourmilière et le slogan « Celui qui n'est pas avec nous est contre nous ! » Enfin, il aborda le thème attendu : il y avait des ennemis du peuple parmi nous qui avaient pris en mains certains des Dix et des Cinq ; à leurs postes officiels, ils passaient leur temps à saboter la brillante politique du Parti dans notre Cent et dans tout le village.

A la fin de son discours, Khizhniak saisit un papier posé sur la table, y jeta un coup d'œil, puis cria :

« Que le chef du premier Dix avance ! »

Tandis que le pauvre diable se frayait un chemin jusqu'à la table, il ajouta :

« Au nom du peuple soviétique, j'ai l'honneur de vous arrêter pour avoir saboté la réalisation des quotas de collectivisation et de fourniture de blé dans votre Dix. »

Il arrêta, de la même façon, six autres hommes, parmi lesquels quatre chefs de Dix et deux de Cinq. Le chef de notre Cinq, qui désirait si ardemment que nous rejoignions la ferme collective, était du nombre.

Au moment du dernier appel, la porte s'ouvrit toute grande et un soldat de la *Guépéou* parut sur le seuil, un fusil à l'épaule. Dès que le camarade Khizhniak eut achevé la lecture de sa liste, les *vykonavsti* s'avancèrent vers les chefs arrêtés et leur montrèrent la porte. Ils se rassemblaient près de la table officielle quand le camarade représentant termina sa cigarette et se leva. Zeitlin le suivit, laissant au camarade Khizhniak le soin de lever la séance, ce que celui-ci s'empressa de faire.

En sortant, nous aperçûmes deux traîneaux disparaissant dans l'obscurité de cette nuit d'hiver. Dans l'un, les chefs arrêtés ; dans le second, les officiels. Le lendemain matin, nous découvrîmes que d'autres arrestations avaient eu lieu dans tout le village. Dans chaque Cent, on avait procédé à cinq ou six arrestations. Comme il y avait huit Cents, plus de cinquante personnes avaient été éloignées du village en une seule nuit.

Si nous n'éprouvions aucune sympathie à l'égard de la plupart des officiels arrêtés, nous ne jubilions pas pour autant. Ces gens avaient été éliminés comme des boucs émissaires. Cela était clair. Mais cette action signifiait-elle la fin de toutes les purges ? Qui serait le prochain sur la liste ?

Ce qui se passa ensuite était totalement inattendu. Plus de deux semaines s'écoulèrent sans une seule réunion. Au fil de ces journées, des rumeurs contradictoires se mirent à circuler. Certains disaient que le Parti et le gouvernement avaient renoncé à la politique de collectivisation et allaient

nous laisser en paix. On disait aussi que le camarade Zeitlin était allé dans la capitale pour y recevoir de nouvelles instructions. D'autres prétendaient que les officiels voulaient nous ménager tant que de nouvelles prisons et de nouveaux camps ne seraient pas prêts pour accueillir ceux qui maintenaient leur refus de rejoindre les fermes collectives.

Les activistes les plus engagés avaient disparu. Nous apprîmes que le camarade Zeitlin avait, en réalité, été convoqué au centre du district, mais nous ne savions pas ce qu'il était advenu des camarades Khizhniak, Khomenko, et autres. Personne ne les avait vus depuis la dernière réunion. De toute évidence, quelque chose d'important allait bientôt se produire.

On disait que Staline avait récemment pris, par écrit et oralement, la défense des fermiers. Dans un article intitulé *le Vertige du succès*, il attaquait les fonctionnaires du Parti et les activistes pour leur excès de zèle dans la mise en œuvre de la collectivisation. Le bruit courut qu'il avait ordonné un ralentissement de la collectivisation et autoriserait même les fermiers à quitter les fermes collectives s'ils le souhaitaient. C'était difficile à croire, car on nous avait dit, récemment encore, dans les réunions, qu'il avait décidé de lancer un programme de collectivisation obligatoire à partir du 1^{er} mai, quel qu'en soit le coût en sacrifices humains et matériels. On nous avait également dit que Staline avait annoncé une politique d'élimination des *kourkouls* en tant que classe sociale. A cet effet, le gouvernement avait voté une loi autorisant leur bannissement et leur exil. Était-il possible qu'il ait changé d'avis si rapidement ?

Nombreux parmi nous étaient ceux qui ne croyaient pas à ces rumeurs et s'attendaient au pire. Mais la haine qu'ils nourrissaient à l'égard de la collectivisation et des suppôts du Parti était si forte qu'elle en poussa une grande partie à prendre leurs désirs pour des réalités et à leur accorder

du crédit. Toutes ces informations sans confirmation nous inquiétaient et provoquaient notre colère.

On entendait souvent murmurer : « Où sont ces égorgeurs ? », ou encore : « Allons chercher ces sales égorgeurs ! », « Ramenons nos chevaux et nos vaches de cette maudite ferme collective ! »

Personne n'aurait osé prononcer de telles injonctions auparavant ; maintenant, on les entendait partout. Les gens étaient prêts à se battre et même à tuer s'il le fallait. Quelques jours plus tard, d'ailleurs, nous vîmes s'allumer deux incendies à l'autre bout du village. Nous sûmes plus tard que le quartier général du septième Cent avait entièrement brûlé. Nous apprîmes aussi que des paysans prenaient d'assaut les maisons des activistes et des officiels. Nous entendîmes également dire que quelqu'un avait tenté de détruire par le feu l'immeuble qui abritait le *soviet* du village ; que des fenêtres avaient été brisées au club du village (le centre de propagande) et que la liaison téléphonique avec le centre du district avait été coupée. Il manquait plus d'un kilomètre de câble.

Puis, une nuit, le premier meurtre se produisit. Quelqu'un attira le camarade Judas dans une embuscade et le battit à mort. Curieux comme le sont les adolescents, je courus vers l'endroit où on avait découvert son corps, lequel était encore étendu dans un caniveau de la rue principale du village. Sa barbe ecclésiastique était roussie, et son visage gravement brûlé. La chasuble qu'il ne quittait pas avait disparu. Sur un morceau de journal fixé sur sa poitrine, on pouvait lire, griffonnés en majuscules penchées, ces mots : « Une mort de malotru pour un malotru ! » Finalement, fin mars 1930, nous fûmes convoqués à une réunion du Cent. La salle de réunion était décorée comme d'habitude. Le drapeau rouge était pendu au mur. Du plafond descendait une banderole rouge sur laquelle était écrit : « Mort aux ennemis du peuple ! » La tribune et la table officielle étaient drapées de tissu rouge.

A l'heure fixée, un étranger parut à la porte avec un des membres du *soviet* du village. Les bavardages se calmèrent. Le membre du *soviet* prit une feuille de papier dans sa poche, se dirigea vers la tribune et demanda le silence.

« Avant de passer à l'ordre du jour, lut-il lentement, je veux vous présenter le représentant du Parti, le camarade Rymarenko. »

L'auditoire manifesta son mépris. Un homme éclata de rire. Des femmes se mirent à glousser. Mais la confusion ne dura pas longtemps, et bientôt chacun se calma.

Cet accueil choqua le représentant qui en fut manifestement irrité. Il regarda autour de lui, comme pour chercher de l'aide. Puis, des bras, il fit un geste de résignation.

« C'est ainsi que vous accueillez votre représentant du Parti ? » demanda-t-il d'une voix basse. Il se tut un court moment, et regarda ses bottes, comme s'il essayait de trouver une riposte à l'offense. Puis il se ressaisit et nous lança un avertissement d'une voix froide et crispée :

« En tant que représentant du Parti, je ne permettrai pas qu'on le tourne en ridicule. » Il s'interrompit un moment, retenant l'attention du public sous son regard hypnotique. « Les rires et les gloussements, poursuivit-il, font partie des moyens bien connus qu'utilisent les ennemis du peuple pour perturber les réunions constructives des patriotes soviétiques... »

Ces mots nous étaient familiers, mais nous n'étions pas prêts à les entendre ce soir-là. Nous étions venus à cette réunion décidés à défendre nos droits, à assister à la défaite des fonctionnaires locaux du Parti, à entendre proclamer une nouvelle politique — tout sauf la collectivisation ! Au lieu de quoi, nous rencontrions un individu qui nous était parfaitement inconnu — un étranger qui nous malmenait avant même que nous eussions découvert qui il était. C'en était trop. Spontanément, le tohu-bohu éclata : tout le monde se mit à parler et à crier

à en perdre le souffle ; j'entendis aussi de lourds piétinements derrière moi.

Mais le représentant ne fut pas longtemps pris au dépourvu par cette explosion. Debout derrière la table, il joua nerveusement avec son crayon, puis ayant un moment contemplé la table, il leva la tête et sa voix impérieuse fendit le vacarme.

« J'en ai assez ! » gueula-t-il. Sa tension nerveuse s'était évanouie et sa voix était totalement assurée. « J'agis ici sur les ordres directs de l'organisation du Parti du district. Quiconque s'oppose à cette réunion s'oppose à la politique du Parti. Quiconque m'insulte insulte le Parti. Je suis le représentant du Parti ici, que cela vous plaise ou non ! » Ses paroles étaient aiguisées comme un rasoir.

Le message passa. Un calme étouffant s'empara de l'auditoire. Notre espoir de changement était brisé.

Pour mettre fin à cet état embarrassant, le membre du soviet passa sans délai aux questions de forme. Il nous demanda d'élire le président et le secrétaire de la réunion, comme c'était la coutume. Personne ne semblait tenir à cet honneur. Chacun se tut, comme dans une conspiration du silence, et personne ne nomma de candidats pour présider et diriger la réunion. C'était une situation tendue et imprévue.

Le représentant, debout devant l'auditoire, continuait à jouer avec son crayon. De temps en temps, il lançait un regard indigné au membre du *soviet*, comme pour lui reprocher son incapacité à contrôler l'assistance. Puis, voyant que la situation devenait de plus en plus critique, il s'avança. Comme il l'avait déjà fait, il leva les mains en l'air (ce geste semblait lui être caractéristique), puis nous fixa de son regard perçant et dit d'un ton neutre, sans hausser la voix : « Ceux qui sont contre moi le regrettent toujours, un jour ou l'autre. » Il s'arrêta et nous regarda pour mesurer l'effet de ses paroles, puis il reprit. « Cela s'applique également à vous, pour le cas où vous auriez

l'intention de négliger le fait que je suis un représentant du Parti. » Et il ajouta, toujours sans hausser la voix mais en insistant sur chaque mot : « Quiconque, je dis bien quiconque, s'oppose au Parti mérite d'être éliminé ! »

Ses paroles firent l'effet désiré. Le calme était impressionnant. Personne ne rit, ne parla, ne pouvant ni n'osant murmurer le moindre mot de protestation.

Il s'adressa ensuite fortement à son compagnon pour que chacun puisse l'entendre : « Vos sacrées ouailles ne sont pas capables, ou ne veulent tout simplement pas profiter de la démocratie que leur accorde le Parti communiste. »

Il fit une pause, s'attendant à une réaction. Il n'y en eut pas. Nous étions assis, humblement, comme des enfants face à un père dictatorial, l'attention rivée sur lui.

Il s'éclaircit la gorge.

« Camarade, passez à l'ordre du jour sans aucune formalité », ordonna-t-il à son compagnon qui se devait de diriger la réunion en l'absence de président et de secrétaire élus. Ce qu'il fit. Après un instant d'hésitation, il annonça que le camarade représentant allait prononcer un discours. Ce dernier se dirigeait déjà vers la tribune.

Je l'ai déjà dit, le représentant était un étranger pour le village. Nous ne savions pas qui il était ni quelle était sa profession. Mais, assurément, il n'était pas des nôtres — c'était un citadin, comme tous les nouveaux venus au village. Il était propre, bien nourri et bien habillé, pour autant que j'aie pu en juger. On sentait qu'il nous en voulait d'être coincé dans notre village, comme si nous en étions responsables. Tandis qu'il approchait de la tribune, et levait la tête pour s'adresser à nous, je pus mieux le détailler et remarquai qu'il avait un nez énorme et une bouche aux lèvres minces qu'il remuait tout le temps, comme s'il finissait de savourer un bon repas.

Étant donné la tactique d'intimidation à laquelle il s'était déjà livré, nous n'attendions rien d'agréable de son discours. Mais, quand il commença, nous ne pûmes en

croire nos oreilles ! Était-ce bien le même homme qui nous avait parlé à peine quelques minutes plus tôt ? C'était incroyable ! Il s'était entièrement transformé, comme un caméléon. Il avait adopté un ton doucereux, chaleureux, une attitude modeste, et souriait même de temps en temps.

Au début, il prononça des généralités qu'il nous était parfois difficile de suivre. Autant que je m'en souviene, il disait, essentiellement, que les hommes sont des créatures faillibles. Il répéta à plusieurs reprises que l'erreur est humaine et que l'on passe sa vie à apprendre. Il nous demanda d'être compréhensifs à l'égard de ceux qui s'étaient trompés et généreux pour ceux qui étaient dans le besoin. Cela ressemblait à un sermon et nous commençons à en comprendre la raison. A mesure qu'il poursuivait, chacune de ses paroles nous confortait dans l'idée que les rumeurs concernant l'article de Staline étaient fondées. Et bientôt, il nous eut tout dit.

« Il s'est passé beaucoup de choses récemment, dit-il. De bonnes choses, et de moins bonnes. »

Sur ce, il se lança dans une longue énumération des bonnes choses. Il répétait des phrases que nous connaissions par cœur. Puis, adoptant un ton plus modéré, il se mit à énumérer les choses qu'il avait qualifiées de « moins bonnes ». Il mentionna alors pour la première fois, Staline et son article, *le Vertige du succès*. De fait, sans plus de cérémonies, il nous annonça qu'il allait nous le lire. Ce qu'il fit, lentement, mot à mot, comme s'il avait peur d'en manquer une seule phrase.

Nous apprîmes ainsi que la collectivisation était une grande réussite ; plus de 50 % des fermiers d'Union soviétique étaient collectivisés. Ce résultat dépassait du double les prévisions du plan quinquennal. Mais nous entendîmes ensuite — il était difficile d'y croire — que cette réussite n'en était pas une parce qu'elle avait été atteinte par une distorsion de la ligne du Parti : le principe de la collectivisation volontaire avait été violé et des mesures

coercitives avaient été utilisées. Il en résultait que des fermiers de la classe moyenne et des fermiers pauvres avaient été comptés comme *kourkous*. Les officiels du Parti avaient souvent commis à leur encontre des actes brutaux et criminels. Les fermiers avaient été volés, expropriés et arrêtés. On avait procédé à une collectivisation obligatoire de leurs habitations, de leurs animaux, comme les chèvres, les porcs et les volailles. Ces extorsions avaient discrédité la collectivisation, et les fermiers quittaient en hâte les fermes collectives.

Nous écoutions très attentivement, car notre existence dépendait de ces mots. Personne n'osait bouger, ni murmurer.

Le représentant termina enfin sa lecture. Sans nous regarder, il prit son mouchoir et épongea la sueur de son front, lentement, comme s'il essayait de gagner du temps ou de réfléchir sur la marche à suivre. Il annonça, toujours sans nous regarder, qu'il allait nous lire une résolution du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Je découvris plus tard que celle-ci avait été publiée par la *Pravda* du 15 mars 1930. Le Parti avait décidé de mettre un terme aux méthodes de collectivisation obligatoire, à la collectivisation des bâtiments des fermiers et de leurs animaux, et d'enquêter sur les méthodes d'expropriation des *kourkous*.

Il nous était difficile de croire ce que nous entendions. La confusion, cette fois encore, était grande. Ce que disaient le journal et la résolution était-il vrai ? Et si toute cette histoire n'était qu'une ruse, une provocation ? Cette hypothèse n'était pas invraisemblable. Hier encore, les fonctionnaires du Parti avaient utilisé ces méthodes brutales pour nous conduire dans les fermes collectives. On nous avait dit que le Comité central avait donné l'ordre de nous collectiviser avant le 1^{er} mai, et à n'importe quel prix ! Des paysans de chez nous étaient morts pour avoir refusé de céder à la contrainte. Des milliers d'autres avaient été

LES AFFAMÉS

qualifiés de *kourkoul*s, et exilés dans des camps lointains. La majorité d'entre nous avait rejoint les fermes collectives parce que c'était le seul moyen de sauver nos vies.

Et maintenant, le Comité central nous disait qu'il s'agissait d'une erreur ; que les autorités locales étaient responsables de ces excès commis par un zèle trop poussé, et avaient dénaturé la ligne du Parti. Où était la vérité ? Qui, en dernière analyse, était responsable de la perte de notre liberté, des milliers de morts, de la destruction de notre mode de vie ?

12.

Après avoir lu la résolution, le camarade représentant leva la tête et, lentement, parcourut la salle du regard. Puis il but de l'eau et s'essuya de nouveau le front avec son mouchoir.

L'auditoire était plongé dans un silence de mort, et tous les yeux étaient fixés sur l'orateur.

« Il est des choses difficiles à expliquer, commença-t-il, hésitant, après avoir consulté le papier qu'il tenait en main. Ce que je vais vous dire en fait partie. »

Puis il dit, en balbutiant, bégayant, et se corrigeant souvent, que ni le Parti en tant qu'entité, ni les représentants du Parti, à titre individuel, ne pouvaient être considérés comme coupables de la collectivisation et de la terreur qui régnait dans les campagnes d'Ukraine. Non, le Parti communiste ne pouvait être tenu pour responsable de ces crimes, car il n'avait jamais préconisé la force ni la violence.

Cette déclaration évoquait le commentaire sarcastique ou une mauvaise plaisanterie. Mais nous avions appris à accepter ce genre de propos solennels sans broncher.

Il poursuivit : « Les vrais coupables, ceux qui ont dénaturé la ligne du Parti et qui ont tant fait souffrir votre

village, ce sont les Juifs. Oui, ce sont les Juifs qui ont fait cela, et non pas notre cher Parti communiste. »

Nous n'en étions qu'au début. Après quelques hésitations, il expliqua que les Juifs avaient été élevés, depuis des générations, dans l'idée que les Ukrainiens étaient antisémites et avaient commis de terribles atrocités à leur encontre, ce que les Juifs ne pouvaient ni oublier ni pardonner. Ils savaient comment se venger. Il est notoire, poursuivit-il, que les Juifs, utilisant le Parti comme tremplin pour leurs ambitions, se sont infiltrés dans toutes les branches des gouvernements locaux et du gouvernement central, en particulier celles qui touchent à la sécurité et à la justice. Notre agent de la *Guépéou* ici, nous signala-t-il, était entièrement entre leurs mains. Ils ont mis à profit leurs fonctions officielles pour leurs propres intérêts. Le Parti communiste, lorsqu'il a annoncé la politique de collectivisation et de liquidation des *kourkoul*s, a doté les gouvernements locaux et les représentants spéciaux du Parti, comme les millièmes, d'un pouvoir pratiquement illimité. Les Juifs se sont servis de ce pouvoir pour se venger des Ukrainiens. Ils ont déployé un zèle excessif en dépossédant les fermiers de leur blé et en provoquant la famine dans les villages. Qui plus est, ils ont collé l'étiquette de *kourkoul* et d'« ennemi du peuple » à la majorité des fermiers sans aucune raison valable, et les ont fait exiler dans des camps ou enfermer dans des prisons.

Il nous était difficile de passer outre ce que venait de dire le représentant, tant ce genre de révélations et d'accusations était sans précédent. Jamais nous n'avions entendu cette rhétorique antisémite dans la bouche de quiconque, et encore moins dans celle des représentants officiels du Parti. Et voilà que le représentant officiel de l'organisation du Parti du district déclarait ouvertement que les Juifs étaient responsables de toutes les horreurs dont notre village avait été le théâtre depuis le début de la collectivisation. Nous nous attendions à ce qu'il tente d'en

blanchir le Parti. Après tout, n'était-il pas lui-même membre du Parti ! Mais pourquoi blâmer les Juifs ? Cette tactique était difficile à cerner. Le camarade Zeitlin était peut-être d'origine juive, bien que nous n'en ayons jamais été sûrs, mais il n'était pas pire que les autres, membres du Parti ou non. Par ailleurs, comme les autres, il ne faisait qu'appliquer les ordres et les instructions du Parti, et agissait au nom de celui-ci. Pourquoi le camarade Zeitlin serait-il tenu pour seul responsable de ces actes de violence ?

Ce n'était pas tout. Des lois contre la discrimination interdisaient formellement l'antisémitisme en Union soviétique, grâce auxquelles des Juifs occupaient des positions clés dans le Parti et le gouvernement. L'antisémitisme était une offense sanctionnable et la moindre remarque dépréciatrice, ou, même, une plaisanterie pouvant être interprétée comme telle, pouvait entraîner un châtement sévère. Et pourtant le représentant du Parti du district propageait à présent, et officiellement, l'antisémitisme. Pourquoi ? Il semblait, de fait, chercher à provoquer un pogrom. Agissait-il de sa propre initiative ou au nom du Parti ?

L'un des mobiles de son discours semblait être le vieil axiome : « Diviser pour régner ». Le représentant pensait peut-être également à un slogan russe traditionnel : « Tuez les Juifs et sauvez la Russie ». Il ne faisait pas de doute qu'il voulait faire des Juifs les boucs émissaires des crimes commis par le Parti pendant la collectivisation, et monter les fermiers contre eux, pour détourner l'attention des problèmes réels et des véritables coupables.

Mais cette tactique n'eut aucun succès parmi nous. Sa rhétorique antijuive se heurta à notre silence dédaigneux. Nous apprîmes plus tard qu'il avait fait le tour des villages du district avec le même discours. Mais, malgré ses efforts, il échoua partout à faire naître des pogroms.

Le camarade représentant termina son discours, rassembla ses notes, se précipita vers la sortie en baissant les yeux, et disparut sans se retourner. Nous ne le revîmes jamais. Le fonctionnaire du *soviet* du village le remplaça à la tribune.

Une émeute spontanée se déclencha alors.

— Nous en avons assez ! hurla quelqu'un au moment où le membre du *soviet* essayait de dire quelque chose.

— Allez-vous-en ! cria quelqu'un d'autre avec colère. Nous vous avons écouté trop longtemps !

L'homme du *soviet* souhaitait désespérément parler et il se mit à hurler de toute sa voix, en agitant ses bras au-dessus de sa tête. Le chahut continua. En dernier ressort, il saisit le verre et se mit à le faire tinter avec son crayon, mais les jurons et les imprécations de la foule en fureur recouvrirent ses paroles comme le tintement du verre.

Soudain, un jeune homme courut vers la scène. Décontenancé, effrayé, les bras ouverts en position de défense, le fonctionnaire recula jusqu'à une porte latérale et disparut.

— Vous avez entendu ce qu'a dit le camarade représentant ? cria le jeune homme. On nous a dupés. Allons récupérer nos chevaux et nos vaches à la ferme collective avant qu'il ne soit trop tard !

— Allons-y ! répéta la foule.

— Tout de suite !

Le jeune homme descendit de la scène en sautant et se rua vers la sortie. Comme un troupeau en fuite, tous se précipitèrent derrière lui. Des enfants passèrent par des fenêtres que l'on avait cassées. Certains prirent la fuite par la porte latérale.

Une fois sortis, tous étaient très pressés d'arriver à destination.

— Dépêche-toi ! dit un homme à sa femme. Dépêche-toi, sinon quelqu'un pourrait prendre notre vache !

Ils se mirent à courir.

— Et notre chariot ! Comment le trouverons-nous dans cette obscurité ? dit une femme.

D'autres exprimèrent des préoccupations du même ordre.

— Il fait si noir, dehors ! Comment reconnaitrons-nous notre cheval et notre vache ?

— Courez ! disait une voix d'homme.

— Allons-y vite !

Et ils coururent aussi rapidement qu'ils purent, en se frayant péniblement un chemin dans la neige qui était profonde, à travers les vergers, jusqu'à la route.

Quand nous réussîmes, ma mère et moi, à nous dégager de la foule bloquée à la porte, je m'aperçus que de nombreuses maisons, au centre du village, brûlaient. Les flammes s'élevaient haut dans le ciel nocturne, et jetaient des reflets rouges sur la neige. Quelqu'un cria que notre Cent était en feu. Je regardai et vis les flammes engloutir le bâtiment que nous venions de quitter.

Le tumulte régnait. Des voix en colère s'élevaient de partout. Hommes et femmes se disputaient, criaient. De temps en temps, on entendait quelqu'un hurler et jurer. Des femmes pleuraient ; d'autres riaient de désespoir. Même les chiens, réveillés par cette agitation, aboyaient furieusement. De temps en temps, au milieu du vacarme, des coups de feu retentissaient. Personne ne savait qui tirait.

Je suivais ma mère. Il lui était difficile de courir. Elle tombait souvent, et disparaissait presque entièrement dans la neige. Elle se relevait courageusement, se remettait à courir, puis retombait. Elle aussi était pressée. Elle avait hâte de retrouver notre vache, notre cheval et notre chariot avant que d'autres ne s'en emparent.

En approchant du centre du village, nous croisâmes ceux qui avaient pris la tête de l'émeute et qui rentraient chez eux avec leur butin : leurs vaches et leurs chevaux. Mais ils n'étaient pas tous satisfaits ni heureux. Certains, qui n'avaient pu récupérer tous leurs biens, étaient en larmes. Ils avaient trouvé leurs chevaux mais pas leurs vaches, ou

vice versa. D'autres avaient l'équipement de leur cheval, mais pas leur chariot. Un couple âgé, qui n'avait que son chariot, essayait de le tirer, mais celui-ci était trop lourd. Ils s'arrêtèrent au milieu de la route, attendant de l'aide. La vieille femme pleurait amèrement, et disait à qui voulait l'entendre qu'ils avaient perdu leur vache et leur cheval. Mais la plupart des gens, rentrés en possession de leurs biens si précieux, les dépassaient tranquillement, comme s'ils craignaient de les perdre à nouveau.

Nous arrivâmes finalement à la ferme collective. Nous courûmes d'abord vers l'étable. Nous savions où était notre vache. Depuis que nous avons été forcés de nous inscrire à la ferme collective, plus d'un mois auparavant, nous étions allés la voir presque tous les jours. Maman ramassait souvent des restes de nourriture, se faufilait dans l'étable, et la regardait mâcher avec plaisir. Elle pleurait chaque fois qu'elle s'y rendait. Nous aimions beaucoup notre vache. C'était essentiellement son lait qui nous avait permis de survivre au cours des dernières années. Sans lui, nous n'aurions eu guère d'espoir de nous en sortir.

Heureusement, notre vache était à sa place. Je laissai maman auprès d'elle et je me précipitai vers l'écurie. Mais, là je n'eus pas de chance ; notre cheval avait disparu. Dans la cour, notre chariot avait disparu, lui aussi. Il était inutile de perdre du temps à les chercher, aussi, toujours en courant, je revins à l'étable. Nous partîmes rapidement pour la maison, bien contents d'avoir enfin récupéré notre vache mais tristes d'avoir perdu notre cheval et notre chariot.

Le lendemain matin, nous fûmes réveillés tôt par le bruit d'une forte fusillade qui venait du village. On aurait dit une véritable bataille. De temps en temps même, les canons grondaient comme quelques semaines plus tôt lorsque l'artillerie avait été déployée dans les champs, au nord du village, et que les obus volaient au-dessus de nos têtes pour finir dans le fleuve Tiasmyn.

Ces tirs ne purent nous empêcher, mon frère et moi, d'aller à la ferme collective pour essayer d'y trouver notre cheval et notre chariot. En évitant la route principale, nous arrivâmes bientôt aux ruines de l'église. Nous n'osions pas avancer. Cachés derrière les ruines, nous vîmes des véhicules militaires sur la place. Des soldats patrouillaient. Des gardes étaient postés devant l'entrepôt du village et la poste. Des coups de fusils retentissaient dans le lointain, qui venaient de la périphérie du village. Des corps étaient étendus dans la neige tachée de sang.

Nous ignorions ce qui s'était passé pendant la nuit dans le centre du village, mais nous étions écoeurés par ce que nous voyions et vraiment pas pressés d'aller jusqu'à la ferme. Nous décidâmes de rentrer à la maison le plus vite possible.

Là, il ne nous restait plus qu'à attendre la suite des événements. Nous nous trouvions dans une situation très précaire, très dangereuse. Nous venions de démolir la ferme collective ; certains bâtiments étaient détruits ; et nous avions récupéré la plus grande partie de nos animaux et de nos outils. Nous avons montré par notre soulèvement notre refus de la ferme collective, mais nous n'étions pas sûrs d'avoir gagné la bataille. Et nous ne savions toujours pas si le représentant du Parti avait vraiment parlé sérieusement la veille au soir. Ses paroles n'étaient-elles destinées qu'à détourner notre attention de ses véritables intentions ? Si tel était le cas, quelles étaient ces intentions ? Il devait y avoir une explication à tout ce qu'il avait dit.

Une autre question nous préoccupait et nous tourmentait également : étions-nous encore membres de la ferme collective après ce qui s'était passé ? Aucun de nous, à ma connaissance, n'avait demandé à cesser de l'être. Quel était donc notre statut maintenant ? Le Parti communiste allait-il désormais nous laisser tranquilles ?

Pendant cette attente anxieuse, des nouvelles

commencèrent à se propager. Plus de vingt fermiers avaient été tués le lendemain de la rébellion. Ils avaient été abattus le matin alors qu'ils tentaient de récupérer leurs biens.

Autre nouvelle tragique : vingt personnes avaient été arrêtées ce matin même, dont le jeune homme qui avait déclenché l'émeute contre notre Cent. Les femmes, les enfants et les membres des familles des morts et des prisonniers avaient été expulsés de leurs maisons et exilés le jour même. On les avait transportés dans des véhicules militaires jusqu'à la gare où les attendaient des officiels du Parti et du gouvernement — et un train.

Plus d'une semaine s'écoula après l'émeute sans qu'aucune réaction officielle à ces événements se manifestât. La question cruciale de savoir si nous étions encore considérés comme membres de la ferme ou non, nous harcelait. L'incertitude de l'avenir nous conduisait au bord du désespoir. Il s'agissait pour nous d'une question de vie ou de mort. C'était l'époque où nos fermiers se mettaient d'habitude aux semailles et aux plantations de printemps. La majorité en était empêchée désormais, pour la simple raison qu'ils ne possédaient plus de terres. Quand ils avaient rejoint la ferme collective, elles avaient été collectivisées et déclarées « propriété socialiste » et, en tant que telle, étaient passées sous la juridiction de l'État. Certains villageois avaient récupéré leurs animaux et leurs outils, quand ils les avaient trouvés, au cours de l'émeute. Mais comment pouvaient-ils reprendre possession de leurs terres ? Il n'y avait aucun moyen ; la terre ne leur appartenait plus. Ils pouvaient la travailler, mais rien ne garantissait qu'ils puissent la moissonner. Rien ne garantissait même qu'ils vivraient jusque-là. A la mi-avril, environ deux semaines après l'émeute, nous fûmes enfin convoqués à une réunion générale qui se tint dans l'église. Quelqu'un avait essayé de la restaurer pendant la fameuse nuit : l'autel et les icônes avaient été sauvegardés, à notre grande surprise, et remis à leur place. Les décorations et

les articles de propagande communiste avaient été jetés. Mais, le soir de la réunion, ce lieu était redevenu un théâtre et un centre de propagande. Le rouge y dominait. Un drapeau était suspendu à la place de l'autel. Où que les yeux se portent, ils se heurtaient au slogan « Mort aux *kourkoul*s ». Des portraits de dirigeants communistes figuraient à nouveau à la place des peintures religieuses.

La salle de réunion était déjà pleine quand nous arrivâmes, maman et moi. Personne ne parlait. Les gens avaient l'air hagard et soucieux ; on pouvait lire sur leurs visages l'épuisement, la malnutrition et une indifférence lasse. Tous semblaient sérieux et sombres, et il y avait, en effet, de bonnes raisons à cela. Ils savaient que leur avenir allait se décider au cours de cette réunion.

Bientôt les officiels arrivèrent. La plupart étaient, pour nous, des inconnus. Certains, bien habillés et bien nourris semblaient venir de la ville. Il s'agissait, sans aucun doute, d'intellectuels. D'autres étaient, de toute évidence, des ouvriers, mais le reste — c'est-à-dire la majorité — était constitué de paysans comme nous : hagards, habillés de haillons et d'une tristesse désespérée. A leur entrée, un silence total envahit la salle. Le fonctionnaire du *soviet* du village, qui avait dirigé la dernière réunion de notre Cent et survécu à l'émeute, apparut sur le podium et annonça que le nouveau *millième* allait prendre la parole.

« Voici notre nouveau *millième*, le camarade Cherepine ! » cria-t-il.

Le camarade Cherepine se tenait déjà sur la tribune, et jaugeait lentement l'auditoire d'un regard indifférent. C'était un homme petit, aux épaules larges, auquel sa calvitie et ses lunettes donnaient un air professoral. Mais cette allure était trompeuse, comme nous l'apprîmes plus tard. De fait, nous découvrîmes en lui un sadique qui n'hésitait pas à nous déposséder de notre dernière livre de blé, ou à jeter un bébé dans la neige par la fenêtre.

Son discours fut exactement celui que l'on pouvait

attendre d'un officiel communiste s'adressant à un public rural : sa voix était calme, son ton condescendant et son langage simple. Comme les orateurs que nous avons entendu avant lui, il parla de toutes les révolutions de l'histoire, ce qui ne nous disait rien. Il évoqua les fondateurs du communisme ; il décrivit la vie misérable que l'on menait dans les pays capitalistes ; et, pour finir, il affirma qu'on ne pouvait trouver le paradis qu'en Union soviétique.

« Où, ailleurs qu'ici, des fermiers peuvent-ils tenir librement des réunions comme celle-ci ? Nulle part ! Vous êtes les seuls à jouir de ce privilège parce que vous vivez en Union soviétique ! »

Il s'arrêta brusquement, comme s'il était à court de mots. Puis, d'une voix moins haute, il poursuivit :

« Il s'est passé des choses désagréables dans ce village. Devons-nous vraiment présumer qu'elles se sont produites avec votre approbation ? »

« Non ! » répondit-il, après un moment de silence pendant lequel il sembla penser à quelque chose.

« Vous n'avez pas tous approuvé ce qui s'est produit ! Ce qui s'est produit était l'œuvre d'ennemis du peuple — les *kourkous*. Oui, ce sont les *kourkous* qui ont fait cela ! »

Malgré un accent étrange, l'ukrainien du camarade Cherepine était compréhensible. Cependant, il nous était difficile de suivre le fil de sa pensée. Ses questions avaient un caractère rhétorique et il était évasif ; il parlait de ce qui s'était produit sans dire vraiment de quoi il s'agissait. Nous le savions, bien sûr, mais nous nous demandions pourquoi il n'appelait pas ces événements par leur nom.

Au bout d'un moment, il devint plus précis, avançant que nous avons perdu le droit à la vie parce que nous avons laissé les *kourkous* nous influencer et à cause de ce que nous avons fait ! Non, ajouta-t-il, il n'y avait pas de place dans ce monde pour qui s'opposait aux communistes ; mais il nous restait un moyen de prouver que nous avons le droit à la vie : rejoindre la ferme collective. Il faisait allusion, par

là, à ceux qui n'en étaient pas encore membres. Ceux qui s'étaient approprié des « biens socialistes », c'est-à-dire qui avaient récupéré leurs animaux et leurs outils, devaient reconnaître la gravité de leur faute et tout restituer immédiatement. Ceux d'entre nous qui envisageaient de quitter pour de bon la ferme collective devaient adresser une demande écrite au conseil d'administration. Il nous expliqua également que seuls les chevaux et les outils agricoles seraient collectivisés. Les membres de la ferme collective resteraient propriétaires de leurs habitations, de leurs vaches et du petit bétail : porcs, chèvres, moutons et volaille.

Et, pour finir, il nous lança cet avertissement : « Qu'on le sache une fois pour toutes, celui qui s'attaque au Parti communiste et au gouvernement soviétique est voué à une mort certaine ! »

Mais la réunion ne se termina pas sur ces mots. Le camarade Cherepine fit lire par l'un de ses propagandistes le nouvel article de Staline, *Réponse aux camarades fermiers collectifs*, daté du 3 avril 1930.

Selon ce texte, le fait de permettre aux fermiers d'abandonner la ferme collective ne signifiait pas l'abandon de la politique de collectivisation. C'était une simple question de tactique. Il soutenait que, comme une vraie guerre, la guerre menée contre les ennemis du peuple ne pouvait pas être gagnée sans assurer fermement des positions acquises, regrouper les forces, alimenter le front en réserves et assurer les arrières. Staline affirmait que « seules les âmes mortes quittent la ferme collective », et aussi que qui quittait la ferme collective était hostile à l'idéologie communiste. Il ajoutait que ces derniers n'étaient pas tous des âmes mortes ou des personnes hostiles, mais des fermiers que le Parti n'avait pas su convaincre des mérites de sa cause, « et que nous convaincrons, sans aucun doute, demain ».

Staline annonçait également que le gouvernement avait

décidé d'exempter d'imposition pendant deux ans tous les animaux de trait, de même que les vaches et le petit bétail, que ceux-ci soient possessions privées ou collectives. Ce point était destiné à faire réfléchir ceux qui avaient envisagé de quitter la ferme collective.

La réunion prit fin un peu avant minuit. Dehors, il pleuvait et il faisait très froid. En retournant vers la maison, nous prîmes la décision de rester à la ferme collective. Nous n'avions pas le choix.

Contrairement à nos espoirs et aux promesses faites par le représentant du Parti à cette réunion, notre vie ne connut pas de véritable amélioration après l'émeute. La collectivisation forcée reprit et s'intensifia, et les impôts, en nature et en espèces, continuèrent d'être perçus avec un zèle et une énergie renouvelés.

Notre village fut totalement collectivisé au début de 1931. Mais cet accomplissement rapide ne signifiait pas que nos villageois acceptaient de bon cœur le système de l'agriculture collective. Ils ne l'acceptèrent jamais. Notre village était à moitié détruit ; plus d'un tiers de ses habitants était liquidé physiquement ou exilés. Toutes nos denrées furent confisquées. A la fin de 1931, nous dûmes affronter une famine massive. Le seul moyen de survivre était de rester à la ferme collective où l'on nous avait promis de la nourriture en compensation de notre travail quotidien.

Mais la lutte contre la collectivisation ne se termina pas avec notre intégration forcée dans les fermes collectives. Nous devînmes, au contraire, encore plus opiniâtres dans les années qui suivirent. Pendant les moissons de 1930 et de 1931, le gouvernement profita des fermes collectives nouvellement constituées pour s'emparer d'autant de blé et autres produits agricoles qu'il le voulait. On disait, dans notre village, que plus des trois quarts de la récolte de 1931 avaient été saisis par le gouvernement. Dans d'autres villages des environs, la totalité de la récolte avait été

enlevée. Cela fut fait facilement, sans opposition. Il n'y eut pas de discussion sur les prix, fixés par le gouvernement et non par les fermiers.

Comme on pouvait s'y attendre dans de telles circonstances, nos villageois ne s'intéressaient pas à leur travail à la ferme collective. En conséquence, la superficie des terres cultivées se réduisit grandement ; par ailleurs, une grande partie de la production — de blé comme de légumes — n'était pas récoltée.

Le sort des animaux dans les fermes collectives n'était pas davantage à envier. Les officiels communistes s'en étaient emparés sans avoir préparé au préalable des abris convenables ni amassé suffisamment de fourrage pour les nourrir. Beaucoup moururent du manque de nourriture et de soins.

Quant aux porcs, aux moutons, aux chèvres et à la volaille, ils étaient volés ou se retrouvaient sur les tables des salles à manger des tout-puissants officiels communistes.

Les chevaux se trouvaient dans une situation particulièrement fâcheuse. La propagande communiste faisait de son mieux pour nous convaincre que les chevaux seraient bientôt remplacés par des tracteurs. Ces animaux devinrent ainsi indésirables dans la ferme collective où on les considérait comme des bouches inutiles. Personne ne semblait savoir quoi en faire, en cet automne 1930. Finalement, quelqu'un décida de les mettre en liberté car la ferme collective ne pouvait ni les nourrir ni s'en occuper. Ils furent lâchés dans les champs, dans les bois, où ils se mirent à errer et à chercher de la nourriture. Bientôt, une épidémie se déclara. La combinaison de la maladie et du manque de soins entraîna la mort de centaines de chevaux dans notre seul village. La situation était la même dans toute l'Ukraine. Les champs et les bois étaient parsemés de carcasses. Cette énorme perte posa un sérieux problème aux officiels des fermes collectives, car la production agricole dépendait encore de la force motrice des chevaux.

13.

A la ferme collective, notre existence personnelle se trouva entièrement soumise aux ordres du Parti et aux caprices des officiels locaux, surveillée dans ses moindres détails. Notre routine quotidienne obéissait à une discipline stricte. Nous devions exécuter les ordres sans jamais protester ni penser à leur signification ou à leur objet. Des membres de la police secrète, des espions et des agents provocateurs formaient un vaste système qui gardait l'œil sur chacun de nos mouvements.

Nous étions en permanence soupçonnés de trahison. Tristesse et joie constituaient des motifs de suspicion. La tristesse parce que considérée comme un signe de mécontentement à l'égard de la vie que nous menions ; la joie, même spontanée, sporadique ou éphémère, parce que pouvant représenter un phénomène dangereux dans la mesure où elle risquait d'annihiler notre attachement à la cause communiste. Il nous fallait, toujours et partout, être prudents quant à la manifestation de nos sentiments. On nous mettait dans la tête que nous ne serions autorisés à vivre que si nous suivions la ligne du Parti, dans notre vie privée comme dans notre vie sociale.

A cette époque — après deux ans seulement de

collectivisation obligatoire —, les relations humaines s'étaient complètement détériorées. Des voisins s'espionnaient les uns les autres ; des amis avaient été forcés de se trahir mutuellement ; des enfants avaient été entraînés à dénoncer leurs parents. Des membres d'une même famille évitaient de se voir. La peur nous était une compagne de tous les instants, terreur épouvantable à l'idée d'être seul, impuissant et sans espoir, face au pouvoir monstrueux de l'État.

L'organisation du Parti communiste, l'assemblée générale des membres et le conseil d'administration étaient nos organes dirigeants. La commission des comptes et le tribunal du *kolhosp* remplissaient les fonctions auxiliaires de contrôle et de punition. Le *Komsomol* et le *Komnezams* (cette organisation de fermiers pauvres continua à exister même après la collectivisation) fournissaient un soutien organisationnel au Parti.

Pour le seconder, cet appareil utilisait des organisations qui le relayaient dans chaque village ; agents plus ou moins secrets, agitateurs, propagandistes et activistes lui donnaient le pouls de la ferme collective.

La politique locale de la ferme collective était fixée par le chef de l'organisation du Parti ; les fonctionnaires du *kolhosp* n'en étaient que les exécutants. Le chef du Parti était un dictateur qui occupait une position comparable à celle du commissaire politique d'une unité de l'armée rouge. Le président du conseil d'administration du *kolhosp* ne pouvait donner aucune directive sans son approbation pas plus que le chef de corps ne pouvait donner un ordre sans l'approbation du commissaire politique.

L'assemblée générale des membres était censée, d'après les statuts du *kolhosp*, être l'organe le plus élevé de l'auto-administration. Elle n'était, en fait, que l'organe à travers lequel l'organisation politique faisait passer son orientation et ses décisions sur les questions importantes.

En apparence, l'organe exécutif de la ferme collective

était le conseil d'administration, élu par l'assemblée générale pour un mandat de deux ans. Il était composé de neuf membres, y compris le président. Les candidats devaient se qualifier par leur mérite personnel, leur compétence, et leur expérience en matière d'agriculture ; mais dans la pratique, on ne respectait pas ces principes démocratiques. Une seule candidature par poste était autorisée, et le candidat était choisi, soit parmi les membres du Parti, soit parmi ses fidèles sympathisants. Comme on votait à main levée, et que toute opposition ouverte au Parti entraînait la persécution, celui-ci n'avait aucune difficulté à s'assurer le contrôle du conseil d'administration.

Le président de ce conseil devait être membre du Parti, ou candidat à l'adhésion au Parti. Les qualifications professionnelles n'entraient pas en ligne de compte, car la plupart des candidats étaient des citoyens qui ne savaient pas distinguer le seigle du blé, ni une herse d'une charrue. La loyauté envers le Parti et sa politique, dans les relations avec les fermiers, était une recommandation suffisante. Chez nous, il n'y eut jamais un paysan président du *kolhosp*, contrairement à ce qui se produisit dans certains villages.

L'élection du président servait de modèle pour celle des membres du conseil d'administration et de tous les autres officiels. Il n'était pas obligatoire que les candidats au conseil soient membres du Parti, mais ils devaient être des « communistes hors Parti », c'est-à-dire des partisans fidèles de l'idéologie du Parti. On les appelait aussi les « activistes ».

La commission des comptes et le tribunal du *kolhosp* étaient les deux autres institutions pseudo-indépendantes dans le cadre du *kolhosp*. La première, qui comprenait les membres de la ferme collective élus lors de l'assemblée générale annuelle, contrôlait le conseil et déterminait ainsi sa politique : politique fiscale, budget, production, distribution et revenu annuel. Mais tous les rapports adressés par cette commission aux membres de la ferme

collective devaient être examinés et approuvés par l'organisation du Parti préalablement à toute réunion.

Le tribunal du *kolhosp*, bien que qualifié de tribunal de « camaraderie », était en réalité une institution punitive redoutée.

Si l'on excepte le Parti, le *Komsomol* occupait l'échelon le plus élevé de la hiérarchie du *kolhosp*. Ses membres avaient des fonctions comparables à celles des communistes à part entière. Il servait également, en tant que force digne de confiance, à promouvoir de nouvelles orientations. Quand le Parti envisageait de mener une campagne ou de prendre une initiative de propagande, le *Komsomol* en était le point de départ, le démarreur. Ce démarreur mettait en mouvement toute la machine politique.

Tous les membres de la ferme collective étaient affectés à des brigades et à des « maillons ». Ces unités ne devaient avoir pour objectif que le travail, mais nous sentîmes bientôt leur impact sur tous les domaines de notre vie.

Il y avait huit brigades dans notre ferme collective. Au début, elles étaient organisées selon des critères territoriaux, et correspondaient en gros à un Cent. Ainsi, les membres de la première brigade appartenaient au premier Cent. Chaque brigade, à cette époque, comprenait environ une centaine de familles, soit dans les deux cents personnes aptes au travail.

Les maillons étaient comparables aux Dix. Au sein d'une brigade, chaque maillon regroupait de dix à quinze familles, soit huit à trente travailleurs, le nombre de ceux-ci dépendant du genre de travail qui lui était assigné.

Le travail était distribué aux brigades, lesquelles confiaient certaines tâches à chaque maillon. La nature du travail dépendait bien évidemment des saisons.

Le chef de la brigade devait théoriquement être élu parmi ses membres et tous les fermiers compétents étaient, selon les statuts, éligibles. Mais en fait, le conseil d'administration procédait à des nominations, suggérées ou approuvées par

l'organisation du Parti. Nombre de ces chefs de brigade étaient des étrangers, dépêchés dans notre village par le gouvernement du district. Les chefs des maillons étaient généralement du village, et nommés par les chefs de brigade, mais la liste des éventuels candidats était approuvée par l'organisation du Parti et par le conseil d'administration.

Les chefs de brigade formaient l'échelon le plus important entre les hauts fonctionnaires et le peuple, et acquirent donc progressivement un pouvoir illimité sur les membres de leurs brigades. Ceux-ci ne pouvaient quitter le village ni disposer de leur temps comme ils l'entendaient sans l'autorisation du chef. Par exemple, ils ne pouvaient pas fixer la date d'un mariage, ou de toute autre festivité spéciale, sans son accord. Tout était fonction de ses désirs.

Les chefs des maillons, fidèles auxiliaires des chefs de brigade, n'étaient pas tenus d'avoir du caractère ou d'être compétents : la seule qualité exigée était la loyauté.

En tant que membres de la ferme collective, nous étions soumis à un double gouvernement. Le gouvernement du village continuait d'exercer ses fonctions. Les Cents, les Dix et les Cinq, avec leurs commissions, leurs propagandistes, leurs agitateurs et autres fonctionnaires, poursuivaient leurs activités : la collectivisation des villageois qui n'étaient pas encore collectivisés et le ramassage des denrées pour l'État. Les réunions du soir et du dimanche avaient toujours lieu régulièrement, et, bien que nous fussions désormais membres de la ferme collective, nous devions y assister. La commission ne nous laissait jamais tranquilles et débarquait chez nous au moindre prétexte. Nous recevions toujours des visites de délégations du *Komsomol*, des Pionniers et du *Komnezams*. On nous demandait toujours de fournir de la nourriture, de payer divers impôts et contributions et d'acheter « volontairement » des bons d'État ; et encore de contribuer « volontairement » à plusieurs fonds d'État et à une multitude de fonds

internationaux qui aidèrent les partis communistes à l'étranger.

Ces exigences doublèrent lorsque nous rejoignîmes la ferme collective, car l'administration du *kolhosp* s'ajouta au gouvernement du village. Quand il n'y avait pas de réunion du village, des Cents, des Dix ou des Cinq, nous pouvions nous attendre à une réunion des membres du *kolhosp*, de la brigade ou des maillons. Dans ce cadre, les officiels du village étaient remplacés par ceux du *kolhosp*. Nous avons droit presque chaque jour à une réunion quelconque ou à une conférence d'endoctrinement politique dans les champs mêmes, pendant nos heures de travail. Les ordres du jour des réunions du *kolhosp* étaient pratiquement identiques à ceux des réunions du village. Certains problèmes discutés le soir à la réunion du Cent étaient évoqués le lendemain lors de la réunion de la brigade dans les champs.

Nous devons étudier les discours des dirigeants du Parti et du gouvernement, les nouvelles lois et les nouvelles mesures exécutives. Quand, par exemple, un dirigeant important prononçait une allocution, elle était diffusée dans le pays tout entier. Nous en avons connaissance à la fois par le canal du gouvernement du village et par celui de l'administration du *kolhosp*. Le discours était lu, étudié dans les unités du village le soir et le dimanche, puis de nouveau lu et expliqué dans les réunions des brigades et des maillons, toujours dans les champs. Cette procédure ne variait pas dès lors que le gouvernement, central ou local, voulait que nous sachions ou que nous fassions telle ou telle chose.

Le tribunal du *kolhosp* était une des innovations de l'ordre nouveau. Auparavant, tous les cas étaient jugés au chef-lieu du district. Maintenant, notre village se devait d'avoir ses propres instances.

Les officiels le qualifiaient de tribunal « de camaraderie ». Au début, son pouvoir punitif n'était ni offensif ni

impressionnant. Son activité se limitait à des mesures disciplinaires. Il ne pouvait imposer que de légères amendes ou des travaux, à la ferme ou dans le cadre communautaire, dont la durée ne dépassait pas une semaine.

Mais bientôt, il se mit à juger tous les cas, y compris ceux présentant un caractère criminel, civil et politique. Aux mains des communistes, il devint un organe inquisitorial, ayant l'ensemble des villageois sous sa juridiction.

Le juge était au service du Parti. Pendant les séances, il était flanqué par les autorités du village, le chef du Parti, les présidents du *soviet* et du *kolhosp*, qui contrôlaient ses activités jusqu'à la préparation des conclusions. Alors, les membres du tribunal, inexistantes jusque-là, lisaient le verdict.

Parmi les affaires venant devant le tribunal, figuraient les insultes aux fonctionnaires, les plaisanteries et les anecdotes courant sur les représentants du régime, les dommages causés aux instruments aratoires, les vols d'objets appartenant à la ferme, les absences aux réunions et rassemblements de propagande, les retards dans le paiement des impôts, et autres choses du même ordre. Le verdict du tribunal dépendait grandement de l'importance du préjudice causé à la politique du Parti.

Les verdicts étaient sévères. Arriver en retard au travail valait une peine de travaux obligatoires allant d'un à trois mois. Pour les « offenses » de nature politique, les sentences étaient plus rigoureuses encore. L'opposition au Parti et les insultes à ses représentants étaient considérées comme des actes de haute trahison. Le tribunal du *kolhosp* soumettait généralement ces derniers cas au tribunal supérieur ou aux organes de sécurité de l'État, ou aux deux, en recommandant la peine de mort ou une peine à purger dans un « camp de travail de rééducation », comme on appelait les camps de concentration. Ces recommandations étaient certainement suivies sans réserves, car les condamnés ne revenaient jamais au village.

Les séances du tribunal du *kolhosp* se déroulaient presque tous les dimanches soir et jugeaient quatre ou cinq cas. Tous les villageois étaient obligés d'y assister. Comme la salle ne pouvait les contenir tous en même temps, on mit au point un calendrier qui fixait, pour chaque Cent, les jours et heures de présence obligatoire (en général, pour chaque séance, les habitants de trois Cents) ; les absences étaient punies d'une amende en espèces ou de travaux forcés. Le tribunal jugeait aussi ceux qui manquaient ses séances...

J'ai assisté à plusieurs de ces séances. Je me rappelle l'une en particulier. C'était un soir du printemps 1931, dans l'ancienne église. Les organisateurs du tribunal du *kolhosp* tenaient au cérémonial. Le millième, le camarade Cherepine, fit son apparition. Après une pause, il annonça solennellement :

« Camarades, le tribunal du *kolhosp* ! »

Le silence se fit parmi l'auditoire. Trois fermiers que nous connaissions apparurent à leur tour : le juge était Sydir Kovalenko, un malheureux fermier qui savait à peine lire et écrire. Deux « assesseurs du peuple ¹⁶ » suivirent ; il n'y avait ni procureur ni avocat de la défense. Comment ces gens étaient-ils devenus membres du tribunal restait pour nous un mystère. Ce n'étaient que de pauvres fermiers sans aucun lien avec le Parti ou le *Komsomol*.

Quand ils eurent pris place, arrivèrent les présidents du *soviet* du village et du *kolhosp*.

Une fois ces officiels assis, le juge appela le premier cas. Deux accusés firent leur entrée, accompagnés chacun d'un milicien. Le juge lut l'acte d'accusation qui nous apprit que

16. Les assesseurs du peuple, généralement au nombre de trois, remplacent le jury dans les tribunaux soviétiques. Ils sont élus au suffrage universel pour deux ans, mais les élections sont généralement fictives. Les candidats sont approuvés par l'organisation du Parti adéquate. Bien que les assesseurs bénéficient de droits égaux à ceux du juge pour prononcer un verdict, ils ne sont en réalité que les témoins silencieux de la procédure. Le tribunal du *kolhosp*, bien qu'il ne fût pas un tribunal régulier, était, à cette époque, pourvu de deux assesseurs du peuple.

les accusés avaient été inculpés sous trois chefs : agitation contre le régime soviétique, tentative de saper l'autorité du Parti et des officiels du gouvernement, et propagation du nationalisme ukrainien.

C'était là le point culminant d'un incident assez amusant, insignifiant en apparence, dont j'avais été témoin. Je pense intéressant de le rapporter en détail.

Un proverbe explique très bien cette mésaventure : « ce que l'homme sobre garde pour lui, l'ivrogne le révèle ». Étant ivres, les deux accusés avaient tout simplement dit ce qu'ils pensaient, et ce qu'ils pensaient n'était pas conforme à la ligne du Parti.

Depuis le début de la collectivisation, les produits de première nécessité avaient presque entièrement disparu des étagères du magasin du village. Le pétrole, les allumettes, le sel et autres marchandises courantes, étaient devenus rares. Un dimanche, on avait annoncé qu'un stock de harengs était arrivé au magasin et que chacun en aurait droit à une livre. Ce dimanche donc, il y avait une longue queue sur la place devant le magasin. Petro Zinchenko, l'un des accusés, voulait acheter sa part de harengs. C'était un homme honnête, très travailleur, mais dont on disait qu'il était un « ivrogne du dimanche ». A part cette faiblesse, l'homme était aimable et intelligent. Comme tous les dimanches, ce jour-là, il était ivre.

— Écoute, dit-il à une jeune femme devant le magasin, si tu me laisses passer, nous nous marierons tout de suite après avoir acheté nos harengs.

La jeune femme refusa.

— Je comprends, poursuivit Petro. Tu ne veux pas m'épouser sans la bénédiction de l'Église. Il montra du doigt les coupes de l'église en ruines. Nous nous marierons là, dans l'église, sous le portrait de notre cher et sage chef, le camarade...

— Tais-toi, imbécile ! lui cria-t-elle.

Et bien sûr elle ne le laissa pas passer.

Petro ne se découragea pas. Il changea de ton et déguisa si habilement sa voix qu'on aurait cru entendre le camarade Cherepine.

— Eh ! toi, ennemie du peuple, dit-il à la jeune femme, qui t'a donné le droit de passer devant un invalide, héros de la révolution et membre du *Komnezams* ?

Elle répondit encore négativement.

La situation devenait gênante. Les plaisanteries de Petro faisaient généralement rire et il était plus spirituel que jamais. Son imitation du camarade Cherepine était remarquable. Mais personne n'osa rire. Il ridiculisait ouvertement le régime soviétique et chacun redoutait la présence d'agents secrets.

— Camarade ennemie, reprit-il en s'adressant à la même femme, au nom de notre Parti communiste bien-aimé et de notre cher gouvernement, je t'arrête pour avoir refusé de coopérer avec un héros de la révolution prolétarienne cherchant à acheter rapidement la ration de harengs que le même Parti et le même gouvernement bien-aimés lui accordent.

La jeune femme ne « coopéra pas ». Petro, toujours d'humeur à rire, se tourna vers une autre femme, plus âgée celle-là.

— Eh bien, mémé, tu as vu ça ? lui dit-il en désignant la jeune femme. J'ai contribué à construire ce paradis communiste avec sa vente annuelle de harengs, et elle, elle ne veut pas me les laisser acheter avant elle ; est-ce que je peux passer devant toi ?

Petro n'eut guère plus de chance. La seconde femme n'était pas non plus d'humeur à rire.

— Tu l'as, ton paradis ! Va-t'en ! marmonna-t-elle.

— Quoi ? cria Petro, surpris.

— Je voulais dire que, puisque tu voulais ce paradis, tu l'as. Profites-en ! La fin de la queue se trouve derrière.

Petro se rapprocha d'un bond de la femme.

— Ma chère, s'exclama-t-il, il y a des années que je

cherche un ange dans ce paradis, et je l'ai finalement trouvé dans un endroit aussi inattendu qu'une queue pour des harengs !

La femme se débattait pour empêcher Petro de l'embrasser, quand un autre ivrogne arriva en titubant, balançant les bras et chantant à voix haute.

C'était un homme entre deux âges qui, comme Petro, était connu pour son humour. Il s'appelait Antin, et avait été partisan communiste pendant la guerre civile. Il avait aussi la réputation d'être instruit ; il savait lire et écrire.

Petro, abandonnant la femme, alla à la rencontre d'Antin.

— Ah ! lui cria-t-il, qui se ressemble s'assemble ! Vive les ivrognes du paradis !

— Hourra ! hurla Antin, en embrassant son ami Petro.

— Vive les mangeurs de harengs ! répliqua Petro en criant longuement « Hourra ! ».

— Écoute, camarade-monsieur, commença Antin, tu es un requin bourgeois-capitaliste-contre-révolutionnaire-impérialiste...

— Merci, merci pour cet honneur.

— Tu veux acheter des harengs, n'est-ce pas ? Ne s'agit-il pas là d'un désir contre-révolutionnaire ?

Petro rit, puis prit la relève.

— Tu es un cochon vieux, sale et osseux. Tu es même pire qu'un cochon ; tu es un ennemi du peuple. L'ennemi le pire et le plus osseux que j'aie jamais vu dans ma longue vie d'ivrogne !

— J'en suis honoré, répondit Antin.

— Comment oses-tu venir dans cet état à la vente annuelle des harengs ? Comment peux-tu venir dans un endroit public avec un pantalon aussi sale sur tes jambes socialistes ?

Le vieux tripota en souriant les trous de son pantalon.

— Je te le demande, est-ce permis dans le paradis socialiste, sous le règne de notre cher et bien-aimé, notre

sage et tout-puissant, notre professeur et chef, le grand camarade...

— Tais-toi, infâme salaud ! j'ai envie de vomir ! cria Antin.

— C'est exactement ce que je veux dire. Tu as envie de vomir quand je parle de notre cher et bien-aimé...

— Je vais te tuer ! dit Antin en s'emportant.

Petro avait envie de désigner le chef par son nom, assorti des adjectifs que les propagandistes utilisaient en parlant de Staline. Une vigoureuse protestation d'Antin ne l'en empêcha pas.

— Tu ferais mieux de me répondre directement au sujet de ton pantalon, rétorqua Petro. Comment peux-tu montrer tes genoux anguleux au public, comme si tu étais paysan dans un pays capitaliste ?

— Tu as tort, camarade Partisan rouge¹⁷, dit Antin. Mon pantalon n'est ni sale ni déchiré. C'est une nouvelle mode.

— Il est ravissant, remarqua Petro. Et tu veux dire que ces trous n'en sont pas ?

— C'est cela, camarade-monsieur, ce ne sont pas des trous, répondit Antin. Ce ne sont que de petites ouvertures pour l'aération.

Petro soupira.

— Les créateurs de cette mode utilisent-ils également ce système d'aération ? demanda-t-il.

— Pour leurs pantalons, je ne sais pas, mais pour leurs têtes, oui.

Las de dialoguer, les deux hommes se tournèrent vers la queue. Petro, imitant de nouveau Cherepine, cria :

— Camarades, mes compatriotes ! A dater de cet instant, vous avez droit à une ration annuelle d'un hareng entier !

17. Les Partisans rouges étaient ceux qui avaient participé à la guerre de partisans (guérilla) soviétique pendant la guerre civile de 1918-1921. Ce titre devint synonyme de patriote soviétique et garantissait, à cet égard, toutes sortes de privilèges à son détenteur.

Nous appellerons celui-ci le « hareng rouge », car ceux d'entre vous, camarades, qui ne pourront pas consommer toute leur ration devront en donner le surplus au cher Parti et au cher gouvernement, qui les distribueront aux travailleurs qui meurent de faim dans les pays capitalistes. Camarades, engagez-vous dans notre compétition socialiste pour la collecte des surplus de harengs à l'intention des classes laborieuses du monde capitaliste !

Aucun rire ne secoua la foule, ni pendant ni après ce discours sur les harengs. Conscients du danger, les gens lui tournèrent le dos.

Voyant que son humour ne produisait plus d'effet, Petro entraîna Antin dans une autre forme de divertissement : la danse et le chant.

Ils entonnèrent les nouvelles chansons anticommunistes inventées par les villageois pendant la collectivisation. Ils en chantèrent plusieurs avant de se rendre compte qu'ils n'égayaient pas plus les gens. Ils se frayèrent finalement un chemin dans la queue en chantant :

*O communistes, ô communistes,
Vous êtes de sales commerçants.
Vous avez vendu notre Ukraine
Pour des trésors moscovites.*

C'est à ce moment que quelqu'un les livra à la police ; et maintenant, devenus accusés, surveillés par des miliciens, ils se tenaient devant le tribunal du *kolhosp*.

Je ne savais rien, à cette époque, du système judiciaire ou des procédures légales ; pourtant ce tribunal m'apparut à l'évidence comme une parodie tragi-comique de justice. Après avoir lu l'acte d'accusation qui ne faisait aucune mention des crimes des accusés, le juge Sydir commença l'interrogatoire, lisant les questions d'une voix tremblante.

— Nom ? demanda-t-il à Petro sans lever la tête, les yeux fixés sur sa feuille de papier. Petro fut totalement surpris par cette question.

— Quoi ? rétorqua-t-il, bouche bée. (Petro et Sydir

étaient voisins et amis depuis toujours.) Tu ne me connais plus ?

Sydir, horriblement gêné, semblait ne pas savoir que faire. Il se tourna vers le camarade Cherepine. De ce moment, Cherepine dirigea pratiquement seul la séance. On n'entendit d'autres voix que lorsqu'il posa des questions.

— Vous avez entendu le juge, dit le camarade Cherepine, en colère, à Petro, en le regardant comme s'il était monstrueux. Vos noms de famille et prénoms.

— Mais il connaît mon nom ! Tous connaissent..., commença Petro.

— Votre nom ! répéta Cherepine en élevant la voix.

Petro commença par regarder désespérément autour de lui, comme pour tenter de comprendre ce qui se passait, puis répondit docilement. Un flot de questions suivit :

— Date et lieu de naissance ?

— Profession et lieu de travail ?

— Nationalité ?

— Membre du Parti communiste ?

— Nom des parents ?

— Statut social des parents avant la révolution ?

— Employaient-ils de la main-d'œuvre ?

Ce fut le début d'un interrogatoire long et approfondi. Petro dut raconter sa vie en détail, de sa naissance jusqu'au moment présent. Le camarade Cherepine s'intéressait surtout à ce que les parents, grands-parents et la famille de Petro, de même que ceux de sa femme, faisaient avant et pendant la révolution et la guerre civile. Étaient-ils fonctionnaires, ou militaires, sous le régime tsariste ? Étaient-ils riches ou pauvres ? Exploitaient-ils leur main-d'œuvre ? S'étaient-ils opposés à la révolution d'Octobre ?

Pour nous, villageois, ce type d'interrogatoire représentait un phénomène étrange et effrayant. Peu d'entre nous connaissaient leur date de naissance exacte et celles de leurs parents. Nous nous souvenions avec tendresse de nos grands-parents et autres membres de notre famille, mais

probablement aucun de nous ne savait s'ils avaient employé, ou non, de la main-d'œuvre. Aussi ne comprenions-nous pas, au début, ce que les ancêtres de Petro venaient faire dans ce procès. Mais, à mesure que se poursuivait l'interrogatoire, le fait que nous devions répondre maintenant des actes de nos aïeux s'imposa à nous avec une évidence flagrante.

Petro connaissait à peu près son âge, mais il ignorait sa date de naissance, pour la simple raison que celle-ci n'avait pas été enregistrée.

Le camarade Cherepine interpréta son attitude comme un outrage à la cour. Petro ne put pas plus rendre compte en détail de ses activités avant et pendant la révolution d'Octobre et la guerre civile, ce qui fut interprété comme une tentative de camoufler des activités contre-révolutionnaires. A mesure que le juge passait sa vie au crible, on apprit que son père avait été sous-officier dans l'armée tsariste pendant la Première Guerre mondiale. Personne, dans le village, à commencer par Petro, ne savait exactement quel avait été le grade de son père mais on le considéra comme une sorte de héros car peu de fermiers pouvaient prétendre à un rang quelconque dans l'armée tsariste. Mais son père avait été tué au front et oublié. Petro lui-même pensait qu'un grade, quel qu'il soit, ne méritait pas qu'on en fasse toute une histoire. Mais Cherepine n'était pas de cet avis.

— Donc, donc... votre père était sous-officier dans l'armée tsariste, hein... ? Il insista volontairement sur le mot « officier » qui, à l'époque, était frappé d'anathème. Dites-moi, poursuivit-il après un silence, combien de fermiers pauvres y avait-il parmi les sous-officiers de l'armée tsariste ?

— Comment le saurais-je ? répondit Petro.

— Pas beaucoup. Seuls les fermiers qui servaient loyalement le tsar et son régime bénéficiaient de promotions. N'est-ce pas ?

— Mon père était... Petro allait dire quelque chose.

— Vous n'avez pas été invité à parler ! l'interrompit Cherepine. Nous connaissons les gens de votre espèce ; nous nous souvenons de cette époque. Votre père a été promu parce qu'il était fidèle au tsar ; de par cette promotion, il a été ce surveillant d'esclaves de l'armée que nous haïssons tous. S'il n'avait pas été tué, il serait aujourd'hui contre-révolutionnaire ; un ennemi du peuple.

— Mais... Petro tenta de parler à nouveau.

— Taisez-vous ! cria le camarade Cherepine en colère.

— Mais il a été tué trois ans avant la révolution, parvint à crier Petro.

Cherepine ne prit pas la peine de l'interrompre. Il le regardait avec dégoût. Après un moment de silence, il se pencha vers Sydir, le juge, et lui murmura quelque chose. Celui-ci donna vite à Petro l'ordre de s'asseoir.

Puis il appela l'autre accusé. Antin dut, lui aussi, répondre à une quantité de questions, mais son interrogatoire ne dura pas longtemps, car Cherepine se tourna bientôt vers le juge qui, automatiquement, donna à Antin l'ordre de s'asseoir et annonça que le camarade Cherepine allait prendre la parole. Il était censé prononcer le réquisitoire, mais il fit encore un discours politique, plein de phrases guindées. Nous comprîmes, en l'écoutant, que Petro et Antin étaient accusés d'agitation contre le Parti communiste et le gouvernement soviétique, et de propagation du nationalisme ukrainien. Ils furent, bien entendu, qualifiés de contre-révolutionnaires et d'« ennemis du peuple ». Il désigna Petro comme fils d'ancien sous-officier tsariste, pouvant devenir saboteur à tout instant. Il recommanda que le cas des deux hommes soit soumis au tribunal du peuple et aux organes de sécurité de l'État.

Quand il eut fini de parler, quelqu'un se mit à applaudir. D'autres l'imitèrent. Puis tout devint calme comme dans une église.

— Quels crimes ont-ils commis ? cria quelqu'un qui se trouvait derrière.

— Qu'ont-ils fait ? demanda un autre.

L'auditoire s'anima. Des voix s'élevèrent exigeant de savoir quels étaient les crimes des accusés. Sydir, le juge, pareil à un chien obéissant, jeta un regard vers le camarade Cherepine. Les assesseurs, mal à l'aise, remuaient sur leurs chaises.

Mais Cherepine était prêt à parer à toute éventualité. Sans prêter la moindre attention au juge, il se leva lentement et, d'un ton neutre, fournit une explication.

— Étant donné que les crimes des accusés consistent en une agitation antiparti, ainsi qu'en des moqueries à l'égard du Parti, du gouvernement et de moi-même, qui suis le représentant du Parti ; et étant donné qu'ils ont contribué à la propagation du nationalisme ukrainien ; étant donné enfin que le fait de mentionner leurs crimes équivaudrait à une répétition de ces crimes commis contre le Parti et le gouvernement, ce tribunal estime que nommer leurs crimes en public serait dommageable pour le Parti et le gouvernement.

Ce fut tout. Nous trouvâmes cette déclaration déroutante, mais d'une certaine manière, nous comprîmes le message.

— Y a-t-il d'autres questions ? demanda le camarade Cherepine.

Il n'y eut plus de questions.

Ensuite, nous eûmes la surprise d'entendre que les accusés étaient autorisés à prendre la parole pour leur propre défense. Cherepine murmura quelque chose à Sydir, le juge, qui annonça que l'accusé Antin parlerait le premier.

Antin, tenant dans ses mains sa casquette sale et se balançant sur ses pieds, ne sut quoi dire. Il ne fit que répéter à plusieurs reprises qu'il ne se souvenait pas de ce qu'il avait dit ou fait ce dimanche matin parce qu'il était saoul.

Puis, vint le tour de Petro. Déconcerté au début, il reprit

vite contenance. Il commença par regarder fixement, longuement, les officiels avant de porter ses yeux vers les membres du tribunal ; il leur adressa un geste de sympathie qui signifiait qu'il comprenait leur situation. Puis il contempla la chemise en lambeaux de Antin, ainsi que ses propres pieds enveloppés de haillons. Ensuite, il commença à parler.

— Camarades..., dit-il, se servant du titre officiel.

— Nous ne sommes pas tes camarades. Tu te trouves ici en tant qu'accusé ! l'interrompit le camarade Cherepine.

— Qui pose les questions ici ? riposta Petro. Je croyais que c'était Sydir le juge !

Quelqu'un éclata de rire. Sydir, qui pendant tout ce temps était resté assis, raide comme un piquet, sur sa chaise, tourna les yeux vers les membres du tribunal, qui le regardaient eux-mêmes puis s'entre-regardèrent.

Cette atmosphère de confusion ne dura pas longtemps. Le camarade Cherepine se leva.

— C'est moi qui pose les questions ici, cria-t-il d'un ton arrogant. Et il faut répondre à mes questions, car je suis le représentant du Parti.

Après un silence délibéré, il poursuivit :

— Nous en avons assez de votre esprit, et, frappant du poing sur la table, il hurla : Continuez, camarade juge !

Petro fut autorisé à terminer sa plaidoirie. Il n'implorait pas son pardon, mais déclara seulement que si Antin était coupable, à quelque titre que ce fût, c'était uniquement parce que lui-même l'avait entraîné. Il demanda au tribunal de laisser Antin en liberté. La séance fut levée pour délibération.

Peu après, le rideau de la scène se leva sur le tribunal et les officiels.

Sydir annonça d'une voix tremblante que le crime dépassait la compétence du tribunal du *kolhosp*, et que l'affaire serait transmise à l'instance judiciaire supérieure

et aux organes de sécurité de l'État. Les accusés resteraient en détention.

Ce fut la dernière fois que nous vîmes Petro et Antin, les bouffons du village, fermiers pauvres et loyaux partisans de la révolution d'Octobre.

Après avoir réglé le cas de Petro et d'Antin, le tribunal en jugea d'autres, mineurs. Un fermier tranquille dut expliquer pourquoi il n'avait pas livré à l'État le quota de blé exigé. Nous eûmes la conviction qu'il s'agissait là d'un procès pour l'exemple, puisque la grande majorité des villageois se trouvaient dans le même cas. La malchance avait voulu que ce fermier ait été choisi comme bouc émissaire pour illustrer les conséquences possibles de ce genre de situation. Il fut qualifié d'« ennemi du peuple » et son cas allait être, lui aussi, soumis au tribunal supérieur et aux organes de sécurité de l'État.

Deux autres fermiers subirent le même sort. L'un était accusé d'avoir vendu son cheval avant de rejoindre la ferme collective ; l'autre d'avoir traité de janissaire¹⁸ un membre du *Komsomol*.

Le cas suivant était différent. Deux misérables fermiers furent appelés au banc des accusés. Ils étaient en haillons. Leurs visages étaient sales et mangés de barbe. Ils ne se parlaient pas ; il était évident qu'ils étaient fâchés. L'un d'eux avait un coin de pêche favori qu'il considérait comme sa propriété. En y arrivant, un matin de bonne heure, il le trouva occupé. Un de ses voisins avait également trouvé l'endroit séduisant. Une dispute s'ensuivit. Le premier voulait se voir restituer son coin de prédilection ; il déclara qu'il y était habitué, qu'il l'avait aménagé, et qu'il y pêchait depuis des années. Mais l'autre, également entêté, ne voyait

18. Les janissaires étaient des soldats d'une unité d'élite de l'armée ottomane. Exclusivement recrutés par un enrôlement forcé d'enfants chrétiens, ils étaient connus pour leur obéissance. En ukrainien, ce mot est synonyme d'acolyte.

pas pourquoi il lui céderait. Après tout, disait-il, le fleuve, les poissons, l'eau, l'air, tout, en fait, appartenait à tout le monde. N'était-ce pas ce que leur avait dit le propagandiste lors de la réunion du dimanche ? Ces arguments n'impressionnèrent pas le premier fermier qui frappa carrément son adversaire d'un coup de poing entre les yeux. Ils se battirent, et l'intrus se retrouva avec deux yeux au beurre noir et le nez qui saignait.

Il décida de se venger et se plaignit au *soviet* du village ; c'est ainsi qu'ils avaient abouti devant le tribunal du *kolhosp*.

Le plus intéressant de l'histoire fut le verdict. Il fut prononcé par le camarade Cherepine en personne, qui considérait sans doute que l'affaire était trop sérieuse pour être confiée à Sydir, le juge.

Il déclara que les fleuves, la terre et les forêts appartenant à tous, le plaignant et l'accusé étaient, l'un et l'autre, coupables d'avoir empiété sur la propriété publique et d'avoir donc commis une trahison. Ils furent, chacun, condamnés à deux semaines de travaux forcés.

Panas Kovalenko (qui n'avait pas de lien de parenté avec Sydir, le juge), pauvre fermier devenu membre de la ferme collective, ne savait pas ce que le mot *zhlob* signifiait. Néanmoins, ce mot le conduisit devant le tribunal du *kolhosp* et, par voie de conséquence, lui coûta la vie.

L'incident qui conduisit Panas devant le tribunal était né quelques jours plus tôt dans le champ du *kolhosp*. C'était le temps des semailles et des plantations de printemps. Un jour, Panas était en train de herser et il se trouvait que les officiels du Parti du district inspectaient le *kolhosp*. Pendant leur tournée, ils aperçurent Panas qui, lui aussi, les remarqua. Ils étaient arrêtés sur la route et discutaient. Il était évident qu'il était, lui, Panas, le sujet de leur discussion car un des officiels le désigna du doigt.

Il s'approchait d'eux, avec sa herse, quand le camarade

Cherepine, qui accompagnait les officiels, lui donna l'ordre de s'arrêter. Aussitôt, ceux-ci s'approchèrent de lui.

— Que faites-vous ? demanda Cherepine, au garde-à-vous comme un militaire.

— Vous voyez bien, répondit Panas.

— Que voulez-vous dire ? Vous ne savez pas parler ? insista Cherepine, en colère.

— Si, je sais parler. Vous ne voyez pas ce que je fais ? répondit Panas, en élevant légèrement la voix.

Un officiel l'interrompit :

— Le camarade Cherepine veut savoir comment s'appelle le genre de travail que vous êtes en train de faire.

— Je herse, répondit Panas, en les regardant avec amusement.

L'officiel tenait une brochure à la main, et se mit à y chercher quelque chose, tournant rapidement les pages. Quand il eut trouvé et soigneusement lu ce qu'il cherchait, regardant la herse et le camarade Cherepine, il demanda à Panas :

— Est-ce que vous hersez toujours de cette manière ?

— Comment ferais-je autrement ? Mes ancêtres le font comme cela depuis des centaines d'années ; je fais de même.

— Vous voulez dire que vous n'utilisez qu'une seule herse pour herser ? poursuivit l'officiel.

La phrase de la brochure à laquelle se référait l'officiel disait que la politique du *kolhosp* exigeait que l'on herse un champ trois fois de suite. Cependant, en ukrainien, cette phrase pouvait aussi vouloir dire, pour un profane en matière d'agriculture, « herser avec trois herse superposées ». Les officiels avaient retenu cette dernière et fautive interprétation. Et, voyant Panas travailler avec une seule herse, ils furent consternés. Pour eux, c'était une violation manifeste des instructions du Parti, et donc un crime inexcusable.

Panas demeura calme devant la perplexité des officiels,

mais le plus haut en grade se fâcha. Se détournant de Panas, il s'adressa à Cherepine, toujours au garde-à-vous.

— Camarade Cherepine, dit-il, le Parti et le gouvernement vous ont envoyé ici pour veiller à ce que tout se passe bien et sans accrocs, conformément à leurs instructions. Vous avez manqué à vos engagements vis-à-vis du Parti.

Cherepine l'écouta, le regard fixe, comme à son habitude. L'officiel du district, le doigt sur la brochure qu'il avait en main, poursuivit :

— Dans ces instructions, il est explicitement spécifié que le hersage doit être effectué avec trois herse. Pourtant, comme vous le voyez, cet homme n'en utilise qu'une. Pouvez-vous expliquer pourquoi on ne tient pas compte des instructions du Parti dans votre *kolhosp* ?

Tandis qu'il parlait, les autres regardaient, tour à tour, la herse, puis le camarade Cherepine, puis Panas. La situation devenait embarrassante. Les officiels les regardaient comme on regarde les pires des traîtres. Sans attendre d'explication, ils regagnèrent la voiture, laissant Cherepine et Panas seuls dans le champ. Ce départ brutal provoqua une dispute entre les deux hommes.

Le camarade Cherepine accusa Panas, en criant, de violer les instructions du Parti, lesquelles exigeaient clairement que le hersage soit effectué avec trois herse, ce qui signifiait qu'il fallait monter trois herse l'une sur l'autre. Il était certain d'avoir fait passer cette consigne à tous les chefs de brigades, et il l'était également que Panas en était informé mais que, néanmoins, il n'avait tenu aucun compte de ses instructions. Panas l'avait fait exprès, sans aucun doute, pour déprécier le rôle du Parti dans la gestion de l'agriculture, et donc saboter le système socialiste d'économie agricole.

Panas, pour sa part, tenta d'expliquer que, selon la bonne interprétation des instructions, il fallait herser trois fois de suite et que c'était ce qu'il allait faire.

Cette explication ne lui fut d'aucun secours. Le camarade

Cherepine maintenait qu'il avait agi délibérément et le traita de traître, de saboteur, et, bien sûr, d'ennemi du peuple. C'en était trop. Panas, tout fermier pauvre qu'il fût, ne pouvait en supporter plus.

— Espèce de *zhlob*, laissez-moi tranquille ! cria-t-il dans un accès de fureur.

Les événements prenaient un tour inattendu pour le camarade Cherepine. Comment pouvait-on oser l'injurier ainsi ? Il était le représentant du Parti ! Tout ce qu'il faisait, il le faisait en son nom. Et tous ceux qui traitaient avec lui traitaient avec le Parti et le gouvernement dont il était l'incarnation. Qui était contre lui était contre le Parti et le gouvernement. Pourtant, ce fermier ignare avait osé l'appeler *zhlob*, ce qui était, à ses yeux, inconcevable. Il ne supporterait d'être insulté par personne, encore moins par un fermier. Il fallait donner une leçon à ce rustre. Lui, le camarade Cherepine, vieux révolutionnaire, vieux communiste, partisan pendant la guerre civile, allait lui apprendre comment on parle à un officiel du Parti et du gouvernement. Il fallait le punir, cet animal, pour le décourager et décourager tout le monde de se comporter ainsi avec les officiels communistes. Ce sale fermier allait se souvenir toute sa vie de cette leçon.

— Tu devras expliquer cela devant le tribunal, dit Cherepine, la mâchoire serrée, en essayant de se contrôler. Tu seras averti en temps voulu. Mais, souviens-t'en, je te revaudrai ça un jour ou l'autre.

Panas, enfin seul, savait que le camarade Cherepine était sérieux.

Mais que signifie *zhlob*, en fait ? Cette question frappa Panas, avec tout son mystère. Il pensait connaître ce mot. Il n'y voyait rien qui puisse mener un homme devant le tribunal. Il l'avait entendu prononcer souvent. Qui plus est, on le lui avait dit, à lui, à plusieurs reprises. Mais il ne l'avait jamais considéré comme une insulte.

Panas se retrouva devant le tribunal du *kolhosp*, comme

le lui avait promis le camarade Cherepine. Celui-ci s'était tellement laissé emporter par ses diatribes que nous pensions qu'il avait complètement oublié son cas. Puis, au bout d'environ une heure, il s'attaqua à Panas. Sur le ton d'un homme qui a été insulté gratuitement, il fit savoir à tout le monde qu'il avait été humilié et discrédité dans l'exercice de ses fonctions par le citoyen Panas Kovalenko. Nous remarquâmes qu'il ne l'avait pas qualifié de « camarade », terme exclusivement réservé aux citoyens loyaux. C'était, chacun le comprit, de mauvais augure. Nous étions, quant à nous, convaincus que Panas était déjà condamné.

Après avoir articulé le nom de Panas, il s'arrêta et regarda l'auditoire, comme pour y trouver de la sympathie. Puis, il se remit à parler.

D'une voix aiguë, il décrivit le crime de Panas dans des termes de plus en plus disproportionnés :

— Cette créature — il désigna méchamment Panas des deux mains — n'a pas seulement négligé les instructions du Parti, mais m'a insulté, moi, son représentant auprès de vous. Et, souvenez-vous-en, en m'insultant il a insulté et déshonoré le Parti et le gouvernement, et donc notre cher et bien-aimé chef, notre cher camarade... Le nom du chef du Parti fut couvert par des applaudissements spontanés.

Le camarade Cherepine regarda autour de lui avec suffisance. Panas contemplait ses pieds. Quand les applaudissements cessèrent, Cherepine prononça solennellement son verdict : le crime de Panas présentait un caractère si grave qu'il recommandait que son cas soit soumis aux organes de sécurité de l'État et au tribunal supérieur.

Tout se serait bien passé pour Cherepine, mais une question se posait : comment Panas pouvait-il insulter à la fois le Parti, le gouvernement et le camarade Cherepine ?

— Comment vous a-t-il insulté ? cria quelqu'un dans un coin.

— Qu'a-t-il fait ? demanda un autre.

La salle s'anima. Nombre de personnes voulurent savoir ce qui s'était réellement passé entre le camarade Cherepine et Panas. Quelqu'un demanda même si l'incident avait eu des témoins. Au début, le camarade Cherepine commença par regarder tranquillement la salle. Puis il se leva, but un peu d'eau, contempla l'intérieur du verre comme s'il voulait voir s'il l'avait vidé, le reposa lentement, toussa, le poing devant la bouche, et sonna pour demander le silence. La clameur cessa et fut immédiatement remplacée par un silence de mort. Personne n'osait bouger, chacun attendant ce qu'il allait dire.

Le camarade Cherepine n'était pas pressé. Il regarda l'auditoire en face, comme pour essayer de l'hypnotiser. Puis il prit la parole :

— Étant donné que le crime du citoyen Kovalenko est tel qu'il discrédite notre Parti et notre gouvernement bien-aimés ainsi que moi-même, en tant que leur représentant dans votre village, j'estime qu'il n'est pas opportun de le rapporter publiquement.

Il se tut un moment. Puis, d'une voix claire, il ajouta :

— Je réitère ma demande — qui est celle de notre Parti et de notre gouvernement bien-aimés. Comme le crime commis par l'accusé avec intention de nuire ne fait pas de doute, son cas doit être soumis au tribunal supérieur et aux organes de sécurité de l'État.

Cette déclaration achevée, il fit une pause, comme s'il s'attendait à des protestations. Puis il ordonna au juge d'ouvrir l'audience. Nous savions que Panas était condamné avant même qu'elle eût commencé. Sydir, comme précédemment, cherchait ses mots. Impuissant, désorienté, il regardait tantôt l'accusé, tantôt Cherepine. Puis, après que ce dernier lui eut murmuré quelque chose à l'oreille, il appela l'accusé et dit :

— Comme le camarade Cherepine l'a dit dans son discours patriotique, vous avez manqué de respect au Parti et à notre gouvernement, ainsi qu'au camarade Cherepine.

Puis il poursuivit sur un ton paternel :

— Allons, dites-nous, qu'aviez-vous en tête ?

— Rien, camarade... je n'avais rien en tête, répondit Panas avec empressement.

Sydir regarda Cherepine et reprit Panas.

— Rien, *camarade Juge*.

Panas répéta à contrecœur ce que lui indiqua le juge. Mais la question n'était pas réglée pour autant, car Cherepine intervint et les corrigea tous les deux :

— Rien, *Juge*.

Panas répéta comme il convenait.

Le juge reprit alors l'interrogatoire.

— Et pourquoi avez-vous dit cela ? lui demanda-t-il poliment comme un père qui réprimande son enfant pour une bêtise.

— Quoi ?

— Vous savez quoi !

— Oh, vous voulez dire *zhlob* ?

Et voilà ! Panas avait prononcé par inadvertance le mot que le camarade Cherepine répugnait à articuler.

La réponse de Panas fit sensation. Quelqu'un gloussa. Sydir, terrorisé, demanda le silence, mais personne ne l'écouta. L'assemblée s'agita. Le camarade Cherepine lui-même semblait mal à l'aise, mais pas pendant longtemps. Rapidement, il se leva et sonna pour demander le silence, mais le bruit continua. Il resta quelques secondes sans rien dire, réfléchissant apparemment à ce qu'il fallait faire. Puis il leva la tête et cria de toutes ses forces.

— Le Parti et le gouvernement ne toléreront aucune émeute ici !

En un instant le calme revint. Le camarade Cherepine contempla l'auditoire pendant un moment, puis il commença à parler lentement, en savourant chaque mot :

— Comme vous l'avez tous vu et entendu, il a recommencé, dit-il en montrant l'accusé du doigt. Ceci est caractéristique des ennemis du peuple. Ils saisissent toutes

les occasions pour discréditer notre Parti et notre gouvernement bien-aimés. Comme vous l'avez remarqué, je ne souhaitais pas vous révéler la nature de l'insulte parce que je ne voulais pas exposer en public notre Parti et notre gouvernement bien-aimés à cette perfide calomnie.

Il s'arrêta. Dans la salle, l'émotion était intense. Nous étions assis, la tête penchée. Nous savions trop bien que ceux auxquels on collait l'étiquette d'« ennemi du peuple » étaient condamnés et n'avaient aucune chance de pouvoir se défendre.

— Je répète, poursuivit Cherepine, la tête toujours haut levée. Je n'ai pas révélé publiquement cette insulte calomnieuse car je ne voulais offenser ni notre Parti et notre gouvernement bien-aimés, ni vous. Je dis « vous » parce que le Parti communiste et le gouvernement soviétique vous appartiennent.

Il y avait là un élément nouveau dans son discours : il nous mêlait à l'affaire, ce qui nous semblait assez étrange, car nous ne nous étions pas sentis insultés. Bien au contraire, notre sympathie allait à Panas.

Le camarade Cherepine reprit :

— Mais lui, l'accusé, s'est servi de ce noble tribunal pour recommencer sa mauvaise action.

Nous nous préparions à entendre encore un discours patriotique quand, brusquement, la voix de Panas s'éleva.

— Bonnes gens, cria-t-il avec désespoir, vous avez perdu la tête ! Je n'ai rien dit qui ne puisse être répété ici !

Personne ne vint à son secours. Chacun se tut. Cherepine regardait attentivement l'auditoire.

— Si, dit-il après un silence.

Puis il entama son propre interrogatoire, négligeant complètement Sydir qui regardait bêtement tantôt le camarade Cherepine, tantôt Panas.

— Voyons, comment pouvez-vous dire des choses pareilles à un fonctionnaire du Parti ? demanda-t-il à Panas d'une voix qui était presque bienveillante.

Il n'y eut pas de réponse.

— Avez-vous quelque chose à dire pour votre défense ?

Panas marmonna dans sa barbe des mots que personne ne comprit.

— M'avez-vous dit volontairement, à moi qui suis le représentant du Parti, que j'étais un... vous-savez-quoi ?

— Camarade Cherepine..., commença Panas.

— Je ne suis pas votre camarade ! Combien de fois dois-je vous le répéter ?

— Eh bien..., marmonna Panas.

— Je n'ai pas fini de parler, hurla de nouveau Cherepine.

— Je voulais dire...

— Ce que vous voulez dire n'a pas d'importance ; seul compte ce que vous avez dit, l'interrompit Cherepine.

Après un silence, il poursuivit :

— Vous n'avez peut-être pas eu l'intention de me traiter, ni le Parti et le gouvernement, de vous-savez-quoi...

— Mon intention..., tenta une nouvelle fois Panas.

— Peut-être étiez-vous un peu excité ? Était-ce cela ?

Il était évident que le camarade Cherepine voulait que Panas reconnaisse en public qu'il n'avait pas voulu l'injurier et regrettait ce qui s'était passé dans le champ.

— Oui, c'est ce que je voulais dire ; je n'avais pas l'intention de...

Le camarade Cherepine était tout sourire. Il était conscient d'avoir maté son ennemi. Après l'un de ses silences éloquents, il se tourna vers Sydir et lui murmura quelque chose à l'oreille.

Mais une grande confusion se produisit à nouveau dans la salle. Les gens voulaient savoir ce que signifiait le mot *zhlob*.

— Que veut dire *zhlob* ? cria quelqu'un.

Peu de gens, sinon personne, connaissaient la signification de ce mot. Panas expliqua qu'il en ignorait le sens exact. Il avait entendu ce mot pour la première fois en ville :

LES AFFAMÉS

quelqu'un l'avait traité de *zhlob* pendant qu'il faisait la queue pour acheter du pain.

Le camarade Cherepine, qui, lui, savait certainement ce que cela voulait dire n'en continuait pas moins à répéter que le Parti et lui avaient été gravement insultés.

En fait, il n'en était rien. Moi, je savais ce que ce mot voulait dire et je ne pus m'empêcher de crier :

— Je demande l'autorisation de parler, dis-je nerveusement, et, avant d'en avoir reçu la permission, je lâchai : Ce n'est pas un mot ukrainien ; c'est un mot russe qui signifie « rustre ignorant » !

Après cette explication hâtive, chacun comprit que Panas n'était coupable d'aucun crime. Mais ce ne lui fut d'aucune aide. L'insistance de Cherepine l'emporta, et le tribunal déclara que Panas avait insulté non seulement le camarade Cherepine, mais également le Parti et le gouvernement, et que son cas devait être porté devant un tribunal supérieur.

Nous ne revîmes jamais Panas. Depuis, en souvenir de lui, nous avons appelé le camarade Cherepine, « camarade Zhlob » — derrière son dos, bien entendu.

14.

Le lancement de diverses campagnes, destinées à résoudre une multitude de problèmes, constituait l'un des aspects les plus étranges de la vie dans la ferme collective. Il n'allait pas se passer un jour sans que nous soyons engagés dans une campagne ou une autre.

Par exemple, à l'approche du printemps, on lançait une campagne des semailles. Tout le monde devait y participer : hommes et femmes ; jeunes et vieux ; bien-portants et malades. Cette campagne, qui s'étendait pendant toute la saison, fusionnait avec la campagne de la moisson. Venait ensuite la campagne des semailles d'automne. La quatrième était la campagne d'hiver qui précédait la nouvelle campagne des semailles de printemps.

Parallèlement à ces campagnes, d'autres nous étaient imposées : campagne pour la collecte de l'impôt, campagne pour la fourniture volontaire de denrées à l'État, et d'autres encore. Simultanées, ou s'enchaînant comme un chapelet de malédictions, ces campagnes nous harcelaient.

Alors qu'elles planaient au-dessus des têtes et de nos longues journées de travail, d'autres mesures de moindre importance nous tenaillaient, qui étaient réparties en « problèmes » et « questions ». Par exemple le « problème

des engrais », la « question de l'amélioration de la fertilité des porcs », le « problème de l'augmentation de la productivité de la vache », la « question des œufs et des poulets », et ainsi de suite. L'avalanche massive de ces thèmes destinée à accroître le rendement agricole témoignait, au mieux, de naïveté ; mais pour nous, chaque campagne assortie de la gamme de questions et de problèmes, qu'ils lui fussent liés ou pas, signifiait une nouvelle recherche de boucs émissaires pour excuser les échecs.

Les objectifs fixés par le Parti et le gouvernement aux fermes collectives étaient formulés en termes simples : ce qui est mauvais doit devenir bon ; ce qui est petit doit devenir grand. Ils ne comportaient aucune limite, et donc pas de bornes aux efforts et sacrifices humains en termes de sueur, d'anxiété et d'humiliation.

Les officiels n'exigeaient pas seulement la coopération et la réalisation rapide de quotas, mais aussi une attitude joyeuse et enthousiaste par rapport aux tâches assignées. Le moindre signe d'indifférence leur était suspect, ils y voyaient de l'hostilité à l'égard de la politique officielle et, par conséquent, son sabotage.

De toutes ces campagnes, c'est celle du cheval dont je me souviens avec le plus de clarté. Ce fut la plus singulière, la plus ridicule, et pour certains, la plus tragique.

La collectivisation de l'agriculture entraîna un changement complet dans la notion de possession du bétail. Les fermiers, en rejoignant la ferme collective, étaient censés y amener leur bétail. Naturellement, ils préféraient venir avec le moins d'animaux possible. Beaucoup, aigris par la politique de collectivisation, abattaient leur bétail avant de se rendre au *kolhosp*. D'autres essayaient d'échanger ou de vendre leurs bêtes. Mais ils ne pouvaient pas toutes les négocier et celles qui restaient étaient placées dans des écuries et étables collectives et faisaient, dès lors, partie de la propriété collective.

S'il vaut mieux mourir que de vivre dans une misère

totale, le sort des animaux y était pire que celui des animaux abattus par les fermiers, car les écuries du *kolhosp* menaient lentement vers la mort. Les soins qui leur étaient apportés étaient presque nuls, sinon tout à fait inexistantes. Ils n'y avaient pas de fourrage, et les fermiers, ayant perdu leurs droits de propriétaires sur eux, étaient indifférents à leur sort.

Les résultats furent catastrophiques. Le manque de soins, associé à la maladie qui sévit pendant l'hiver, provoqua la mort de centaines de chevaux dans notre village. Cette situation généra un problème sérieux pour les officiels, car la force de trait du cheval déterminait encore la production agricole. D'où la campagne du cheval.

La veille de la réunion, le bruit courut que le camarade Cherepine, rentré de la conférence du Parti du district, avait une nouvelle importante à annoncer. Les palefreniers laissaient entendre que cette réunion aurait un rapport avec les chevaux, car le camarade Cherepine, dès son retour de la conférence, les avait inspectés.

La réunion eut lieu, encore une fois, dans l'ancienne église. Quand maman et moi y arrivâmes, elle était déjà en cours, et la salle était pleine à craquer. L'orateur était, bien entendu, le camarade Cherepine.

De sa bouche sortaient, en un flot continu, les mêmes mots, les mêmes slogans. Il exaltait la lutte des classes et la révolution prolétarienne, thèmes préférés de ses harangues, avec lesquelles il jonglait savamment pendant que l'auditoire attendait le véritable spectacle. Au bout d'une heure environ, il changea enfin de sujet et aborda le point principal.

Nous rappelant que l'Union soviétique devait dépasser les pays capitalistes et, en particulier les États-Unis, il parla des chevaux, comme étant porteurs d'espoir pour l'avenir. La substitution des chevaux aux tracteurs (ces derniers encore tout récemment représentaient l'avenir) avait été décidée par les instances supérieures du Parti.

Ce genre de retournement n'était pas expliqué aux fermiers.

« Des chevaux, camarades, des chevaux et encore des chevaux », criait le camarade Cherepine. « Notre chère patrie a besoin de chevaux et notre Parti communiste bien-aimé exige des chevaux ! »

Il s'arrêta un moment. Puis, regardant son auditoire, il déclara lentement mais clairement, les dents serrées : « Nous avons besoin de davantage de chevaux, et de chevaux meilleurs, camarades ! Voici notre mot d'ordre pour maintenant. »

Ce nouveau mot d'ordre s'insérait dans la vieille et familière camisole de force de la harangue doctrinale. Quelques semaines auparavant seulement, le camarade Cherepine avait prédit la prospérité aux générations actuelles et futures à condition que les membres de la ferme collective « accroissent la fertilité des porcs ».

Une autre fois, parlant de la « productivité de la vache », il souligna avec insistance que, si les fermiers résolvaient le « problème du lait » — et ils feraient bien, sinon... —, l'Union soviétique deviendrait un pays où couleraient des fleuves de miel et de lait ».

Dans les réunions précédentes, les fermiers avaient manifesté une impassibilité bienveillante, qui s'évanouissait dès la séance levée, pour laisser place à des éclats de rire ou à des critiques, selon les tempéraments.

L'absurdité du « discours du cheval » était de même nature que celle des autres discours. Le fait que les chevaux étaient précieux pour l'agriculture ne faisait aucun doute pour personne, où que ce soit. Mais aucun des membres de la ferme collective (auxquels Cherepine s'adressait) n'était propriétaire de son cheval. Tous les chevaux avaient été collectivisés. Or, l'envolée du camarade Cherepine laissait entendre que les fermiers devaient immédiatement produire des chevaux, d'une façon ou d'une autre. Du moins était-ce ce que nous comprenions.

« Nous devons résoudre le problème du cheval ! répéta le camarade Cherepine. Et, en termes de dialectique, pour qu'il y ait des chevaux, il faut des poulains. Notre avenir, camarade, dépend des chevaux, car, à dos de cheval, nous atteindrons plus facilement et plus vite nos objectifs ! »

Il nous restait à assimiler, à méditer ces paroles. Aucun de nous ne savait, bien entendu, ce que signifiait le mot « dialectique », qui, donc, nous échappa, du moins à moi. Mais la suite était claire. Nous savions tous monter à cheval. J'imaginai même le camarade Cherepine à cheval, à la poursuite de l'« objectif ». Mais qu'essayait-il de nous faire entendre au juste ?

Après un silence apparemment destiné à permettre à nos esprit de mesurer l'importance de sa déclaration, Cherepine poursuivit, d'une voix plus basse :

« Mais, camarades, même ce domaine n'a pas été épargné par le pouvoir destructeur de nos ennemis de classe. Ce facteur vital de notre existence a été infesté par les activités contre-révolutionnaires des éléments capitalistes. »

L'attention se porta sur les garçons d'écurie et la peur fit place à la pitié. Car ils étaient manifestement blâmés et condamnés.

La voix du camarade Cherepine s'éleva à nouveau et l'auditoire se concentra sur ce qu'il disait, chacun se cachant derrière le dos de qui se trouvait devant lui.

« C'est un fait avéré que les ennemis du peuple sont à l'œuvre dans notre *kolhosp*. Combien de poulains y a-t-il dans notre écurie ? Vous ne le savez même pas ! Et combien y en a-t-il à naître dans un avenir proche ? Pouvez-vous me le dire ? » Il se tut l'espace d'une seconde. « Non, vous ne pouvez pas ! »

Dans le silence, chacun s'efforçait de ne montrer aucun signe d'émotion, tant les manifestations immodérées de sentiments avaient été généreusement « récompensées » dans le passé. Face à ces accusations à propos du « faible

taux de fertilité des juments du *kolhsop* », les villageois restaient muets.

« Quinze ! cria-t-il, il n'y a que quinze poulains dans toute la ferme collective ! »

L'ignorance du camarade Cherepine en matière d'agriculture et de vocabulaire agricole provoqua alors un incident, qui nous parut absurde mais qui était pitoyable et tragique pour ceux qui en furent victimes. Cherchant, pour parler des juments du *kolhsop*, des termes « humains », il demanda combien d'entre elles étaient enceintes. Le chef des palefreniers, à qui s'adressait cette question, pouffa de rire devant le mauvais emploi du mot « enceinte », attitude exceptionnelle, car tous étaient habitués à accorder aux dignitaires du Parti l'attention autrefois accordée au pape.

Le camarade Cherepine regarda le palefrenier hilare, puis l'auditoire. Il but ensuite une gorgée d'eau. L'hilarité du palefrenier s'évanouit rapidement sous le regard sombre du dirigeant du Parti. Il mesura la gravité de la situation, mais c'était trop tard.

— Vous riez, ricana, méprisant, le camarade Cherepine. Vous trouvez cela drôle. Mes paroles vous amusent. Les paroles du Parti et du gouvernement vous amusent.

La colère gonflait sa voix. Ses yeux lançaient des éclairs.

Le palefrenier, livide, cherchant une porte de sortie, essaya de parler. Il leva les mains et marmonna :

— Je... je voulais seulement dire que...

— Je suis toujours ici le représentant du Parti et du gouvernement, hurla Cherepine hors de lui.

Comprenant que sa vie était en jeu, le palefrenier eut le temps de placer une courte phrase d'excuse avant que l'autre ne recommence à crier.

— J'ai ri uniquement parce qu'on ne peut pas vraiment dire des juments qu'elles sont « enceintes » ; seules, les femmes... La jument est pleine !

Le palefrenier ne termina pas, sans doute par incapacité

à trouver le mot juste. Mais il s'excusa de nouveau pour sa « conduite infantile », nia avoir ri intentionnellement, et demanda pardon pour avoir interrompu un discours aussi riche et aussi patriotique.

Puis, il porta autour de lui des regards apeurés, appelant à l'aide. Les villageois avaient les yeux rivés sur Cherepine et l'accusé se retrouva pitoyablement seul. Chacun attendait en silence que Cherepine poursuivît.

« Comme vous le voyez, camarades, dit Cherepine, rompant enfin le silence, ce qui vient de se passer est un excellent exemple de ce que le camarade Staline... »

Il fut interrompu par des applaudissements nourris et prolongés.

« Le camarade Staline... »

Quelqu'un applaudit de nouveau mais il n'en tint pas compte :

« ... le camarade Staline décrit comme une « saillie » d'ennemis de classe. »

Il s'interrompit délibérément, regardant l'auditoire avec suffisance. Puis il se tourna vers le chef des palefreniers.

« Voulez-vous être assez aimable pour me dire pourquoi il n'y a pas, ou, s'il y en a, pourquoi il y a si peu de juments qui soient comme vous dites ? Pourquoi, hein ? Pouvez-vous l'expliquer ? Non ! vous ne pouvez pas ! Il n'y a rien à expliquer. Tout est clair. »

Inquiet, le palefrenier se leva d'un bond, souhaitant dire quelque chose, puis il se ravisa, se rassit et leva la main. Le camarade Cherepine n'en tint aucun compte et poursuivit :

« Et comment des juments isolées et bien attachées pourraient-elles être comme vous dites ? »

Il prononça ces derniers mots à toute vitesse et continua :

« Elles ne le peuvent pas, non, non, mille fois non ! Elles ne le pourront jamais ! Et les ennemis de classe le savent. Ils le savent très bien. C'est pourquoi les juments sont séparées des chevaux ; c'est pourquoi elles sont bien attachées dans leurs boxes. Et ceci explique le bas taux de

leur fertilité et pourquoi nous n'avons pas de poulains dans le *kolhosp* ! C'est pourquoi nous n'aurons jamais assez de chevaux dans notre *kolhosp*, tant que prévaudra cette situation et que notre écurie sera aux mains de ces ennemis du peuple. »

Le camarade Cherepine termina sa déclaration d'un air satisfait et avantageux. Il but de l'eau et s'assit. Comme avant, le silence était total.

La réunion se poursuivit pendant plusieurs heures et ne prit fin qu'après minuit, quand, pratiquement, tous les membres du Parti eurent prononcé leurs discours, lancé leurs condamnations et couvert d'injures le palefrenier. Enfin, le chef du *Komsomol* lut la résolution finale, laquelle déclarait, si je me souviens bien :

« Étant donné le rapport fait par le représentant du Parti, le camarade Cherepine, sur les directives données par l'organisation du Parti pour initier la campagne du cheval dans l'ensemble du district, nous, membres du *kolhosp* "Lénine", décidons de nous engager immédiatement dans cette campagne. En commençant la campagne du cheval, nous promettons solennellement à notre Parti et à son bien-aimé et sage... »

La fin de sa phrase fut noyée sous des applaudissements nourris, suivis d'un silence, et il répéta : « ... nous promettons que nos juments parviendront à un taux de fertilité de cent pour cent. »

Ces mots furent accueillis par un tonnerre d'applaudissements. La résolution fut adoptée à l'unanimité.

Le lendemain, tous les palefreniers furent relevés de leurs fonctions et affectés aux travaux des champs. Le chef des palefreniers fut emmené au siège du district et disparut.

La vie des chevaux changea radicalement. Pour « donner aux juments l'occasion d'être enceintes », selon les mots du camarade Cherepine, et sur son ordre explicite, elles furent détachées dans leurs boxes.

Bien que la campagne du cheval ait entraîné des change-

ments dans la ferme collective, les difficultés concernant les chevaux n'en furent pas pour autant résolues — du moins pas cette fois. Les farceurs du village soutenaient que si le problème des chevaux demeurait aussi aigu, c'était que les instructions du Parti et du gouvernement négligeaient un détail important : elles semblaient ignorer le rôle des étalons.

15.

Un matin, je me présentai, comme d'habitude, au bureau de la main-d'œuvre de la ferme pour savoir quel serait mon travail du jour ; on me dit que je devais conduire le président du *kolhosp* au siège du district. J'attelai aussitôt un cheval à une voiture, et dès que le président fut prêt, nous entreprîmes le voyage.

Mon passager, le camarade Mayevski, était étranger au village. Envoyé par le gouvernement du district, c'était un homme costaud, qui avait une petite quarantaine. Son visage rond et gras était toujours rasé de près. Nous ne sûmes jamais ce qu'il avait fait avant de venir chez nous, mais il était évident qu'il ne connaissait guère les mœurs du village. Son bien le plus précieux était son revolver, qu'il portait de façon à toujours en exposer la moitié aux regards. Quand il se trouvait dans son bureau, celui-ci était posé sur sa table et il en jouait chaque fois qu'un visiteur semblait être en désaccord avec lui.

Nous avions à peine quitté le village que Mayevski s'endormit au fond de la voiture. Notre voyage fut donc très calme.

Nous passâmes peu de temps au centre du district et, à midi, nous étions déjà bien engagés sur le chemin du retour.

C'était une belle journée ; le soleil brillait. Il y avait une légère brise et des alouettes chantaient. A un tournant, j'aperçus un homme qui marchait lentement devant nous, en direction du village. Arrivé à proximité de lui, je le reconnus : c'était Vasylyk, un voisin et aussi un parent éloigné.

Cette rencontre inattendue me posa un problème. Quelques jours plus tôt, des miliciens étaient venus à sa recherche dans notre village. Et voilà qu'il était là, à quelques mètres de moi. Dans quelques minutes, je serais à sa hauteur et je savais qu'il engagerait la conversation. Ce qui signerait son arrêt de mort, car, dans ma voiture, se trouvait l'officiel le plus impitoyable du village.

J'essayai de ralentir mais c'était inutile car Vasylyk marchait très lentement. Soudain, je vis un chemin étroit sur ma droite. J'y lançai le cheval. J'étais sûr que Vasylyk prendrait le prochain sentier sur la gauche, car c'était le moyen le plus rapide d'arriver chez nous.

Mais le chemin était très mauvais, et les cahots et le ballottement réveillèrent le camarade Mayevski. Je prétendis que je m'étais endormi, ce qui le rendit furieux. Il me donna des coups de pieds dans le dos avec sa botte et m'ordonna de revenir vers la grand-route.

Je fis une autre tentative pour éviter Vasylyk en lançant le cheval au galop. Mais, malgré la vitesse à laquelle nous le dépassâmes, Mayevski le repéra. Il m'ordonna d'arrêter et sauta de la charrette. Vasylyk le vit, prit conscience du danger et disparut dans les blés. Mayevski courut derrière lui. J'entendis un coup de feu ; puis un autre ; un cri ; et un troisième coup de feu...

Mayevski réapparut, le visage rayonnant de satisfaction. « Il voulait s'enfuir », remarqua-t-il en essuyant son revolver. Puis, sans raison apparente, il le pointa vers la tête du cheval ; une expression de bonheur irradiait son visage. « Il a fait une grande erreur, poursuivit-il plus pour lui-même que pour moi. Il ne savait pas ce que c'était que

d'avoir affaire à un Partisan rouge. A présent, il le sait... »

Il remit son revolver dans l'étui et dit, en se vantant : « Des centaines de contre-révolutionnaires ont tenté de me fuir ; aujourd'hui ils sont tous morts ! » Puis il me regarda.

— Alors, alors, dit-il en ricanant. Alors tu voulais l'aider...

Il grimpa dans la voiture et, une ou deux minutes plus tard, semblait de nouveau profondément endormi.

En fait, le sort de Vasylyk était réglé depuis cette nuit de février au cours de laquelle des centaines de nos fermiers avaient été arrêtés et exilés. Son père, bien que ce fût un fermier pauvre, fut qualifié de *kourkoul* et se retrouva donc parmi les prisonniers, avec les siens, Vasylyk compris.

Environ un an après, nous reçûmes une lettre anonyme postée à Arkhangelsk, le port de l'Arctique, qui nous informait que Vasylyk avait été tué alors qu'il tentait de s'échapper du camp de concentration.

Puis, une nuit de juin, nous nous préparions à nous coucher quand nous entendîmes frapper à la porte et une voix appeler de dehors. Après un instant d'hésitation, j'ouvris. Une silhouette à l'allure misérable entra. J'étais certain que c'était Vasylyk. Il me serra la main, s'efforçant de sourire. Il avait l'air complètement épuisé. Ses vêtements étaient sales et déchirés, et ses pieds enveloppés de haillons.

— On avait entendu dire qu'on t'avait tué, s'exclama ma mère en voyant Vasylyk. Qu'est-il arrivé à ton père, à ta mère, aux autres ?

— Je suis bien mort, dit-il en essayant de plaisanter. Je ne suis qu'un fantôme. Vous aviez déjà vu un fantôme ?

Le récit qu'il nous fit était vraiment horrible. Je vais le rapporter exactement comme il nous l'a raconté.

Cette nuit de février il faisait froid et il neigeait. Le cortège des traîneaux bondés de fermiers arrêtés quitta le

village sous la garde de la milice et des soldats des forces de sécurité, armés de fusils et de mitrailleuses.

Plusieurs incidents dramatiques survinrent en route. Un jeune garçon d'environ seize ans tenta de s'enfuir. Il sauta du traîneau et se précipita dans une arrière-cour, mais les mitrailleurs ouvrirent le feu et le touchèrent. On l'attrapa pour le ramener vers le cortège. Indifférents à sa blessure, les gardes l'attachèrent au traîneau. Il mourut avant que le convoi ait atteint la gare.

Un soldat de la *Guépéou* se trouvait dans un traîneau avec une famille. Sans tenir compte des gens autour de lui, il se mit à faire des avances peu convenables à une jeune fille. Comme il persistait à l'importuner, la mère de la jeune fille, ne se maîtrisant plus, le frappa au visage. Le soldat saisit son fusil, tira à bout portant et la tua.

A l'approche de la gare, l'officier de la *Guépéou* responsable du convoi vint vers la jeune fille et lui expliqua, à voix assez haute pour que tout le monde l'entende, que le soldat qui avait tué sa mère était en état de légitime défense. Il déclara que sa mère, une « ennemie du peuple en état d'arrestation », l'avait attaqué dans l'intention de provoquer une émeute parmi les *kourkous* condamnés. L'acte du soldat était donc légitime, patriotique et, même, héroïque. La jeune fille et ses deux petits frères furent emmenés et on ne les revit jamais.

La nouvelle de cet incident n'était pas encore parvenue au bout du cortège que d'autres se produisirent. Des vieux, dont mon oncle Havrylo, ne supportèrent ni cette épreuve ni cette brutalité, et moururent avant d'arriver à la gare. Un jeune couple se suicida en se tailladant les veines.

Il neigeait toujours et certains traîneaux s'enlisèrent, obligeant tout le convoi à stopper. Les hommes durent aider les chevaux sous les cris et les coups de feu des miliciens et des soldats de la *Guépéou*, et les hurlements et les pleurs des femmes et des enfants.

A quelques kilomètres de la gare, ils prirent une route qui

menait à travers champs vers les rails du chemin de fer. Un train de marchandises était arrêté sur une voie de garage. Ses premiers wagons étaient pleins de fermiers arrêtés dans d'autres villages. Devant chaque wagon, des soldats de l'armée régulière montaient la garde.

Arrivé à la hauteur du train, l'officier de la *Guépéou* ordonna de ne pas bouger des traîneaux autour desquels des gardes prirent position. Puis, sans délai, il alla de traîneau en traîneau, une liste à la main, et fit l'appel. Les groupes, dès que contrôlés, furent immédiatement escortés jusqu'au train et poussés dans les wagons.

Quand le premier wagon fut rempli et bouclé, on s'aperçut que des épouses avaient été séparées de leurs maris, et des enfants de leurs parents. Un murmure de colère parcourut ces gens, les hommes revendiquant le droit de rester avec leurs familles. Un jeune garçon se précipita vers le wagon où se trouvaient ses parents. En guise d'avertissement des rafales de mitrailleuse furent tirées au-dessus des têtes des prisonniers, mais le garçon continua de courir. Trois autres coups de feu retentirent, et il tomba, mort.

Le malaise devint alors tumulte. Certains tentèrent de s'enfuir, provoquant des heurts. Plusieurs hommes coururent vers les buissons qui bordaient les champs. Un conducteur de traîneau tenta de fuir en dirigeant ses chevaux hors de la gare. Les gardes tirèrent, des hommes tombèrent. L'homme sur le traîneau et sa famille n'échappèrent pas non plus à la mort. Une mitrailleuse les rattrapa ; sa femme et lui furent tués, sa vieille mère et ses trois enfants blessés.

Exposés de tous côtés à des coups de feu, les prisonniers finirent par céder, et l'ordre et le silence furent rétablis.

Les hommes disparaissaient, un groupe après l'autre, dans les wagons à bestiaux. Quand tout le monde y fut entassé, on en ferma les portes à clé, et on posta un garde à chaque porte. Les morts furent abandonnés dans le champ.

Vasylyk se trouvait dans le dernier wagon. Il eut la chance d'être avec toute sa famille, mais voir ses parents et sa sœur souffrir lui était insupportable. Cinquante personnes au moins étaient coincées dans chaque wagon, comme du bétail. Il n'y avait ni banquettes ni sièges. On ne pouvait que s'asseoir sur le plancher en bois percé de trous : les malades ne pouvaient pas s'étendre.

Il faisait sombre dans les wagons quand les portes étaient fermées. De faibles rayons de lumière pénétraient par des fentes sur les côtés. La confusion était totale : ceux qui étaient debout cherchaient une place pour s'asseoir ; ceux qui étaient assis étaient piétinés par ceux qui étaient debout. On criait, on se disputait, et des femmes se lamentaient parce que leurs maris étaient dans d'autres wagons. Les enfants pleuraient parce qu'ils avaient faim ; tout le monde souffrait du froid.

Le manque de nourriture et de vêtements appropriés aggravait la situation. On avait interdit aux prisonniers de prendre quoi que ce soit d'autre que des objets qu'ils pouvaient porter à la main. Et, comme aucun d'entre eux ne se doutait qu'il devrait quitter sa maison ou le village, la plupart n'avaient pas même pu emporter le strict nécessaire.

Au milieu du wagon à bestiaux, un seau servait de toilette pour les cinquante prisonniers. Ils devaient toujours attendre leur tour, et littéralement marcher sur les gens assis sur le plancher. Cette situation gênante était source de disputes et de heurts.

Des tentatives faites pour attirer l'attention des officiels échouèrent. C'est ainsi que, souffrant de la faim et du froid, entassés dans les wagons qui pouaient, les prisonniers entamèrent leur voyage forcé vers une destination inconnue.

Le train se mit en route vers minuit. Quand il passa sur le pont qui traversait le Dniepr, on comprit qu'il se dirigeait vers le nord. Il roulait lentement et s'arrêtait souvent, parfois pendant des heures. Au cours d'un arrêt, la porte

fermée à clé fut ouverte à moitié. Les prisonniers distinguèrent d'abord deux soldats armés et prêts à tirer. Un autre groupe de soldats, munis de seaux et de sacs, attendait. L'officier responsable annonça qu'on allait distribuer une miche de pain pour quatre personnes, et un hareng par personne. Les seaux contenaient de l'eau. Les prisonniers furent informés que ces seaux appartenant à l'État, chacun, dans le wagon, devait veiller à ce qu'ils ne soient pas abîmés. Il fallait, dit un officier, choisir un « surveillant » de wagon qui serait responsable de la distribution de nourriture et d'eau, du maintien de l'ordre et de la propreté.

Ces brèves instructions données, les soldats poussèrent à l'intérieur les sacs contenant le pain et les harengs, les seaux, et verrouillèrent la porte.

Immédiatement, les prisonniers affamés commencèrent à se pousser et à se disputer. Chacun avait son idée sur la façon dont la nourriture et l'eau devaient être distribués, et l'exprimait à voix haute. Les forts écartaient les faibles. Les gémissements pitoyables des enfants accompagnaient ces cris et ces affrontements.

Choisir un surveillant au sein du groupe n'était pas facile, car celui-ci, de par sa fonction, serait naturellement associé aux officiels. Néanmoins, ce fut fait et la distribution de la nourriture commença.

Au matin de la deuxième journée, le cri désespéré d'une femme réveilla ceux qui dormaient encore ; son mari était mort. Il avait été légèrement atteint à la jambe par une balle sur la place du village, au cours de l'émeute, mais de peur d'être séparé de sa femme puis tué à l'abri des murs d'une prison de la *Guépéou*, il avait caché sa blessure, laquelle s'était infectée. On enleva son corps à l'arrêt suivant. Sa femme supplia les officiels, en sanglotant, de l'autoriser à assister à son enterrement, mais on ne lui permit même pas de mettre les pieds hors du wagon. Les hommes qui emportèrent le cadavre déclarèrent que plusieurs personnes

étaient mortes cette même nuit dans le train ; leurs cadavres furent empilés sur le quai.

Cette mort affecta fort les gens du wagon. Les cris, les pleurs, les querelles et les divergences cessèrent. Chacun se rendait compte qu'il pourrait être la prochaine victime.

Le train avançait lentement mais régulièrement. Le froid s'installa. Contrairement à ce que chacun pensait, le train ne resta pas longtemps en gare de Moscou. Ceux qui se trouvaient près des parois purent apercevoir les lumières de la ville à travers les fentes.

L'étape suivante était Alexandrov. Le froid était devenu intense et les gens en souffraient beaucoup. C'est là que Vasylyk perdit sa mère et sa sœur. Sa mère, qui s'était endormie, eut une crise cardiaque et ne se réveilla pas. Quand on emporta son corps, sa fille fut autorisée à le suivre, privilège qui fut refusé à Vasylyk et à son père. Quand les hommes qui avaient emporté le corps regagnèrent le wagon, la sœur de Vasylyk n'était pas avec eux ; ils dirent qu'elle avait été retenue par un officier de la *Guépéou*.

Lorsque le train repartit, le père de Vasylyk, silencieux, ne manifestait ni chagrin ni agitation, répétant seulement de temps à autre : « Mes chères filles ; mes chères filles ! »

Après Alexandrov, le train prit un rythme plus rapide. Il passa sans s'arrêter dans plusieurs villes et villages. Il neigeait toujours.

Certains signes, et les noms des gares, indiquaient que le train se dirigeait vers Arkhangelsk. Mais personne ne connaissait sa destination exacte.

La douzième nuit le train s'arrêta. On ne devinait, à travers les fentes, aucune agglomération mais l'activité accrue des gardes était signe qu'il ne s'agissait pas d'un arrêt ordinaire.

Le matin, on ouvrit la porte et, au lieu de distribuer les rations quotidiennes de nourriture et d'eau, le garde donna ordre de descendre du wagon et de se mettre en rang,

parallèlement au train. Ceux qui en étaient incapables furent portés et déposés sur la neige. Le cordon habituel de troupes de sécurité cernait le train. La majorité des soldats venaient d'Asie centrale.

Aussitôt le débarquement terminé, le train, reparti, vide. Pour les familles plongées dans une infinie solitude, la disparition du train symbolisait la fin de tout. Vasylyk se dit tout d'abord que cet endroit serait son tombeau, qu'ils seraient tous exécutés sur le champ.

Autour d'eux, aucun signe de vie : pas de routes ; pas d'agglomération, seulement une plaine enneigée s'étendant dans toutes les directions sur des kilomètres. Seuls quelques arbustes couverts de neige rompaient la monotonie de cette étendue glaciale. Au loin, se profilait une forêt, qui allait être la destination des prisonniers.

L'officier responsable lança un avertissement : qui tenterait de quitter le rang serait fusillé. Après l'appel, la colonne se mit en route. Les malades, incapables de se déplacer furent laissés sous la surveillance de gardes. On ne les revit jamais. Les enfants qui ne pouvaient pas marcher étaient portés par leurs parents. Aucun chemin n'étant dessiné, il était extrêmement difficile d'avancer et ils devaient suivre la trace des gardes qui frayaient la route vers la forêt.

C'était le plus froid de l'hiver dans cette région et le blizzard, venant du nord, soufflait violemment. Dans la neige profonde, les pieds des prisonniers bientôt se mirent à geler. Nombre de personnes ne purent aller très loin. Elles furent abandonnées sur place.

Le père de Vasylyk, tombé malade dans le train, semblait souffrir d'une pneumonie. Vasylyk l'aida de son mieux, mais, malade et affaibli, le vieillard s'effondra. Un homme aida Vasylyk à le relever, et Vasylyk entreprit de le porter, chose très difficile en raison de la profondeur de la neige, mais il ne voulait pas l'abandonner. L'officier responsable

le vit et lui ordonna de lâcher son père. Vasylyk n'obéit pas ; il ne pouvait pas laisser son père mourir seul dans la neige. L'officier appela les gardes, et deux immenses Mongols jetèrent Vasylyk à terre et lui arrachèrent son père. Alors seulement celui-ci constata que son père était déjà mort. Il dut, sous la menace du fusil, abandonner son corps dans la neige.

Après avoir marché difficilement pendant trois ou quatre heures, les prisonniers atteignirent leur destination au cœur de la forêt.

Tout était paisible alentour : on n'entendait pas un son et tout semblait immobile. Le sol était recouvert d'un tapis de neige. Partout se dressaient d'immenses pins sombres dont les branches ployaient sous la neige et la glace. Un peu plus loin, sous les arbres, se distinguaient de petites huttes, seul signe d'une présence humaine. Les prisonniers apprirent ultérieurement qu'elles avaient été construites spécialement pour les gardes.

L'officier responsable expliqua aux prisonniers qu'ils allaient maintenant habiter ici. Il souligna qu'ils auraient dû être exécutés, en tant qu'« ennemis du peuple », mais que le gouvernement avait décidé de les épargner dans l'espoir de les voir démarrer une vie nouvelle. Puis il déclara qu'ils seraient répartis en trois groupes de travail.

Les premiers, les jeunes et les hommes robustes, travailleraient comme bûcherons dans la forêt ; le deuxième fabriquerait une clôture de fil barbelé ; et le dernier bâtirait des habitations. Ce dernier groupe incluait les femmes et les enfants. L'officier assura les prisonniers que les outils nécessaires allaient arriver d'un moment à l'autre. Il n'y avait pas de nourriture non plus, et, bien qu'il sût que les prisonniers n'avaient pas mangé de la journée, l'officier apparemment jugeait ce problème insignifiant. Il était certain qu'ils pouvaient attendre jusqu'au lendemain matin. Puis il ordonna aux chefs de famille de fabriquer des abris

et de préparer des feux pour la nuit, qui tombait rapidement.

Seul un faible espoir de survie, et peut-être celui de retourner un jour chez eux, soutenait ces villageois tandis qu'ils se préparaient pour cette première nuit arctique en pleine forêt. Ceux qui étaient encore capables de marcher se précipitèrent sous les arbres et, sans haches ni outils, fabriquèrent, à force de volonté, des abris ; des feux furent allumés avant la tombée de la nuit.

Vasylyk, avec une famille qu'il connaissait, édifia un abri avec des branches de pin ; mais c'était une protection tout à fait insuffisante contre le climat de l'Arctique. Ils passèrent la nuit autour des feux, blottis les uns contre les autres, pendant que le blizzard déchaîné mugissait. La neige menaçait constamment d'éteindre les feux.

Le matin arriva enfin et la tempête se calma. L'officier rassembla les prisonniers au milieu du camp. Ils devaient se mettre en rang pour l'appel, y compris les malades et les enfants. De nombreuses personnes étaient mortes au cours de la nuit : certaines de froid, d'autres d'épuisement et de faim. L'officier responsable donna l'ordre d'apporter les cadavres et de les entasser devant les prisonniers, car même eux devaient être identifiés et recensés.

Après l'appel, un soldat lut la liste des charges revenant aux diverses brigades. Puis, des rations de nourriture furent distribuées, des denrées et des outils étant arrivés pendant la nuit.

Vasylyk, affecté à la brigade des bûcherons, fut envoyé tout de suite dans la forêt.

Il était toujours décidé à s'enfuir et à retrouver le corps de son père pour l'enterrer, car il était certain que celui-ci reposait toujours dans le champ où il l'avait vu pour la dernière fois. Il espérait également pouvoir, sur le chemin du retour, retrouver sa sœur qui avait été enlevée à Alexandrov. Ses tentatives répétées échouèrent, car la vigilance et l'expérience des gardes étaient trop grandes

pour permettre à un « ennemi du peuple » de s'enfuir facilement ; il fut sévèrement puni à chaque tentative, mais ces punitions ne pouvaient le dissuader de son projet et ne firent qu'accroître sa détermination.

Il fallut deux ans à Vasylyk pour s'enfuir.

En mai 1932, alors qu'il travaillait toujours comme bûcheron et que sa brigade chargeait du bois sur un train, il rencontra un cheminot ukrainien exilé dans la région avant lui. Ce nouvel ami lui donna des vêtements et une paire de chaussures. Ainsi déguisé dans des vêtements passe-partout, il put échapper à ses gardes.

Caché dans une locomotive où il pouvait passer pour chauffeur, il parvint à Arkhangelsk. De là, il nous envoya une lettre anonyme, espérant tromper les autorités. Puis il entreprit son voyage de retour, en utilisant principalement des trains de marchandises.

En chemin, il s'arrêta à Alexandrov pour y chercher sa sœur et la tombe de sa mère. En vain. Les gardiens du cimetière ne se souvenaient pas d'avoir enterré une femme répondant à sa description. Il ne réussit pas non plus à trouver le corps de son père, ni à découvrir une trace de sa sœur. Il comprit finalement qu'il était vain de poursuivre ses recherches.

Quelqu'un, que lui avait présenté son ami ukrainien, lui conseilla de se rendre à Moscou, affirmant qu'il lui serait beaucoup plus facile de déjouer les recherches de la milice dans cette grande ville. Vasylyk décida donc d'y tenter sa chance, bien qu'il fût interdit d'y séjourner sans permission spéciale. Il y réussit en sautant dans un train de marchandises en marche.

Mais Moscou n'était pas un endroit pour lui. Il ne parlait pas bien le russe et ressemblait trop à un fermier ukrainien, une engeance que les autorités chassaient comme des lapins. Il lui était, d'autre part, impossible de trouver du travail. Partout où il se présentait, on lui demandait ses papiers. Il décida donc, pour éviter d'être

identifié et de nouveau arrêté, de retourner en Ukraine, son pays natal.

Sachant comment voyager en train sans billet, il parvint sans encombre à Kiev. Là, il recommença à chercher du travail, mais sans plus de succès. Tout le monde décelait en lui un fermier, et les fermiers n'avaient pas le droit de quitter leurs villages sans autorisation officielle.

Il décida, en fin de compte, de regagner son village. C'est ainsi qu'il arriva chez nous. Vasylyk vécut avec nous quelques semaines, mais, désireux de travailler et ne voulant pas rester longtemps au même endroit, il repartit en ville. Après une nouvelle tentative infructueuse pour trouver du travail, il ne retourna au village que pour y être tué par Mayevski.

16.

Dès que nous arrivâmes au village, le camarade Mayevski se réveilla et me dit de m'arrêter près du *soviet*. Puis il déclara au premier milicien que nous croisâmes que j'étais en état d'arrestation et lui ordonna de me mettre en prison.

Depuis l'expulsion des *kourkoul*s, la maison de mon oncle Havrylo servait de bureau au *soviet* du village. Entourée de dépendances impeccables et de beaux arbres, son extérieur était très joli et son intérieur assez spacieux pour abriter le gouvernement du village. Sa situation centrale avait conforté les officiels dans leur choix. Quand ils se furent installés dans leur nouveau bureau, ils mirent sur pied une institution jusque-là inconnue dans le village : une prison. Ils avaient aménagé la buanderie de mon oncle, en jetant tout ce qui servait au rangement, et percé un trou dans le mur en guise de fenêtre.

Une fois en prison, je compris que j'allais être accusé d'avoir aidé un « ennemi du peuple » à se soustraire à la « loi soviétique » et à la « volonté du peuple travailleur ». Quand mes yeux s'habituaient à l'obscurité, je découvris mes codétenus, une douzaine de fermiers environ, parmi lesquels Dmytro, mon voisin et parent éloigné. En

labourant un champ, il était tombé sur une pierre qui avait endommagé la charrue. Ce genre d'incident était banal, mais le chef de la brigade avait déclaré que Dmytro l'avait fait exprès pour ralentir le travail et diminuer la production de la ferme collective. Dmytro crut d'abord que celui-ci plaisantait, mais quand il s'aperçut qu'il parlait sérieusement, il perdit son sang-froid et lui envoya un coup de poing sur le nez. C'est ce qui poussa Dmytro en prison.

Dmytro avait épousé, environ cinq ans plus tôt, une fille superbe, dont il avait eu un enfant deux ans plus tard. Il parlait de cette naissance comme du moment le plus heureux de sa vie. Son bonheur, et sans doute sa vie, tirait à sa fin.

Un incident du même genre conduisit un autre de mes voisins en prison. Le cheval avec lequel il travaillait trébucha dans un champ et se donna une entorse à la patte ; cela n'avait rien de rare. Mais le camarade Cherepine en décida autrement, prétendant que le cheval s'était blessé à cause de la négligence de mon voisin, lequel fut jeté en prison. Il n'espérait plus retrouver sa femme malade et ses quatre enfants.

Il y avait également le père d'un camarade de classe. Je l'appelai « oncle Petro », mais il était connu dans le village sous son nom de famille, Chost. Je ne fus pas surpris de le trouver là dans la mesure où il avait refusé de rejoindre la ferme collective.

Chost était pauvre et, à certains égards, représentatif des fermiers ukrainiens de l'époque. Il possédait dans les huit hectares de terre noire, deux chevaux de labour, une vache, un ou deux porcs, et une douzaine d'animaux de basse-cour — poulets, canards et oies. Les bâtiments de sa ferme étaient délabrés, et sa maison était vieille. Elle était séparée en deux : une partie servait à entreposer le blé et les produits de la ferme ; l'autre à l'habitation, soit deux pièces en tout : une salle et une chambre à coucher où dormait toute la famille. Les meubles étaient rudimentaires. Une

banquette était posée contre un mur ; une table et deux chaises, faites à la maison, occupaient un coin. Les icônes et les photos de famille étaient accrochées aux murs blanchis à la chaux.

On trouvait rarement un véritable lit dans les maisons des fermiers, et celle de Chost ne faisait pas exception. Sa famille dormait sur un large banc de bois. Le sol était en terre battue, le toit de chaume.

Chost n'employait jamais de main-d'œuvre car sa ferme était juste assez grande pour nourrir sa famille. Les années de maigre récolte, il faisait d'autres travaux pour gagner assez d'argent pour permettre à sa famille de subsister pendant l'hiver. Il se rendait dans les villes des environs et travaillait sur les routes ou à d'autres tâches, mangeant et dormant avec les autres dans des cabanes afin de ne pas entamer sa paye et de pouvoir acheter davantage de nourriture.

Quand le printemps venait, il retournait toujours à sa terre bien-aimée. Il croyait en la terre comme il croyait en Dieu. Il travaillait jour et nuit dans les champs et trouvait son bonheur à regarder pousser ses récoltes. Il s'arrangeait pour qu'il y ait toujours du pain sur la table.

C'était un homme honorable et, comme tous les fermiers ukrainiens, il avait une grande dignité et un amour intense de la liberté, hérités l'une et l'autre des Cosaques.

Quand le gouvernement communiste procéda à la collectivisation, Chost se montra fort et obstiné. Il refusa de rejoindre la ferme collective. Sa terre appartenait depuis plusieurs générations à sa famille et il avait l'intention de la laisser à son fils qui la léguerait à son petit-fils, et ainsi de suite, selon la coutume en vigueur depuis toujours.

Les Chost avaient survécu à plusieurs guerres, à plusieurs occupations étrangères et s'étaient maintenus sur leur terre. Ils y avaient grandi, puis en étaient partis, parfois sans jamais y revenir, mais ils pensaient toujours à cette ferme comme étant leur maison. Demander au fermier

Chost de donner sa terre équivalait à lui demander de donner sa vie.

Les officiels et les organisateurs de la ferme collective ne reculèrent devant rien pour lui faire perdre courage. La taxation était leur arme la plus puissante. Ils prélevaient des impôts en nature et en espèces. Chaque fois que Chost pensait avoir payé la totalité de ce qu'on exigeait de lui, de nouveaux articles étaient taxés, et on lui prenait ainsi une part croissante du produit de sa terre.

Finalement, il ne lui resta plus ni argent ni blé. On lui prit ses chevaux, puis sa vache, puis ses outils. Chost résista, brisé, mais pas vaincu. Un jour, des hommes en uniforme vinrent l'arrêter. Il avait été qualifié de *kourkoul* et, bien sûr, désigné comme « ennemi du peuple ».

Il se trouvait maintenant en prison. Il me demanda de rester l'ami de son fils Ivan, si j'étais libéré. Il pensait que je serais libéré parce que j'étais encore mineur. Il me supplia de demander à ma mère de s'occuper d'Ivan et de Varka, sa fille, s'il arrivait quelque chose à sa femme. Puis il ne dit plus rien. Mais j'entendis sa respiration bruyante et ses sanglots.

Il faisait déjà sombre quand nous entendîmes le cliquetement des clés, puis la voix d'un milicien qui appelait ceux qui avaient reçu de la nourriture de chez eux. Je pris conscience alors seulement d'un autre aspect dramatique de la vie en prison.

Lorsque j'avais dit que j'avais faim, les autres prisonniers m'avaient assuré qu'il n'y avait aucune chance d'avoir à manger si on ne recevait pas de nourriture de chez soi. Ils m'avaient également dit qu'il n'existait pas de règlement concernant la nourriture ni les autres commodités des prisonniers. Manger et dormir relevaient des prisonniers eux-mêmes. Qui avait une famille pouvait espérer recevoir son repas quotidien ; mais qui était seul dépendait de ses camarades. Or, il y avait une famine. La seule nourriture des villageois,

et donc des prisonniers, consistait en légumes et en fruits.

Quand le milicien eut fini l'appel des noms sur sa liste, je sentis que les détenus n'avaient pas tous reçu leur dîner. C'était mon cas, mais je m'y attendais car je savais que ma mère n'avait pas encore appris mon emprisonnement.

Heureusement, je ne restai pas longtemps en prison. On me réveilla après minuit pour m'ordonner de quitter les lieux. Ma mère m'attendait dehors. Elle me raconta, en rentrant à la maison, qu'elle s'était inquiétée de ne pas m'avoir vu revenir après le coucher du soleil, et qu'elle avait décidé de partir à ma recherche. Elle avait appris sans difficulté où je me trouvais, mais il avait été moins facile de trouver le camarade Mayevski, qui avait ordonné mon arrestation.

Elle l'avait finalement trouvé en compagnie d'une jeune femme et lui avait demandé de me faire libérer. Il avait refusé de l'écouter, répétant sans cesse qu'il n'y avait aucune différence entre un ennemi du peuple mineur et un ennemi du peuple adulte. Mais, devant la persévérance de ma mère, il accepta d'écrire un mot autorisant la milice du village à me libérer. Maman pensait qu'il n'avait fait ce geste que pour montrer à sa maîtresse l'étendue de son pouvoir dans le village.

Je racontai à maman le meurtre de Vasylyk et, après en avoir discuté, nous décidâmes que mon frère et moi irions chercher son corps, tôt le lendemain matin, pour l'enterrer décemment.

Cette initiative était extrêmement dangereuse. Vasylyk était fils de *kourkoul*, et l'atmosphère politique était telle que toute personne fréquentant des *kourkouls* ou des membres de leur entourage était traitée comme un *kourkoul*.

Mais maman méprisait le danger qui nous guettait tous les trois. Vasylyk devait être enterré décemment, quoi qu'il puisse nous arriver.

LES AFFAMÉS

Maman nous réveilla bien avant le lever du jour et nous donna ses dernières instructions. Puis, comme nous nous apprêtions à partir, elle glissa une feuille de papier dans ma poche, me disant que c'était le texte d'une prière que je devrais lire sur la tombe de Vasylyk, après l'avoir enterré. Elle me recommanda de détruire le papier aussitôt après l'avoir lu, car il constituait une preuve dangereuse. Puis elle nous embrassa et nous quittâmes la maison pour accomplir notre triste mission.

Au fur et à mesure que nous approchions de l'endroit où Vasylyk était mort, une belle journée s'annonçait. A l'est, l'horizon rougissait et le soleil apparut, énorme boule de feu. En dehors du chant matinal des cailles, le silence régnait sur les blés.

Nous trouvâmes vite son corps. Il était étendu, non loin de la route, parmi les hauts épis de blé. Autour de lui, le sol était taché de sang et des mouches, des fourmis et autres insectes grouillaient sur cette proie et la survolaient. Nous commençâmes immédiatement à creuser, tâche difficile pour les deux jeunes garçons mal nourris que nous étions, mais nous y arrivâmes. Nous avons creusé la tombe de biais, de façon à pouvoir y faire rouler le corps le plus aisément possible. Nous avons étalé de la paille au fond du trou, puis enveloppé le corps dans une couverture que nous avions emportée de la maison, et l'avons fait glisser dans la tombe. Nous l'avons rapidement recouvert de terre. Enfin, nous avons fabriqué une croix avec des planches de bois que maman nous avait données ; nous avons lu sa prière. Puis, après avoir déchiré la feuille de papier, nous avons repris, le cœur gros, le chemin de la maison.

17.

L'année 1932 fut celle de la dernière bataille de la collectivisation : la bataille pour le blé, ou, plus exactement, pour la récolte. D'un côté, le gouvernement communiste ; de l'autre, les fermiers affamés. Les forces gouvernementales eurent recours à tous les moyens pour se procurer dans les campagnes autant de produits agricoles que possible, sans se soucier des conséquences. Les fermiers, déjà menacés de mourir de faim, tentaient désespérément de conserver le peu de nourriture qu'il leur restait et, malgré les efforts du gouvernement pour les en empêcher, essayaient de survivre.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, jusqu'à la fin de 1931, les communistes avaient fait la guerre aux fermiers en prétendant combattre les *kourkoul*s en tant que classe sociale. Mais, en 1932, la situation avait changé : les prétendus *kourkoul*s avaient été liquidés physiquement et, à l'exception de quelques rares fermiers qui s'accrochaient encore à leur liberté, la collectivisation était achevée. Ainsi, la bataille opposait désormais les forces communistes et les fermiers collectivisés ; la campagne pour la collectivisation s'était transformée en campagne pour la récolte du blé.

L'hiver long et froid de 1931-1932 laissait lentement la place au printemps. En avril, la neige avait fondu et le

temps devint humide. Il bruinait. Souvent, un épais brouillard enveloppait notre village, comme pour tenter de recouvrir et de cacher la misère de notre existence. Puis des vents froids chassaient le brouillard et amenaient des pluies glacées et torrentielles.

A peu près vers cette époque, la situation des villageois, qui était critique, devint désespérée. Ce fut le fameux printemps de 1932, pendant lequel la famine se déclara et où on enregistra les premiers morts de faim. Je me souviens de l'interminable défilé, sur les routes et les chemins, de mendiants qui faisaient du porte-à-porte. A des stades différents de sous-alimentation, sales, en haillons, les mains tendues, ils mendiaient de la nourriture, n'importe quoi : une pomme de terre, une betterave ou, au moins, un épis de maïs. C'étaient les premières victimes de la famine : des hommes et des femmes indigents ; de pauvres veuves et des enfants orphelins qui n'avaient aucune chance de survivre à cette terrible épreuve.

Certains fermiers frappés par la famine tentaient de gagner leur pain en faisant des travaux dans le village. On voyait ces hommes abattus, émaciés, aller de maison en maison, munis d'une hache ou d'une pelle, à la recherche d'un travail. Ils espéraient se faire embaucher pour piocher un jardin, couper du petit bois. Ils étaient prêts à le faire pour deux ou trois pommes de terre. Mais rares étaient, parmi nous, ceux qui avaient deux ou trois pommes de terre de trop.

Une foule de pauvres hères affamés s'éparpillaient sur les champs à la recherche de pommes de terre oubliées lors de la précédente récolte. Que ces pommes de terre soient gelées ou pourries n'importait pas : elles étaient mangeables. D'autres erraient dans la forêt ; les bords du fleuve étaient également pleins de monde ; on y trouvait beaucoup de verdure nouvelle : de jeunes pousses de roseaux ou d'autres plantes aquatiques. Et on avait une

chance d'attraper dans l'eau quelque chose — n'importe quoi — à manger.

Mais la plupart de ceux qui cherchaient de l'aide se rendaient, comme autrefois, dans les villes. Il était plus facile d'y trouver du travail, qu'il s'agisse de jardiner, de nettoyer des cours ou de balayer des rues. Mais les temps avaient changé. Il était illégal d'embaucher des fermiers pour quelque travail que ce soit. Cette interdiction visait un double objectif : endiguer le flot de main-d'œuvre venant des fermes collectives et empêcher les fermiers de recevoir des rations de nourriture dans les villes.

Certains voyaient leur salut dans les marchés urbains. Ils y apportaient, pour les vendre, leurs plus beaux vêtements, des objets provenant de leur héritage familial, travaux d'artisanat, bijoux féminins datant de plusieurs générations, chemises tissées à la maison, serviettes, nappes brodées de motifs ukrainiens traditionnels, tapis tissés à la main et autres articles de valeur. Ils vendaient tout pour rien, ou presque, ou l'échangeaient contre de la nourriture. Mais nombre de ceux frappés par la famine n'allaient pas dans les marchés pour y vendre ou y échanger quelque chose : ils n'avaient rien à vendre, et pas un sous pour faire des achats. Les marchés étaient leur dernier espoir de trouver de la nourriture. Ils s'y installaient. J'en vis beaucoup quand j'y allais à l'occasion pour ma mère. Ils erraient parmi la foule, les mains tendues, les yeux pleins de larmes, suppliant les passants de ne pas les laisser mourir. Mais, le plus souvent, les gens pressaient le pas en les croisant, les yeux baissés, comme s'ils avaient honte ou peur de seulement les regarder. Bientôt, ces mendiants affamés firent à ce point partie du paysage quotidien que les citadins s'y habituèrent et n'y prêtèrent plus attention. Repoussés, ils se mirent à fouiller les poubelles, prenant dans les ordures et les déchets tout ce que l'on avait jeté : épis de maïs, trognons de pommes, épluchures de fruit, et même des os. La nuit, ils dormaient sur l'emplacement

même du marché, sous des tables ou des bancs, dans des buissons ou dans des cours.

Certains étaient agressés et même tués pendant la nuit ; d'autres étaient ramassés par les miliciens qui faisaient leur ronde, mis dans des camions qui les emportaient hors de la ville, et déposés quelque part, où on les laissait se débrouiller après leur avoir donné l'ordre strict de ne pas revenir. Beaucoup n'en tenaient pas compte malgré le danger ; d'autres, découragés, regagnaient leurs villages, résignés à mourir ; certains étaient dans un tel état de faiblesse qu'ils mouraient à l'endroit où la milice les avait laissés.

Beaucoup essayaient d'échapper à leur sort en se rendant aux abords des gares et des voies ferrées. Ceux qui avaient à vendre des choses d'une certaine valeur espéraient trouver des acheteurs parmi les voyageurs. D'autres, les mains vides, se contentaient de mendier un morceau de pain, un peu de nourriture. Certains, plus audacieux, venaient dans l'intention de partir pour des villes plus lointaines, généralement en Russie, où il n'y avait pas de famine. Mais ce genre d'entreprise était très difficile et risqué. On ne vendait de billets de train qu'aux porteurs d'une autorisation écrite de la ferme collective, précisant la destination. Les hommes de la *Guépéou* et les miliciens contrôlaient sans relâche les papiers des voyageurs. Même ceux qui rentraient de Russie en Ukraine, munis de titres de voyage réguliers, étaient fouillés. Toute denrée, de quelque nature qu'elle fût, trouvée dans leurs bagages, était confisquée.

Notre village était en pleine faillite économique. La pauvreté régnait. Nous n'avions, il est vrai, jamais été riches, mais nous avons toujours été indépendants, économiquement parlant, et n'avions pas eu faim depuis très longtemps. Frappés par la famine, nous affrontions ce printemps de 1932 avec une forte appréhension : il n'y avait aucun espoir que nous soyons secourus de l'extérieur. Les

morts causées par la famine devinrent quotidiennes. Il y avait toujours un enterrement au cimetière. On voyait d'étranges cortèges funèbres : des enfants tirant un chariot contenant les corps de leurs parents, ou des parents transportant les corps de leurs enfants. Ils n'avaient pas de cercueils ; et pas de pope pour célébrer les cérémonies funéraires. Les cadavres étaient simplement déposés dans une grande fosse commune, les uns par dessus les autres. Les tombes individuelles n'étaient pas autorisées, même si quelqu'un avait encore la force d'en creuser une. Cet étrange arrêté était dû au camarade millième. Il avait dit : « Une fosse commune, c'est très bien », laissant entendre que l'homme soviétique qui vit et travaille collectivement peut être enterré dans une tombe collective.

Repensant aujourd'hui à ces événements, j'ai l'impression d'avoir vécu un mauvais rêve. Tous ces épisodes, dont j'ai été le témoin et que j'ai vécus, me paraissent irréels en raison de leur cruauté et de leur horreur indicibles. Il est trop difficile de les associer à la vie dans une société normale.

Je n'oublierai jamais les cérémonies du 1^{er} mai 1932 dans notre village. Le 1^{er} mai est une fête importante pour les communistes, et l'administration n'allait pas manquer de la célébrer. La campagne des semailles du printemps devait être inaugurée officiellement ce jour-là, bien que les semailles et les plantations de printemps aient commencé depuis le début d'avril.

Notre ferme collective était spécialisée dans la production de pommes de terre, de tomates, de choux, d'oignons et autres légumes exigeant des soins attentifs et beaucoup de main-d'œuvre. La veille du 1^{er} mai, pour attirer l'attention sur l'inauguration de la campagne de printemps, l'administration annonça qu'un repas chaud serait servi dans une cuisine en plein air, sur la place du village, à ceux qui participeraient à la cérémonie du matin. Après la cérémonie

et le repas, les fermiers devaient se rendre directement aux champs.

Je pris le chemin de la place avec les élèves de mon école. Selon l'usage, les écoliers étaient les principaux animateurs de ce genre de cérémonie. Nous devions chanter, réciter des poèmes, nous livrer à des jeux et montrer à tout le monde à quel point nous étions heureux. Notre professeur devait, chaque fois, faire de grands efforts pour nous expliquer comment avoir l'air heureux, et il nous était particulièrement difficile, cette année, de jouer ce rôle. Beaucoup de nos camarades étaient morts de faim, et la famine en avait frappé d'autres qui étaient malades et ne pouvaient donc participer à la cérémonie. Mais personne ne pouvait ignorer les fêtes communistes. Il nous fallait rire et chanter, que nous le voulions ou pas.

Nous devions, en nous dirigeant vers la place, entonner des chansons apprises pour l'occasion. Nous portions un immense drapeau rouge et des bannières sur lesquelles figuraient les slogans communistes habituels, comme « Vive le Parti communiste ! », « Vive le régime soviétique ! » et « Nous remercions le Parti communiste pour notre vie heureuse et prospère ! »

En arrivant sur la place, je vis d'abord des chaudrons suspendus au-dessus de feux, jalousement gardés par un cordon de miliciens armés de fusils de chasse. Les administrateurs du village se tenaient près des chaudrons que surveillaient plusieurs femmes. L'énorme foule des participants affamés était maintenue à distance par une rangée de tracteurs.

Il m'est impossible d'oublier ce spectacle : des centaines de personnes décharnées, le regard rivé sur les chaudrons d'où montait la vapeur de la nourriture chaude. Certaines se tenaient debout sans aide ; d'autres étaient si faibles qu'elles étaient soutenues par des parents ou des amis. Beaucoup ne pouvaient que rester par terre. Les gens étaient étrangement calmes et disciplinés, mais tendus.

Quand le millièmè monta sur un tracteur pour inaugurer la cérémonie par l'une de ses harangues habituelles, les yeux fixés sur les chaudrons fumants se tournèrent vers lui. Il commença par souhaiter à tous une bonne fête. Puis il nous rappela qu'en célébrant le 1^{er} mai, nous devons (et il mit l'accent sur « devons ») manifester notre solidarité avec tous les prolétaires, sans plus de précision. A la fin de son long discours, il annonça qu'avec la célébration du 1^{er} mai, la ferme collective entamait sa campagne des semailles de printemps. La meilleure façon de célébrer ces deux événements patriotiques, déclara-t-il sur le ton de l'avertissement, était de participer à la compétition socialiste visant à la réalisation rapide des normes de travail.

Son auditoire affamé commençait à s'impatienter. Les centaines d'yeux ne s'intéressaient plus à lui depuis longtemps et fixaient à nouveau les chaudrons. La foule ne pouvait plus attendre. Très lentement, mais sûrement, elle se mit à avancer, à s'approcher des chaudrons.

« Et maintenant — le millièmè touchait à la fin de son discours et hurlait devant son auditoire affamé — maintenant, grâce à notre cher Parti communiste, nous pouvons célébrer ces deux événements avec notre traditionnelle bouillie de sarrasin ! »

La foule n'attendit pas qu'il termine. Hommes, femmes, enfants, tous ceux qui le pouvaient se précipitèrent vers les chaudrons en criant, hurlant, jurant. Des centaines de pieds foulèrent les plus faibles, ou ceux qui, par terre, tentaient de ramper vers les chaudrons.

Personne n'arriva au but. Au moment où la foule menaçante semblait prête à envahir la zone où se trouvaient les chaudrons, un coup de feu retentit, suivi d'un deuxième... Mais ceci n'arrêta pas la nuée. Un homme désespéré monta sur un des tracteurs et commença à crier quelque chose. Un troisième coup de feu retentit. L'homme chancela une seconde et tomba. Ce troisième signal d'alarme, fatal, fit son effet. Le tumulte se calma.

Le camarade millième, qui était resté sur le tracteur, muet et impuissant pendant que régnait le vacarme, reprit contenance. Regardant la foule avec mépris, du haut de son perchoir, il s'écria, en colère : « Cessez de vous comporter comme des animaux sauvages !... Il vous faudra attendre votre tour en faisant la queue, poursuivit-il. Ceux qui sont capables de travailler dans les champs seront les premiers servis. »

Sur ce, il descendit du tracteur et prit place à côté des chaudrons pour surveiller la distribution.

L'ordre revint lentement. Les affamés furent alignés comme il convenait. Certains étaient debout, d'autres couchés, en rang : tous tenaient à la main des récipients : bols, casseroles et boîtes. Le millième inclina la tête avec bienveillance signalant ainsi que le repas du 1^{er} mai pouvait commencer. Chacun eut droit à deux grandes cuillerées de bouillie de sarrasin. Personne ne fut oublié ou négligé.

Une fois le repas terminé, le millième monta de nouveau sur le tracteur pour faire une importante déclaration. Il annonça que, désormais, les membres de la ferme collective qui travaillaient aux champs auraient droit à une livre de pain et deux repas chauds tous les jours. Puis il donna ordre à ceux qui le pouvaient de se rendre immédiatement au travail.

Ceux-ci n'étaient pas nombreux. La bouillie de sarrasin ne pouvait pas faire de miracle. Beaucoup étaient trop faibles pour marcher longtemps, ou même pour se lever. Ils restèrent assis ou couchés sur la place, léchant les restes de bouillie que contenaient leurs récipients.

Nous, élèves et professeurs, nous reçûmes nos rations en dernier. Pendant que les autres avalaient leurs parts, nous avons dû chanter des chants patriotiques, qui remerciaient le Parti et le gouvernement soviétique de nous offrir une vie heureuse et prospère. Pendant tout ce temps, la faim nous tirait, nous torturait et nous regardions avec envie ceux qui mangeait déjà leur bouillie.

On déplaça le corps de l'homme qui avait été tué pour le laisser étendu sur la place, exposé à tous les regards. Je remarquai un peu plus tard qu'un chien affamé s'en approcha, et, après l'avoir soigneusement reniflé, commença à lécher le sang de sa blessure.

18.

La bataille pour la récolte du blé d'Ukraine en 1932 commença presque deux mois avant la moisson.

Fin mai, des étrangers firent leur apparition dans notre village et, peu à peu, nous découvrîmes leur identité. Le Parti avait mobilisé 112 000 de ses membres les plus actifs et les plus dignes de confiance pour organiser une moisson rapide et obtenir que la réquisition du blé et sa livraison à l'État soient effectuées rapidement et sans problèmes. Bientôt, ces hommes reçurent le titre de cent millièmes ou, simplement millièmes. Il y en avait neuf dans notre village, un pour chaque Cent, et un autre qui allait être le millième du village : le chef de tout le groupe. L'ancien millième, le camarade Cherepine, et son entourage furent transférés dans un autre village. En un rien de temps, ces nouveaux millièmes prirent sur le village un pouvoir tyrannique, imposant leur volonté et leurs exigences.

Notre nouveau millième s'appelait Livshitz. Nous l'appelions camarade Livshitz ou, simplement, camarade millième. Personne ne savait d'où il venait, mais ce devait être d'une grande ville. Ses manières étaient courtoises, et bien qu'il parlât mal l'ukrainien, il tentait de s'exprimer poliment et dans un langage châtié. Ses cheveux foncés ne

grisonnaient pas, bien qu'il eût probablement dépassé la cinquantaine, et il était de taille moyenne. Nous le pensions marié, car il portait un anneau d'or au doigt, mais nous ignorions tout de sa femme ou de sa famille. C'était le type même du citadin ; il n'y avait rien de particulier dans son aspect. Cependant son regard et la façon dont il nous parlait trahissaient la haine qu'il éprouvait pour nous — nous, les personnes sur lesquelles il allait régner.

Le camarade Livshitz et ses collègues assumèrent sans tarder leurs pouvoirs. Le lendemain, nous apprîmes qu'avait été rétabli le système administratif mis en œuvre par notre premier millième, le camarade Zeitlin, en 1930. Nous fûmes à nouveau pris dans les mailles des Cents, des Dix et des Cinq. A nouveau, nous subîmes, jusqu'à l'écoeurement, des réunions interminables et des discours de propagande. Une fois de plus, nous fûmes contraints de participer à la « compétition socialiste » à laquelle se livraient ces unités administratives. Nous dûmes recommencer à « tracer le chemin », cette fois pour n'avoir pas livré des « réserves cachées » de nourriture et ainsi de suite.

Le nouveau millième ajouta aux informateurs réguliers de la *Guépéou* un réseau d'espions qui était à la fois simple et extrêmement efficace. C'était les *silkors*, ou correspondants de village, ainsi organisés : des villageois, généralement membres des jeunesses communistes, et des écoliers étaient désignés par l'organisation du Parti ou par le millième en personne, comme journalistes. Leur contribution à la presse consistait, en principe, à donner des informations sur ce qui se passait dans le village. Mais, en réalité, ces *silkors* avaient ordre de débusquer les traîtres et les saboteurs, et, en particulier, de dénoncer les paysans qui cachaient des denrées alimentaires au lieu de les donner à l'État, et ceux qui, d'une façon ou d'une autre, manifestaient de l'hostilité envers le Parti et le gouvernement. En d'autres termes, on leur apprenait à espionner leurs

covillageois, puis à rendre compte de leurs découvertes et de leurs observations au journal local. Ce que ces *silkors* ne savaient pas, c'est que leurs comptes rendus étaient transmis aux organes gouvernementaux concernés, généralement la *Guépéou* et la milice. Quand un compte rendu faisait état d'informations semblant dignes d'intérêt, un agent de la *Guépéou* ou un milicien était dépêché au village pour approfondir l'enquête.

Ainsi le décor était-il prêt pour un nouveau drame qui allait être joué par de nouveaux acteurs sous la direction du nouveau millième. Ce drame eut pour prélude un incident qui se déroula dans notre quartier : l'expulsion de Stepan Chevchenko de sa maison.

Stepan était un fermier pauvre. Sa famille était composée de sa femme et de deux enfants : un garçon de neuf ans et une fille de sept, tous en bonne santé et semblant contents de leur sort. Bien qu'il fût pauvre, comme nous tous, Chevchenko se distinguait en ceci qu'il avait refusé catégoriquement de rejoindre la ferme collective ; et, ce qui nous semblait le plus stupéfiant, il s'arrangea pour survivre, en apparence du moins, jusqu'en juin 1932.

Il paya la totalité de ses impôts, en espèce et en nature, pour l'année 1932, et crut apparemment que le gouvernement le laisserait en paix, pendant un certain temps au moins. Il était trop optimiste.

Il reçut un jour un ordre de réquisition lui demandant de livrer 500 kilos de blé à l'État. Ce qu'il fit. Mais, à peine eut-il exécuté cet ordre, il en reçut un autre exigeant, cette fois, une quantité double. Il s'en savait incapable puisqu'il n'en avait plus. Ses explications ne servirent à rien. Les officiels insistèrent, le menacèrent de l'envoyer en Sibérie. Conscient qu'ils parlaient sérieusement, il vendit tout ce qui valait quelque chose parmi ce qu'il possédait, y compris sa vache. Ayant acheté de quoi satisfaire la commande qui lui avait été faite, il pensa naïvement que ses ennuis étaient terminés. Mais son destin avait été scellé lorsqu'il avait

refusé de rejoindre la ferme collective. Ces commandes de blé n'étaient que des prétextes pour le ruiner. Effectivement, il reçut bientôt un troisième ordre, qui était inexorable : 2 000 kilos de blé, et tout de suite ! Cette fois, il ne put obtempérer. Il n'avait plus rien à vendre. Sa famille et lui étaient déjà dans le dénuement.

Un jour fatidique, il reçut la visite des membres de la commission pour l'approvisionnement en pain. Ils fouillèrent les lieux à la recherche de blé caché, mais ne trouvèrent rien. Néanmoins, Chevchenko fut qualifié de *kourkoul*, et ordre lui fut donné de quitter immédiatement sa maison avec sa famille. Tous les biens appartenant aux Chevchenko furent déclarés « biens socialistes ». En entendant ce verdict, Chevchenko et sa famille se battirent avec acharnement. Leurs pleurs et leurs hurlements, ainsi que les cris des officiels, attirèrent notre attention. Mon frère et moi courûmes voir ce qui se passait.

Chevchenko lutta au corps à corps avec des membres de la commission, clamant qu'il ne quitterait pas la maison qu'il avait construite de ses propres mains et à la sueur de son front. Il les suppliait de le laisser tranquille, car il était pauvre et n'avait plus de grains. Sa femme, accrochée au montant de la porte, résistait à toutes les tentatives pour l'en arracher. Leurs enfants, effrayés et impuissants, assistaient à la scène en pleurant. Le camarade millième ne prit pas part à cet affrontement ; il fumait, en regardant ses hommes exécuter ses ordres.

Chevchenko maîtrisé, on lui attachait les mains derrière le dos puis on le conduisit vers une voiture qui attendait. Il fallut porter sa femme, qui se débattait toujours, la prendre par les mains et les pieds pour la jeter dans la voiture. Il ne restait aux enfants qu'à suivre leurs parents. L'un des membres de la commission conduisit la charrette, tirée par un seul cheval, avec son chargement pathétique, jusqu'au centre du village. Un peu plus tard, les autres membres de la commission sortirent de la maison. Le camarade millième

en ferma la porte avec un cadenas ; puis ils partirent comme si de rien n'était.

Nous apprîmes plus tard que la maison de Chevchenko devait abriter le quartier général du premier Cent, l'ancien quartier général ayant été incendié au cours de l'émeute. Chevchenko avait été l'innocent bouc émissaire payant pour ce délit, parce que l'on avait besoin de sa maison, construite au prix de tant d'efforts, pour remplacer le bâtiment détruit. La famille Chevchenko fut menée, avec d'autres personnes expulsées, jusqu'à la gare et envoyée vers une destination inconnue, sans laisser de traces.

Un villageois, qui avait gardé le sens de l'humour, baptisa les nouveaux représentants du Parti du surnom de « croques-morts ». Ce mot eut du succès et bientôt les millièmes furent pour nous les « camarades croques-morts ». Bien entendu, personne n'aurait osé employer ce surnom ouvertement. On n'aurait pu pourtant en trouver de meilleur car, depuis leur arrivée, notre village regorgeait de victimes de la famine ; certaines mortes ; d'autres sur le point d'en mourir. Le spectre de la mort frappait quiconque pénétrait dans le village. Le millième et nombre d'autres représentants du Parti et du gouvernement n'en continuaient pas moins de fouiller sans répit les maisons à la recherche de grain, tout en voyant de leurs propres yeux les victimes de la famine. Dans la plupart des cas, en guise de blé, ils trouvaient les cadavres des fermiers morts de faim. Même après ces découvertes macabres, ils ne cessèrent pas leurs investigations. Leur mission nous rendait perplexes. La collectivisation, étant achevée, n'était plus à l'ordre du jour. Que cherchaient-ils donc dans notre village ? Le gouvernement avait-il besoin d'avoir la preuve que nous étions tous morts ? Aussi étrange que cela puisse paraître, cette hypothèse semble être la plus fondée.

Un dimanche de juin, nous fûmes convoqués à une réunion du Cent, qui devait se tenir dans la maison de Chevchenko. Quand nous arrivâmes, ma mère et moi,

celle-ci était commencée. Je remarquai, en entrant, que l'intérieur de la maison avait été entièrement réaménagé : les cloisons intérieures avaient été abattues. L'espace avait été transformé en une grande salle de réunion, avec une estrade et une tribune. Le millième du village, le camarade Livshitz, était en train de prononcer un discours. Des portraits des dirigeants du Parti étaient accrochés aux murs, et, sur une longue bannière suspendue au plafond, on pouvait lire ce slogan : « La lutte pour le pain est une lutte pour le socialisme ! » Sur le mur de droite, un autre slogan disait « Mort aux *kourkouls* ! »

Je regardai l'auditoire. Il était clairsemé ; la salle n'était qu'à moitié pleine. Il y avait une trentaine de personnes, offrant toutes un aspect pathétique : certaines étaient décharnées, et ressemblaient à des squelettes ambulants ; d'autres, au contraire, étaient gonflées par la faim. Toutes étaient silencieuses, déprimées et apathiques.

Le millième parlait de la résolution conjointe du Conseil des commissaires du peuple et du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique sur les quotas de livraison de blé pour la récolte de 1932. L'essentiel de son discours était consacré à la victoire du système agricole collectif sur le système individuel. Il affirmait que, grâce à cette victoire et à l'élimination des *kourkouls* dans les villages, l'URSS avait réussi à développer considérablement la culture du blé, à augmenter substantiellement la superficie des terres cultivées, et à obtenir un important rendement. Les livraisons à l'État avaient atteint, en 1931, un montant deux fois et demi supérieur à celui de 1928, année où prédominait l'agriculture individuelle. Il répéta que l'Union soviétique avait vaincu la crise de la culture du blé uniquement grâce à la politique du parti de Lénine. Puis il annonça qu'en 1932 l'Ukraine en général, et donc notre village, devait livrer le même quota de blé que l'année précédente.

Après avoir fini de lire et d'interpréter la résolution, le

camarade millième poursuivit par l'éloge des fermes collectives. Il essaya de son mieux de prouver que, grâce à l'agriculture collective, l'URSS rattraperait et dépasserait bientôt les États-Unis et l'Europe en matière de culture du blé. Il avança que les augmentations de livraison de blé en 1930 et 1931 en étaient une preuve suffisante. Il demanda, pour conclure, que les quotas pour 1932 soient impérativement remplis. Le blé devrait être livré aussitôt après la moisson et non en janvier 1933, comme le stipulait la résolution. Ce faisant, nous donnerions, nous villageois, la preuve de notre loyauté vis-à-vis de la cause communiste. Sur ce, la réunion fut levée. Il n'y eut ni questions, ni discussion. Il était évident que le camarade millième et ses laquais avaient hâte d'en finir, soucieux d'éviter d'entendre parler de la famine qui nous frappait.

Le laïus du millième n'avait guère de sens. Ses estimations chiffrées des livraisons de blé, que ce soit pour toute l'Ukraine ou pour notre village en particulier, ne signifiaient rien à nos yeux et ne comptaient pas. Nous savions trop bien que nos coffres à blé étaient vides. Nous savions aussi qu'il était faux d'attribuer l'augmentation des livraisons de 1931, par rapport à celles de 1928, à la supériorité des fermes collectives. Notre expérience nous disait assez que cette augmentation était due à d'autres facteurs. Pour que les livraisons de blé augmentent en 1930 et 1931, tous les stocks, toutes les réserves, et jusqu'aux grains destinés aux semailles, tout avait été confisqué aux fermiers, sans qu'aucun compte de leurs besoins fut tenu.

Ce fut un coup dur d'entendre le camarade millième annoncer que nous devons livrer, en 1932, le même quota de blé qu'en 1931. Nous ne pouvions pas satisfaire à cette exigence. Le quota de blé de 1932 ne se fondait pas sur la quantité réelle de blé semé, cultivé et moissonné, mais sur un plan gouvernemental dénué de tout réalisme.

Les fermiers étaient mal habitués au travail dans des fermes collectives, ou n'y prenaient pas d'intérêt. Il y avait

pénurie de main-d'œuvre et d'animaux de trait. Nombre de villageois, affaiblis par la famine, étaient trop faibles pour travailler ; d'autres avaient quitté le village pour chercher à se nourrir ailleurs. En conséquence, une grande superficie des terres collectives était improductives. Une énorme partie — sinon la moitié — de la récolte était perdue pendant la moisson ; ç'avait été le cas en 1931 et on s'attendait à des pertes encore plus importantes pour 1932. D'autre part, les fermiers n'avaient plus de réserves de grain pour les semailles en ce printemps 1932. Leurs coffres à maïs étaient vides ou avaient été utilisés comme bois de chauffage. C'est pourquoi les exigences de Moscou étaient impossibles à satisfaire et, qui plus est, risquaient de provoquer une catastrophe.

Alors que le camarade millième et sa cohorte poursuivaient leur campagne pour la livraison du blé, la vie des villageois empira. Les plus à plaindre étaient ceux qui n'avaient pas pu planter de légumes dans leur potager, et ceux qui ne pouvaient pas travailler à la ferme collective. Nous l'avons vu, les fermiers qui y travaillaient avaient droit tous les jours à une livre de pain, ou à une ou deux livres de farine. On leur servait en outre, deux fois par jour, un repas chaud consistant généralement en une soupe enrichie de farine. C'était à peine suffisant pour des personnes actives, mais c'était mieux que rien. Mais ces villageois devaient aussi nourrir et entretenir les personnes qu'ils avaient à charge et pour lesquelles ils ne recevaient pas de ration supplémentaire. Les enfants, les vieillards et les malades s'alimentaient sur ce qu'ils leur apportaient clandestinement de la ferme.

Confrontés à la famine, les villageois mirent tout en œuvre pour se sauver et sauver leurs familles. Certains mangèrent des chiens et des chats. D'autres chassèrent des oiseaux : des corbeaux, des pies, des moineaux, des cigognes et même des rossignols. On voyait des villageois fouiller les buissons bordant le fleuve à la recherche de nids d'oiseaux,

LES AFFAMÉS

ou tenter de trouver dans l'eau des crabes et autres petits crustacés. On faisait même bouillir leurs coquilles et carapaces et on en avalait le bouillon. Une masse de villageois faméliques passaient les bois au peigne fin dans l'espoir de tomber sur des racines, des champignons ou des baies. Certains essayaient d'attraper des petits animaux de forêt.

Talonnés par la faim, les gens dévoraient n'importe quoi, même de la nourriture pourrie : des pommes de terre, des betteraves et autres racines que les porcs eux-mêmes refusaient généralement. Des mauvaises herbes, des feuilles et des écorces d'arbres, des insectes, des grenouilles, des escargots. Ils ne répugnaient pas à manger la chair de chevaux et de bétail morts. Cette viande était souvent plus que faisandée et ceux qui en prenaient mouraient empoisonnés.

19.

Nous ne pouvions pas ne pas avoir le sentiment d'être des marionnettes engagées dans un jeu mortel. Chacune de nos initiatives pour échapper à la mort se heurtait à une contre-attaque des officiels ; chacune des mesures que nous prenions pour l'éviter suscitait des contre-mesures. Les représailles et l'opposition des officiels les conduisaient souvent à des actes qui auraient été ridicules sans le sadisme incroyable qui les inspirait.

Je me souviens très bien, par exemple, de la campagne pour la livraison de peaux de chiens et de chats à l'État. Des rossignols qui chantaient dans les vergers en fleurs annonçaient déjà le printemps. Mais ce changement de saison ne suscita pas, comme chaque année, notre joie, car la famine avait atteint son point culminant. Les chiens et les chats étaient devenus une denrée très convoitée. Un jour de ce printemps, nous entendîmes des coups de feu à une certaine distance. Le bruit venait de l'est et, à mesure que les coups de feu se rapprochaient, ils étaient accompagnés par des aboiements, des gémissements et des glapissements de chiens. Simultanément, des hommes criaient et riaient, ce qui paraissait très étrange dans la mesure où les gens du village étaient, à l'époque, plongés dans l'abattement et le

silence. Soudain, des coups de feu éclatèrent dans notre cour, derrière la grange, suivis des glapissements et des gémissements d'un chien. Nous reconnûmes immédiatement notre chienne, Latka. Je me précipitai et, en arrivant à l'endroit d'où étaient partis les coups de feu, je vis notre Latka par terre, baignant dans une mare de sang, morte. Trois hommes armés de fusils se tenaient debout, à côté d'elle, bavardant et riant. J'éclatai en sanglots et tentai de caresser ma chienne. Mes lamentations n'impressionnèrent en rien les tueurs. L'un d'eux me poussa, prit Latka par la queue et la traîna jusqu'à la route où stationnait une charrette attelée à un cheval, déjà pleine de corps de chiens et de chats. Les trois hommes y montèrent et s'en allèrent. Un moment plus tard, nous entendîmes au loin le bruit d'autres coups de feu et des hurlements d'animaux à l'agonie.

Nous eûmes bientôt l'explication de ce massacre d'animaux apparemment insensé. Notre village avait reçu l'ordre de livrer à l'État un certain quota de peaux de chiens et de chats, ordre destiné aux chasseurs, bien qu'il n'y eut plus aucun fusil de chasse chez nous depuis que les armes avaient été confisquées. Comment, dans ces conditions, livrer les peaux qu'on exigeait de nous ? Le problème fut résolu d'une manière inattendue par les millièmes ! Ils décidèrent de se livrer à notre place à la chasse aux chiens et aux chats, bien que personne ne le leur ait demandé. Ils débarquèrent tous les neuf, avec leurs propres fusils en plus des revolvers qu'ils portaient toujours sur eux. Ils entreprirent cette chasse sans nous demander notre avis, sans même nous tenir informés de leurs intentions. Partant de l'extrémité est du village et se déplaçant vers l'ouest, ils tuèrent, systématiquement et sans discrimination, tous les chiens et les chats qu'ils croisaient.

Les cadavres de ces pauvres bêtes étaient jetés dans la cour principale de la ferme collective. Mais il était plus difficile de les dépiauter que de les tuer et cela demandait

du temps car il n'y avait pas de peaussiers qualifiés. Les tas de cadavres étaient gardés par deux hommes nommés par le camarade millième en personne. Le bruit courut qu'il craignait que les villageois affamés les volent l'un après l'autre. Une semaine passa sans que les cadavres aient été dépouillés. Ils commencèrent à pourrir et à empuantir. Nous apprîmes finalement que le camarade millième avait ordonné et surveillé la distribution des cadavres à ceux qui les voulaient ! Ils furent distribués en quelques heures. La faim, comme le dit le proverbe, est le meilleur des assaisonnements. La question de savoir ce que signifiaient cette campagne et ses conséquences pour ceux qui y avaient été impliqués demeurait entière. Le gouvernement avait-il réellement besoin de peaux de chiens et de chats ? C'était possible. Pourtant les officiels n'avaient pas semblé pressés de dépiauter ces bêtes. Cette campagne ne faisait-elle pas partie du plan général qui consistait à affamer les fermiers pour les assujettir complètement au gouvernement ? Le fait que les millièmes aient débarqué dans notre village armés de fusils de chasse indiquait que cette campagne pour l'extermination des chiens et des chats avait été planifiée et préparée d'avance. Cette extermination visait-elle à priver les fermiers frappés par la famine d'un ultime moyen de se procurer de la nourriture ?

Un jour, au début de 1932, une nouvelle alarmante se répandit : « Ils tuent les rossignols ! » Le rossignol est, en Ukraine, un symbole national. Il évoque l'image d'un village ukrainien avec ses vergers, ses champs et ses maisons blanchies à la chaux. Chaque famille revendique la propriété d'une ou deux familles de rossignols de son verger. Nous écoutions le chant des rossignols comme les citoyens écoutent des concerts. Personne, pas même les méchants gamins qui chassaient d'autres oiseaux, ne touchait aux rossignols. Une légende, transmise de génération en génération, affirmait que la mort d'un rossignol était signe de catastrophe pour la maison ou la

propriété où il était mort ou (si l'on pouvait concevoir un tel crime) avait été tué.

Mais la faim est impitoyable et rend ceux qu'elle tenaille impitoyables envers toutes les créatures, y compris les rossignols. Oublieux de la légende, de pauvres diables affamés se mirent à les chasser, comme d'autres oiseaux. Leurs nids étaient dépouillés de leurs œufs et de leurs couvées.

Les rossignols devinrent également, comme les chiens et les chats, la proie des millièmes, même s'ils ne faisaient pas, eux, l'objet d'une campagne officielle.

Désormais, au crépuscule ou à l'aube, nous entendions des décharges de fusils de chasse en guise du chant des rossignols. Les millièmes se montraient aussi systématiques et méticuleux dans cette chasse qu'ils l'avaient été dans l'extermination de nos chiens et de nos chats.

Cette fois, ils commencèrent dans le centre du village. Nous apprîmes qu'ils étaient divisés en deux groupes : l'un se dirigeant vers l'ouest, et l'autre vers l'est. Ils furent chez nous en quelques jours et j'eus ainsi l'occasion de les voir en action. Ils approchaient sans bruit, à pas furtifs, d'un arbre où chantait un rossignol, et attendaient le moment propice. Puis l'un d'eux visait et tirait. Ils ne rataient généralement pas leur cible ; c'étaient des tireurs d'élite. L'heureux chasseur était, chaque fois, félicité par ses compagnons.

Nous assistions, outrés et impuissants, à cette chasse au rossignol. Si nous pouvions excuser un villageois, rendu à moitié fou par la faim, de s'attaquer, dans son désespoir, à ces oiseaux bien-aimés, nous ne pouvions trouver aucune justification pour ceux qui les tuaient avec tant de cruauté, d'insouciance et d'une manière si parfaitement organisée, comme s'ils pratiquaient un sport ou faisaient des exercices de tir. Certains, cherchant une explication au dernier exploit des millièmes, pensèrent qu'il s'agissait peut-être d'une vengeance des citadins contre nous, les villageois.

Mais pourquoi une vengeance ? Nous n'avions rien à nous reprocher envers eux ou envers le gouvernement qu'ils représentaient. En dépit de tous nos efforts, nous ne pouvions comprendre ce qui se passait.

Un point était clair : les rossignols avaient été implacablement réduits au silence, et il fallut un bon bout de temps pour que ces oiseaux refassent leur apparition dans notre village, ce dont nous nous réjouîmes beaucoup — en silence.

20.

Avec la première quinzaine de juin, nous connûmes un certain répit et les morts dues à la famine se raréfièrent. Les premiers fruits et les premières baies commençaient à mûrir, et bien des légumes que nous avions cultivés étaient prêts à être consommés. Ceux qui n'avaient ni vergers ni potagers volaient tout ce qu'ils pouvaient dès que ça leur était possible. La nuit, ils envahissaient les jardins comme une nuée de sauterelles, et chapardaient tout ce qui leur tombait sous la main : des oignons verts, des pommes de terre nouvelles, des légumes pas encore mûrs, comme les carottes, les betteraves et le persil, des fraises et des fruits. Ils dévastèrent complètement nombre de jardins.

Les vols, les cambriolages et les actes de brigandage, qui étaient chose rare dans notre région, devinrent courants. Le meurtre ou le suicide cessèrent d'être des événements sensationnels. La réorganisation complète de la vie communautaire et la dissolution des relations humaines avaient engendré l'anarchie. Le gouvernement local, qui était censé faire respecter la loi et l'ordre, devint, entre les mains de quelques communistes, un instrument d'oppression, et ne pouvait pas, ou ne voulait pas, nous assurer la

protection à laquelle, en tant que citoyens, nous avons droit.

Nous apprîmes, par exemple, que deux frères, Fedir et Vasil — de bons amis à moi — avaient été battus à mort et jetés dans un puits abandonné. Le bruit courut qu'ils avaient été tués par un voisin à qui ils auraient volé chez lui un plat déjà préparé. Un autre garçon fut aussi battu à mort pour avoir volé des fraises dans un verger. La même chose arriva à une jeune femme qui avait dérobé des légumes. Tous ces cas, et d'autres du même genre, ne firent l'objet d'aucune enquête ; il n'y eut jamais de procès et les coupables ne furent jamais sanctionnés.

Les fermiers affamés n'épargnaient pas davantage la récolte du *kolhosp*. Dès la tombée de la nuit, des villageois tenaillés par la faim se répandaient dans les champs de légumes du *kolhosp*. Ils arrachaient tout ce qu'ils trouvaient dans l'obscurité. Ils déterraient des pommes de terre, de jeunes têtes de choux. C'était le moment où les épis de blé commençaient à gonfler. Ils servirent largement à assouvir la faim des villageois qui, affluant dans les champs, les coupaient et les mangeaient parfois sur place. On les emportait aussi chez soi, où on les faisait sécher ; les grains, encore verts, étaient utilisés pour faire des bouillies ou du gruau. Les paysans travaillant au *kolhosp* tentaient de prendre des légumes ou quelques épis de blé pour nourrir leurs enfants et ceux des leurs qui ne travaillaient pas. Mais cela ne dura pas longtemps. Le camarade millième mit fin à ces pratiques : il forma une brigade de « surveillants communistes » qu'il chargea de garder les champs du *kolhosp*. Ces surveillants avaient été recrutés parmi les activistes communistes, au sein du *Komsomol*, et aussi parmi les écoliers. Des années plus tard, je tombai sur des statistiques fournies par Pavel Postichev, à cette époque gouverneur de l'Ukraine — nommé par Moscou — : 540 000 enfants ont été engagés, dans 25 régions d'Ukraine, pour

protéger les récoltes et ramasser le blé tombé, et 10 000 autres pour lutter contre les pillleurs.

Les surveillants gardaient le *kolhosp* jour et nuit. Les travailleurs étaient surveillés de près dans les champs et fouillés à la fin de chaque journée. Cette fouille avait été ordonnée ouvertement par le millièmè qui craignait, que les fermiers collectivisés ne parviennent à cacher des légumes ou des épis de blé sous leurs vêtements, en dépit de la surveillance zélée dont ils faisaient l'objet.

En outre, pour protéger la récolte contre les fermiers affamés, on édifia des tours de guet à l'intérieur et autour des champs de blé, de pommes de terre et de légumes ; le genre de tours que l'on voit dans les prisons et dans lesquelles étaient postés des gardes armés de fusils de chasse. Nombre de fermiers à la recherche de nourriture dans les champs ou à proximité furent victimes de gardes jeunes et à la gachette facile. Quand une personne était saisie vivante dans ces parages, elle subissait un châtiment sévère. Les inculpés de vols de « biens socialistes », si minimes fussent-ils, étaient expulsés de chez eux et exilés dans un camp de travail au nord de la Russie.

Une loi très cruelle fut promulguée le 7 août 1932. Elle stipulait que tous les biens du *kolhosp* et des coopératives, comme les récoltes dans les champs, les excédents et les stocks de la communauté, le bétail, les entrepôts et ainsi de suite, seraient désormais considérés comme appartenant à l'État. La protection de ces biens contre le vol devait être assurée par tous les moyens possibles. Le voleur serait passé par les armes et tous ses biens confisqués. Ou il serait condamné à dix ans de camp, et ses biens seraient saisis. Il n'y aurait aucune amnistie pour ces criminels accusés de vol aux dépens du *kolhosp*.

Cette loi visait les fermiers affamés. On ne peut l'interpréter autrement. Seuls ces pauvres diables étaient poussés par la faim à voler des biens communautaires, désormais donc des biens de l'État. Et, au lieu de leur

donner de la nourriture, même en très petites rations, l'État les poussait à voler ce « fruit défendu » et à devenir ainsi des criminels. Le vol, insignifiant, d'une pomme de terre ou de quelques épis de blé dans les champs communautaires n'était pas le seul délit considéré comme une grave offense envers l'État. Glaner dans des champs déjà moissonnés, pêcher dans les rivières ou ramasser des branches sèches dans la forêt pour faire du feu étaient des actes considérés comme des crimes graves. Après la promulgation de cette loi, tout devint propriété socialiste, appartenait à l'État, et relevait de sa juridiction.

21.

La moisson tant attendue de 1932 arriva enfin. Elle fut inaugurée à grand bruit par des discours politiques interminables.

Vers la mi-juillet, nous vîmes arriver une moissonneuse-batteuse et deux moissonneuses, et, le lendemain, une petite unité militaire à bord de deux camions. Les camions furent garés près des moissonneuses, et les militaires logés dans l'école. Nous apprîmes bientôt qu'il était interdit à ces derniers de quitter ces locaux ou de frayer avec nous. Des sentinelles y veillaient jour et nuit. Jamais pendant leur séjour dans le village — qui dura dans les deux mois — nous ne les vîmes dans les rues ou parler à des villageois.

Ils furent suivis par deux groupes, un d'étudiants et un autre d'ouvriers. Les étudiants venaient de l'école d'instituteurs, la seule institution d'études supérieures du chef-lieu du district. Les ouvriers, d'une usine sous les auspices de laquelle avait été constitué notre *kolhosp*. Ces groupes, hébergés dans les locaux de l'ancienne école paroissiale, furent, eux aussi, complètement isolés de nous.

Il fut annoncé que l'inauguration officielle de la campagne de la moisson aurait lieu le dimanche suivant (on travaillait le dimanche, à cette époque).

Tous les membres du *kolhosp* devaient se rendre, tôt le matin, sur la place du village. Nous avons également entendu dire que serait distribué un repas chaud. C'était juste ce qu'il fallait. Quand nous arrivâmes, la place débordait déjà de monde, bien qu'il fût à peine jour et que le soleil fût à peine levé. Le travail des membres du *kolhosp* était réglé sur le soleil, du lever jusqu'au coucher, et non sur un rythme horaire.

Comme le 1^{er} mai, des chaudrons étaient suspendus au-dessus d'un feu au centre de la place. Quelques millièmes se tenaient autour, un fusil de chasse en bandoulière. Les militaires, dans leurs deux camions, étaient stationnés un peu plus loin. Séparés par la moissonneuse-batteuse, mais à ses côtés, se tenaient les étudiants et les ouvriers. Tous ces officiels avaient un air solennel et essayaient d'éviter de nous regarder, nous les fermiers collectivisés affamés et en haillons.

Nous étions debout à une certaine distance des chaudrons, tranquilles, les yeux fixés sur la bouillie qui cuisait et fumait. Cette fois, il n'y avait ni malades ni mourants par terre, contrairement à la cérémonie du 1^{er} mai. Ils étaient morts. Seuls étaient présents sur la place ceux qui avaient survécu aux rigueurs de la faim qu'ils avaient domptées en ne répugnant pas à manger tout ce qui pouvait être avalé, si désagréable, mauvais et révoltant que ce pût être.

Le camarade millième monta sur la moissonneuse-batteuse et entama l'inévitable discours politique. Mais, cette fois, il fut étonnamment bref, nous rappelant cependant que seuls les fermiers collectivisés pouvaient célébrer le début de la moisson d'une manière aussi bien organisée et digne. Parlant des moissonneuses et de la moissonneuse-batteuse, il se vanta de ce que seuls les fermiers d'Union soviétique bénéficiaient de machines agricoles aussi perfectionnées. Il nous exhorta à être reconnaissants envers le régime communiste qui avait

envoyé des soldats, des étudiants et des ouvriers pour nous aider dans cette moisson. Il ne dit pas, bien entendu, pourquoi cette aide avait été nécessaire. En revanche, il annonça que les fermiers collectivisés auraient droit à deux livres de pain et deux repas chauds par jour pendant toute la durée de la moisson. Il termina sur les slogans : « Vive le Parti communiste ! » et « Vive les fermes collectives ! » puis nous invita à venir prendre nos rations de bouillie.

Cette fois, la foule bien disciplinée se mit en rang et progressa en silence. La plupart des fermiers, tête baissée, évitaient le regard de ceux qui les servaient. Ils se sentaient humiliés d'être nourris comme des mendiants en présence de ces gens venus de la ville.

Il fallut un bon bout de temps pour nourrir tout le monde. Le camarade millième s'impatienta et donna l'ordre d'aller aux champs alors que de nombreuses personnes se pressaient encore autour des chaudrons. La moissonneuse-batteuse fut mise en marche. On avait hissé dessus un drapeau rouge et fixé, des deux côtés, des bannières, couvertes de slogans exprimant l'enthousiasme des fermiers à l'idée de livrer si rapidement leurs quotas de blé à l'État. Son moteur tourna, et elle avança lentement. Elle était énorme, impressionnante. En d'autres temps et dans d'autres circonstances, voir en mouvement une telle machine, une nouveauté pour eux, auraient beaucoup intéressé les paysans. Mais, ce jour-là, ils avaient faim et étaient davantage concernés par leur bouillie. Beaucoup, après avoir léché leurs bols, espéraient une seconde ration.

Entre-temps, les camions militaires suivirent la moissonneuse-batteuse. Puis vinrent les moissonneuses et la longue file de charrettes à cheval du *kolhosp*, environ deux douzaines, remplies d'ouvriers et de fermiers. Derrière avancèrent à pied le reste des fermiers, certains finissant tout juste leur repas.

Toutes les phases de la campagne de la moisson — son inauguration, la marche vers les champs, et le début de la

moisson elle-même — avaient été manifestement planifiées et étaient appliquées avec une précision toute militaire. Aussitôt que le cortège atteignit les champs de blé, la moissonneuse-batteuse quitta la route, tourna sur la gauche et commença à couper et à battre le blé. Les militaires, sautant de leurs camions, se précipitèrent vers des positions désignées d'avance. Les camions se rangèrent de façon à recueillir le blé que déversait la machine.

De l'autre côté de la route, les moissonneuses tirées par des chevaux entrèrent en action au même moment. Les femmes assemblaient rapidement et avec adresse le blé en gerbes. Les hommes ramassaient les gerbes et les chargeaient sur leurs charrettes pour les apporter à la batteuse que les étudiants et les ouvriers faisaient fonctionner.

Au début, tout se passa comme prévu, sans accrocs, mais, ensuite, en dépit du soin apporté à cette programmation, les ennuis commencèrent.

Selon les règlements concernant les livraisons des quotas, le blé devait être directement transporté des batteuses jusqu'aux principaux points de ramassage, c'est-à-dire, dans notre cas, jusqu'à la gare. Le premier camion fut plein en un rien de temps et partit tout de suite. Le second fut bientôt rempli lui aussi, alors que le premier n'était pas revenu. Seules restaient disponibles les charrettes, même si elles n'étaient pas adaptées à ce genre de tâches. Le camarade Livshitz avait promis d'expédier une « colonne rouge » avec autant de blé que possible et aussi vite qu'il le pourrait. Il devait tenir parole. Le plan de livraison devait être réalisé en temps voulu. Il ordonna donc de remplir de blé les charrettes, sans tenir compte de la déperdition qui pourrait en découler. Les charrettes, remplies à ras bord, se rangèrent l'une derrière l'autre sur la route. Elles étaient ornées de drapeaux rouges et couvertes, des deux côtés, de placards proclamant que les fermiers de notre village donnaient volontairement ce blé

à l'État. Cette « colonne rouge » fit un détour par le village avant de gagner la gare.

Elle devait aussi mener à bien une opération de propagande : passer, en chemin, par tous les villages voisins en disant bien que les fermiers de notre village étaient heureux de livrer à l'État leur nouvelle récolte de blé.

Dans ce même temps, il avait fallu arrêter la batteuse puisqu'on manquait de charrettes pour transporter les gerbes. Voyant cela, le millième résolut rapidement le problème. S'il n'y avait plus de chevaux ni de charrettes, il ne restait qu'à leur substituer des hommes. Il força donc étudiants, ouvriers et tous les hommes présents à porter les gerbes. « Ne restez donc pas là, criait-il. Vous, et vous, allez-y et vite ! » C'est ce qu'ils firent. Dès que des gerbes étaient prêtes, ils les saisissaient et les portaient à la batteuse. On les voyait courir, sous le poids de leurs gerbes, comme des fourmis, sur plus de 800 mètres. Inutile de dire que beaucoup de grain se perdait en route.

Ainsi commença la moisson de 1932 dans notre village. Le lendemain, deux autres camions arrivèrent de la MTS et la moisson se poursuivit sans incidents notables. Priorité était donnée à la livraison à l'État et personne n'osait faire la moindre allusion aux besoins des fermiers.

Du début à la fin de la moisson, on ne leur distribua pas une livre de blé. Il n'en resta pas pour eux. On nous dit que la totalité du blé devait être transportée à la gare. Nous apprîmes aussi qu'il y avait été déposé par terre, couvert de bâches, et qu'on l'avait laissé pourrir.

22.

Vers la fin du mois d'août, la campagne pour la collecte du blé recommença avec une intensité accrue. On nous rappelait jour et nuit que nous étions encore en retard par rapport au quota de livraison. Il y eut de nouveau et tous les jours d'interminables réunions. Tout ceci nous dépassait. Il y avait plus de deux ans que nous étions membres de la ferme collective, nous n'avions donc plus de terres ; en bonne logique, nous ne pouvions donc pas posséder de blé. Depuis le début de la collectivisation, la commission pour l'approvisionnement en pain avait parcouru notre village à plusieurs reprises et réquisitionné toutes nos réserves. C'est pourquoi nos fermiers moururent lentement de famine. N'importe qui aurait pu le constater. Mais les millièmes et autres représentants du Parti et du gouvernement faisaient semblant de ne pas s'en rendre compte. Ils continuaient à fouiller nos maisons et à emporter chaque grain de blé qu'ils pouvaient y trouver.

A la même époque, fin août, le bruit courut que nous ne serions plus autorisés à faire des achats dans le magasin du village. Nous fûmes convoqués à une réunion du Cent où on nous informa de la nouvelle loi promulguée par le gouvernement pour combattre la spéculation sur les

articles de consommation courante. Les fermiers n'ayant pas rempli leurs quotas de livraison de blé ou d'autres produits étaient interdits d'achat dans les magasins appartenant à l'État, pour lesquels il fallait par ailleurs produire un certificat officiel du *soviet* du village attestant que son titulaire avait rempli tous les quotas. Tous les magasins appartenant alors à l'État, et personne dans le village n'ayant pu remplir tous les quotas, il nous était impossible de nous procurer la moindre chose. Nous fûmes donc privés des produits essentiels à toute vie civilisée. La plupart d'entre nous, par exemple, ne purent s'offrir le luxe de s'éclairer avec des lampes à pétrole puisque nous ne pouvions pas acheter de pétrole. Nous dûmes manger le peu de denrées que nous avons, surtout des légumes, sans sel. Nous dûmes nous laver sans savon, car nous n'avions pas le droit d'en acheter. Je ne mentionnerai même pas des articles de base, comme le sucre et autres, car nous n'en avons pas vu depuis deux ans.

Cette loi s'avéra, plus tard, être encore plus sévère que nous ne l'avions pensé. Les paysans se rendaient dans les villes proches où ils pouvaient acheter des articles de première nécessité au marché noir. Pour la loi, les clients du marché noir étaient des « spéculateurs » passibles de peines de prison ou de détention dans un camp de concentration, allant de cinq à dix ans, et ne pouvaient bénéficier ni d'amnistie ni de mise en liberté conditionnelle. Ainsi, quiconque était pris pour avoir acheté une aiguille, une bobine de fil, une paire de bas ou une livre de sel au marché noir était accusé de spéculation et condamné à une peine, allant jusqu'à dix ans, de travaux forcés dans le nord de la Russie.

Vint enfin une période de répit. En septembre 1932, nous reçûmes une avance en nature : une pauvre ration de 200 grammes de blé par jour de travail. Un mois plus tard, ce fut des pommes de terre, des betteraves et des oignons. Ceci représentait la totalité de la nourriture qui était censée

nous maintenir en vie jusqu'à la prochaine moisson. Aucun paysan travaillant aux champs n'avait pu accumuler plus de 200 jours de travail. Les normes de travail étaient si élevées qu'il était rare de se voir compter une journée de travail pleine, même si l'on travaillait douze heures ou plus pendant la moisson. Ces heures étaient comptabilisées comme correspondant aux trois quarts, ou même à la moitié d'une journée de travail. Ainsi, pour 200 jours de travail, une famille de cinq personnes ne perçut que dans les quatre-vingts livres de blé ou de seigle, soit seize livres par personne.

Il convient de souligner que le peuple ukrainien des campagnes dépendait presque exclusivement du pain à cette époque. Les villageois étaient totalement privés de viande, de graisse, d'œufs et de produits laitiers. Il n'y avait pas davantage dans le village d'épicerie, de boulangerie, ou autre sorte de magasin. Pour survivre jusqu'à la prochaine moisson nous avions besoin d'au moins deux livres de pain par jour et par personne. Or, on ne nous donnait pas même en céréales, l'équivalent d'une livre et demie de pain par personne et par mois. On nous promettait, certes, un supplément de blé pour la fin de l'année, mais ces promesses n'étaient jamais tenues.

Il en allait de même pour les rémunérations en espèces. Fin décembre, les membres de la ferme collective touchaient 25 kopeks par jour de travail. Une famille ayant accumulé 200 jours de travail gagnait 50 roubles pour toute l'année 1932. Avec cette somme, on ne pouvait guère acheter que trois pains au marché noir.

En temps normal, nous vivions de nos potagers, qui nous procuraient des pommes de terre, des choux, des betteraves, des haricots et autres légumes. Nos méthodes traditionnelles de conservation et d'emmagasinement nous permettaient d'avoir assez à manger pour l'hiver sans trop de privations, à condition que nous ayons beaucoup de pain. Même au cours de l'hiver 1931-1932, où il y eut une grande

pénurie de pain, nous nous sommes débrouillés grâce à nos légumes. Mais l'année 1932 ne fut pas une année normale. Au printemps, la famine était si sévère que les gens mangèrent jusqu'aux graines destinées aux plantations, ce qui ne nous avait rien laissé à planter dans nos potagers, qui restèrent couverts de mauvaises herbes. La maigre ration de nourriture allouée par la ferme collective en paiement d'avance fut vite consommée. En l'absence de toute aide supplémentaire, la famine s'installa.

Famine ou pas, la commission pour l'approvisionnement en pain poursuivit ses activités. Au cours du mois de novembre 1932, on nous informa que les livraisons de blé à l'État prenaient du retard par rapport aux prévisions. Le gouvernement ordonna l'interruption de toute avance en nature sur les salaires, la restitution des céréales déjà distribuées, et la réquisition de toutes les réserves de graines et de fourrage.

Ces instructions donnèrent une forte impulsion à la commission pour l'approvisionnement en pain. Auparavant, les quotas de blé étaient fixés sous forme d'une redevance qui était fonction de la superficie cultivée. Cette redevance étant trop élevée, les réserves de blé avaient été épuisées au cours des années précédentes. Le gouvernement n'en continua pas moins à percevoir de nouveaux quotas. Les officiels, trop heureux de satisfaire aux exigences du gouvernement, inaugurèrent une nouvelle méthode pour collecter le blé chez les villageois, que les uns et les autres appelèrent « pomper le blé ». Le quota global du village était divisé par parts égales entre les Cents, qui les répartissaient entre les Cinq dépendant d'eux, lesquels, à leur tour, le distribuaient aux cinq familles qu'ils regroupaient. Si, par exemple, le quota d'un Cinq était de deux milles livres de blé, chaque famille devait en livrer 400.

Les officiels du village travaillaient vite et bien. A la réunion suivante, on nous déclara que tous les habitants du

village — c'est-à-dire l'ensemble des sous-unités du village, des fonctionnaires, des professeurs, des élèves, et, bien sûr, des fermiers en tant qu'individus — devaient se concurrencer entre eux pour récupérer des denrées. A la suite de cette déclaration, les réunions durèrent plus longtemps, les fonctionnaires se firent plus agressifs et plus brutaux et les fermiers s'enfoncèrent dans le désespoir.

La collecte des denrées n'en avançait pas pour autant aussi vite que le souhaitaient les officiels. Des mesures radicales s'imposaient, aussi, le temps passant, le raisonnement officiel évolua : les fermiers étaient désormais considérés comme trop ignorants pour comprendre un acte aussi patriotique que celui de récupérer des denrées pour les livrer à l'État. Le Parti et le gouvernement voulaient le bien des fermiers, et si ceux-ci n'appréciaient pas leurs intentions à leur égard, eh bien, c'était de leur faute. Il fallait donc les traiter comme des enfants. Les fermiers devaient suivre le Parti et le gouvernement sans poser de questions. Il n'y avait pas d'alternative. Et, de même que les enfants turbulents sont punis par leurs parents, les fermiers indisciplinés seraient punis par le Parti et le gouvernement.

Conformément à cette prise de position, la commission n'essaya plus de nous éclairer sur ce problème de récupération de denrées. Elle utilisa un autre moyen. En jargon officiel, ce fut le « contact direct entre les officiels et les masses ». En clair, la commission pour l'approvisionnement en pain avait reçu pour instruction de visiter la maison de chaque fermier.

Ses membres se rendaient donc dans une maison donnée et indiquaient au chef de famille la quantité et le genre de denrées qu'il devait livrer. S'il n'avait pas de blé, la commission se lançait dans une fouille minutieuse pour trouver du « pain caché ». Tout ce qui était trouvé était, bien entendu, confisqué.

Les millièmes et leurs lieutenants agissaient désormais

à leur guise sans se préoccuper des formalités légales. Ils étaient en droit d'user de toutes les ruses, de toutes les menaces, pour attirer les fermiers dans leurs pièges. Aller de maison en maison, les fouiller, emporter ce que bon leur semblait, satisfaisait leur avidité et leurs impulsions criminelles tout en leur permettant de servir avec succès le Parti et le gouvernement.

Parfois, ils faisaient preuve d'un comportement enfantin qui nous sidérait. Ils s'amusaient à jouer avec leurs revolvers. Il arrivait qu'ils miment des duels. C'est ainsi, d'ailleurs, que nous découvrîmes qu'ils étaient armés de revolvers. Au cours de leurs rondes quotidiennes, à l'occasion, ils tiraient sur tout ce qui bougeait. De temps en temps, ils allaient jusqu'à organiser un simulacre d'exécution d'un villageois.

Je fus témoin de la scène suivante : un de nos voisins n'ayant pu livrer le quota requis, le millième, chef de la commission, décida de lui « apprendre » à obéir aux ordres. Il fit savoir que notre voisin allait être fusillé pour s'être « opposé à la politique du Parti ». L'exécution devait avoir lieu sur le champ, dans le jardin de cet homme qui était situé à l'arrière de sa maison. Le camarade millième s'attendait certainement que notre voisin demanda grâce et promette de livrer le quota de blé ; les membres de la commission le soupçonnaient, en effet, de posséder du « blé caché » quelque part. Mais notre voisin, on ne pouvait pas l'effrayer si facilement.

« Comme vous voudrez, dit-il tranquillement aux officiels surpris. Je suis prêt : finissons-en. » Et il prit la direction du jardin. Là, on lui banda les yeux et on lui demanda pour la dernière fois s'il était prêt à livrer le quota de blé. Il répondit qu'il n'avait rien à livrer. Le millième leva son revolver et tira... par dessus sa tête. On lui enleva alors le bandeau et on lui posa la même question. Il répondit la même chose. On lui remit le bandeau : les balles passèrent à nouveau au-dessus de sa tête ; il répéta la même chose.

Le rire des officiels se transforma alors en rage. Ne pouvant rien faire dans l'immédiat, ils partirent, en promettant de revenir pour lui donner une « véritable leçon ».

Ce qui avait été une « taxe en nature » puis de la « récupération du pain pour l'État tout entier », et plus tard « l'expropriation du pain pour la construction de la société socialiste », était maintenant du vol. Libre de toute entrave, la commission allait, jour et nuit, d'une maison à l'autre, à la recherche de « pain caché ». Elle avait ses experts, qui, équipés de bâtons spéciaux dont l'extrémité était en forme de vis, fouillaient le sol. Ces longs bâtons à bout pointu permettaient de sonder meules de foin et bottes de paille, ainsi que les toits de chaume. Les membres de la commission furetaient partout, creusant des trous dans les jardins, dans les cours, les sols des maisons et les bâtiments de la ferme. Ils cherchaient du blé sous les lits, dans les caves. Ils ne manquaient jamais de vérifier les poêles et les fours, les étagères, les coffres et les hottes des cheminées. Ils mesuraient l'épaisseur des murs et les examinaient, à la recherche de renflements où aurait été caché du blé. Ils démolissaient parfois complètement des murs suspects et démontaient, ou détruisaient, des poêles, des fours. Rien ne restait intact : ils touchaient à tout. Ils retournaient les berceaux des bébés, et les bébés eux-mêmes étaient soigneusement fouillés, sans parler du reste de la famille. La moindre quantité de blé trouvée était confisquée. S'ils découvraient un petit pot de graines mises de côté pour les plantations du printemps, ils l'emportaient, et son propriétaire était accusé d'avoir caché des denrées à l'État.

Un jour, la commission vint chez nous avec un cheval. Nous nous demandâmes pourquoi. Le cheval chercha du blé sur le sol. L'« expert en fouille » le promena tout autour de notre cour. Au début, nous ne comprenions pas la raison de ce manège. Mais nous apprîmes qu'un cheval ne marchait pas sur un trou recouvert de terre, qu'il s'arrêtait brusquement devant ou l'évitait en sautant, ce qui

constituait un signal pour les membres de la commission : ils prenaient alors leurs pelles pour extraire le blé caché. Nous n'avions heureusement pas de trous recouverts.

Vers la fin de 1932, nous eûmes souvent droit à des explications sur les raisons qui poussaient les officiels à poursuivre leurs fouilles. Celles-ci étaient très simples : puisque nous étions toujours vivants, nous nous étions nourris de quelque chose. Nous n'avions pas rempli le quota de livraison du blé, et nous étions plaints de n'avoir rien à manger. Pourtant nous étions toujours vivants ! Nous avons donc de la nourriture — mais où ? Elle devait bien se trouver quelque part. Les officiels avaient l'impression d'avoir failli à leur devoir qui était de trouver ce trésor. Cet échec les frustrait, les rendait furieux, et ils n'en devenaient que plus méchants et cruels.

Nous étions surveillés jour et nuit. Nous savions, par exemple, que les moulins faisaient l'objet d'un contrôle strict. Qui y apportait du blé pour en faire de la farine était sûr de recevoir la visite de la commission avant même d'être rentré chez lui. Ce cas était extrêmement rare : nous n'avions pas de blé. Les moulins étaient en chômage.

Outre le blé et le seigle, d'autres céréales, telles le millet et le sarrasin, faisaient partie de la nourriture de base des Ukrainiens. Chaque maison possédait un mortier permettant de les préparer pour la cuisson, en séparant le grain de la balle. Un jour, fin novembre 1932, on nous annonça que tous les mortiers devaient être détruits, sur ordre du camarade millième. Les jours suivants, on assista à cette casse insensée. Des membres de la commission allaient de maison en maison, armés de hâches, et taillaient en pièces les mortiers sans expliquer pourquoi. Ceux d'entre nous qui avaient encore du millet ou du sarrasin durent trouver un autre moyen de les décortiquer.

La fumée s'échappant des cheminées pouvait également causer des ennuis car elle indiquait que l'on était peut-être en train de cuisiner quelque chose. Les officiels avaient

donné à leurs hommes l'instruction de bien observer nos cheminées. Dans notre Cent, par exemple, un homme avait été affecté à leur surveillance. Sa mission consistait ensuite à désigner au millième toutes celles d'où s'échappait de la fumée ; il observait celles des villageois soupçonnés de « stocker du pain ». Les commissions se rendaient sans délai vers les maisons incriminées. S'il y avait des céréales sur le feu, le chef de famille était soumis à un long interrogatoire, et la maison à une fouille minutieuse. Se servir de blé avant que le quota ne soit rempli était considéré comme un acte illégal et était sévèrement puni. Ce faisant, et dans la mesure où notre village n'avait pas encore rempli son quota, nous étions accusés de « détourner des biens socialistes pour notre bénéfici personnel ». La plus infime quantité de céréales elle-même devait être livrée à l'État.

Une maison dont la cheminée fumait risquait aussi d'attirer les voleurs, lesquels, à l'époque, ne s'intéressaient qu'à la nourriture, cuisinée ou pas. Nous entendions souvent parler de crimes atroces commis pour quelques pommes de terre ou un pot de sarrasin.

Il existait également un autre moyen de savoir si un villageois possédait du blé ou autres produits agricoles : l'emprisonnement. Comme je l'ai dit, les prisonniers n'étaient pas nourris par leurs geôliers, mais par leurs familles. Un millième eut l'idée astucieuse d'emprisonner des gens soupçonnés de « stocker des denrées » et d'attendre la suite.

Cette idée fut acceptée avec enthousiasme, et nous entendîmes bientôt parler d'arrestations sans motifs, qui avaient pour seul objectif de voir quel genre de nourriture le prisonnier allait recevoir de chez lui. La ruse échoua. Il n'y avait pratiquement rien à manger. Et le fait d'apporter de la nourriture à la prison comportait pour les familles des prisonniers, et les prisonniers eux-mêmes, un danger évident. Personne ne voulait s'y exposer, même pour son propre père.

En novembre 1932, nos villageois commencèrent à endurer le même martyre que lors de la famine du printemps précédent. Celle-ci avait provoqué des souffrances indicibles, mais elle comportait une lueur d'espoir ; le printemps étant là, nous faisons tous des prières pour que les légumes et les fruits nous permettent de tenir jusqu'à la moisson d'été. Mais nous étions en automne, la situation n'était donc pas la même. La récolte de 1932 avait été bonne, mais le gouvernement en avait pris la totalité. Il ne restait pas de pain aux fermiers collectivisés, à part la maigre quantité qui leur était allouée d'avance pour rémunérer leur travail. Fin novembre, nous avions épuisé nos ressources, nous étions dépourvus de nourriture et sans argent pour en acheter. Nous avons déjà consommé les baies séchées et conservées, les racines comestibles, les choux et les potirons. Il n'y avait aucun espoir de pouvoir s'en procurer d'autres. L'hiver était dur, avec gel et fortes tempêtes de neige dont nous savions qu'ils dureraient jusqu'à la fin du mois de mars, et peut-être davantage. Comme lors de la famine du printemps, une foule de mendiants erra dans le village, suppliant qu'on les sauve de la mort, qu'on leur donne des bouts de pain, des miettes de n'importe quoi, des épluchures, des déchets. De nouveau, des paysans affamés, couverts de haillons, en loques, arpentaient les champs à la recherche de pommes de terre oubliées. De nouveau, des paysans mourant de faim, des squelettes ambulants, fouillaient la forêt, sondaient le fleuve pour y trouver quelque chose de comestible. Et, de nouveau, ils gagnaient les villes, les gares et les voies ferrées, dans l'espoir que des voyageurs leur donneraient à manger.

Par rapport à d'autres, ma famille était mieux préparée. Les difficultés endurées pendant la famine du printemps nous avaient appris à prendre des dispositions, des précautions pour nous maintenir. Notre principal problème était de dissimuler le peu de nourriture que nous avions aux

regards perspicaces des officiels. Il était difficile de les duper, mais notre instinct vital nous rendait inventifs.

La menace d'une famine imminente aiguisait nos esprits, nous libérait de la crainte d'être pris et nous poussait à nous battre à n'importe quel prix. Nous préparant pour ce long hiver, nous savions que, si nous voulions rester en vie, nous devions damer le pion à nos persécuteurs.

Cacher de la nourriture n'était pas facile, mais la perspective de souffrir d'une faim intolérable nous contraignait à prendre des risques que nous n'aurions jamais osé courir autrement. Après avoir beaucoup réfléchi et discuté, notre mère eut une idée — très simple mais extrêmement hasardeuse.

— Pourquoi ne pas nous ranger du côté du gouvernement ? dit-elle, comme si la chose était évidente.

Nous ne comprîmes pas ce qu'elle avait en tête.

— Que veux-tu dire ? lui demandai-je, complètement déconcerté. Tu veux demander l'aide du gouvernement ? Tu sais qu'au lieu de nous aider, ses représentants nous ont déjà tout pris !

— Non, il ne s'agit pas de cela. Je veux dire que nous devrions cacher la nourriture que nous possédons dans un trou creusé dans une terre du gouvernement.

Nous ne pûmes que l'approuver. Son idée était excellente et son raisonnement clair : aucun officiel ne pourrait imaginer que quelqu'un aurait l'audace de cacher de la nourriture en la camouflant dans la propre terre du gouvernement. Toute utilisation des biens du gouvernement à des fins personnelles était sévèrement punie par la loi ; nous osâmes pourtant défier cette loi et c'est ce qui nous sauva la vie.

Comme nous l'avions prévu, la commission pour l'approvisionnement en pain fouilla notre cour et notre jardin, mais ne prit pas la peine de franchir la limite qui nous séparait des terres appartenant au gouvernement : les dunes adjacentes.

Mon frère et moi n'avions pas perdu notre temps pendant la moisson. Si bien gardée qu'ait été la récolte, nous pûmes amasser assez de blé pour subsister au moins jusqu'au printemps. Nous étions jeunes, agiles et lestes ; nous connaissions le moindre chemin, le moindre buisson, et nous savions comment éviter d'être pris. Le seul problème était de cacher le blé. Notre mère venait de trouver la solution.

Nous enterrâmes des pommes de terre et du blé en différents endroits d'une bande de terre qui jouxtait les bois. Sur cette bande de terre — une dune inutilisable — poussaient des saules broussailleux : il nous était donc très facile de camoufler nos cachettes, qui en hiver furent recouvertes de neige, et que nous ne touchâmes pas. Mais quand vinrent le printemps et la fonte des neiges, ces réserves constituèrent notre unique moyen de survie. Nous creusions la terre, pendant la nuit, prenions des pommes de terre et du blé, puis rebouchions le trou. Ces expéditions nocturnes sont autant d'expériences que je ne peux pas oublier. Il n'y eut jamais de trésor plus précieux enfoui sous terre que ces pommes de terre et ce blé.

Durant l'hiver, nous nous nourrissions de ce que nous avions caché dans les cavités des arbres ou dans le chaume du toit — petits sacs répartis en plusieurs endroits pour pouvoir n'en retirer qu'un à chaque fois. A peine sorti, nous en faisons tout de suite cuire le contenu ; cuisson et repas se déroulaient la nuit. Nous avions encore un peu de pommes de terre, de choucroute et de légumes conservés dans du vinaigre que l'on nous avait donnés comme avance sur notre travail au *kolhosp*. C'était notre seule alimentation solide, mais, à mesure que passaient les jours, ces ressources diminuaient vite, et nous tremblions à l'idée que la commission pourrait nous surprendre en train de manger du blé cuit.

23.

Nous envisagions l'hiver 1932-1933 avec une vive inquiétude, comme si nous attendions le jugement dernier. Il arriva, et l'on aurait dit que la nature, en colère, nous envoyait une punition, qu'elle conspirait avec les communistes contre nous.

L'hiver commence, dans notre région, à la fin du mois de novembre, avec l'arrêt des grosses pluies et l'apparition du gel. Les flaques d'eau gèlent et la boue durcit. De gros nuages de neige, d'un blanc grisâtre, se pourchassent dans le ciel.

Ce changement de temps s'accompagne d'un vent d'est glacé qui souffle dans la vallée et force les gens à se mettre à l'abri. C'est l'époque où ils se hâtent de finir leurs travaux dans les champs et se retirent pour prendre un repos mérité. Autrefois, les travaux des champs terminés, ils n'étaient pas forcés de sortir par mauvais temps. Ils avaient mis de côté assez de nourriture et de bois de chauffage pour passer chez eux la saison du froid sans trop de difficultés.

Mais l'hiver 1932-1933 fut différent de tous ceux qui l'avaient précédé. Car si, malgré un froid exceptionnel, il suivit son cours habituel, la vie des villageois, elle, ne fût

pas la même : dans la foulée de l'hiver, menaçait une grande famine.

La pénurie alimentaire nous inquiéta dès le mois de novembre, alors que nous travaillions encore dans les champs. La petite avance en nature consentie par le *kolhosp* était déjà consommée. On nous avait dit que nous toucherions une nouvelle ration dès que les travaux des champs seraient terminés. Il n'en fut rien.

Puis vinrent les taxes. Celles en œufs et en lait n'étaient obligatoires que pour qui possédait des poules et des vaches. Mais chaque foyer devait fournir un quota de viande d'environ 250 livres par an, qu'il possède du bétail ou pas. Les fermiers qui n'en possédaient pas étaient obligés de s'acquitter en espèces. Ainsi, ce que gagnait chaque année un fermier collectivisé ne lui suffisait pas pour payer ses taxes, sans parler de sa subsistance.

Par ailleurs, les villageois auraient-ils eu de l'argent, il leur était impossible d'acheter de la nourriture. Car, de fait, le commerce des denrées alimentaires et autres produits de consommation était officiellement interdit. Le 6 novembre 1932, le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central du Parti communiste publièrent conjointement la déclaration suivante :

* Étant donné l'échec honteux de la campagne pour la collecte du blé dans plusieurs districts d'Ukraine, le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central du Parti communiste d'Ukraine ordonnent aux autorités locales du Parti et de l'administration de mettre un terme au sabotage du blé qui a été organisé par des éléments contre-révolutionnaires et des *kourkous*. Il faut également en finir avec l'opposition de certains communistes qui sont à l'origine de ce sabotage, et lutter contre l'attitude passive et indifférente de certaines organisations du Parti à l'égard de ce sabotage. Le Conseil des commissaires du peuple et le Comité central ont décidé de mettre sur la liste noire toutes les localités qui

se livrent à ce sabotage criminel, et de leur appliquer les représailles suivantes :

« 1) La suspension de l'écoulement de toutes les marchandises et celle de tout le commerce de l'État et des coopératives dans ces localités ; la fermeture de tous les magasins de l'État et des coopératives ; et le retrait de toutes les réserves de marchandises.

« 2) L'interdiction du commerce des denrées de base, qui était effectué jusqu'ici par les fermes collectives et les fermes individuelles.

« 3) La suspension de tous les crédits destinés à ces localités, et la récupération immédiate de tous les crédits qui leur ont été déjà octroyés.

« 4) L'examen détaillé du personnel des organisations administratives et économiques, et le renvoi de tous les éléments ennemis s'y trouvant.

« 5) Le renvoi de tous les éléments ennemis impliqués dans le sabotage et se trouvant dans les fermes collectives. »

Cette résolution privait les fermiers non seulement des denrées produites sur place, mais également d'articles comme les allumettes, le sel, le pétrole, les poissons, le sucre, les aliments en conserve, etc. Le commerce des denrées alimentaires et des produits de consommation fut interdit sur tout le territoire de l'Ukraine car il n'y existait pas un seul village qui eût rempli le quota de livraison de blé.

L'inquiétude se transforma en panique lorsqu'arrivèrent les premières nouvelles alarmantes : les dépôts du *kolhosp* étaient vides, on en avait emporté le blé, et il n'en restait plus pour les villageois.

Le long hiver ne faisait que commencer. Il fallait six mois pour que nous puissions récolter des légumes dans nos potagers, et huit mois pour que la nouvelle récolte de blé nous procure du pain. Déjà, certains d'entre nous étaient

sur le point de flancher à cause de la faim. Mais nous nous accrochions à l'espoir que le gouvernement nous aiderait ; avec le temps, cet espoir s'évanouit.

En attendant, le froid se fit plus intense et la neige tombait, lentement mais sans cesse, menaçant de bloquer la route qui menait du village au siège du district et aux villages environnants. Mais les membres de la commission pour l'approvisionnement en pain poursuivaient leur tâche, allant de maison en maison, impitoyablement, confisquant tout ce qu'ils trouvaient de comestible pour tenter de remplir les quotas de l'État. Ils prenaient de force aux fermiers jusqu'aux plus infimes quantités de blé et de viande.

Nous devons agir. Personne n'avait envie d'attendre passivement de mourir de faim. Les paysans se lancèrent d'abord dans un exode massif en direction des villes voisines où ils espéraient trouver du travail et de quoi manger. Tous — jeunes et vieux — faisaient cette tentative comme ils l'avaient faite lors de la famine du printemps précédent. Beaucoup échouèrent, et leurs corps gelés servaient de bornes sur la route enneigée. Ceux qui étaient assez robustes pour atteindre les villes n'y trouvèrent pas l'abondance paradisiaque espérée, bien que le rationnement y atténuât quelque peu la violence de la famine. Mais les rations étaient si maigres que les citadins ne pouvaient guère aider les fermiers affamés.

Le travail était aussi rare que la nourriture. Quelques hommes, jeunes et costauds, trouvèrent à s'employer dans des raffineries de sucre, des entreprises de travaux publics de l'État, ou la coupe du bois. D'autres furent engagés pour transporter l'eau des puits communautaires. Mais les vieux, les vieilles et les enfants eurent moins de chance.

L'exode vers les villes augmentant, le gouvernement contra les fermiers par un arrêté interdisant à tout villageois de mettre les pieds dans une ville, quelle qu'elle

soit, sans certificat. Toute émigration hors d'Ukraine était également strictement interdite.

Ce fut exactement à ce moment, fin décembre 1932, que le gouvernement institua un passeport unique pour tout le pays, mesure qui empêchait les fermiers de quitter leur village pour les villes, car elle impliquait que tout citoyen soviétique de plus de seize ans, résidant en permanence dans une ville, devait s'inscrire auprès de la milice pour obtenir son passeport soviétique.

Toute personne non munie d'un passeport n'était pas autorisée à vivre dans une ville, ni à y travailler ou à y recevoir des rations alimentaires. Toutes devaient être en possession de ce document, à l'exclusion des fermiers. Ce qui signifiait qu'un fermier, au-delà de vingt-quatre heures passées dans une ville, devait s'inscrire auprès de la milice. Ainsi, n'ayant pas de passeports, les fermiers ne pouvaient ni y travailler, ni, plus grave, recevoir de rations alimentaires.

L'institution du passeport visait les *kourkouls*, comme le proclamait la propagande soviétique : « L'institution du passeport représente un coup mortel pour les *kourkouls*. » Ce slogan féroce raviva cette vieille question : « *Qui est kourkoul ?* » Tous les villageois avaient, à cette époque, été collectivisés ; en cette fin de 1932, il ne restait plus un seul fermier indépendant dans notre village. Les membres d'une ferme collective pouvaient-ils être des *kourkouls* ? Il nous était difficile de comprendre ce genre de logique, mais, à ce stade, un raisonnement boiteux comme celui-ci n'avait plus d'importance pour nous.

Dans le même temps, la raison pour laquelle il ne restait de nourriture au village se faisait claire : pourquoi il n'y avait pas d'espoir que cela change ; pourquoi il était naïf et dérisoire d'attendre une aide du gouvernement ; pourquoi la commission pour l'approvisionnement en pain cherchait toujours du blé « caché » ; et pourquoi le gouvernement nous interdisait rigoureusement de trouver ailleurs des

moyens d'existence. Il nous apparut alors nettement qu'il s'agissait d'un complot contre nous et qu'on voulait nous anéantir, non seulement en tant que fermiers mais en tant que peuple — en tant qu'Ukrainiens.

Cette prise de conscience jeta d'abord en nous un trouble, auquel succéda la panique. Mais notre instinct de survie était plus fort que toutes les interdictions. Il imposait à ceux qui étaient encore physiquement vigoureux de faire tout leur possible pour se sauver, et sauver leurs familles.

Les tentatives désespérées de trouver du travail dans les villes voisines se poursuivaient. Nombre de villageois en bonne santé s'aventuraient au-delà des frontières, vers des régions lointaines de l'Union soviétique, principalement en Russie où, d'après ce que nous avons entendu dire, la nourriture abondait. D'autres prirent la direction du sud, car nous avons également entendu dire que l'on pouvait trouver du travail, avec un salaire régulier et des rations alimentaires, dans les mines et les usines du bassin du Donetz.

Mais peu de ces aventuriers courageux parvinrent à destination. Les routes menant aux grands centres urbains leur étaient fermées, la milice et les hommes de la *Guépéou* contrôlait l'identité et la destination de chaque voyageur. Ces hommes et ces femmes qui, avec courage, faisaient l'impossible pour rester en vie, manquèrent leur but. Nous ne pouvons que spéculer sur leur sort après leur arrestation : la mort ou les camps de concentration. S'ils réussissaient à échapper à une condamnation à mort devant les « tribunaux du peuple » pour se voir infliger une peine de travaux forcés, ils ne commençaient même pas à purger leur peine. La faim, le froid et le manque de soins les tuaient avant qu'ils n'atteignent le camp, dans les gares, ou dans les wagons de marchandises roulant à ciel ouvert vers l'est et le nord, dans lesquels ils mouraient de froid.

Ceux qui échappèrent aux barrages de la milice et de la *Guépéou* étaient souvent victimes de hors-la-loi qui

répandaient la terreur sur les lignes de chemin de fer et dans les marchés ouverts. Les chanceux qui purent regagner leurs villages après ces expériences atroces, comme ceux qui ne les avaient pas quittés, perdaient peu à peu courage et ne croyaient plus au salut. Affaiblis par la sous-alimentation, mourant de froid par manque de combustible, ils n'avaient plus aucune résistance. Les paysans plongeaient de plus en plus profondément dans la résignation, l'apathie et le désespoir. Certains étaient convaincus que la famine était un châtimeut de Dieu, bien mérité, pour avoir cru au communisme et soutenu les communistes pendant la révolution.

Nous sûmes que quelques-uns, parmi ceux qui étaient revenus, avaient réussi à se procurer de la nourriture — surtout de la farine —, mais rares étaient ceux qui purent rapporter leurs trésors chez eux. Ces provisions, acquises au prix de dures épreuves, avaient été confisquées par les agents de l'État ou volées par des hors-la-loi.

Ces événements nous avaient convaincus que nous avions perdu notre bataille pour la vie. Nos tentatives de fuite, ou pour nous procurer de la nourriture par d'autres moyens, avaient, pour la plupart, échoué. Nous étions emprisonnés dans notre village, sans rien à manger, et condamnés à la lente et angoissante agonie de ceux qui meurent de faim.

24.

Fin 1932, quand il ne nous restait plus ni légumes ni pain, nous apprîmes qu'avait été ouvert, dans la principale ville du district, des magasins spéciaux débordant de marchandises. La rumeur disait même que l'on y trouvait des produits étrangers, mais qu'on ne les pouvait payer qu'en monnaie étrangère, en or ou en argent, ces derniers sous n'importe quelle forme.

Petit à petit, filtrèrent des informations plus abondantes. Ces magasins s'appelaient les *torgsin*, abréviation des mots russes signifiant « commerce avec les étrangers ». On disait qu'on y vendait tout : de l'épicerie, des vêtements, des médicaments et ainsi de suite.

Nous connaissions l'existence des *torgsin* depuis quelque temps déjà, mais uniquement dans les grandes villes où vivaient beaucoup d'étrangers. Et voilà que ces magasins étaient à notre portée. Néanmoins, si simples que nous fussions, nous percevions clairement les intentions du gouvernement. Nous rendant dans ces magasins, nous allions nous dépouiller de ce qui nous restait d'or et d'argent. Les objets qui nous venaient de nos ancêtres, comme les croix, les icônes, les boucles d'oreilles, les alliances et tout ce qui pouvait contenir un métal précieux

étaient très convoités par le régime. Le gouvernement, soupçonnant que les fermiers détenaient encore des pièces d'or et d'argent datant d'avant la révolution, voulait mettre la main dessus. Certaines familles avaient, depuis des générations, accumulé des théières, des sucriers, des pots à lait, des salières, des poivriers, et autres pièces d'argenterie. La mode avait voulu que les jeunes femmes se fassent recouvrir d'or les dents supérieures de devant, même quand elles n'en avaient pas besoin, médicalement parlant. Le gouvernement voulait aussi cet or-là.

La faim réussit là où les décrets et les menaces avaient échoué. On sortit de leurs cachettes, on déterra les dernières réserves, bien maigres, de métaux précieux. Elles représentaient le seul moyen de survie.

Tout le monde rêvait de posséder de l'or ; il était synonyme de vie, il pouvait servir à acheter du pain... Même nous, modestes villageois, pouvions acheter autant de pain que nous voulions et très facilement à condition d'en avoir, de cet or magique. Mais comment et où s'en procurer ? Certains en avaient un peu, mais la majorité d'entre nous n'en avait jamais vu.

Dans le même temps où se répandaient les histoires sur ces fabuleux magasins, se propagèrent d'horribles bruits de vols à main armée et de meurtres. Porter des bijoux en or, avoir une dent en or constituait un risque mortel. Les assassinats commis pour une paire de boucles d'oreilles, une bague, ou tout autre objet en or ou doré, devinrent chose courante. Une jeune fille perdit son doigt en même temps que sa bague : le voleur, ne parvenant pas à la lui enlever avait carrément coupé le doigt. Des voleurs, armés de pinces, arrachaient de force les dents revêtues d'or. Ces crimes nous démoralisaient terriblement.

La fièvre de l'or entraîna la mise à sac de notre cimetière. Notre village, très ancien datait du *xvi^e* siècle. Depuis plus de trois siècles, des gens de toutes conditions — riches notables ou simples fermiers — y avaient été enterrés avec,

comme le voulait la coutume, leurs bijoux et leurs armes. Leurs tombes furent ouvertes et pillés tous les objets de valeur qui s'y trouvaient. Au début, ces opérations se faisaient discrètement, la nuit, puis, très rapidement, ouvertement et en plein jour. Il n'était nullement besoin, en effet, de dissimuler ces forfaits dans la mesure où le gouvernement y était indifférent. Personne, autant que je sache, ne fut jamais puni pour ce genre de crime. Les cimetières n'étaient-ils pas considérés comme faisant partie d'une tradition religieuse que les communistes devaient anéantir ? Comme l'église, comme les fermiers individuels, notre cimetière devait donc disparaître ; le pillage des tombes était officiellement ignoré et toléré, sinon encouragé.

Le pillage terminé, les ossements des morts étaient souvent profanés. Des crânes, des os, jonchaient le cimetière et à la place des tombes apparurent des trous béants et vides. Les croix de bois elles-mêmes étaient emportées pour servir de bois de chauffage.

Ces vicissitudes servirent à quelque chose : les tombes ouvertes accueillirent de nouveaux cadavres ; ceux des victimes de la famine. Paradoxalement, ce vandalisme fut une chance, car les villageois frappés par la famine manquaient de force pour creuser des tombes quand mouraient leurs parents, leurs voisins. Ils n'avaient plus, dès lors, qu'à traîner leurs corps jusqu'au cimetière et à les jeter dans les tombes ouvertes par les pilleurs.

Certains rares villageois, possesseurs d'objets en métal précieux, purent les échanger contre de la nourriture. Nous étions du nombre. Un soir, ma mère nous révéla un secret : elle avait deux médaillons en or, qui lui avaient été offerts par ses parents quand elle était encore jeune fille, il y avait quelque cinquante ans, c'est-à-dire plus de trente ans avant la révolution d'Octobre. A l'époque, les jeunes filles portaient des pièces d'or montées en médaillons. Maman ne portait plus ces bijoux qui étaient son bien le plus précieux,

mais elle les avait gardés pour les mauvais jours. Même nous, ses enfants, ignorions leur existence. Nous étions dans une situation extrêmement difficile. La famine battait son plein, et il nous fallait de quoi manger si nous voulions survivre. Maman nous demanda notre avis, comme elle le faisait toujours quand il s'agissait de sujets importants, sur la meilleure façon de tirer parti de ces médaillons. Nous fûmes tous d'accord pour en emporter un au *torgsin* du chef-lieu de district.

Nous voulions nous mettre en route le plus tôt possible, car la neige ne nous avait pas encore complètement isolés. Plus tard, les rigueurs de l'hiver nous empêcheraient de sortir du village.

Un matin de janvier 1933, il faisait nuit, maman et moi avons emprunté la rue principale du village, menant à la route qui nous reliait directement à la ville.

Ce fut une expédition mémorable. Le soleil se leva et brilla très fort dans le ciel bleu, la neige reflétait sa lumière. Tout était calme et silencieux. Nous ne rencontrâmes rien qui soit vivant : ni oiseaux, ni chats, ni chiens, pas même leurs traces dans la neige. Nous ne croisâmes aucun être humain. J'avais l'impression inquiétante de marcher dans le royaume des morts.

Seule, la fumée de cheminées lointaines indiquait que des gens étaient vivants. Elles étaient peu nombreuses. La majorité des maisons, ensevelies sous la neige, abritaient des habitants souffrant et mourant de faim.

Bientôt, alors que nous approchions lentement du centre du village, des illustrations concrètes de la famine nous furent évidentes. Nous distinguâmes une forme noire qui, de loin, ressemblait à une souche d'arbre enneigée. Mais, en avançant, il nous fallut constater que c'était le cadavre d'un homme. Ses membres gelés dépassant de la neige lui donnaient une allure grotesque. Je me penchai et dégageai la neige de son visage. C'était Ulas, notre vieux voisin, que nous n'avions pas vu depuis un mois.

Un peu plus loin, il y avait un autre corps gelé. Celui d'une femme. Quand je le dégageai, mon sang se glaça : sous son manteau en loques, ses deux mains raidies pressaient contre sa poitrine le petit corps de son bébé.

Nous laissâmes enfin notre village derrière nous et prîmes la route menant au siège du district. Un autre spectacle fantomatique nous y attendait. Des cadavres gelés flanquaient la route. A notre droite, les corps de villageois qui avaient dû tenter de rejoindre la ville pour y chercher du travail et de la nourriture. Affaiblis par la faim, ils avaient échoué et s'étaient laissés tomber sur le bord de la route, d'où ils ne s'étaient pas relevés. La neige recouvrait leurs corps de son manteau blanc.

Les vastes champs du *kolhosp*, qui s'étendaient sur des kilomètres des deux côtés de la route, ressemblaient à un champ de bataille au lendemain d'un combat serré. Ils étaient jonchés de cadavres, les cadavres de fermiers affamés. Certains se trouvaient sûrement là depuis des mois. Apparemment, personne n'était pressé de les enterrer.

Les onze kilomètres qui nous séparaient de la ville furent très pénibles. Un vent froid, venant du nord, s'était mis à souffler, et des nuages se montraient à l'horizon. Il était difficile, surtout pour maman, de marcher contre le vent, mais nous poursuivîmes obstinément notre chemin et, après environ six heures de lutte contre le vent et la neige, nous atteignîmes le chef-lieu. De nouvelles horreurs nous y attendaient.

Il n'y avait pas, à l'époque, de tout-à-l'égout et les eaux sales étaient recueillies, généralement la nuit, par une brigade sanitaire. Pas non plus de décharge pour les réservoirs, tirés par des chevaux : on les vidait généralement, hors de la ville, sur le bord des routes. Celle que nous suivions semblait être le dépotoir préféré de la brigade, car sur un long parcours, ses deux côtés étaient couverts d'une bonne épaisseur d'ordures. C'était un spectacle dégoûtant et désagréable en temps normal, auquel

nous étions cependant habitués. Mais cette fois, nous eûmes l'estomac retourné. Éparpillés, ici et là, sur les détritüs, gisaient des cadavres gelés. Certains étaient isolés, d'autres entassés comme après une catastrophe. La neige en recouvrait quelques-uns, dont on ne voyait dépasser que les bras et les jambes ; d'autres disparaissaient à moitié sous une couche de détritüs. Des petits enfants étaient encore serrés contre la poitrine de leurs mères.

C'étaient les corps des habitants des villages environnants, morts de faim. Malgré l'interdiction de franchir les limites de leurs villages, ils s'étaient rendus en masse vers le siège du district, accroissant sa population et perturbant ses habitants et son administration. Ils mendiaient, sur le seuil des maisons, des miettes de pain ou même une épluchure de pomme de terre. Presque toujours en vain. Les habitants, n'ayant eux-mêmes que de maigres rations, ne pouvaient leur donner assez de nourriture pour les empêcher de mourir de faim. Ils étaient trop nombreux. On les voyait, debout ou couchés dans les rues de la ville, sur les marchés, dans les gares, sous des barrières, dans les cours ou les fossés qui flanquaient les rues et les routes. Ils finissaient par faire partie du paysage pour les habitants qui les croisaient en les ignorant. Ainsi, après avoir tout essayé sans succès, ils allaient au devant d'une mort inéluctable. Certains corps n'étaient identifiés qu'après plusieurs jours. D'autres, abandonnés, ressemblaient à du bois flotté.

Souvent, les miliciens encerclaient les gens affamés comme du bétail, les menaient en dehors de la ville, et les abandonnaient à leur sort. Les morts et ceux qui, touchant à l'extrême limite de leurs forces, étaient incapables de marcher étaient transportés loin de la ville en camions ou dans des charrettes à cheval et jetés dans des ravins ou dans des décharges le long des routes. Ils n'avaient pas même droit à une sépulture décente dans un cimetière ou dans une fosse commune.

Quand nous arrivâmes enfin, maman et moi, devant le *torgsin*, une foule s'y trouvait déjà. Décharnés, squelettiques, ou, au contraire, gonflés, des hommes et des femmes debout envahissaient les rues, appuyés contre des poteaux de téléphone, ou étendus sur les trottoirs et dans les caniveaux. Ils attendaient que des personnes sortant du magasin, prises de pitié, partagent avec eux une infime partie de ce qu'elles avaient acheté. Certains tendaient la main calmement, sans dire un mot ; d'autres mendiaient bruyamment, criant, pleurant. Ici et là, on voyait dans la foule les corps raides des morts auxquels personne ne prêtait attention...

On nous expliqua, à l'entrée du *torgsin*, que les clients devaient d'abord se rendre au bureau situé de l'autre côté de la rue pour faire estimer les objets qu'ils avaient apportés.

Ayant trouvé ce bureau, nous fûmes dirigés vers un fonctionnaire, un gros homme protégé par des barreaux de fer. Il saisit le médaillon de maman sans nous regarder, le soupesa puis le jeta dans un tiroir. Il nous tendit ensuite un formulaire où il fallait inscrire notre nom, notre adresse et le type d'objet que nous apportions. Il nous donna un reçu indiquant la somme que nous étions autorisés à dépenser : exactement 18 roubles. Nous fîmes la queue pendant une heure avant de pénétrer enfin dans le *torgsin*.

Quel spectacle ! Je n'en croyais pas mes yeux ; j'avais l'impression de rêver. Il y avait là tout ce dont nous avons besoin, et plus encore, des choses dont nous n'avions jamais entendu parler et que nous n'avions jamais vues, des choses aussi que je ne connaissais que par les livres. Les articles étaient disposés avec goût dans des vitrines. Devant ce formidable assortiment de denrées alimentaires, je fus pris de vertige. Cela faisait des mois que je n'avais même pas vu de la nourriture ordinaire. J'avais oublié jusqu'au goût du vrai pain. Et me voilà entouré de toutes ces merveilles à déguster.

Je fus pris de douleurs d'estomac si violentes que j'avais du mal à tenir debout. Une folle faim me dévorait l'estomac et j'éprouvais une sensation d'étouffement, comme si quelqu'un me serrait et me tordait le cou. J'allais éclater en sanglot, car j'étais au supplice, quand je sentis sur mon épaule les mains de ma mère. Elle savait ce que je ressentais. Peut-être était-elle dans le même état. Je la regardai. Elle me sourit et dit : « Un peu de fierté, mon fils ! » Ces paroles me calmèrent et me donnèrent la force de surmonter cette faiblesse.

Nous avons décidé de n'acheter que les produits de base les plus indispensables, et, quand vint notre tour d'être servis, nous choisismes vite et sans hésitation du beurre, du porc salé, du lard, deux miches de pain, du sucre et quelques autres articles pour arriver exactement à nos 18 roubles. Nos achats étaient soigneusement emballés. Nous découvrîmes, à notre grande surprise, que toutes les étiquettes portaient la mention *Made in USSR*, ce qui signifiait que les produits étaient destinés à des marchés étrangers.

En ayant terminé, nous quittâmes le magasin aussi discrètement que possible et prîmes le chemin du retour. Nous n'avions pas peur d'être attaqués par les voleurs en plein jour, car nous étions comme les autres villageois affamés, plus, nous leur ressemblions : nous étions maigres et hagards, vêtus de haillons, et nous portions des sacs de mendiants sur les épaules. Aucune personne sensée n'aurait soupçonné que ces sacs contenaient quelques livres de porc salé et d'autres produits, qui, pour nous, étaient les trésors les plus précieux de la terre.

Nous ne pûmes résister, en chemin, à la tentation de manger du pain et du porc. C'était délicieux. Maman dit que nous ne devons pas trop manger pour ne pas être malade. Il commençait à faire sombre et nous redoutions de rentrer chez nous à pied par la même route qu'à l'aller. Nous décidâmes donc de rejoindre une gare dans l'espoir

d'attraper un train qui nous mènerait à cinq kilomètres à peine du village. Ainsi aurions-nous moins à marcher, et resterions-nous dans un environnement plus sûr.

Lorsque nous approchâmes de la gare, nous vîmes un train de marchandises s'éloigner lentement sur notre droite. Des gens étaient rassemblés autour de quelque chose qui se trouvait sur les rails. Nous les rejoignîmes et découvrîmes un corps humain mutilé baignant dans une mare de sang. Quelqu'un parla d'un suicide ; une femme avait sauté sous les roues d'un train qui arrivait, avec son enfant dans les bras. Les gens se dispersèrent et les corps écrasés de la mère et de l'enfant furent abandonnés. Personne ne versa une larme sur leur sort tragique, personne ne manifesta d'émotion : ils étaient trop anéantis pour cela.

Nous avançâmes jusqu'à la gare, qui était pleine de monde, dehors comme à l'intérieur. Ces hommes, ces femmes étaient venus, comme nous, des villages voisins, dans un dernier et fol espoir de trouver à manger. Certains étaient assis sur le quai et exposaient leurs biens ; de jolis costumes ukrainiens tissés à la main et brodés, de belles nappes, des serviettes richement brodées, des tapis tissés à la main, trésors conservés dans des malles, dans des armoires à trousseau, depuis des dizaines d'années, voire des siècles. C'était leur patrimoine familial. Mais ces objets ne trouvaient pas d'acheteurs à l'époque. Il passait peu de trains de voyageurs, et les gens de la région ne s'intéressaient qu'à la nourriture, tant, les officiels du Parti et du gouvernement et les trafiquants du marché noir exceptés, ils étaient sous-alimentés.

La plupart des gens massés dans la salle d'attente voulaient acheter des billets pour un endroit quelconque au nord de l'Ukraine, ou en Russie, là où la famine ne sévissait pas. Mais leurs efforts étaient vains. Les fermiers ukrainiens n'avaient pas droit à des billets pour la Russie. A l'exception de ceux qui possédaient une attestation leur

permettant de quitter la ferme collective pour une destination précise. Les pauvres affamés n'en tentaient pas moins leur chance. Ils n'avaient rien à perdre et rien d'autre à faire, surtout en cette saison où les champs, les fleuves et les forêts étaient recouverts d'une neige profonde. Ils affluaient donc vers les gares, chaque train leur apportant une lueur d'espoir, une bonne nouvelle. Ils pensaient surtout à l'éventualité de pouvoir monter à bord d'un train allant vers le nord, malgré toutes les interdictions. Ils rêvaient toujours à l'impossible. Ils n'auraient pas répugné à voyager sur le toit du train, ou sous les wagons, sur les marches ou sur les plate-formes des tampons.

Mais la plupart de ces rêves ne se réalisaient jamais. Régulièrement, les troupes de la milice ramassaient les gens dans les gares et les alentours, les faisaient monter dans des camions comme des animaux perdus, et les déposaient hors des limites de la ville.

Il nous fut plus facile d'obtenir des billets parce que nous nous rendions vers le sud et non vers le nord. Nous fûmes bientôt sur le chemin du village, mais l'horrible spectacle de la famine n'était pas terminé.

Il y avait très peu de monde dans notre wagon, car le trafic ferroviaire était faible en direction du sud, c'est-à-dire vers l'intérieur de l'Ukraine. De nombreuses places étaient libres. Peu de temps après notre installation, une femme entra dans le compartiment, suivie de deux petits garçons décharnés. Quelle vision pitoyable ! Leur visage n'était que peau et os ; leurs yeux étaient exorbités, mornes, sans vie. Ils étaient mal peignés ; leurs vêtements étaient sales, déchirés.

Quand ils s'assirent, je m'aperçus que la femme portait un bébé contre sa poitrine, sous son manteau, et que le bébé était mort.

— C'est une fille, dit-elle tranquillement, sans aucune émotion. Elle est morte hier. Mon pauvre bébé ! Elle avait faim et pleurait tout le temps... Puis soudain elle s'est

arrêtée... Nous avons passé la nuit dehors. Ils nous ont renvoyés de la salle d'attente. Il faisait très froid. Les garçons se sont blottis sous mon manteau comme des poussins sous une poule...

Nous ne savions que dire et la regardâmes en silence, avec compassion.

Elle plaça le bébé mort sur ses genoux et commença à défaire les haillons sales dans lesquels elle l'avait enveloppé. Puis, comme si elle venait de se rendre compte que son enfant était morte, elle la remmaillota, la tint serrée contre elle et appuya affectueusement ses joues contre le petit visage raide et froid. Pleurant, elle lui parla :

— Je regrette..., dit-elle en sanglotant. Ce n'est pas ma faute. Seigneur ! J'ai essayé ; j'ai fait tout mon possible... Ils m'ont traitée d'ennemie du peuple... Ils nous ont renvoyés de partout. Puis elle l'embrassa tendrement sur les yeux, le front, les joues.

— N'aie pas peur, mon bébé, tu ne resteras pas seule longtemps ; nous allons bientôt te suivre. Tu seras bientôt de nouveau avec ta maman et tes frères...

Maman, ne supportant plus ces lamentations et craignant de se mettre à pleurer, se leva et se dirigea vers la porte, en me faisant signe de la suivre. Un fois dans le couloir, elle se laissa aller à son émotion. Elle me demanda en pleurant de couper trois morceaux de pain et de les donner à la femme et aux deux garçons. Rentré dans le compartiment, je leur tendis le pain. Il est impossible de décrire la sensation que provoqua la vue de ce pain sur ces êtres affamés.

Après avoir mangé la moitié de sa portion de pain et gardé le reste pour ses fils, la femme, se calmant un peu, put nous raconter avec plus de cohérence sa triste histoire. C'était une histoire caractéristique de la situation de nombre de familles ukrainiennes, mais qui était incompréhensible pour ceux qui n'avaient pas éprouvé ces souffrances ni vécu ce drame.

Le mari de cette femme avait été qualifié un an plus tôt de *kourkoul* et d'« ennemi du peuple », et avait été exilé quelque part dans le nord. Elle n'avait jamais reçu de ses nouvelles. Il n'avait jamais vu sa petite fille, née après son départ et qui était maintenant morte. Sa mère avait beaucoup travaillé à la ferme collective, mais n'avait reçu que quelques livres de blé et quelques légumes qui ne représentaient presque rien et avaient été consommés avant l'arrivée de l'hiver. Ayant faim et froid, sans espoir de se procurer ni nourriture ni bois de chauffage, elle avait entendu dire qu'il n'y avait pas de famine en Russie.

Comme elle avait un peu d'argent, elle décida d'y partir avec ses enfants. Malgré les difficultés, elle arriva finalement à la gare et essaya d'acheter un billet pour une ville de Russie où étaient allés des voisins à elle. Ils lui avaient d'ailleurs écrit qu'il n'y avait pas de famine là où ils se trouvaient, confirmant ainsi le bruit qui courait. Mais elle ne put acheter de billet puisque la ferme collective ne lui avait pas fourni le certificat nécessaire. Maintenant que son bébé était mort, elle avait décidé de partir pour une autre ville, non loin de son village. Elle croyait savoir qu'on y avait installé une sorte de refuge pour enfants ; elle espérait pouvoir y laisser les siens. Elle était indifférente à ce qu'elle deviendrait ensuite. Elle ne se souciait que de ses deux garçons.

Je sortis dans le couloir et passai un moment à regarder par la fenêtre. Le train, avec son mouvement cadencé, dépassait à toute allure des champs couverts de neige, des arbres et des poteaux télégraphiques. Mais ce paysage généralement paisible était perturbé : le long des rails se pressaient des groupes de personnes affamées, certaines debout, d'autres assises ou couchées. Je n'entendais pas leurs voix, mais je voyais leurs mains tendues. Certaines avaient amené leurs enfants. Elles les soulevaient afin que les voyageurs puissent voir leurs petits corps faméliques, comme pour crier : « Une miette de pain,

s'il vous plaît ! Ce n'est pas pour moi, c'est pour mon enfant ! »

Brusquement, je saisis dans mon sac ce qui restait de notre miche. A notre hauteur, je remarquai une femme avec deux petits enfants. Je me dis qu'ils avaient besoin d'un miracle. J'ouvris la fenêtre et, quand le train s'approcha d'eux, je jetai le pain dans leur direction... Je ne pus voir ce qui se passa, car des larmes brouillaient mon regard.

Bientôt, nous arrivâmes à destination. Avant que nous ne nous engagions sur le chemin qui menait chez nous, je voulus trouver une sorte de bâton pour maman qui pensait que cela l'aiderait. Tout en cherchant, je me retrouvai derrière des bâtiments attenants à la gare. Ce que je vis là n'a cessé de me hanter depuis lors. Aujourd'hui, cinquante ans plus tard, je ressens encore la terreur qui s'empara de moi devant ce spectacle épouvantable. Face à moi, à découvert, s'élevait un monceau de cadavres gelés, comme un tas de bois au rebut. Certains étaient complètement nus ; d'autres étaient à moitié habillés ; d'autres enfin étaient entièrement habillés mais pieds nus. Leurs bras et leurs jambes émergeaient de la neige comme des branches d'arbres formant des figures imbriquées. Je fus cloué sur place par la frayeur et l'horreur. Je contemplai un bon moment ces corps, leurs bras étendus comme pour réclamer de la nourriture et de la pitié. Puis je courus vers ma mère, son bâton à la main, tremblant de tous mes membres, mais rassuré d'être avec elle.

Quand nous arrivâmes enfin à la maison, il faisait nuit ; mais nous n'étions pas au bout de nos aventures.

En chemin, maman m'avait paru ennuyée et anxieuse. Quand je lui avais demandé ce qui la tourmentait, elle m'avait avoué être inquiète à cause du formulaire que nous avions dû remplir quand nous avions échangé le médaillon au *torgsin*. J'avais compris quel danger nous guettait.

Beaucoup de villageois n'avaient pas tenu compte du décret qui ordonnait de livrer à l'État toutes les pièces

et devises qu'ils possédaient, ce qui leur avait valu de nombreuses arrestations et séances de torture. Nous n'avions pas violé la loi en échangeant le médaillon, celui-ci n'entrant pas dans la catégorie des objets de valeur. Mais nous avons fait l'erreur d'écrire « une pièce de monnaie » pour désigner le médaillon. Cette erreur « mineure » pouvait se transformer en « crime majeur » contre l'État.

Ce que nous redoutions se produisit bientôt. Un après-midi, peu de temps après notre retour, un important groupe d'officiels débarqua à la maison. C'étaient des membres de la commission pour l'approvisionnement en pain, accompagnés cette fois par un milicien armé et le président du *soviet* du village. Le milicien était un étranger qui avait été apparemment spécialement envoyé dans notre village par le gouvernement du district. Sa présence, et celle de si nombreux officiels, nous fit comprendre la gravité de notre situation.

Une fois entré dans la maison, le président du *soviet* s'avança. Il tenait en main un document sur lequel il lut à haute voix le nom ma mère, pour établir son identité, bien qu'il la connût très bien. Puis il déclara savoir d'après des « sources bien informées », que nous possédions de l'or que nous aurions dû remettre au ministère des Finances depuis longtemps. Il nous expliqua que le milicien avait été envoyé pour que nous lui remettions notre or qu'il l'emporterait au chef-lieu du district. Il ajouta que, si nous le lui donnions volontairement, l'affaire serait classée et oubliée. Si nous refusions de coopérer, le chef de famille serait arrêté comme « ennemi du peuple ».

Leur insistance pour que nous livrions un or que nous ne possédions pas nous sembla ridicule, et absurde l'idée que ma mère allait devenir un « ennemi du peuple ». Maman s'était trouvée dans trop de situations aussi difficiles pour perdre contenance. Elle nia catégoriquement avoir jamais eu des pièces d'or à livrer à l'État. D'abord, elle ne pouvait dire à quoi ressemblait une pièce d'or. Nous avons fait nos

LES AFFAMÉS

achats de nourriture au *torgsin* avec un médaillon en or, leur expliqua-t-elle, et non une pièce d'or. L'échange d'un médaillon contre de la nourriture, dans un magasin appartenant à l'État, ne pouvait certainement pas être un acte illégal.

Le président du *soviet* ordonna néanmoins une fouille soigneuse de la maison. Ils examinèrent tous les coins et recoins, tous les couvercles des pots furent soulevés, ils sortirent tous les vêtements. Ils cherchèrent partout mais ne trouvèrent rien. Il n'y avait d'ailleurs rien à trouver en dehors du second médaillon qui était bien caché dans ce qui avait été la soue.

Finalement, ils partirent les mains vides. Ensuite, à notre grande surprise, ils nous laissèrent tranquilles.

25.

Le froid s'intensifia grandement vers la fin du mois de février. La température descendit au dessous de zéro ; il y eut de violents orages. Le vent arracha des branches aux arbres gelés et le toit de quelques maisons fut emporté. Mais même un hiver aussi dur aurait été supportable si ce n'était la faim. Avoir faim et froid, être privé de nourriture et de combustible et avoir perdu espoir de s'en procurer, c'est se trouver dans une horreur qui défie l'imagination.

Notre village fut complètement isolé. De hautes congères rendaient routes et chemins impraticables. Les couches de neige étaient si lourdes qu'il était parfois difficile d'ouvrir les portes de nos logis. De toute façon, les gens n'avaient aucune intention de quitter leurs foyers ; ils n'auraient pas su où aller. Notre village était bloqué par la neige, et ses habitants mouraient lentement de faim, enfermés chez eux.

Notre porte était fermée. Nous tentions vainement de supprimer la sensation de faim en lisant, en nous racontant des histoires. Nous priions souvent. Ma mère s'agenouillait devant les icônes et nous l'imitions, répétant après elle les paroles de la prière. Nous nous sentions plus rassurés ensuite, convaincus que nos prières seraient entendues par Dieu qui bientôt nous soulagerait. J'entendais souvent ma

mère s'adresser aux icônes : « Oh, Dieu tout puissant. Vous nous envoyez Votre colère et Votre punition en même temps que Satan nous torture. Pourquoi nous traitez-Vous ainsi, mon Dieu ? Ayez pitié de nous et aidez-nous à supporter ce que nous inflige Satan. »

Ensuite, comme si elle éprouvait du remords d'avoir fait des reproches à Dieu, elle récitait une longue et suppliante prière. Mon frère Mykola avait sa prière à lui. Il voulait aussi savoir pourquoi Dieu torturait ainsi les gens qui croyaient en lui avec tant de ferveur. Il finissait toujours en Lui demandant de nous envoyer du pain. Nous passions notre temps à prier, à rêver, à espérer et à attendre un miracle.

Les jours et les nuits se succédèrent sans fin, avec, la plupart du temps, des tempêtes de neige déchaînées. Mais, un matin, l'orage s'arrêta et le calme revint. Mykola et moi voulions sortir mais nous eûmes du mal à ouvrir la porte. Nous n'y réussîmes qu'après l'avoir plusieurs fois poussée contre les congères. C'était une belle matinée, la neige était étincelante, le ciel bleu et l'air transparent et frais.

Le silence et la monotonie de la neige régnaient sur le village. Les seuls signes de vie venaient des cheminées, ici et là, d'où s'élevaient de petites volutes de fumée. Autour de nous, beaucoup ne fumaient pas. Les habitants de ces maisons n'avaient-ils pas fait de feu ? Comment, nous demandions-nous, pouvaient-ils survivre sans chauffage par ces températures glaciales ?

Pour en avoir le cœur net, nous courûmes d'abord chez Dmytro. Après avoir été emmené au centre du district, il n'était jamais revenu. Sa jeune femme, Solomia, était allée travailler à la ferme collective, en emmenant sa fille. Mais, étant l'épouse d'un exilé, elle était considérée comme une « ennemie du peuple » et la petite ne fut pas admise à la garderie. Plus tard, Solomia fut renvoyée de la ferme et donc forcée de chercher du travail en ville, ce qui lui était impossible car elle n'avait pas de certificat prouvant qu'elle

était exemptée du travail à la ferme collective. Elle était prise au piège du cercle de la mort communiste, et dut revenir au village.

Quand vint l'hiver, Solomia se rendit de maison en maison pour proposer ses services en échange d'un morceau de pain. Elle était trop fière pour mendier. Les gens se montrèrent compatissants et l'aiderent dans la mesure de leurs moyens. Mais, la famine empirant et les villageois étant dans l'incapacité de la soutenir, on ne la vit plus faire ses tours.

La porte de Solomia était ouverte, mais l'entrée était bloquée par des congères et nous eûmes du mal à pénétrer à l'intérieur. Quand nous y parvînmes enfin, nous fûmes confrontés à un spectacle affligeant : Solomia s'était pendue au plafond. Elle portait son costume national ukrainien et une grande croix autour du cou. Il était évident qu'elle s'était préparée avant de se suicider. Ses cheveux étaient bien coiffés : elle les avait tressés en deux nattes qui lui tombaient sur les épaules.

Effrayés, nous courûmes chercher maman. Nous avons alors descendu le corps gelé de Solomia et l'avons déposé sur un banc, puis recouvert d'une couverture. C'est seulement ensuite que nous avons aperçu le cadavre de sa petite fille, étendu dans un bac de bois placé dans un coin, sous les icônes. Elle était revêtue de ses plus beaux habits. Les petites mains étaient croisées sur la poitrine.

Il y avait un mot sur la table :

« Chers voisins,

« S'il vous plaît, enterrez-nous convenablement. Je dois vous quitter, chers voisins. Je ne peux plus supporter cette vie. Il n'y a rien à manger à la maison, et vivre sans ma petite fille qui est morte de faim, et sans mon mari, n'a pas de sens. Si jamais vous voyez Dmytro, racontez-lui ce qui nous est arrivé. Il comprendra notre situation et me pardonnera. Dites-lui, s'il vous plaît, que je suis morte en paix, en pensant à lui et à notre chère fille.

« Je vous aime, mes chers voisins, et je souhaite de tout mon cœur que vous surmontiez cette épreuve. Excusez-moi de vous déranger. Merci de tout ce que vous avez fait pour moi.

« Solomia. »

Ayant lu ce mot, nous restâmes un certain temps immobiles et tristes. Notre mère tentait d'étouffer ses pleurs, en pressant le coin de son châle contre ses lèvres. Mykola contemplait les cadavres avec incrédulité.

J'imaginai le supplice de leur mort : les pleurs de l'enfant mourant de faim, puis les dernières convulsions du petit corps épuisé.

La souffrance de la mère avait dû être terrible : écouter, impuissante, son enfant la supplier de lui donner à manger, alors qu'elle-même était près de mourir de faim. Je me dis qu'elle avait dû éprouver un grand soulagement en entendant le dernier soupir de son enfant. Puis je l'imaginai s'occupant de ce corps sans vie, lui mettant ses plus belles, ses plus propres affaires, priant à genoux près d'elle et, enfin, lui donnant un dernier baiser avant de se suicider.

Mes pensées furent interrompues par maman. Il fallait que nous accomplissions les dernières volontés de notre voisine et enterrions convenablement les deux cadavres. Ma mère voulait toujours tout faire correctement. Mais comment y arriver dans ces circonstances ? Nous étions trop faibles pour creuser une tombe dans le sol gelé, et même pour porter les corps jusqu'au cimetière.

En ayant pris conscience, nous avons décidé de laisser Solomia et sa fille dans leur maison. Le froid empêcherait leur décomposition ; nous avons donc simplement couché le corps de l'enfant à côté de celui de sa mère, sur le banc qui servait de lit, et les avons recouverts d'une couverture. Puis nous sommes partis.

Après cette triste découverte, nous ne pouvions plus rester chez nous sans rien faire. Plusieurs cheminées autour

de nous ne fumaient pas. Il s'était certainement déroulé dans ces maisons des tragédies du même genre. Ma mère s'inquiétait particulièrement de la famille de Boris, et d'une veuve qui vivait non loin de chez nous avec sa fille infirme. Elle pensait qu'ils étaient peut-être vivants et qu'ils avaient besoin de notre aide.

Sans perdre de temps, nous sommes allés jusqu'à la maison de Boris. Lui non plus n'était pas rentré de la prison du village et avait été transféré au centre du district : personne ne l'avait revu depuis. Sa femme, Khymka, vivait seule avec ses deux enfants. Nous lui rendions souvent visite et l'aidions dans la mesure du possible. Mais, depuis les grandes tempêtes de neige, nous n'avions plus eu de nouvelles d'elle, ni des enfants.

Arrivés devant la maison, nous aperçûmes un objet sombre émergeant de la neige. C'était Khymka. Son corps était complètement gelé sous la neige. Nous nous précipitâmes dans la maison, craignant le pire pour ses enfants ; nous avons raison. Sur le banc qui servait de lit, reposait le corps du fils aîné, Trokhym. Ses mains étaient croisées sur sa poitrine, ses yeux fermés, et son cadavre gelé était revêtu d'un manteau. A la hauteur de sa tête, dans une soucoupe, il y avait les restes d'une bougie. Trokhym avait dû mourir avant sa mère. Ensuite, pour, semble-t-il, sauver la vie de son autre enfant, Khymka avait dû partir chercher de l'aide. Mais trop affaiblie, elle s'était écroulée à quelques pas de chez elle et était morte dans la neige.

Nous avons trouvé, dans un lit, son plus jeune fils, un garçon de huit ans environ. Il était bien recouvert de plusieurs bouts de vieux habits et, miraculeusement, encore vivant ! Complètement épuisé par la faim, il était trop faible pour bouger. Son corps, raidi, était apparemment à moitié gelé.

Nous devons faire immédiatement quelque chose pour préserver l'étincelle de vie qui soufflait encore chez ce jeune garçon. L'heure n'était pas à l'émotion et à la méditation.

Nous avons porté le corps de Khymka dans la maison et l'avons étendu à côté de son fils aîné. Il était évident que, si nous voulions maintenir en vie le petit garçon, il fallait l'emmener chez nous. Nous l'avons transporté soigneusement sur un traîneau. Maman le mit au lit et nous dit qu'avec l'aide de Dieu, il s'en sortirait.

Puis elle nous envoya en traîneau chez la veuve pour la ramener avec sa fille infirme si, toutefois, elles étaient encore vivantes. Elles habitaient tout près et nous ne fûmes pas longs à y arriver.

La veuve Chevchenko et sa fille infirme Lida étaient, elles aussi, des victimes de la politique gouvernementale. Quelques années auparavant, Chevchenko s'était heurté à un représentant du Parti au moment de l'application du plan de collectivisation. Au cours d'une vive discussion, Chevchenko avait osé le traiter de « perroquet stupide ». Son sort en fut scellé. Il fut accusé d'avoir attenté à la dignité du Parti communiste, et envoyé dans le nord pour cinq ans de « camp de rééducation ». Au bout d'un an environ, sa femme reçut une lettre anonyme, l'informant que son mari était mort en creusant le canal Baltique-mer Blanche. Depuis, elle vivait seule avec sa fille, handicapée de naissance qui avait besoin d'une attention constante. La veuve Chevchenko avait deux fois plus de mal que les autres villageois à se procurer de la nourriture, car, clouée chez elle pour s'occuper de sa fille, elle ne pouvait travailler. Elle ne pouvait pas non plus bénéficier d'une aide officielle puisqu'elle était la femme d'un « ennemi du peuple » en prison. Elle se mit à mendier, dépendant entièrement de la bonne volonté des gens. Quand le village fut frappé par la famine, son destin était réglé.

Sa maison, située sur une colline, était complètement isolée par la neige, qui bloquait la porte d'entrée.

Nous eûmes du mal à dégager l'entrée. Quand la porte s'ouvrit enfin, le spectacle que nous redoutions s'offrait à nos yeux : la pauvre veuve, morte, était par terre près du

seuil de l'entrée. Nous avons posé son corps sur un banc. Sa fille Lida était étendue sur un autre banc, enveloppée dans plusieurs couches de haillons. Elle vivait encore. Nous l'avons précautionneusement portée jusqu'au traîneau et vite emmenée à la maison.

Maman était toujours affairée à s'occuper du petit garçon de Khymka. Elle frottait son corps avec de la neige, et lui avait préparé quelque chose à manger, qui cuisait sur le fourneau.

Quand nous fîmes entrer Lida, maman commença à lui donner des soins et nous avons pris sa relève auprès du petit garçon. Après les avoir installés aussi bien que possible et les avoir aidés à se réchauffer, nous avons essayé de leur faire absorber de la bouillie et de la tisane, mais nos efforts échouèrent. Ils étaient étendus, immobiles, et seule leur respiration, lente et irrégulière, témoignait qu'ils étaient encore en vie. A la tombée de la nuit, nous avons assisté à leur effroyable agonie. Lida mourut à minuit, et le petit garçon peu de temps après.

Nous étions dans une situation singulière. Il y avait dans notre maison deux cadavres de personnes avec lesquelles nous n'avions pas de lien de parenté. Nous ne pouvions les garder chez nous longtemps, et les enterrer au cimetière comportait certains risques.

Il était dangereux de manifester de la compassion pour des villageois affamés, en particulier pour des gens qui, comme ces enfants, étaient considérés comme « ennemis du peuple ». Pourtant il nous avait semblé tout aussi naturel de tenter de les sauver que de tenter de sauver nos propres vies, mais pour le Parti communiste, c'était de la haute trahison. Nous avons décidé néanmoins, et quoi qu'il arrive, de les enterrer convenablement au cimetière.

Le lendemain matin, Mykola et moi, nous avons chargé les corps sur notre traîneau, les avons couverts et pris le chemin du cimetière, dans le centre du village. Tirer le traîneau si lourdement chargé fut très difficile, les forces

nous manquaient, surtout par ce froid glacial et avec cette neige. En avançant sur notre chemin, nous vîmes d'autres cadavres, dont certains que nous reconnaissons comme étant ceux de voisins. Il y en avait d'autres aussi, d'étrangers probablement venus d'autres villages en quête de nourriture. Le fait que tous étaient recouverts par une bonne couche de neige nous fit penser qu'ils se trouvaient là depuis assez longtemps.

En nous rapprochant du centre du village, nous distinguâmes, galopant vers nous, un traîneau tiré par deux chevaux. Nous savions que seuls les officiels du Parti et du gouvernement pouvaient se permettre ce luxe. La route étant encombrée par de hautes congères, nous ne pouvions lui céder le passage. Les chevaux se cabrèrent et s'arrêtèrent pratiquement à notre hauteur. Nous entendîmes d'abord des jurons, puis l'ordre de nous ranger sur le côté. Nous avons essayé, mais notre traîneau, si lourdement chargé, se bloqua dans la neige. Dans nos vains efforts pour le pousser et le dégager, nous avons, par mégarde, découvert notre cargaison, ce qui attira tout de suite l'attention des officiels. Ils descendirent de leurs sièges et vinrent jusqu'à nous pour voir les choses de plus près.

Ils étaient deux et nous ne les connaissions ni l'un ni l'autre. Ils étaient chaudement habillés, semblaient bien nourris et prospères, comme dans le temps. L'un d'eux, qui était vêtu d'un manteau de fourrure, s'avança et nous demanda ce que nous transportions.

— Vous le voyez bien, lui dis-je, en montrant du doigt les cadavres.

L'autre nous regardait avec curiosité.

— Qui sont-ils et comment sont-ils morts ? reprit l'homme au manteau de fourrure.

Quelle question ridicule et superflue ! Je répondis banalement que c'étaient les cadavres de voisins à nous. Puis, au lieu de lui expliquer la cause de leur mort, je lui

fis remarquer qu'il y avait beaucoup de cadavres sur la route, et qu'il y en avait davantage encore dans les maisons. Il dut être mécontent de ma réponse car il me demanda, avec colère, qui nous étions, en s'approchant plus près de nous.

— Vous ne voulez certainement pas me faire croire que toute la population du village est morte, ou sur le point de mourir, poursuivit-il en haussant la voix.

Puis, tout en nous lançant des injures et des insultes, il prit un carnet dans sa poche et y inscrivit nos noms.

L'autre observait ce manège en silence. Après que l'homme au manteau de fourrure eut remis son carnet à sa place, ils retournèrent vers leur traîneau et s'en allèrent à vive allure. Ce ne fut pas une mince affaire de dégager le traîneau !

En arrivant enfin au cimetière, nous éprouvâmes un grand soulagement, car nous avions extrêmement froid et étions épuisés. Des dizaines de corps étaient éparpillés des deux côtés de la route. Certains étaient empilés — il s'agissait probablement des membres d'une famille ou des habitants d'un même quartier. D'autres avaient été jetés un peu comme au hasard.

Un silence de mort régnait dans le cimetière. Il n'y avait personne. Nul ne s'était soucié d'enterrer les restes de ces pauvres diables.

Un enterrement « convenable », pendant cette période tragique, consistait à déposer les morts dans une des fosses communes ou dans les tombes ouvertes par les pilleurs et les chercheurs d'or. Les hommes les plus robustes eux-mêmes auraient eu du mal à creuser une tombe dans le sol gelé et recouvert de neige. Pour le villageois moyen, affaibli par la faim, la tâche était tout simplement impossible. Nous avons donc déposé les corps de nos amis dans une des tombes ouvertes à moitié remplie de neige, et les avons recouverts d'une autre couche de neige. Puis nous avons rapidement regagné la maison.

En chemin nous avons rencontré un homme qui vivait près de chez nous et avançait dans notre direction. Sa compagnie nous fit du bien. Il nous dit s'être rendu au centre pour informer les autorités du grand nombre de personnes mortes de faim dans son voisinage et dont les cadavres étaient toujours dans les maisons, ou ailleurs. Il se disait très contrarié parce que son récit n'avait fait aucun effet sur les membres du *soviet* et que personne n'avait voulu le croire. Le président du *soviet*, était même allé jusqu'à contester l'expression « mourir de faim » et l'accuser de déformer les faits. Il avait sa propre interprétation de la situation. Il reconnaissait qu'il y avait eu quelques morts, mais qu'il ne pouvait s'agir que de paresseux et d'oisifs qui n'aimaient pas ou ne voulaient pas travailler à la ferme collective, ou d'« ennemis du peuple » qu'il fallait de toute façon supprimer. Notre compagnon, ayant compris qu'il n'arriverait à rien, avait quitté le bureau du *soviet* avec amertume.

Nous lui racontâmes que la situation était la même autour de nous, et que nous revenions du cimetière où nous avons enterré deux enfants de malheureux voisins. Nous lui avons aussi parlé de notre rencontre avec les deux inconnus. Il nous apprit qui ils étaient. L'homme au manteau de fourrure était le nouveau président du *soviet*. Il avait été nommé par le gouvernement du district et venait d'arriver dans notre village. L'autre était un journaliste de la capitale, envoyé chez nous pour écrire un article sur les progrès de la collectivisation et les réunions de livraison des quotas de blé. Alors seulement avons-nous saisi pourquoi l'homme au manteau de fourrure, nouveau président de notre *soviet* avait paru si gêné et s'était mis en colère lorsque nous avons parlé des cadavres des morts de faim. Il était évident qu'il avait tenté de cacher la terrible réalité à son camarade journaliste.

A partir de ce jour, nous sommes restés à la maison, nous affaiblissant à mesure que passaient les jours. Nous regardions avec inquiétude diminuer lentement nos dernières réserves de nourriture, tandis que, au dehors, l'hiver battait son plein.

26.

Vers la fin du mois de mars, la famine atteignit un point culminant. La vie, dans le village, ressemblait à un combat d'animaux dans lequel le plus habile sauverait sa peau.

Le village en tant que communauté cessa d'exister. Les habitants qui avaient pu se maintenir en vie s'enfermaient entre leurs murs. D'ailleurs, les gens étaient si faibles qu'il était exclu qu'ils sortent de chez eux. Les visites étaient des événements rares. Toutes les portes étaient verrouillées et barrées pour décourager les intrus. Il n'y avait plus guère de communication, sinon aucune, entre proches voisins, et les gens avaient cessé de s'intéresser les uns aux autres. De fait, ils s'évitaient. Des amis, des parents même, devenaient des étrangers les uns pour les autres. Des mères abandonnaient leurs enfants, et des frères se tournaient le dos.

Certains, qui en avaient encore la force, continuèrent de chercher de la nourriture, mais aussi discrètement que possible, furtivement et sans bruit, comme s'ils se sentaient coupables d'être toujours en vie. Que pouvaient-ils trouver sous la neige ? Dans les rues, dans les champs, dans les jardins, les vergers, et sur le fleuve gelé, partout, gisaient des cadavres, sorte de monuments pétrifiés, parfaitement

conservés par la neige et le gel, des monuments élevés aux enfants, aux femmes et aux hommes, aux jeunes et aux vieux qui étaient morts de froid : ils mettaient en accusation la politique et la moralité communiste.

La neige continuant de tomber, les congères étaient plus hautes et plus difficiles à franchir. Personne ne les enlevait des routes et des chemins. On ne voyait nulle part les enfants qui, d'habitude, aimaient faire des bonshommes de neige, patiner et skier. En général, les chats ronronnaient plus fort et les chiens aboyaient plus vigoureusement pendant l'hiver. Mais, à la fin de février, il n'y avait plus d'animaux domestiques : ils étaient morts, soit de faim, soit tués par des affamés qui les mangeaient, soit fusillés par les millièmes. Les étables et les basses-cours étaient vides car la plupart des animaux avaient été confisqués par l'État et transférés au *kolhosp*. Quelques vaches appartenant encore à des fermiers, étaient gardées jalousement dans des étables fermées à clé, comme un fabuleux trésor. D'ailleurs, les bâtiments de ferme qui servaient ordinairement à abriter les animaux ou d'entrepôts avaient pratiquement disparu, détruits depuis longtemps pour servir de bois de chauffage. Les gens brûlaient tout ce qui leur tombait sous la main : même des clôtures, des meubles. Dans leur désespoir, ils démantelaient les maisons abandonnées ou des parties de logements habités.

La mort régnait sur notre village où on n'entendait aucune voix humaine, aucun cri d'animal.

Il y avait d'autres atrocités dont on ne voulait pas parler. Personne ne les ignorait, mais c'était un sujet tabou. L'une d'elles était le cannibalisme. Il est encore très difficile de l'évoquer ou d'y penser.

Il faut prendre en considération la pression inexorable qu'exerce la faim, pression qui peut faire perdre la raison et réduire celui qui en est victime à un état tout à fait animal. Nombre de nos villageois vécurent cette expérience. Les plus résistants, subsistant avec un minimum de

nourriture ou pratiquement sans nourriture pendant quelque temps, ne ressentait plus de tiraillements d'estomac comme au début. Ils tombaient dans le coma, ou vivaient dans un état de stupeur léthargique, semi-comateuse. D'autres réagissaient différemment. Ils devenaient comme fous, perdaient toute pitié, tout honneur et toute morale. Ils étaient la proie d'hallucinations tournant autour de la nourriture, de tout ce qu'ils pourraient mordre, mâcher pour apaiser la faim qui tenaillait leurs estomacs vides. Ce manque était intolérable et ils étaient prêts à enfoncer leurs dents dans n'importe quoi, même dans leurs propres mains, leurs propres bras, ou dans la chair des autres.

Ce furent des disparitions soudaines et mystérieuses qui firent naître les premières rumeurs. Ainsi, Maria et son frère de onze ans, enfants de Boris qui était déporté depuis longtemps en tant qu'« ennemi du peuple », avaient disparu sans laisser de trace. Leur mère malade était allée péniblement à leur recherche de maison en maison dans la neige profonde. Ils étaient partis pour ramasser du bois et n'étaient pas revenus. Les voisins ne les avaient pas vus et ne savaient pas où ils se trouvaient. Personne ne put aider cette mère affolée. Puis il y eut une veuve qui ne vivait que d'aumônes. Elle aussi avait disparu avec sa fille, et on ne les avait jamais revues. Peu de temps après, deux autres femmes et une petite fille se volatilèrent.

Alors que ces cas augmentaient, on procéda à une arrestation qui nous ébranla profondément. Une femme, accusée d'avoir tué ses deux enfants, fut incarcérée.

Une autre femme fut trouvée pendue. Les voisins qui découvrirent cette tragédie en comprirent la raison. Dans le four, il y avait des morceaux de chair de sa fille ; elle avait trois ans.

Un matin, mon ami Ivan, qui vivait chez nous, quitta la maison et ne reparut ni dans la journée ni le soir. Des jours passèrent, sans aucune nouvelle de lui. Ivan et moi étions

camarades de classe et amis depuis longtemps. Son père, Chost, d'abord emmené à la prison du village où je l'avais vu pour la dernière fois, avait été ensuite transporté au centre du district, puis en Sibérie. Sa mère avait été, elle aussi, dénoncée et arrêtée quelques jours plus tard. Leur ferme et leurs biens avaient été versés au *kolhosp*. Les enfants, Ivan (15 ans) et sa jolie sœur de 19 ans s'étaient retrouvés sans abri et dépendant de la compassion des voisins.

Comme cela se produit souvent dans ce genre de situation, la sœur se maria. C'était le seul moyen d'avoir une maison et une certaine sécurité pour elle et son frère. Ses voisins estimaient qu'elle avait agi sagement et l'admiraient pour l'amour et l'attention qu'elle manifestait à Ivan. Ils déménagèrent dans une maison située sur une petite colline près de la forêt et, pendant un certain temps, la décision de sa sœur leur apporta apparemment du bonheur, du moins pour l'époque.

Mais le mariage ne dura pas. Quelques mois plus tard, elle fut arrêtée en tant que fille de *kourkoul* et qualifiée d'« élément dangereux dans la société socialiste ». Les organisateurs du *kolhosp* avaient tellement peur de la résistance des fermiers qu'ils tendaient à supprimer non seulement les fermiers récalcitrants mais aussi leurs femmes et leurs enfants, de crainte aussi que ne subsiste une étincelle d'amour de la liberté susceptible de nourrir le feu de la révolte.

La fille tomba dans l'oubli, comme ses parents, et le jeune Ivan fut de nouveau seul. Il n'avait pas envie de rester chez son beau-frère, aussi ma mère l'invita-t-elle à vivre avec nous. C'est ainsi qu'il devint un membre de la famille, et sa disparition, outre qu'il nous manquait, nous inquiéta vivement.

A mesure que passaient les jours, notre inquiétude croissait. Mykola et moi décidâmes d'entreprendre des recherches.

Bien qu'Ivan n'aimât ni son beau-frère ni sa maison, il pouvait, pour plusieurs raisons, être allé chez lui. Avant la collectivisation, Antin, le beau-frère, était bien considéré dans le village. Travailleur, il avait un naturel heureux et les enfants, envers qui il se montrait gentil, l'aimaient beaucoup. Nous le connaissions depuis notre plus tendre enfance et, en hiver, nous faisons du ski sur sa colline, ce qu'il encourageait en maintenant la colline en bon état pour le ski ; il nous fabriqua même un tremplin de neige. Quand quelqu'un cassait ses skis, il les réparait et, après avoir skié, nous réchauffions nos mains et nos pieds devant sa cheminée. Même quand les enfants faisaient beaucoup de bruit, criant, pleurant, il ne protestait pas. Il prenait même visiblement plaisir à nos escapades dans la neige.

La famine empirant, d'étranges rumeurs se mirent à circuler sur la maison d'Antin. Quelqu'un y avait entendu une femme crier. Puis un autre bruit, plus affreux, courut. La fumée sortant de sa cheminée dégagerait une odeur de chair brûlée, rôtie. Y réfléchissant, nous nous mîmes à faire des rapprochements avec la disparition d'Ivan.

Quel fondement pouvait-il y avoir à tout cela ? Et, si même il y avait une vérité là-dedans, Antin aurait-il infligé ce traitement inqualifiable au frère de sa propre femme ? Il nous fallait le savoir. C'est avec ces très pénibles idées en tête que nous prîmes lentement le chemin de la colline. Mykola, qui était beaucoup plus jeune que moi, était pâle de frayeur. Il essaya de me convaincre de rentrer à la maison, mais mes sentiments envers Ivan et mon inquiétude étaient plus forts que ma peur. Je me devais de découvrir si Ivan était encore vivant et s'il avait besoin d'aide.

Je poursuivis ma marche, suivi à contrecœur par Mykola. La dernière partie de notre trajet se fit sur une neige vierge. Arrivés devant sa maison, nous repensâmes aux précautions que maman nous avait dit de prendre. Mykola devait rester hors de la maison, et moi crier pour appeler à l'aide si

quelqu'un, à l'intérieur, m'attaquait, ce qui détournerait l'attention de l'agresseur et servirait de signal à Mykola.

Conformément à ces directives, Mykola prit place près de la fenêtre, un gourdin entre les mains. Je pénétrai dans la maison, laissant la porte d'entrée à moitié ouverte. C'est là que je vis Antin. Sans répondre à mon salut, il fit un signe vers une porte qui menait à la pièce principale. En y entrant, je fus frappé par de multiples signes d'une pauvreté sordide. Les murs étaient nus, il n'y avait pas de meubles et il faisait très froid. Quand je regardai Antin, je vis qu'il me fixait, comme pour évaluer ma force.

Ce fut un moment très désagréable. Ses yeux étaient injectés de sang et pleins de larmes. Ses longs doigts pendaient au bout de ses bras, comme s'ils étaient suspendus et ne faisaient plus partie de son corps.

Il ne me reconnaissait pas. Je tentai de l'aider à se souvenir, en lui disant mon nom, ceux de ma mère, de mon frère, mais ce fut peine perdue. Il me fixait silencieusement de son regard vide.

Je me dis qu'il était devenu fou. Puis, je me rendis compte avec frayeur qu'il était deux fois plus grand que moi ! J'imaginai ce que ces fortes mains pourraient faire de moi.

Je reculai lentement, prudemment, vers le seuil. Mes mouvements durent le sortir de sa léthargie et lui rappeler quelque chose car il lança soudainement :

— Tu es venu me demander où est Ivan ?

Ce fut un soulagement d'entendre sa voix qui, bien que désagréable, bourrue, rompit la tension.

— Oui, Antin, mais...

Il ne me laissa pas terminer.

— Que veux-tu dire par « mais » ?

— Je veux dire... Comment pouvais-tu savoir que je venais chercher Ivan ? Peut-être qu'il...

Je ne finis pas ma phrase, comprenant que j'étais allé trop loin, ou que j'avais parlé trop tôt et au mauvais moment.

Mais un changement étonnant s'opéra en lui. Il fut plus

calme, plus sensé. Il n'explosa plus, malgré son agitation et sa nervosité. Il bougeait sans cesse les mains, comme s'il ne savait qu'en faire ; son regard alla vers la fenêtre qui était à sa droite, puis vers celle qui était derrière lui, et se posa finalement de nouveau sur moi.

J'eus peur, en le voyant me fixer. Je ne savais absolument pas ce qu'il fallait faire. Mon cœur se mit à battre et je fus pris de faiblesse et de vertige. Je voulais crier, hurler et filer, quand Antin se retourna et, se dirigeant vers la cuisine, dit : « J'interrogerai ma mère à ce sujet. »

Je n'attendis pas plus longtemps. Mon front se couvrit d'une sueur froide et tout mon corps se mit à trembler. Une voix intérieure m'intima de courir, aussi vite que je le pouvais, et mes réflexes lui obéirent. Je me précipitai hors de la pièce et atteignis l'entrée mais c'était trop tard. Antin se faufila rapidement par la porte de la cuisine qui menait à l'entrée et, en quelques secondes, fut devant moi. Il tenait d'une main un couteau de boucher qui étincelait, et de l'autre un chiffon sale.

Devant cela, je commençai à appeler au secours, et je continuai à crier même après qu'il eut appuyé le chiffon sur ma bouche. A ce moment, il y eut un bruit de vitre cassée. Mykola avait brisé la fenêtre avec son gourdin et appelait à l'aide. Mon agresseur, hésitant un moment, relâcha son étreinte. J'en profitai pour me libérer et je me ruai dehors. Avec Mykola, nous nous mîmes à courir aussi vite que nous le pouvions, et nous ne nous arrêtâmes qu'une fois en sécurité, à la maison. C'est alors seulement, à l'abri, que nous comprîmes que nous l'avions échappé belle.

Nous décidâmes de ne parler à personne de notre expédition vers la maison de la colline. Le mystère de la disparition d'Ivan demeura entier jusqu'à un certain jour d'avril.

27.

Je ne peux trouver de mots pour décrire ce que mes yeux ont vécu au printemps de 1933, mais, dans la mesure où ces souvenirs atroces me hantent, je vais m'efforcer de raconter les souffrances et la mort de mes frères ukrainiens.

La Seconde Guerre mondiale fut une réalité, et j'en ai pris ma part. J'ai vu un grand nombre de cadavres et de corps mutilés ; j'ai entendu des cris de désespoir et des râles d'agonie montant autour de moi. Jour après jour, j'ai eu froid et faim. J'avais constamment peur de la mort. Mais tout cela pour moi se perd dans la nuit des temps. Pourtant, dans le flou de ces souvenirs, je perçois une petite étincelle, une étincelle qui voulait dire que ces souffrances étaient imputables à la guerre, que nous avions, moi comme les autres, la chance de pouvoir défendre notre vie, si mince qu'elle ait été. Je me rends compte aussi, et c'est important, que, lorsque je me battais alors, je n'étais pas seul. L'armée était toujours là qui nous donnait quotidiennement notre nourriture, indépendamment de sa quantité et de sa qualité. Nous étions également vêtus, tant bien que mal, et quand c'était possible, nous dormions dans des barraquements. Ces souffrances nées de la guerre ne sont rien par comparaison aux événements qu'a vécus notre village, qui

me restent en mémoire comme relevant d'une horreur absolue.

Ceux d'entre nous qui étaient encore vivants nourrissaient l'espoir secret que l'arrivée de ce printemps 1933 apporterait un certain soulagement. Nous pensions que l'éclosion de la végétation nous aiderait à passer les longs mois qui nous séparaient de la moisson et du pain nouveau, espoir qui nous permit de tenir jusqu'aux premières pousses. Mais, malheureusement, nombre de villageois étaient morts avant que n'arrive ce printemps tant attendu. Et beaucoup de ceux qui virent la fin de l'hiver disparurent au moment même où apparurent les premiers légumes.

Ce printemps de 1933 fut exceptionnellement froid. Dans notre région, le printemps s'installait d'habitude vers le début d'avril. La neige fondait vite et un manteau vert la remplaçait immédiatement. Mais, cette année-là, il y avait encore de la neige partout. Un vent glacial soufflait en permanence, apportant souvent de gros nuages de pluie ou de neige, ou des deux, et le village s'enfonçait dans la boue et la neige fondante, qu'un coup de gel transformait en plaques de glace sale.

La famine avait atteint un tel degré que la mort apparaissait comme un soulagement. Dans beaucoup de maisons, autour de la nôtre, avait cessé depuis longtemps de se manifester le moindre signe de vie. A mesure que la neige fondait, on apercevait des cadavres partout, dans les arrière-cours, sur les routes, dans les champs ; ils posaient un problème cuisant. Le temps se réchauffant, ils commençaient à dégeler et à pourrir. Leur puanteur nous empoisonnait et nous n'y pouvions rien faire. Les villageois étaient dans l'incapacité d'enterrer les morts, et personne d'autre ne semblait pressé de s'en occuper, aussi leurs corps restaient-ils abandonnés là où la mort les avait frappés. Dans les champs, les forêts, ils étaient des proies rêvées pour les animaux sauvages ; dans les maisons, ils attiraient d'innombrables rats.

Pour la troisième fois, le village fut pris de panique. La plupart des villageois, désespérés, s'étaient résignés à la famine, ne sortaient pas de chez eux où ils vivaient dans des conditions indescriptibles. En loques, hagards, ils pouvaient à peine glisser un pied devant l'autre. Ils restaient assis ou couchés, silencieux, trop faibles même pour parler.

Les corps de certains étaient réduits à l'état de squelette, et leur peau jaune-grisâtre flottait autour de leurs os. Leurs visages ressemblaient à des masques de caoutchouc, avec de grands yeux, exorbités et immobiles. Leurs cous étaient rentrés dans leurs épaules. Leur regard vitreux annonçait leur mort prochaine.

D'autres avaient le ventre gonflé, stade ultime du processus de la famine. Leurs visages, leurs bras, leurs jambes et leurs ventres évoquaient les ballons en plastique. Leur peau était sur le point de craquer, d'éclater, entraînant une rapide détérioration de leur corps.

Avec le dégel, une nouvelle vague de mendiants apparut. Vieux et jeunes, femmes, enfants surtout, allaient de maison en maison en traînant leurs pieds couverts de haillons, suppliant qu'on leur donne de la nourriture : une pomme de terre, un morceau de pain, ou un épi nu — un épi nu ! — de maïs. Je me souviens comment, au commencement de la famine, des hommes et des femmes décharnés abordaient le seuil des maisons, souvent en sanglotant, et demandaient des restes. Si on leur en refusait, ils s'excusaient poliment et s'en allaient, en disant leur regret de nous avoir dérangés.

Mais, ce printemps, les mendiants présentaient un tableau tout à fait différent. Désespérés, frappés par la cruauté et l'injustice aussi bien que par la faim, ils n'étaient plus les petits fermiers modestes et honorables qu'ils avaient été. Leur peur de mourir était si grande qu'ils en perdaient toute maîtrise et, devenaient des bêtes sauvages. Ils ne faisaient plus la différence entre amis et ennemis, ils étaient prêts à tuer pour une miette de pain. Leurs vêtements n'étaient plus depuis longtemps que des haillons,

et ils étaient si exténués qu'ils étaient proches de l'écroulement.

Les yeux exorbités, les mains tendues, ils s'approchaient de quelqu'un, mais ne demandaient rien : ils étaient sans voix ; ils se contentaient de pleurer, leurs larmes se mélangeant au liquide qui suintait de leurs visages gonflés.

Les poux, ces compagnons des pauvres et des malheureux, annonçaient, eux aussi, une mort imminente. Les gens avaient perdu toute hygiène, n'avaient pas la force d'aller chercher de l'eau pour se laver, ou laver leurs vêtements, leurs draps. Et ceux qui avaient la force de faire leur lessive, ne pouvaient la faire bien parce qu'ils n'avaient pas de savon. Depuis plusieurs années, on n'en avait pas vu le moindre morceau. Y en aurait-il eu, nous n'aurions pas pu en acheter. Faute d'argent ; et aussi parce qu'il nous était interdit d'acheter quoi que ce soit tant que nous n'avions pas livré nos quotas de blé. Nous étions donc tous sales et infectés de poux.

Quand les membres d'une personne qui meurt de faim refroidissent, les poux envahissent les parties faciales qui sont chaudes, les orbites des yeux, les oreilles, les commissures des lèvres et les narines. C'était un signe infallible que ses souffrances allaient bientôt prendre fin.

La situation critique des enfants fut pour moi particulièrement déchirante ; leurs visages pathétiques, gonflés ou creusés, me resteront à jamais en mémoire.

Ils ne pouvaient pas comprendre pourquoi ils n'avaient pas de pain, rien à manger. Je tremble encore d'horreur lorsque je pense à eux. Dieu m'est témoin : le papier sur lequel j'écris est mouillé de larmes.

Peu d'enfants, dans notre voisinage, avaient survécu à cet hiver terrible, et ceux-là étaient squelettiques. Leurs estomacs étaient anormalement ballonnés et du liquide coulait en permanence de leurs parties génitales... Ils ressemblaient à des vieux : ridés, apathiques et très, très

tristes. Des poils poussaient sur les visages de certains d'entre eux, sur leurs fronts, leurs tempes. J'en ai vu qui paraissaient très étranges — comme des créatures venant d'une autre planète.

Souvent, la famine décimait une famille entière. Les adultes mouraient les premiers, les enfants devaient se débrouiller seuls. Ces orphelins, à demi vêtus, rejoignaient les mendiants. Se débattant dans la neige, ils se rendaient d'abord chez leurs voisins les plus proches et constataient qu'ils étaient morts. Puis ils se dirigeaient vers une autre maison, puis une autre. Des gens compatissants en gardaient parfois un ou deux chez eux, mais c'était pour les voir lentement mourir.

Pourtant, miraculeusement, certains enfants survécurent ; pour la plupart, de ceux qui avaient entre dix et quinze ans. A la venue du printemps, ils se dirent qu'ils n'avaient de chances de survivre qu'en allant en ville. Très peu y parvinrent et trouvèrent, chez des citadins, de l'aide et de la compréhension. D'autres furent arrêtés par la milice et placés dans la maison de détention des enfants. Ils avaient de meilleures chances de survivre à la famine, nous apprîmes pourtant la mort de beaucoup d'entre eux. Il y avait aussi ceux dont le destin était de rejoindre les rangs des jeunes criminels. Dieu seul sait ce qui leur arriva. Certains, enfin, n'arrivèrent pas jusqu'à la ville et ne se firent pas non plus ramasser par la milice. Ils moururent en chemin et leurs cadavres restaient là où la mort les avait frappés, pendant des jours et même des semaines, jusqu'à ce que quelqu'un traîne leur corps vers un fossé, pour le cacher, comme un animal mort.

Un épisode particulier ressort des souvenirs de ce printemps-là, symbole d'une humanité devenue complètement folle. C'était au début d'avril. Un matin, tôt, alors que nous étions encore au lit, nous entendîmes un cri d'enfant et de faibles coups frappés à la porte. Je fus le premier à sauter du lit. En ouvrant la porte, je vis une petite

filles qui devaient avoir dans les quatre ans. Elle tremblait de froid et d'épuisement, et de grosses larmes coulaient sur son visage affamé. Nous la connaissions ! C'était Maria, la fille de notre voisine Hana, qui avait aussi un fils de sept ans et vivait à quelque 800 mètres de chez nous. Le mari de Hana, un jeune fermier travailleur, avait été arrêté comme beaucoup d'autres, sans raison apparente, et exilé dans un camp de concentration deux ans auparavant. Hana était restée seule, avec ses deux enfants. Mais, avec l'hiver et la famine, nous la perdîmes de vue.

Je fis entrer l'enfant dans la maison.

— Ma maman ne veut pas se réveiller ! dit l'enfant, en essuyant ses larmes avec la manche de son manteau sale.

Maman et moi, nous nous sommes regardés. Un peu plus tard, Mykola et moi sommes partis pour la maison de Hana. Nos craintes se confirmèrent. Hana, morte, était étendue sur le banc qui servait de lit. Ses yeux vitreux et exorbités semblaient nous regarder. Sa bouche grande ouverte semblait encore chercher de l'air. Elle était morte, c'était évident, pas très longtemps avant que Maria ne frappe à notre porte. On voyait encore des traces de larmes sur ses joues, des poux aussi. Près d'elle son fils, mort lui aussi, était enveloppé dans un tissu quelconque. La maison, une seule pièce en tout, était sale. Il n'y avait que deux bancs, et aucune trace de nourriture. Le sol de terre battue avait été retourné, et il y avait des trous dans les murs. Les tuyaux du poêle et de la cuisinière étaient complètement abîmés. Nous reconnûmes là l'œuvre de la commission pour l'approvisionnement en pain. Ses membres étaient certainement passés récemment, à la recherche de « denrées cachées ».

Mykola et moi étions frappés d'horreur. J'éprouvai le besoin de fuir en criant, en même temps que l'envie de m'asseoir près des corps, de prendre leurs mains dans les miennes en signe de pitié et de tristesse. Je ne fis ni l'un ni l'autre. Pétrifié, je regardai la mère et le petit garçon et dis :

— Pourquoi ? Pourquoi sont-ils morts ?

Nous avons laissé les corps, espérant que la brigade du *kolhosp* chargée des enterrements les ramasserait au cours d'une de ses tournées quotidiennes.

La petite Maria survécut à la famine. Elle resta chez nous un moment jusqu'à ce que des parents qui vivaient en ville l'emmenent dans leur famille.

28.

Je me souviens qu'un jour, à la fin d'avril 1933, ma mère nous demanda, à Mykola et moi, d'aller rendre visite à une parente éloignée, Priska, qui vivait à six kilomètres environ de chez nous. Nous acceptâmes avec joie. Nous allions pouvoir, en chemin, rendre visite à des camarades de classe et à d'autres amis que nous n'avions pas vus depuis le début de l'hiver. Nous étant souvent demandé ce qui leur était arrivé, nous étions préparés au pire.

Nous sommes passés par les dunes qui séparaient notre quartier des bois. C'était là que nous avions caché de la nourriture. La journée était printanière, ensoleillée. Autour de nous, des oiseaux voletaient d'un buisson à l'autre, gazouillaient. On voyait des pousses nouvelles partout, mais il n'y avait personne à l'horizon, on n'entendait aucune voix. On ne voyait ni chats ni chiens. On aurait dit qu'un terrible fléau avait ravagé le village, n'épargnant que les oiseaux et les insectes.

Près de la maison d'Antin, sur la colline, là où nous étions allés chercher notre ami Ivan, nous eûmes la surprise d'entendre des voix bruyantes. Des gens cherchaient quelque chose. Nous ne pûmes nous empêcher de nous arrêter pour voir ce qui se passait ; nous découvrîmes alors

la commission pour l'approvisionnement en pain en action. Le millième du village, le camarade Livshitz, supervisait la fouille, debout devant la maison, criant des ordres de temps à autre. Des membres de la commission creusaient la terre autour de la maison. D'autres s'affairaient à l'intérieur et dans la remise.

Si absurde que cela paraisse, les membres de la commission de notre village poursuivaient leur recherche de nourriture cachée malgré la famine collective qui sévissait. Ils s'obstinaient à visiter une maison après l'autre, portant une attention particulière à celles qui semblaient habitées. Ils persistaient à exiger les quotas de blé, ou fouillaient les bâtiments sans demander la moindre permission. Nous devions toujours assister à des réunions, écouter des propagandistes, des agitateurs et autres officiels du Parti qui nous haranguaient inlassablement sur les mérites de la livraison de blé à l'État, la position du Parti et du gouvernement sur tels sujets, tels événements, ou sur des décrets récemment promulgués. On ne voyait, bien sûr, que très peu de monde à ces réunions, puisque la famine avait déjà tué beaucoup de gens et que les survivants n'avaient pas la force de sortir de chez eux.

Grâce à ces réunions, on apprit qu'en janvier, le Parti communiste de l'Union soviétique, après avoir accusé l'Ukraine de saboter volontairement la production des quotas exigés, y avait dépêché Postichev, un Russe chauvin et d'une cruauté sadique. Sa nomination joua un rôle crucial dans la vie des Ukrainiens.

Postichev introduisit et mit en application une nouvelle politique soviétique en Ukraine, laquelle prônait ouvertement la destruction de tout ce qui était ukrainien. On nous rappelait continuellement qu'il y avait parmi nous des « nationalistes-bourgeois » que nous devons anéantir. C'étaient eux, ces affreux « nationalistes-bourgeois », qui suscitaient nos « difficultés alimentaires », nous faisaient

mourir de faim. Les accusations portées contre eux ne cessaient pas.

A chaque réunion, on nous disait que la lutte contre le mouvement national ukrainien était aussi importante pour la « construction de la société socialiste » que la lutte pour le pain. Cette campagne eut pour conséquence la suppression du gouvernement central ukrainien ainsi que de toutes les institutions culturelles, éducatives et sociales ukrainiennes. Elle entraîna également des arrestations dans notre village.

Avec l'arrivée de Postichev, la campagne pour la récolte du blé se transforma en campagne pour la collecte des semences. Que les fermiers meurent de faim ne souciait en rien les autorités. Ce qui les inquiétait, c'était le manque de semences pour les semailles de printemps. Je me souviens d'un discours de Postichev où il donna à toutes les organisations du Parti l'instruction de collecter les semences par les mêmes méthodes que pour la collecte du blé. Il ordonna également l'expropriation des semences qui étaient censées avoir été volées ou illégalement distribuées en tant que nourriture aux membres des fermes collectives. Il déclara nettement que les semences devaient être ramassées et livrées immédiatement et à n'importe quel prix. Nous ne pouvions comprendre que les autorités communistes puissent exiger du blé de façon aussi impitoyable alors que les champs, les routes et les cours étaient jonchés de cadavres. En écoutant ces harangues, nous pensions souvent que des saboteurs œuvraient peut-être clandestinement pour discréditer le Parti communiste. Nous étions naïfs. Imperméable à toute sensibilité, le Parti exigeait de nous du blé ; il ne jugeait pas que la famine puisse être une excuse. Les officiels nous traitaient avec une impatience et un mépris accrus du fait de la méfiance et de l'antipathie traditionnelles des Russes envers les fermiers ukrainiens. Nous fûmes ainsi contraints d'écouter les mensonges interminables des officiels russes qui niaient

l'existence de la famine. Pour eux, les victimes étaient des paresseux qui, pour avoir refusé de travailler à la ferme collective, méritaient la mort.

Mais revenons à la maison d'Antin et aux membres de la commission pour l'approvisionnement en pain qui la fouillaient. Le bruit courait qu'Antin et sa mère, rendus fous par la faim, étaient devenus cannibales. Mais ce n'était pas pour cette raison que la commission était venue ce jour précis. Nous apprîmes que le camarade millième avait croisé une fois Antin, lequel lui avait paru bien nourri et vigoureux, ce qui signifiait qu'il avait caché de la nourriture. Aussi avait-il organisé avec la commission du premier Cent une fouille systématique de sa maison. Imaginez leur surprise quand, au lieu de blé, ils ont trouvé des restes humains. Nous aperçûmes, à ce moment-là, Antin et sa mère à une certaine distance du camarade millième. Ils avaient les mains liées derrière le dos et ils étaient surveillés par un millième armé d'un fusil de chasse. Devant eux, se trouvaient des restes humains, des os, des crânes. C'était un spectacle écœurant, et c'est donc un souvenir répugnant. Nous étions certains que les restes de notre ami Ivan se trouvaient dans cet affreux entassement.

Nous partîmes dégoûtés et nous nous sommes dépêchés d'aller chez Priska.

Le sort de Priska n'était pas très différent de celui de beaucoup de malheureux villageois. Son mari avait été désigné comme *kourkoul* pour avoir refusé de travailler à la ferme collective en 1930, puis pour n'avoir pas réussi à payer les impôts ni à remplir les quotas de livraison de blé ; comme beaucoup, il avait été exilé vers un camp lointain, tristement célèbre. Plus tard, il avait été interné dans un camp de travaux forcés et Priska avait appris qu'il était mort en creusant le canal Baltique-mer Blanche. Elle était restée seule avec ses deux enfants : un garçon de sept ans et une fille de cinq ans.

Priska était chez elle, tellement affamée qu'elle pouvait à peine bouger. Elle nous raconta péniblement sa triste histoire ; il lui était déjà difficile de parler.

Elle avait dû travailler pour nourrir ses enfants, c'est-à-dire essentiellement courir çà et là pour trouver à manger ; pas grand chose : deux ou trois betteraves, quelques pommes de terre, une ou deux tranches de pain. En été et en automne cela n'alla pas trop mal, car elle pouvait travailler à la ferme collective. A cette époque, elle recevait deux livres de pain ou de farine, et, comme les autres membres du *kolhosp*, elle avait droit à deux repas chauds par jour, généralement une sorte de bouillie de millet ou de sarrasin. Elle pouvait donc nourrir ses enfants. Mais quand vint l'hiver, il n'y eut plus de travail au *kolhosp*, donc plus de pain ni de repas chauds. Le peu de nourriture qu'elle avait reçu pour son travail ne dura pas très longtemps. Ses enfants et elle réussirent à se maintenir jusqu'en mars. Puis l'inévitable se produisit : son fils succomba. Elle l'enterra dans le verger sous un cerisier. Elle souhaitait d'ailleurs être enterrée, elle aussi, sous un cerisier.

Elle savait que son tour de mourir, et celui de sa fille, était pour bientôt. Elle craignait de mourir avant elle. Cette idée lui était intolérable. Elle avait entendu parler d'un centre pour enfants qui se trouvait à quelque trente kilomètres de notre village. Un matin d'avril, elles se mirent en chemin et parcoururent les trente kilomètres à pied. En arrivant, elle découvrit que ce centre était, en fait, la maison de détention pour enfants tenue par la milice. Malgré sa peur, sa déception et sa frustration, elle estima que cet endroit était préférable pour sa fille au sort qu'elle pouvait lui faire toute seule. Après avoir bien réfléchi, elle expliqua à la petite Maria ce qu'elle devait faire et dire, et l'envoya vers la porte d'entrée. La porte à peine ouverte et la petite Maria disparue à l'intérieur, Priska tourna le coin de la rue ; elle ne devait jamais revoir sa petite fille.

A ce point de son récit, Priska se tut. Ses yeux exorbités,

vitreux, exprimaient la stupeur, et ses lèvres tremblaient, mais elle ne pleura pas. Nous la regardions en silence.

Quand elle se fut reprise, elle termina son histoire. Après avoir abandonné Maria, elle n'éprouva plus une seconde de répit. Elle avait le cœur brisé, se sentait coupable et était en proie à un remords intense. Elle ne pouvait empêcher ses larmes de couler. Elle avait, pendant ses longues et froides nuits d'insomnie, des hallucinations, elle voyait apparaître la petite Maria. L'enfant était assise sur le banc sous les icônes, et Priska sentait que sa fille la fixait. Puis, la petite éclatait en sanglots, suppliait qu'on lui donne du pain et disait :

— Maman, pourquoi m'as-tu abandonnée ? Tu ne m'aimes plus ?

Toutes les nuits, nous dit Priska, sa petite fille lui apparaissait et, chaque fois, lui posait la même question :

— Maman, pourquoi m'as-tu abandonnée ? Tu ne m'aimes plus ?

Finalement, dans cet état second, Priska retourna à pied à l'endroit où elle l'avait laissée. Mais ses efforts furent vains, et jamais elle ne revit sa petite fille.

Le soir tombait quand Priska eut fini son récit. Il nous fallait rentrer à la maison. Le lendemain, maman nous renvoya chez elle avec un peu de nourriture, mais c'était trop tard. Nous l'avons trouvée par terre, morte. Elle avait choisi une mort plus rapide, moins douloureuse. Rassemblant toutes les forces qui lui restaient, elle s'était empoisonnée en absorbant de la fumée de charbon.

Nous nous souvînmes de son désir de reposer sous un cerisier et, à la tombée de la nuit, nous l'avons enterrée près de son petit garçon.

Ce genre de suicide devint chose courante. C'était simple et indolore. La plupart des personnes qui choisissaient cette mort étaient des femmes dont les maris avaient été arrêtés et envoyés en camps de concentration, qui avaient perdu leurs enfants. Elles condamnaient les cheminées, les portes

et les fenêtres, faisaient un feu dans le four, ou au milieu de la pièce, sur le sol de terre battue. D'autres mettaient carrément le feu à la maison. Mais le suicide le plus répandu était le suicide par pendaison, principalement parmi les fonctionnaires, les chefs des Dix et des Cinq. Certains membres du Parti se suicidaient également d'une manière ou d'une autre. Les autorités en étaient informées, mais ne faisaient rien pour y mettre un terme.

Dans les jours qui suivirent, nous nous sommes rendus chez d'autres parents et amis au sujet desquels nous étions inquiets.

Nous nous sommes arrêtés d'abord chez mon ami Vasyl. Son père ayant été arrêté et exilé quelque part dans le Nord, il vivait avec sa mère et ses deux petites sœurs, mais nous n'avions pas de nouvelles depuis qu'il avait quitté l'école en décembre. En entrant, nous avons vu les deux filles et leur mère. Véritables momies, elles étaient accroupies, en silence, sur le sol au milieu de la pièce, et faisaient cuire des mauvaises herbes, des orties et des aroches, qui poussaient abondamment dans la région. Les petites ne répondirent pas à nos salutations. Toute leur attention se concentrait sur le liquide qui bouillonnait, qu'elles contemplaient avec avidité, des cuillères dans les mains. La mère se mit à pleurer en nous voyant. Il nous fallut un bon moment pour la calmer.

Quand la famine s'était déclarée, Vasyl s'était joint à des hommes habitués à voyager. Il partit avec eux pour la Russie où il comptait acheter de la nourriture. Il eut de la chance, et revint avec plusieurs miches de pain et une trentaine de kilos de farine. C'était en décembre. En mars 1933, la famine ayant atteint un stade catastrophique, Vasyl décida de refaire son voyage, mais, cette fois, le sort lui fut contraire. Il réussit à prendre un train pour une petite ville proche de Moscou. De là, il put avertir sa mère qu'il allait rentrer. Mais il ne revint jamais. Sa mère apprit plus tard

qu'il avait été arrêté dans une gare-frontière, avait été jugé pour marché noir et condamné à cinq ans de travaux forcés. Personne n'en avait entendu parler depuis.

Le cas de Vasyl n'était pas unique. Malgré l'interdiction officielle de voyager pour se procurer du travail ou de la nourriture, malgré nos conditions de vie misérables et notre affaiblissement, nous ne pouvions tout simplement pas renoncer. Aucun de ceux qui pouvaient encore tenir debout ne se résignait à mourir sans se battre.

Il n'y eut aucune tentative pour organiser des secours pour les familles frappées par la famine, ni de la part des autorités ni de la part de personnes privées. Bien au contraire, quand un instituteur du village essaya de mettre quelque chose sur pied, il fut arrêté et envoyé creuser le canal Baltique-mer Blanche. On l'accusa d'avoir « répandu de fausses rumeurs laissant croire que les villageois mouraient de faim ». L'idée de secours organisés disparut avec lui. Nous étions seuls pour lutter contre le désastre. L'exode massif des villageois ne les menait pas seulement dans les villes et les bourgs des environs. Beaucoup gagnaient, comme Vasyl, des régions plus lointaines et même la Russie où il n'y avait pas de famine. Ce n'était pas facile, même si l'on avait de l'argent. Je l'ai déjà souligné, nous n'avions pas le droit d'acheter des billets de train sans une permission spéciale du *soviet* du village. En 1933, cet arrêté fut appliqué de façon beaucoup plus stricte. Les trains étaient gardés par des soldats, ce qui rendait impossible de s'y glisser sans présenter un billet. En outre, les villageois ne possédaient pas de passeports — ceux-ci avaient été institués en décembre —, aussi était-il plus facile de contrôler les voyageurs quittant l'Ukraine pour le Nord ou l'Est et d'arrêter les « illégaux », lesquels étaient ramenés de force dans leurs villages ou envoyés dans un camp de travail.

LES AFFAMÉS

L'époque était idéale pour les trafiquants de marché noir des villes. Ils achetaient, avec leurs passeports, des billets de train qu'ils revendaient pour des prix exorbitants. Un billet pour Moscou, par exemple, coûtait, au marché noir, quatre ou cinq fois plus cher que son prix réel.

29.

La plupart de nos efforts pour trouver de l'aide à l'extérieur furent voués à l'échec. Un fermier ukrainien cherchant de la nourriture hors de son village était pourchassé comme un animal sauvage. Nous étions donc contraints de trouver de quoi manger dans la nature.

Ceux qui avaient de la chance et étaient adroits pouvaient attraper un poisson, un oiseau. D'autres essayaient d'assouvir leur faim avec les nombreuses plantes des rivières. Dans la forêt, il y avait des baies, des champignons, toutes sortes de racines, et même les feuilles et les écorces des buissons et des arbres. Le gibier abondait pour qui savait l'attraper ou poser des pièges. Mais nous n'avions pas d'armes, tous les fusils ayant été confisqués depuis longtemps.

Les champs étaient nos lieux de recherche privilégiés. On avait toujours l'espoir d'y trouver quelque chose, des légumes de la récolte précédente conservés par la neige et le gel. Les pommes de terre, les betteraves et les oignons n'avaient pas de prix, même s'ils étaient gelés. « Un homme affamé ne renifle pas sa nourriture », dit le vieil adage.

Dès que la neige fondait, on voyait de misérables silhouettes patauger dans les champs détremés. Si on

trouvait des pommes de terre, le meilleur des butins, on ne les mangeait pas tout de suite ; on les rapportait chez soi et on en faisait une sorte de crêpe en les mélangeant avec des feuilles et même des écorces.

Mais il n'était pas facile pour des gens affaiblis d'arpenter les champs. Le fait même de les atteindre exigeait de la force et de la résistance, et beaucoup n'y parvenaient pas. D'autres mouraient d'épuisement dans les champs avant d'y avoir trouvé quoi que ce soit.

Un après-midi, la mère de mon camarade de classe Petro vint nous voir, et nous dit en pleurant qu'il était en train de mourir dans un champ, à quelque trois kilomètres de là. C'était une voisine qui, revenant des champs, l'en avait informée. Elle avait vu Petro dans la détresse, mais n'était pas assez forte pour le secourir. La mère de Petro nous demanda de l'aider à ramener son fils à la maison, vivant ou mort.

L'histoire de la famille de Petro n'était pas unique. Son père avait refusé de rejoindre le *kolhosp*, comme tous les fermiers au début. Mais les officiels utilisèrent tous les moyens, toutes les ruses, pour lui rendre la vie impossible. Deux ans auparavant, il avait été nommé chef d'un Cinq, ce qui signifiait que sa maison était un lieu de réunion pour cinq fermiers dont il était totalement responsable devant le gouvernement. Comme celui-ci pressait les fermiers de rejoindre la ferme collective, il dut collectiviser tous les fermiers appartenant à son Cinq et lui en premier.

Cette manœuvre avait réussi dans plusieurs cas, mais pas dans celui du père de Petro, qui détestait, comme les membres de son Cinq, la ferme collective, et voulait rester indépendant. Il paya cher son obstination. Sa ferme fut exagérément imposée, et quand il ne put payer ses taxes ni en espèces ni en nature, il fut arrêté en tant qu'« ennemi du peuple », et disparut quelque part dans le nord de la Russie. Sa ferme fut confisquée, et sa femme dut s'installer avec ses deux jeunes enfants chez ses parents.

La malchance la poursuivit. Ses parents et sa petite fille moururent de faim au printemps de 1932, la laissant seule avec Petro. Et maintenant, après avoir réussi à survivre, Petro était en train d'agoniser seul dans les champs.

Nous ne pouvions refuser le pathétique appel à l'aide de sa mère, bien que nous tenions difficilement sur nos pieds. Mais Petro était notre ami, notre voisin, et aucun homme ne pouvant, à ce moment là, l'aider ou risquer de se rendre jusqu'aux champs, nous avons décidé de faire notre possible pour le sauver.

Nous n'avions comme moyen de transport qu'une charrette à bras, puisque notre cheval et notre voiture avaient été confisqués deux ans plus tôt. Nous l'avons prise et sommes partis, suivis par la mère de Petro qui insista pour nous accompagner. Nous sommes allés à travers les champs qui, à cette époque de l'année, étaient très boueux et couverts de flaques d'eau recouvertes d'une couche de neige glacée. Nos chaussures, si on pouvait les appeler ainsi, étaient parfaitement inadéquates. La mère de Petro avait les pieds enveloppés de haillons ; Mykola et moi portions de vieilles chaussures complètement usées, enveloppées dans des morceaux de toile goudronnée. La boue collait à nos pieds. La mère de Petro ne pouvait pas avancer à la même allure que nous, mais elle sanglotait qu'elle ne voulait pas faire demi-tour ; elle vivait encore dans l'espoir de voir son fils vivant. Mykola et moi voulions la faire monter dans la charrette et avons tenté de la soulever. Mais elle était trop lourde ; se rendant compte qu'elle nous retardait, elle en descendit, et nous avons continué sans elle comme elle nous le demandait.

En chemin, nous avons vu deux cadavres. Arrivés dans une petite dépression, entre deux collines, mon frère aperçut quelque chose dans un sillon, à quelques pas de la route. Nous sommes allés voir de quoi il s'agissait. C'était le corps d'un homme couché sur le ventre. Il n'y avait pas de signes de bataille. L'homme, apparemment, était tombé

et était trop faible pour se lever. Il devait être mort depuis assez longtemps car nous avons essayé de le retourner pour voir son visage, mais nous n'y sommes pas arrivés. Il était gelé et collait au sol.

Pendant, la mère de Petro nous avait rattrapés ; en voyant le corps, elle laissa échapper un grand cri mais évita d'en approcher. Elle nous exhorta à continuer et à nous dépêcher.

Elle était évidemment incapable de marcher au même pas que nous, qui avançons deux fois plus vite, aussi l'avons-nous laissée en arrière. Le soir approchait et de gros nuages descendaient sur les champs. Au loin, il pleuvait à verse et l'orage se déplaçait lentement dans notre direction.

Mais nous fûmes encore retardés. Au bout d'à peu près un kilomètre, nous avons aperçu, tout près de la route, le corps d'une femme que nous connaissions. Elle n'était pas morte de faim. Nous nous sommes tout de suite rendus compte qu'elle avait été tuée par un coup de fusil de chasse. Elle était étendue sur le dos, dans une mare de sang et de boue, et ses yeux vides semblaient nous fixer. Apparemment elle était morte depuis peu de temps. Il était impossible que son agresseur fût quelqu'un rendu fou par la faim, quelqu'un qui pouvait tuer pour quelques pommes de terre. En effet, aucun villageois ne possédait de fusil ; seuls les officiels et les gardes avaient droit à des armes. Il était donc très probable que cette femme avait été tuée par un garde champêtre du *kolhosp* pour avoir fouillé dans le champ de pommes de terre.

Nous avons dû laisser le corps et poursuivre notre chemin. La pluie approchait, et le soir tombait. Nous nous sommes efforcés d'atteindre l'endroit où nous espérions trouver Petro. Une fois là, essoufflés, en sueur, nous l'avons découvert, étendu sur le chemin. Il était encore en vie et respirait doucement. Une longue trace indiquait qu'il avait rampé un long moment dans la boue avant de s'évanouir.

Nous avons réussi à le poser dans notre charrette, d'où

ses pieds dépassaient. Le chemin du retour fut encore plus difficile car il commençait à pleuvoir.

Nous nous attendions à croiser la mère de Petro et nous avons commencé à nous inquiéter de ne pas la voir, quand nous l'avons trouvée au bout d'un certain temps. Elle était étendue par terre, incapable de bouger. Elle avait apparemment aussi perdu l'usage de la parole. Ses grands yeux nous fixaient. Nous eûmes peur, car on voyait bien que sa mort était imminente. Elle fit cependant un léger mouvement qui signifiait qu'elle voulait voir son fils. Nous l'avons soulevée et soutenue jusqu'à la charrette, sur laquelle elle s'effondra de tout son poids. La situation était sans issue. Nous ne pouvions ni tirer ni pousser la charrette avec ce chargement de deux personnes tant nous étions proches de l'épuisement.

Comme si elle comprenait, la mère de Petro leva lentement la tête et tenta de nous dire quelque chose, mais sans y parvenir. Elle se laissa glisser, et, soulevant légèrement la main droite, désigna Petro du doigt. Nous comprîmes qu'elle voulait que nous la laissions et que nous emmenions vite son fils au village. Elle espérait encore que nous pourrions le sauver.

Nous l'avons abandonnée, avec l'intention de revenir la chercher, et sommes partis aussi vite que le mauvais temps et nos forces nous le permettaient. Une fois arrivés à la maison, la nuit était noire et il pleuvait à verse. Maman, soulagée de nous voir, nous aida à faire entrer Petro.

Sans nous reposer, nous sommes repartis vers sa mère, qui ne pourrait pas tenir longtemps dans l'obscurité. Maman voulut venir avec nous, elle enveloppa Petro, qui respirait encore lentement mais régulièrement, de vêtements chauds, lui donna à boire un peu de bouillon, et l'installa confortablement. Puis nous avons repris la route avec la charrette.

La mère de Petro était vivante, mais inconsciente. Après l'avoir mise dans la charrette, nous sommes rentrés. Il était

impossible de voir la route tant il faisait sombre et la pluie tombait, nous pataugions dans des flaques d'eau. La charrette se renversa plusieurs fois, la mère de Petro tomba dans la boue, mais nous n'avons pas renoncé. Trempés jusqu'aux os, nous atteignîmes enfin la maison où maman, elle-même mouillée, se hâta de couvrir la mère de Petro de vêtements secs. Mykola et moi, nous voulions changer Petro, mais nous avons constaté, en nous penchant sur lui, qu'il était mort. Nous avons installé sa mère aussi confortablement que possible, mais elle ne reprit pas conscience et mourut dans de terribles convulsions. Nous étions tristes, mais contents que la mère et le fils ne soient pas morts dans la boue et sous la pluie.

Une nouvelle fois, nous nous sommes demandé ce qu'il fallait faire des corps de nos amis. Nous ne pouvions ni les garder à la maison, ni les enterrer convenablement au cimetière comme maman tenait généralement à le faire. Elle se rendait compte que nous étions trop faibles, aussi avons-nous décidé de les porter dans leur maison et de laisser les millièmes s'occuper d'eux, ce que nous fîmes le soir même.

30.

La ruée vers les pommes de terre gelées reprit de plus belle vers la fin d'avril. C'était l'époque où le *kolhosp* faisait de nouvelles plantations. Les villageois affamés pensaient qu'il leur serait donc facile de trouver des pommes de terre, en allant simplement en déterrer dans les champs. D'autres utilisaient une autre méthode : après avoir trouvé une pomme de terre, ils suivaient la rangée.

En réalité, ce n'était pas aussi facile. Le gouvernement intervint et fit annoncer qu'il était interdit de fourrager dans les champs. Toute personne surprise en train de voler des pommes de terre ou d'autres légumes serait exécutée.

Les villageois qui ne tinrent pas compte de ces avertissements ni des gardes furent arrêtés et incarcérés dans la prison du district. Bientôt, le bruit courut que les géoliers les nourrissaient bien, leur donnaient du pain et d'autres aliments, ce qui poussa nombre de villageois à ne plus chercher des pommes de terre mais des gardes pour les arrêter.

Les gens troquaient leurs maisons pour des prisons, refuges contre la faim. Ainsi le nombre de « criminels » augmenta-t-il rapidement.

Mais cela ne marcha pas longtemps. Les prisons étaient

bondées. En outre, les autorités se doutaient des raisons pour lesquelles le nombre des « ennemis du peuple » augmentait. Pour endiguer ce flot, on annonça un jour officiellement que les « criminels » seraient enfermés dans la prison du *village*. Là, les prisonniers n'étaient pas nourris et c'était à leurs familles de pourvoir à leur alimentation. Par ailleurs, les prisonniers capables de marcher devaient creuser des tombes, travailler sur les routes ou dans les champs du *kolhosp*.

Le mois d'avril fut froid et pénible. Nous avons déjà brûlé tout ce qui pouvait brûler pour nous réchauffer. La grange, la soue et la clôture y avaient passé. Quand la neige se mit à fondre, nous avons cueilli des mauvaises herbes sèches dans les jardins, les cours et le long des routes, pour les brûler. Mais nous avons néanmoins davantage de chance que beaucoup d'autres puisque nous avons encore des pommes de terre et quelques petits sacs de blé cachés dans une meule de foin.

Et il nous restait notre vache, notre principale chance de survie. Elle allait bientôt nous donner du lait, car elle allait mettre bas début mai.

Nous la traitions comme notre sauveur. Depuis le début de l'hiver, nous l'avions gardée à l'intérieur de la maison et prenions grand soin d'elle, tentant de la nourrir le plus abondamment possible et avec des aliments adéquats.

Mais un jour d'avril, nos espoirs furent brisés. Nous reçûmes un avis nous intimant l'ordre de donner à l'État, dans les vingt-quatre heures, environ 250 livres de viande sous forme de bétail, ce qui signifiait qu'il nous fallait renoncer à notre vache. Nous ne pleurâmes jamais autant que ce jour-là, comme si nous perdions la vie, ce qui d'ailleurs n'était pas loin de la vérité.

La commission pour l'approvisionnement en pain débarqua chez nous le soir, avant même la fin du délai de vingt-quatre heures. Des membres de la commission nous

surveillèrent, d'autres sortirent rapidement notre vache et l'emmenèrent. Ce processus ressemblait plus à un *hold-up* qu'à un acte légal.

Le lendemain, nous étions au fond du désespoir. Depuis déjà cinq mois, nous avons constamment faim. Nous n'avions pas vu de vraie nourriture depuis le mois de décembre, à part ce que nous avons acheté au *torgsin*. Notre seul espoir d'avoir quelque chose de substantiel à manger — du lait — venait de s'évanouir. Nos conversations tournaient autour de ce lait ; nous en rêvions.

La faim nous harcelait. Mes tiraillements d'estomac étaient insupportables. J'éprouvai une faiblesse permanente et je tenais difficilement sur mes pieds. Je crus devenir fou : je ne pouvais penser à rien qu'à la nourriture. J'en rêvai, surtout de pain : un pain frais, chaud et tendre, sortant du four. J'en sentais l'arôme, m'en imprégnais, je le goûtais. Je voyais toutes sortes de pains, de formes et de couleurs différentes : du pain blanc et du pain noir. Si seulement j'en avais un morceau, je ne désirerais plus rien.

Ces rêveries m'apaisaient, me faisaient oublier les tortures de la faim. Mais dès que j'en sortais, de nouveau des tiraillements me rendaient fou.

Mais, grâce à Dieu, malgré ces hallucinations, nous étions lucides la plupart du temps. Nous fîmes un conseil de famille au cours duquel maman nous poussa à aller jusqu'au fleuve pour tenter de pêcher quelque chose.

Mykola et moi avons emporté des sacs et des leurres faits à la maison et avons parcouru les trois kilomètres qui nous en séparaient. De Pâques jusqu'au début de l'hiver, nous nagions et jouions pratiquement tous les jours dans ses eaux calmes et chaudes. Nous aimions surtout y pêcher et chercher aux alentours des œufs d'oiseaux.

La journée était brumeuse et assez froide. Nous connaissions chaque arbre, le moindre buisson qui bordait le chemin. Mais, cette fois, nous eûmes quelques surprises.

Après avoir dépassé un moulin abandonné, nous avons

aperçu quelque chose à une certaine distance devant nous. En approchant, nous vîmes le corps d'une femme que nous reconnûmes tout de suite. C'était notre voisine, Oksana Chevchenko.

Oksana avait traversé la même épreuve que beaucoup de villageois. Deux ans plus tôt, son père avait été arrêté. Quelques mois plus tard, sa mère était morte et Oksana, qui avait dix-huit ans, dut s'occuper de sa sœur de douze ans et de son frère qui en avait sept.

Mais ses ennuis ne faisaient que commencer. Un jour, elle reçut une note du gouvernement du village, stipulant que sa famille, étant une famille de *kourkoul*s, devait livrer immédiatement un certain quota de blé et de viande à l'État, exigence parfaitement ridicule, car tous les biens de la famille avaient été expropriés avant l'arrestation de son père, et depuis deux ans, ils n'avaient rien à manger. Pour l'État, ceci ne constituait pas une excuse valable.

La commission pour l'approvisionnement en pain se présenta le lendemain. Ses membres fouillèrent partout, mirent tout sens dessus dessous, mais sans rien trouver. On aurait pu penser que, dès lors, Oksana serait tranquille, mais les officiels en décidèrent autrement et lui firent savoir que, puisqu'elle refusait de livrer à l'État les quotas exigés, sa maison deviendrait propriété de l'État. Il faut signaler que cette maison avait un toit de tôle, ce qui était un signe évident qu'elle appartenait à un *kourkoul*.

Les supplications d'Oksana furent sans effet, comme les pleurs des deux enfants blottis contre elle et accrochés à sa jupe.

Bien au contraire, le chef de la commission les terrifia davantage encore avec son revolver. Il le dégaina et le braqua sur Oksana, menaçant de la tuer si les enfants ne cessaient pas de pleurer. Ne les ayant pas réduits au silence, il ordonna aux membres de la commission de les faire sortir de la maison. Devant leur hésitation, il visa celui qui était le plus près de lui. Ce geste eut l'effet désiré. Les enfants,

criant, donnant des coups de pieds, furent traînés à l'extérieur. Oksana, qui s'évanouit, également. La commission scella portes et fenêtres, et ses membres s'éloignèrent sans plus s'occuper d'Oksana et des enfants.

Ayant survécu à cette horrible épreuve, ceux-ci se réfugièrent chez leur tante. Quelques mois plus tard, la petite succomba à une pneumonie. Sa tante mourut de faim peu après. Oksana se retrouva seule avec le jeune Stepan.

Ces événements tragiques remontaient à environ un mois. Et, aujourd'hui, elle gisait sur la route sablonneuse. Elle aussi, semblait-il, avait essayé d'atteindre le fleuve ou les bois. Des traces dans le sable indiquaient qu'elle avait rampé. Elle était étendue à plat ventre, les mains tendues, les dents plantées profondément dans le sable, comme si elle avait voulu en manger.

C'était un triste spectacle, mais nous en avons vu tellement d'identiques que, après avoir regardé son corps un moment en silence, nous sommes repartis. Nous ne pouvions plus rien pour elle.

Nous avons pris un raccourci à travers bois. Tout était calme. On aurait dit que les arbres et les buissons sentaient que nous vivions une tragédie. Il n'y avait pas de vent, mais il nous semblait que les branches des grands pins noirs se murmuraient mystérieusement des choses. De temps en temps, le silence était rompu par un craquement de brindilles ou le jacassement d'une pie.

Le brouillard était bas et les arbres étaient mouillés. Mon frère et moi empruntions toujours ce raccourci, car, outre le fait qu'il réduisait la distance, le panorama était joli. Mais, cette fois, nous avons une raison de passer par là, nous voulions trouver quelque chose à manger. Nous nous sommes séparés pour chercher. Je ne trouvai que quelques champignons vénéneux, quand, soudain, Mykola m'appela. Je le trouvai en train de contempler un hérisson, d'un air vorace.

— Pourquoi le regardes-tu comme cela ? lui demandai-je, presque en colère.

— Tu ne te souviens pas de ce livre sur l'Afrique où l'on disait que les habitants de la jungle mangeaient tout ce qui était vivant ? Pourquoi ne profiterions-nous pas de ce brave petit bonhomme ? répondit Mykola sans tenir compte de mon agitation et en tendant le doigt vers la petite bête qui reniflait des champignons secs.

Mykola avait marqué un point. Je regardai l'animal de plus près.

— Hé ! criai-je, regarde son museau ! Il ressemble au groin d'un porc !

— Je parie qu'il a également le goût du porc.

— Mais comment vas-tu le dépouiller ?

— Nous allons le flamber comme on le faisait autrefois avec les cochons, avant Noël.

Sans hésiter, il tua habilement l'animal. Il m'avait totalement convaincu. Si des gens mangeaient des lézards, des escargots et même des sortes de serpents, pourquoi ne pourrions-nous pas manger des hérissons après en avoir flambé la peau et les piquants ?

Le Parti n'avait promulgué aucune loi interdisant de manger des hérissons ou, d'ailleurs, n'importe quelle bête sauvage. Amusé par cette idée, je me mis à chercher d'autres hérissons sous les arbres, dans les buissons, mais en vain. Mykola, lui, en trouva un autre et je l'entendis crier, content, qu'il était beaucoup plus gros que le premier. Nous n'avions pas perdu notre journée. Nous avons attrapé et tué deux hérissons ; peut-être aurions-nous autant de chance pour la pêche.

Maman nous avait demandé d'aller voir la famille de Prokop, un parent éloigné qui vivait sur le bord même du fleuve. Prokop avait été arrêté au printemps précédent pour n'avoir pas rempli les quotas de blé et de viande, et emmené un soir à la prison du district. Nous n'avions eu aucune nouvelle de lui depuis. Personne n'avait réussi à savoir ce

qu'il était devenu. Sa femme, depuis, vivait seule avec sa fille de six ans. Nous ne l'avions pas vue depuis le mois de novembre et les premières chutes de neige.

Maman, inquiète, voulait savoir comment elles avaient passé cet hiver rigoureux, et nous pensions que c'était une bonne idée car cette tante connaissait bien le fleuve. Elle savait bien mieux que nous comment attirer les poissons dans les nasses, et nous pourrions utiliser son bateau.

Nous sommes arrivés tard dans l'après-midi et nous nous sommes approchés avec appréhension. L'hiver avait été long et très dur. La petite maison semblait intacte, pour autant que nous puissions en juger, mais il n'y avait aucun signe de vie aux alentours. Devant la porte, une couche de neige sale n'avait pas fondu. Des tissus avaient été posés, en guise de rideaux, sur les fenêtres du devant.

Nous avons frappé, doucement d'abord puis plus fort. Personne ne répondit. Je tentai d'ouvrir la porte, mais elle était fermée à clé. Nous avons couru vers l'arrière, les fenêtres étaient également obstruées. La seule solution était de forcer la porte. Y étant parvenus, nous fûmes assaillis par une odeur nauséabonde. Nous avons arraché les « rideaux » car il faisait sombre à l'intérieur. Le spectacle était atroce. Le corps décapité de notre tante était étendu sur le sol ; sa tête se trouvait un peu plus loin. Elle lui avait été arrachée, mais il n'y avait pas beaucoup de sang par terre.

Après avoir surmonté ce choc, nous avons cherché la petite fille. Elle était sur un banc et avait dû mourir avant sa mère. Ses yeux et sa bouche étaient fermés ; ses petites mains étaient jointes sur sa poitrine. Elle était habillée de la robe bleue qu'elle portait quand elle venait en visite chez nous, et ses cheveux étaient soigneusement peignés.

La maison était vide. Les meubles avaient probablement été brûlés pour le chauffage. Il n'y avait aucun aliment. Il nous parut évident qu'après avoir perdu son mari et subi la famine dont sa petite fille était morte, notre tante, comme

notre voisine Solomia, avait trouvé que vivre et lutter n'avaient plus de sens. Avant de se suicider, elle avait fermé la porte à clé et recouvert les fenêtres. Sa maison devint leur cercueil.

Cette vision épouvantable, la puanteur des cadavres ainsi que le silence effrayant nous paralysèrent. Nous étions là, muets et désarmés. Même après tout ce que nous avons vu, nous étions gagnés par l'horreur de la mort. Incapables de supporter cela plus longtemps, nous avons couru dehors pour respirer de l'air frais et reprendre contenance.

Après cette épreuve, l'idée de pêcher et de chercher quelque chose à manger nous parut absurde. Nous avons pris le chemin du retour.

Quand nous racontâmes à maman ce que nous avons vu, elle réagit d'abord très calmement, comme toujours. Mais elle ne put contenir longtemps son émotion. Après nous avoir posé quelques questions, elle s'éloigna et laissa libre cours à ses larmes.

Nous passâmes le reste de la journée à préparer nos hérissons. Mykola les accommoda au mieux, comme s'il avait fait cela toute sa vie. La viande de hérisson rôtie, accompagnée de pommes de terre, avait un goût divin.

Une fois couché, je restai longtemps sans pouvoir dormir. Je revoyais le visage de ma tante, me fixant de ses yeux vitreux et apeurés.

Maman nous réveilla le lendemain matin avant le lever du soleil pour aller enterrer notre tante et sa fille. Quand nous sommes arrivés, il faisait déjà tout à fait jour. L'enterrement se ferait sans cercueils car nous n'avions ni bois ni clous, ni la force d'en confectionner ou de creuser une tombe. Nous avons déposé leurs dépouilles, après les avoir enveloppées dans des couvertures, dans une fosse à pommes de terre. Après les avoir recouvertes de terre, maman dit une courte prière, et je posai sur leurs corps une croix de bois que j'avais fabriquée avec deux bâtons.

Nos yeux étaient secs. Nous avons vécu tant de drames

et tant de morts tragiques que nous n'avions plus de réactions.

— Pourquoi fallait-il qu'elles meurent ? demanda soudain Mykola, rompant le silence.

— J'aimerais bien le savoir, répondit maman.

En rentrant à la maison, je pensai à notre propre enterrement et à ceux qui seraient encore là pour nous enterrer. Je ne voyais personne.

Épilogue.

Au début de mai, notre village n'était que désolation ; l'horreur avait pris place dans toutes les maisons. La route principale, qui avait été une artère à grande circulation et le centre du village, était désertée et couverte de mauvaises herbes. On y voyait rarement des gens ou des bêtes. Beaucoup de maisons étaient vides, délabrées, leurs portes et leurs fenêtres grandes ouvertes. Leurs propriétaires étaient soit morts, soit déportés dans le Nord, soit partis pour trouver de quoi se nourrir. Ces maisons, autrefois entourées de granges, d'étables, d'enclos pour le bétail et de portails ne l'étaient plus que par de vagues vestiges. Tout avait été démoli pour être utilisé comme bois de chauffage.

Les arbres eux-mêmes n'avaient pas été épargnés. Les saules, que l'on trouve dans tous les villages d'Ukraine, étaient dépouillés de leurs branches, les villageois affamés n'ayant pas eu la force d'en couper les troncs, comme des monuments commémorant la bataille qui avait mis aux prises l'hiver et les paysans. Les arbres fruitiers avaient subi le même sort. La moitié des fameux vergers avait été détruite et leurs arbres brûlés. Les autres étaient en fleurs ; les cerisiers, les abricotiers, et d'autres arbres. Mais la floraison, ce printemps, était différente.

Dans les cours, les arrière-cours, les jardins et tout autour des maisons, des trous dans la terre rappelaient les recherches de « nourriture cachée » auxquelles avait procédé la commission pour l'approvisionnement en pain.

Le village ressemblait à une ville fantôme. On aurait dit que la peste noire y avait sévi, réduisant au silence les voix des gens, des animaux et des oiseaux. Un calme de mort l'enveloppait. Les quelques animaux domestiques ayant survécu par miracle faisaient figure de spécimens exotiques.

A la fin mai 1933, la famine diminuait. Des fruits et des légumes étaient en abondance pour qui pouvait aller les chercher. D'autre part, les autorités avaient besoin du travail des fermiers et se devaient de donner aux membres du *kolhosp* qui travaillaient les rations nécessaires au soutien de leurs forces. Aussi les villageois qui pouvaient encore tenir debout — même paralysés, accablés, épuisés par la faim — s'efforçaient-ils de rejoindre le *kolhosp* et de gagner des rations alimentaires, un morceau de pain, une ou deux cuillérées de gruau de sarrasin ou de millet. Ceux qui ne pouvaient travailler restaient à la merci de leurs parents ou de leurs amis, dans la mesure où ceux-ci avaient survécu.

J'eus de la chance. Malgré mon extrême pauvreté et l'épuisement provoqué par la famine, je n'avais jamais renoncé à mon rêve de faire des études, et c'est grâce à lui que je réussis à quitter le village pour de bon.

Ainsi, affamé, vivant dans une pauvreté absolue au milieu de cadavres, j'avais néanmoins fait de mon mieux pour achever mon éducation secondaire.

A cette époque, notre école assurait neuf classes, soit quatre années d'enseignement élémentaire et cinq d'enseignement secondaire, et préparait aux études supérieures.

En 1933 j'étais en dernière année du secondaire, et nous devions être diplômés en juin. Mais nombre des élèves de

ma classe ne virent jamais leurs diplômes. Certains moururent de faim. D'autres quittèrent l'école pour chercher à se nourrir. D'autres encore réussirent à rejoindre d'autres régions d'Union soviétique, surtout la Russie, où il n'y avait pas de famine. Beaucoup furent déportés avec leurs familles et exilés. Cet exode eut pour conséquence la fermeture de notre école au début du mois de mars, et les rares élèves qui tenaient encore bon durent se débrouiller seuls. Personnellement, je ne renonçai pas à mon rêve et ma persévérance fut couronnée de succès : je fus accepté à l'école secondaire d'un village voisin, et obtins mon diplôme à la fin de juin. Ce fut un tournant pour moi. Je décidai de m'en aller. Je ne peux me souvenir de la date exacte, mais ce jour-là demeure le plus important de ma vie.

Une nuit, avec un morceau de pain dans un sac et cinq *karbovantsi*, ou roubles (moins d'un dollar d'aujourd'hui), en poche, habillé d'un pantalon rapiécé, d'une chemise trop grande, et pieds nus, je me faufilai hors du village et pris la route du siège du district. J'avais entendu dire qu'on y donnait des cours préparatoires pour l'Université aux étudiants diplômés du secondaire. La chance fut de mon côté. Avec l'aide de personnes bien intentionnées, j'eus l'autorisation d'assister à ces cours et, après les avoir suivis, je m'inscrivis dans une école qui formait des enseignants. J'en sortis au bout de quatre ans et devins professeur. Puis la Seconde Guerre mondiale éclata et je partis dans l'armée et fus fait prisonnier par les Allemands qui m'internèrent au Stalag 3, en Allemagne.

Après la guerre, sachant que tous les prisonniers soviétiques étaient traités de déserteurs et de traîtres sur ordre de Staline et risquaient le peloton d'exécution, et souhaitant par ailleurs vivre dans un monde libre, je décidai de rester en Allemagne comme « personne déplacée ». J'ai émigré plus tard aux États-Unis où j'ai trouvé une nouvelle patrie.

Ma mère et mon frère qui avaient souffert avec moi, qui avaient partagé avec moi chaque morceau de pain et à qui je dois d'avoir survécu, restèrent au village. Ils ne purent que travailler à la ferme collective. La Seconde Guerre mondiale nous a séparés et je ne sais pas ce qu'ils sont devenus.

Postface.

Les Affamés de Miron Dolot est le témoignage oculaire le plus détaillé qui ait jamais été publié sur la grande famine artificiellement provoquée de 1932-1933. En tant que tel, il ne constitue pas seulement un livre fascinant, mais aussi une source d'information extrêmement importante sur la tragédie qui est au centre de l'histoire de l'Ukraine contemporaine ; un génocide au cours duquel des millions de victimes ont perdu la vie, conséquence directe d'une politique délibérée menée par le gouvernement soviétique sous Staline.

La plupart des textes traitant de cette famine ont été publiés en ukrainien, mais il y en a d'autres. Le roman le plus émouvant, *Le Prince jaune*, de Vasyl Barka (Gallimard, 1981) est disponible. La communauté ukrainienne de France a, d'autre part, réuni en deux volumes une documentation, tirée de la presse française et européenne : *1933-1983 : cinquantième anniversaire de la famine-génocide en Ukraine*, distribué par le Comité central des organisations ukrainiennes en France. Et l'Association franco-ukrainienne en a commémoré le cinquantième anniversaire en lui consacrant un numéro spécial de sa revue *Échanges*.

L'affaire Kravchenko, qui date de la fin des années

quarante, tient une place particulière dans l'histoire du lent processus par lequel l'Occident prit conscience de la véritable nature du stalinisme. Victor Kravchenko était un haut fonctionnaire soviétique qui passa à l'Ouest, alors qu'il se trouvait à Washington, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le récit de ses expériences, dont sa participation à l'intégration forcée des paysans ukrainiens dans les fermes collectives et son témoignage sur la famine, devint immédiatement un best-seller aux États-Unis, bientôt suivi d'une traduction française qui avait pour titre : *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique* (Paris, 1947). Sa parution déclencha une campagne où se mêlaient les menaces personnelles et la diffamation publique, et, après sa sortie en France, les Soviétiques et leurs sympathisants tentèrent vite de le discréditer. Le 13 novembre 1947, *Les Lettres Françaises* publièrent un article polémique qui accusait les services secrets américains d'avoir « fabriqué » ce livre après s'être rendu compte que Kravchenko était un buveur invétéré, incapable d'écrire une ligne. Décidé à défendre sa réputation et la véracité de son livre, Kravchenko vint en France et intenta au journal un procès en diffamation. Après un procès long et retentissant, il reçut le franc symbolique de dommages et intérêts. Les témoignages auxquels la procédure donna lieu servirent de base à son deuxième livre, *I chose justice* (New York, Scroner's, 1950), et firent plus tard l'objet d'une monographie de Guillaume Malaurie, *L'affaire Kravchenko* (Robert Laffont, 1982).

Qui souhaiterait étudier de plus près des documents sur cette famine devrait commencer par consulter l'excellente bibliographie établie par Alexandra Pidhaina, « A bibliography of the Great Famine in Ukraine », in *The New Review : a journal of East European History* (Toronto, 1973, n° 4) qui contient de nombreuses références en langues occidentales et slaves.

Harvest of sorrow : Soviet Collectivization and the

Terror-Famine de Robert Conquest (Oxford University Press, New York, 1986) constitue le texte le plus remarquablement complet. Il met en lumière l'oppression nationale et l'oppression sociale des paysans ukrainiens. Les textes de la conférence de Montréal en 1983 ont été publiés par Roman Serbynn et Bohdan Krawchenko, sous le titre *Famine in Ukraine, 1932-1933* (Canadian institute of Ukrainian Studies, Edmonton, 1986). La monographie de Wasyl Hryshko : *The Ukrainian Holocaust of 1933* (Bahriany Foundation, Toronto, 1983), est plus courte mais d'une valeur certaine. Sont également intéressantes : *Famine in the Soviet Ukraine 1932-1933 : a Memorial Exhibition*, *Widener Library, Harvard University* (Harvard College Library, Cambridge, 1986), de Oksana Procyk, Leonid Heretz et James E. Mace, ainsi que *The Great Famine in Ukraine : The Unknown Holocaust* (Ukrainian Weekly, Jersey City, 1983).

Plusieurs études sur la famine ont également paru sous forme d'articles. Dana Darlymple a ouvert la voie avec « The Soviet Famine of 1932-1934 », dans *Soviet Studies*, 1964, n° 3; 1964, n° 4. James E. Mace a publié deux articles, « Famine and Nationalism in Soviet Ukraine » dans *Problems of Communism*, mai-juin 1984 (traduit en espagnol sous le titre « Hambre y Nacionalismo en la Ucrania Sovietica » in *Problemas internacionales*, 1984, n° 5) et « The Man-Made Famine of 1933 in the Soviet Ukraine », in *Toward the Understanding and Prevention of Genocide : Proceedings of the International Conference on the Holocaust and Genocide* (Westview Press, Boulder and London, 1984), ouvrage dirigé par Israel Charny.

Il existe d'autres études intéressantes, mettant en relief divers aspects du problème : « The Great Ukrainian Famine as an Instrument of Russian Nationalities Policy » (*Ukrainian review*, hiver 1978 and printemps 1979) de Anna Bolubash ; « British public opinion and the famine in Ukraine » (*The New Review*, 1968, n° 4) de Roman Serbynn ;

« Collectivization in Ukraine in Light of Soviet Historiography » (*Journal of Ukrainian Studies*, 1980, n° 2), de Janusz Radziejowsky ; « The Man-Made Famine of 1932-1933 in Soviet Ukraine » (*Conflict Quarterly*, printemps 1984) de Bohdan Krawchenko ; et « The Ukrainian Komitety Nezamozhnykh Selyan and the Structure of Soviet Rule in the Ukrainian Countryside » (*Soviet Studies*, octobre 1983), de J. E. Mace.

Semen Pidhainy a publié un recueil remarquable des récits de témoins oculaires : *The Black Deeds of the Kremlin: A White Book* (Suzero, Toronto et Detroit, 1953-1955), traduit en espagnol sous le titre : *Las Negras Acciones del Kremlin: Libro Blanco* (Buenos Aires, 1966). *The Ninth Circle: In Commemoration of the Victims of the Famine of 1933* (Harvard University Ukrainian Studies Fund, Cambridge, 1983), de Olexa Woropay, se compose d'une partie dans laquelle l'auteur raconte ce qu'elle a vu personnellement et d'une autre où figurent les récits qui lui ont été rapportés. *The Golgotha of Ukraine* (Ukrainian Congress Committee of America, New York, 1953), publié sous la direction de Dmytro Solovey, est une version abrégée d'un recueil plus important publié en ukrainien. *Witness* (Anabasis, Toronto, 1983), de Pavlo Makohon, comporte un mémoire original de l'auteur en ukrainien et sa traduction en anglais.

Divers comités du Congrès américain ont également entendu des témoins oculaires. Entre autres : *Investigation of Communist Takeover and Occupation of the Non-Russian Nations of the USSR. Eighth Interim Report of Hearings before the Select Committee on Communist Agression: House of Representatives, Eighty-Third Congress, Second Session* (Government Printing Office, Washington, 1954) et *Collectivization and its Impact on the Ukrainian Population and on Soviet Agricultural Productivity: Hearing Before the Committee on Agriculture, Nutrition and Forestry. United States Senate, Ninety-Eighth Congress, First Session* (Government Printing Office, Washington, 1983).

Les *Souvenirs* de Nikita Khrouchtchev (Robert Laffont, 1971) occupent une place à part, même si le récit qui s'y trouve est de troisième main (pp. 83-84) ; l'ancien dirigeant soviétique rapporte comment un collègue lui dit avoir entendu un haut fonctionnaire ukrainien lui parler d'un nombre énorme de morts, victimes de la famine.

Les *Mémoires* du général Piotr Grigorenko (Presses de la Renaissance, 1980) évoquent la famine ukrainienne (pp. 138-141), de même que *La Quête de l'Absolu* d'Arthur Koestler (Calmann-Lévy, Paris, 1981, pp. 90-94 et 101-102). La revue samizdat ukrainienne, *Ukrainian Herald*, a consacré un numéro à la famine et à la russification forcée des Ukrainiens, au début des années soixante-dix. Ce travail a été traduit sous le titre *Ethnocide des Ukrainiens en URSS* (PUF, 1978). Lev Kopelev, l'ancien camarade de détention de Soljenitsyne, qui lui servit de modèle pour Rudin, personnage du *Premier cercle*, consacre le dernier chapitre de *Education of a true believer* (Harper and Row, New York, 1980) à son expérience d'activiste communiste en Ukraine aux pires heures de la famine.

L'ouvrage le plus complet qui ait été écrit sur la famine pendant qu'elle sévissait est *Muss Russland Hungern? Menschen und Völkerschicksale in der Sowjetunion* de Edwald Ammende (Wilhelm Braumüller, Vienne, 1935). Le docteur Ammende, un Balte allemand qui devint secrétaire général de la Ligue européenne des nationalités, avait été nommé directeur d'une organisation de secours interconfessionnelle, créée par le cardinal de Vienne Innitzer dans l'espoir de soulager les souffrances engendrées par la famine de 1933. Le livre de Ammende, également accessible en anglais sous le titre de *Human Life in Russia*, était basé sur une énorme quantité d'informations provenant de sources les plus diverses et son auteur fut l'un des très rares observateurs de l'époque qui fut assez fin pour percevoir un lien entre la politique agricole de Staline et sa politique des nationalités.

Parmi les représentants de la presse occidentale, Gareth Jones, Malcom Muggeridge, William Henry Chamberlin et Eugene Lyons ont rendu compte de la famine. Chamberlin, le correspondant du *Christian Science Monitor* à Moscou, put se rendre en Ukraine et dans le Caucase du Nord juste après la famine et déclara n'avoir trouvé aucun village dont moins de 15 % de la population était morte de faim (William Henry Chamberlin, *Russia's Iron Age*, Boston, Little Brown, 1934). Malcom Muggeridge, qui se rendit en Ukraine sans autorisation officielle pendant la famine rapporte son expérience dans deux livres, *Winter in Moscow* (Boston, Little Brown, 1934) et *Chronicles of Wasted Time*, premier volume de ses Mémoires (New York, William Morrow, 1973). Eugene Lyons, le correspondant de l'*Associated Press*, a décrit la famine en même temps que la manière dont la presse occidentale a contribué à la dissimuler dans *Assignment in Utopia* (New York, Harcourt Brace, 1937).

Le fait que certains représentants de la presse internationale aient activement aidé les autorités soviétiques à tenter de cacher la famine est l'un des aspects les plus troublants des événements de 1933. *Angels in Stalin's Paradise : Western Reporters in Soviet Russia, 1917 to 1937, A Case Study of Louis Fischer and Walter Duranty*, de James W. Crowl, est une remarquable étude (Washington, University Press of America, 1982). Les découvertes essentielles de Crowl ont été résumées et vulgarisées par Marco Cazyynyk dans « The Famine the "Times" couldn't find » (*Commentary*, novembre 1983).

Il existe également, évidemment, une mine de documents sur la famine en ukrainien et en russe, dont une partie a fait l'objet d'une publication officielle en Union soviétique. Dans les années soixante, il fut possible d'écrire plus ou moins ouvertement sur la famine. Dans le domaine des études historiques, les auteurs ne pouvaient, bien entendu, utiliser que l'euphémisme « difficultés d'approvisionnement », mais les œuvres de fiction historique pouvaient parfois faire

ouvertement référence à la « famine », si l'auteur respectait la convention qui consistait à la décrire comme une simple anomalie locale et à laisser ses causes et sa portée à l'imagination du lecteur : *People are not Angels* (London, Mono Press, 1963) de Ivan Stadnyuk, accessible en traduction, fait partie de ces travaux. Il n'est malheureusement plus possible aux écrivains ukrainiens de se risquer jusque-là. A la fin des années soixante, des historiens qui « se plaisent à insister sur les coûts de la collectivisation » furent accusés de déloyauté, et, dans les années récentes, les œuvres de fiction n'ont été autorisées à décrire la famine de 1933 que dans le bassin de la Volga, où la population semble avoir moins souffert et où la sécheresse peut être invoquée comme un facteur ayant largement contribué à la situation. Il est significatif à cet égard qu'un congrès d'historiens se soit tenu à Kiev en octobre 1985 pour dénoncer les « falsifications bourgeoises » de l'histoire de la collectivisation de l'agriculture et les modalités selon lesquelles les paysans livraient la production agricole. Aucun des participants n'eut la possibilité de dire que qui que ce soit était allé même jusqu'à insinuer que des événements sortant de l'ordinaire s'étaient produits en Ukraine en 1933.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, quand les Soviétiques fuirent les envahisseurs allemands en hâte et dans le désordre, les archives officielles furent abandonnées pendant un temps, et quelques documents tombèrent entre les mains d'Ukrainiens qui les emportèrent lorsqu'ils passèrent à l'Ouest. Certains de ces documents concernant la région de Poltava ont été publiés par P.S. Lykho dans *The Black Deeds of the Kremlin*, et un lot plus important, qui avait été caché près de Dniepropetrovsk, a été déposé à la « Shevchenko Scientific Society » à New York et traduit, accompagné d'un commentaire dont on comprend le caractère émotionnel dans *Communism, the Enemy of Mankind: Documents About the Methods and Practice of*

Russian Bolshevik occupation in Ukraine de Olexa Kalynyk (London, Ukrainian Youth Association in Great Britain, 1955).

Comparée à d'autres grandes tragédies de ce siècle, comme l'Holocauste et les massacres des Arméniens, la famine d'Ukraine a été peu étudiée. La sympathie traditionnelle envers l'URSS d'une grande partie de l'intelligentsia occidentale, et le démenti ainsi que la désinformation perpétuellement pratiqués par les Soviétiques n'expliquent qu'en partie les raisons de cet état de choses. Bien qu'ils forment la nation la plus nombreuse des nations sous la domination de la Russie communiste, les Ukrainiens sont, à bien des égards, une nation oubliée.

Il existe une grande quantité d'ouvrages éminents sur l'histoire et la culture millénaires de l'Ukraine. Comme livres d'introduction utiles, on trouvera *A Survey of Ukrainian Historiography* de Dmytro Doroshenko et *Ukrainian Historiography 1917-1956* de Alexander Olhoblyn, publiés dans le même numéro des « *Annals of the Ukrainian Academy of Arts and Sciences in the US* » (vol. V-VI, 1957); *Zwei Konzeptionen der Geschichte der Ukraine and Russland (Mit Bibliographie der wissenschaftlichen Werke der Verfasserin)* (Munich, Ukrainische Freie Universität, 1970) de Natalia Polonska-Wasylenko; *Ukrainian Communism and Soviet Russian Policy Towards the Ukraine, 1917-1953* (New York Research Program on the USSR, 1953) de Jurij Lawrynenko; et *La littérature historique soviétique-ukrainienne* (réédition : Fink Verlag, Munich, 1972), de Myron Korduba.

A History of Ukraine (New Haven, Yale University Press, 1941) est l'ouvrage classique sur l'histoire de l'Ukraine avant la révolution, qui peut être opposé aux articles du volume de *Ukrains'ka Radian'ska entsyklopediia* qui a été traduit sous le titre de *Soviet Ukraine* (Kiev, Editorial Office of the Ukrainian Soviet Encyclopedia, n.d.). Ivan L. Rudnytsky expose excellemment d'autres points de vue

occidentaux récents sur diverses questions liées à l'histoire contemporaine de l'Ukraine, dans *Rethinking Ukrainian History* (Edmonton Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1981).

A propos de la révolution et de la lutte pour l'indépendance, voir *The Ukrainian Revolution, 1917-1920: A Study in Nationalism* (Princeton, Princeton University Press, 1953) de John Reshetar, et *The Ukraine, 1917-1921: A Study in Revolution* (Cambridge, Harvard Ukrainian Research Institute, 1971) de Taras Hunczak. Sur la prise du pouvoir par les communistes, l'ouvrage classique est de Jurij Borys, *The Sovietization of Ukraine, 1917-1923: The Communist Doctrine and Practice of National Self-Determination* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980).

Moscow and the Ukraine, 1918-1953: a Study of Russian Bolshevik Nationality Policy (New York, Bookman Associates, 1956), de Basil Dmytryshyn, et *Soviet Politics and the Ukrain, 1917-1957* (New York, Columbia University Press, 1962), de Robert S. Sullivant, constituent deux études de base sur les républiques ukrainiennes socialistes soviétiques jusqu'en 1950. Sur l'Ukraine soviétique entre les deux guerres, il existe des livres de valeur comme celui de James E. Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation: National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933* (Cambridge, Harvard Ukrainian Research Institute, 1983), celui de Hryhory Kostyuk, *Stalinist Rule in the Ukraine: A Study of the Decade of Mass Terror* (Londres, Atlantic Books, 1960), et celui de George S. N. Luckyj, *Literary Politics in the Soviet Ukraine, 1917-1934* (New York, Columbia University Press, 1956). Sur l'Ukraine occidentale, qui faisait partie de la Pologne jusqu'au pacte Molotov-Ribbentrop de 1939, voir *Sprawa ukraińska w drugiej Rzeczypospolitej, 1922-1926* (Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 1979), de Mirosława Papierzyńska-Turek ; *The Turn to the Right: The Ideological Origins and Development*

of Ukrainian Nationalism, 1919-1929 (Boulder, East European Monographs, 1980), de Alexander J. Motyl ; *The Communist Party of Western Ukraine, 1919-1939* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1983), de Janusz Radziejowski, et *Kwestia ukraińska polityce III Rzeszy, 1933-1945* (Varsovie, Ksiaka i Wiedza, 1972).

Sur l'Ukraine pendant la Seconde Guerre mondiale, voir *Ukraine during World War II: History and Aftermath* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1986), ouvrage dirigé par Yury Boshyk, et *Ukrainian Nationalism, 1939-1945* (New York, Columbia University Press, 1955), de John Armstrong.

Sur l'après-guerre, voir : *The Second Soviet Republic: The Ukraine after World War II* (New Brunswick, Rutgers University Press, 1964), de Yaroslav Bilinsky ; *Ukrainian Nationalism in the Post-Stalin Era: Myth, Symbols and Ideology in Soviet Nationalities Policy* (La Haye, Martinus Nijhoff, 1980), de Kenneth C. Farmer ; *Soviet Ukraine, 1953-1980* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1984), de Borys Lewytzkyj, et *Ukraine After Shelest* (Edmonton, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1983), de Bohdan Krawchenko.

Sur la société et l'économie, voir : *Social Change and National Consciousness in Twentieth Century Ukraine* (Londres, Macmillan, 1985), de Bohdan Krawchenko, et *The Ukraine within the USSR: An Economic Balance Sheet* (New York, Praeger, 1977), de I. S. Koropecyjk.

Sur la dissidence, voir : *Nonconformity and Dissent in the Ukrainian SSR, 1955-1975* (Cambridge, Harvard Ukrainian Research Institute, 1978), de George Liber et Anna Mostovych ; *Internationalisme ou Russification* (PUF, 1980), de Ivan Dziouba ; *Le malheur d'avoir trop d'esprit* (PUF, 1974) et *Ethnocide des Ukrainiens en URSS* (PUF, 1980), de Vyachislav Chornovil ; *Le carnaval de l'Histoire* (Éditions du Seuil, 1977), de Leonid Plioutch, et *État de siège ou une nation en péril* (PUF, 1982), de Youriy Badzio.

Ce sont là quelques-uns des ouvrages sur l'Ukraine accessibles en langues européennes. Si le malheur des Ukrainiens est tellement ignoré, ce n'est certainement pas faute d'informations disponibles. Notre degré de compréhension ne dépend que de notre volonté de savoir.

James E. Mace.

Les affamés

Une page oubliée de l'histoire contemporaine.

1929 : Staline ordonne que toutes les exploitations agricoles d'Ukraine soient collectivisées. Il veut briser l'indépendance de ces fermiers amoureux de leur terre et rebelles à l'autorité. Il a, aussi, besoin de leur blé.

Des propagandistes révolutionnaires, des hommes de la Osepéou, des aparatchiks rigoureusement formés débarquent en ordre serré dans le moindre village, armes au poing et discours préparés dans la bouche. La terreur fait main basse sur la campagne ukrainienne. On ne compte pas les confiscations, les meurtres. Les paysans meurent de faim : sept millions de morts.

Une tragédie passée sous silence, mais dont le nombre des victimes dépasse celui de l'Holocauste.

Miron Dolot, adolescent, a vécu l'atrocité de ces événements. Son témoignage est inédit et irremplaçable.

Miron Dolot enseigne aujourd'hui les langues slaves en Californie.



9 782859 565145